Parti Socialiste
Convention nationale ordinaire d'Evry
Samedi 15 et dimanche 16 décembre 1984

Sommaire

Le président (Jacques Guyard) 2
Jean Poperen (Secrétaire national à la coordination, chargé des élections) 4
Rapport d'activité 4
Lionel Jospin 14
Michel Debout 29
Nicole Bricq 31
Jean-Paul Bachy 34
Guy Allouche 36
Louis Mexandeau 38
Jean Gatel 42
La présidente (Martine Buron) 45
Jean-Louis Joseph 45
Bertrand Delanoë 47
Jacques Huntzinger 47
Luc Soubré 50
Christian Bataille 52
Jean-Pierre Chevènement 54
Dominque Strauss-Kahn 62
Lionel Jospin 67
Marie-Noëlle Lienemann 68
André Laignel 71
Georges Sarre 75
Michel Rocard 78
Gérard Dupeyrat 90
Christian Pierret 95
Gérard Fuchs 100
Françoise Seligmann 102
Edith Cresson 102
Didier Motchane 107
Geneviève Domenach-Chich 111
Alain Richard 115
Alain Brunel 120
Michel Leniaud 123
Martine Buron 124
Pierre Carassus 127
Jean Poperen 132
Hervé Fouilloux 137
Yves Lebas 140

Fondation Jean-Jaurès

René Basse 141
Bernard Roman..... 143
Robert Le Foll 146
Pierre Brana..... 148
Philippe Lacheneur..... 150
Joseph Mingat..... 151
Denise Cacheux..... 153
Guy Poirier 156
Yannick Bodin..... 158

Séance du samedi 15 décembre 1984
(Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Jacques Guyard, député, maire d'Evry.

Le président (Jacques Guyard)

Chers camarades, nous allons ouvrir la Convention nationale.
Chers camarades, les Socialistes d'Evry, de la ville nouvelle et de la fédération de l'Essonne, sont fiers d'accueillir la Convention nationale "Modernisation et Progrès Social"; dans ce département qui, entre Saint-Quentin en Yvelines et Evry, sur 30 kilomètres, rassemble plus de 40% de la recherche française, nous nous sentons particulièrement concernés par ce thème.
Nous savons que dans dix ou vingt ans, la France sera à l'image des entreprises et des administrations de pointe qui nous environnent, ou qu'elle aura manqué le rendez-vous du 3ème millénaire, et nous savons aussi que si ce rendez-vous est réussi c'est au courage, à l'énergie des dirigeants Socialistes et de François Mitterrand qu'elle le devra.
Déjà, les premiers signes de ce succès apparaissent.
Qui, en dehors des Socialistes, a réussi à rétablir les marges d'auto-financement des entreprises ? Qui a réussi à réduire massivement le déficit des entreprises nationalisées ? Qui a libéré le crédit ? Qui a créé chez tou les Français le goût du placement industriel ? Qui a réduit de moitié l'inflation par rapport à M. Barre ? Qui enfin, a diminué le déficit de notre commerce extérieur ?
Tout ceci est au bilan des Socialistes seuls et tout ceci, il faut le répéter, a été obtenu dans un contexte de progrès social, de citoyenneté reconnue dans l'entreprise.
Les lois Auroux, lentement, trop lentement à notre gré, mais sûrement, changent les rapports sociaux dans le travail.
Le formidable développement de la formation initiale et continue, dont Evry est un point fort, change également les conditions dans lesquelles les travailleurs affrontent l'évolution technologique.
Les femmes, longtemps victimes désignées de la déqualification et du chômage, tirent profit de ces formations.

Contribution Jean-Jaurès

Des plans de promotion des femmes dans l'entreprise, dont je rappelle que le premier a été signé ici-même, dans notre commune, à SOFINCO, elles tirent profit de l'amélioration de leurs droits sociaux et de celui fondamental de choisir le moment d'avoir un enfant.
Ce progrès, qui touche tous les citoyens français, nous devons en être fiers, ne serait-ce que par comparaison avec l'ère de décadence giscardienne qui nous a précédés, et ce progrès il se construit, à la fois par le gouvernement, et à la base, par l'action de chacun d'entre nous, élus ou militants.
Ici par exemple, en ville nouvelle, plus de 1000 emplois ont été créés en 1984, 1000 emplois créés, soit par naissance d'entreprises nouvelles, soit développement d'entreprises qui réussissent.
Ce résultat vient d'une convergence d'efforts, efforts d'entrepreuneurs imaginatifs, de salariés dynamiques, compétents, mais aussi appui d'une offre de formations variées, toujours à la pointe de la technologie, aménagement de zones d'activité et de bureaux modernes, création à notre initiative de couveuses d'entreprises qui ont vu grandir plus de trente entreprises nouvelles qui ont généré plus de 400 emplois nouveaux.
Information toujours plus efficace.
Vous avez vu à l'entrée de cette convention des minitels. Il y en a sur cette ville plus de 5000 en position dans les foyers, qui habituent chacun a travailler avec les moyens de communication modernes.
Demain, le cable fonctionnera à Evry et apportera plus d'informations encore, encore plus maitrisable par chacun.
Ici, d'ailleurs, une population extrêmêment jeune existe. L'âge moyen se situe entre 20 et 35 ans, et l'arrivee de 23 000 habitants nouveaux nous contraints a l'optimisme, au pari de la croissance, au pari de l'innovation, et jusqu'à present, avec l'aide du gouvernement et avec nos propres forces nous avons réussi a gagner ce pari.
A chaque millier d'habitants supplémentaires venus s'installer dans la ville nouvelle ont correspondu 500 emplois implantés ici. Ce succes n'efface pas le besoin de solidarité.Comme tous les élus je connais les problèmes des chômeurs en fin de droits, je connais les problèmes des femmes qui se retrouvent seules, sans travail, mais avec enfants à charge, je connais le problème des jeunes qui tournent en rond sans perspectives et sans aucune possibilité d'économie. Leur nombre croît,et la modernisation, et le progrès social, c'est aussi de leur rendre leur dignité d'hommes, leur indépendance materielle.
Avec les travaux d'utilité collective, le gouvernement à fait preuve d'imagination et de réalisme pour les jeunes. Cela marche très fort, ici et ailleurs. Y compris nos adversaires politiques sont forcés de s'engager dans cette voie, car elle répond aux besoins de la population et aux besoins des jeunes.
Il nous faut maintenant faire preuve de la même imagination, du même réalisme, pour les femmes seules en chômage, et pour les fins de droits de plus de 50 ans, sans cela le discours de la modernisation restera incompris. Les travailleurs resteront dans l'attente et l'abstention et les chefs d'entreprise penseront tout bas que nous sommes les meilleurs, mais hélas, cela ne changera pas leur bulletin de

Fondation Jean Jaurès

vote.
Modernisation et progrès sociale vont de paire dans la réussite comme dans l'échec.
Les entreprises nationales qui nous presentent ici leurs réalisations le prouvent. Elles sont en tête dans la voie du progrès social. Elles sont en tête dans la voie du progrès économique...
La population d'Evry, par sa capacité de créations économiques le prouve également et par son innovation sociale. Et c'est au cœur même de l'action de tous les Socialistes, de l'action dont nous allons tracer les voies dans cette convention, que l'on va le prouver aux Français tout entiers.
Je vous remercie, nous allons maintenant engager la discussion du rapport d'activité de la direction, et je vais passer la parole à Jean Poperen, secrétaire national.
(Applaudissements)

Jean Poperen (Secrétaire national à la coordination, chargé des élections)

Chers camarades, j'ai en effet à vous présenter l'habituel rapportd'activité de la direction du Parti, c'est-à-dire ce qui ouvre la partie ordinaire de notre Convention, rapport d'activité devant ce qui est entre nos Congrès la plus haute instance du Parti.
En vérité, comme nous avons tenu un Comité directeur le 10 novembre, c'est sur une période relativement courte que nous avons à rendre compte.

Rapport d'activité

C'est sur une période relativement courte que nous avons à rendre compte, à la Convention, de nos activités puisque le dernier Comité directeur s'est tenu le 10 novembre.
Pendant cette période le secteur coordination-élections a suivi naturellement la préparation de cette Convention ainsi que les campagnes du Parti. Il a achevé l'examen, avec les fédérations, des problèmes liés aux découpages cantonaux.
Il prépare depuis plusieurs semaines, avec le secrétariat aux collectivités locales, les élections cantonales de 1985.
- Par le lancement d'une enquête, en direction des fédérations et des élus, sur la prise en compte de la décentralisation et sur la gestion, par la Droite, des conseils généraux qu'elle dirige.
- Réintroduire ou réactiver dans notre base sociale la notion de lutte et la prise en considération du rapport des forces dans notre société.
Je vous rappelle que cette campagne, telle que nous l'avons prévue, doit privilégier les rencontres et petites réunions. C'est ainsi notamment que l'ont conçue les premiers secrétaires fédéraux, dans leur séminaire du mois d'octobre.
C'est pourquoi nous proposons une action en 3 phases.
- Du 7 au 20 janvier : phase d'annonce de la campagne et de son objectif.
Réception du matériel d'affichage et de la cassette vidéo.
Organisation d'une conférence de presse dans chaque département, et au niveau

Fondation Jean-Jaurès

national pour le lancement de la campagne.
Affichage.
Mise en place d'un programme départemental de petites réunions d'appartement, d'entreprise ou de quartier.
Des réunions régionales de mise au point pourront avoir lieu avec des secrétaires nationaux dans cette période.
- Du 21 au 27 janvier : la deuxième phase.
Organisation du plus grand nombre possible de petites réunions, annoncées comme préparations à la troisième phase : les personnes ainsi contactées en petits groupes assisteront à la projection de la cassette vidéo et poseront librement questions et observations, étant entendu que le dialogue engagé ce jour-là aura sa conclusion lors des 500 rencontres avec les Socialistes.
- Du 28 janvier au 3 février : troisième phase.
500 rencontres avec les Socialistes seront organisées dans toute la France avec la participation des élus, des membres du Comité directeur et éventuellement des membres du Comité de soutien de juin 1984.
A Paris, cette dernière phase de la campagne sera marquée par une manifestation populaire dont nous chercherons à ce qu'elle ait l'impact maximum dans les médias nationaux.
Le secrétariat national prépare actuellement : un guide technique de campagne (pour les candidats) et un argumentaire politique simple (questions/réponses) en collaboration avec le secrétariat national aux études.
Le secrétariat national à la communication-propagande termine également la mise en forme d'une affiche modèle pour les candidats et prépare les affiches nationales militantes.
Enfin, le secrétariat national à la communication-propagande développe l'utilisation des moyens modernes de communication (radios locales privées, vidéo...). C'est pourquoi il assure la diffusion de cassettes vidéo sur ses lois Auroux, le 9ème plan et la décentralisation.
L'activité du secrétariat national aux entreprises a été marquée par deux temps forts : d'une part l'organisation les 17 et 18 novembre, à Villiers-le-Bel des journées de travail des sections et groupes Socialistes d'entreprises du secteur public, d'autre part l'organisation de réunions régionales qui ont débuté fin novembre et se poursuivront jusque fin janvier.
200 camarades ont participé aux journées des sections et GSE du secteur public, dont les débats ont été organisés autour de 3 thèmes.
- Les entreprises publiques et l'emploi
- Les entreprises publiques comme moteur de l'économie
- Les entreprises publiques et les droits des travailleurs.
D'une façon générale tous les participants ont noté les progrès réalisés dans la plupart des entreprises concernées dans le domaine industriel et financier. Sans la nationalisation, beaucoup de ces entreprises seraient aujourd'hui disparues ou vendues à des capitaux étrangers. La nationalisation leur a permis de mieux faire face à la crise et de bénéficier de nombreux investissements. Par contre, sur le plan social, un mécontentement certain a été exprimé par les camardes.

Fondation Jean Jaurès

Manifestement l'effort en matière d'emploi, d'amélioration des relations sociales et de démocratisation reste très insuffisant dans la plupart des cas.
Un tract national sera mis à la disposition des fédérations pour dénoncer les programmes de la Droite visant à dénationaliser systématiquement les entreprises publiques et à remettre en cause tous les acquis de 1981.
Par ailleurs, chacun des GSE nationaux et des collectifs de coordination des groupes sera invité à rédiger un tract spécifique pour sa région ou son entreprise.
Plusieurs journées régionales «entreprises» se sont déroulées en présence du secrétaire national ou di secrétaire national adjoint aux entreprises ainsi que d'autres représentants de la direction nationale du Parti. Ont eu lieu notamment les journées régionales de l' Alsace, de la Franche-Comté, du Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, Provence-Côte d'Azur, Languedoc-Rousillon, dela région Centre, des Pays de la Loire, Midi-Pyrénées, Poitou-Charente et de la Bourgogne.
La diffusion de Combat Socialiste est actuellement assurée à raison de 280 000 exemplaires par numéro. Le journal est en général bien accueilli par les travailleurs et par les sections. Une campagne de réabonnement des fédérations doit être faite sans délais pour l'année 85. De même, la diffusion de la note d'information interne travail-emploi bien appréciée par les camarades des fédérations qui y trouvent des arguments concrets pour mener la bataille d'idées contre la Droite.
Une rencontre commune du Bureau exécutif du Parti et du Bureau de la CNE aura lieu en janvier.
Le secrétariat national à l'organisation, aux fédérations et au contentieux a répondu à toutes les demandes des fédérations concernant l'organisation de la Convention nationale. Il a veillé à ce que celle-ci se déroule dans les meilleures conditions matérielles possibles.
Le secrétariat national a aussi favorisé l'information politique des fédérationsen leur adressant, par télécopieurs, plusieurs documents d'actualité afin qu'ils soient repris et commentés par les responsables fédéraux.
Il s'est assuré de la participation de plusieurs responsables nationaux dans les fêtes de la rose organisées par les fédérations et pour des assemblées de militants, notamment avec le premier secrétaire. Il a eu à régler un certain nombre de problèmes locaux, je dois le dire, heureusement fort peu nombreux.
Il a veillé au règlement de certains problèmes locaux notamment l'exécution des décisions du dernier Comité directeur au sujet de la fédération du Gard dont notre Convention devra ratifier les candidatures pour les élections cantonnales.
Dans cette dernière période, le secrétariat national à l'environnement, à l'urbanisme et au cadre de vie a réuni sa Commission pour travailler sur l'élaboration du projet de loi «architecture.»
Il a organisé un journée délégués fédéraux urbanisme et cadre de vie, le samedi 1er décembre 1984sur les projets de quartiers.
La Commission vie associative travaille actuellementsur la préparation de la journée inter-fédérale du samedi 5 janvier 1985 à Nanterre organisée en liaison avec la fédération des Hauts-de-Seine sur le thème : les associations dans

l’économie sociale et la communication sociale.
Le secrétariat poursuit la mise au point des 3èmes rencontres urbaines prévues à Montpellier au mois de juin 1985.
Le secrétariat national aux relations extérieures a rencontré :
- avec le secrétariat aux luttes des femmes, la confédération syndicale des familles,
- la fédération nationale Léo-Lagrange, le syndicat national des instituteurs et PEGC ; les deux délégations ont procédé à un très large échange de vues et publié un communiqué le 4 décembre 1984.
Le secrétariat national aux relations extérieures représente aujourd’hui même notre Parti au Congrès du Parti Socialiste Unifié à Bourges.
Le secrétariat national au secteur public a participé aux journées consacrées aux entreprises nationalisées, en relation avec le secrétariat national aux entreprises. Il s’est attaché, a cette occasion, à mettre en valeur le bilan industriel et financier du secteur public concurrentiel, nationalisé en février 1982. Il a, en outre, insisté sur les risques sociaux, économiques et industriels d’une dénationalisation, et noté que le rapport publié par le Haut Conseil du secteur public démontre, chiffres à l’appui, les aspects positifs de la nationalisation réalisée en février 1982.
Le secrétariat national au secteur public a poursuivi activement la préparation de trois colloques : colloque relatif à "l’Etat et à la liberté" des 9 et 10 février, colloque relatif au bilan des nationalisations des 13 et 14 avril, colloque des 8 et 9 juin "la société française et son école". La préparation de cette importante rencontre est d’ailleurs au centre des préoccupations de la délégation à l’Education nationale qui se consacre aussi à la revue «Ecole et Socialisme.»
Pour le secrétariat national à l’agriculture et au monde rural, ce dernier mois a été un mois de mobilisation des militants du Parti autour de nos objectifs : réduction des inégalités internes et externes, maintien de l’emploi et expression pluraliste de toutes les sensibilités syndicales et professionnelles.
Cette pérode a été marquée par plusieurs faits d’actualité sur lesquels le secrétariat a réagi, entre autres sur la conférence nationale bovine et le statut des salariés élus des Chambres d’agriculture.
Le secrétariat à l’agriculture a pleinement participé à la réflexion du Parti sur la modernisation et le progès social, thème central de la réunion plénière de la Commission nationale agricole, les 8 et 9 décembre 1984 à laquelle participait le ministre de l’agriculture.
Le secrétariat à l’agriculture prépare un argumentaire questions/réponsesdans la perspective des cantonnales ; celui-ci devrait être disponible dans les fédérations pour début janvier 85.
Enfin, «Terre et travail» change de formule afin de mieux répondre aux préoccupoations des militants et sympathisants.
Le secrétariat national à la culture a pris l’initiative de deux rencontres nationales.
Les 23 et 24 novembre à Villeurbanne (en liaison avec la FNESR sur "les collectivités locales et les associations" à propos des nouveaux enjeux de

l’animation et des loisirs.
Et le 4 décembre, à Paris, sur "les grands projets" en présence du ministre de la Culture.
Il a collaboré, par ailleurs, à l’élaboration du projet de manifestation prévue en clôture de la campagne "En direct avec vous".
L’activité du secrétariat national aux relations internationales a été marquée par les récents entretiens avec le Premier Ministre Israélien lors de sa visite officielle à Paris, à la Conférence Franco-Allemande de Cologne sur la contribution de la France et de la RFA à l’unification européenne et à la conférence du Conseil Franco-Britannique en Avignon. Enfin le secrétariat aux relations internationales a suivi la réunion du Bureau de l’union des Partis Socialistes de la CEE à Bruxelles, il nous représente aujourd’hui même au 30ème Congrès du PSOE à Madrid.
C’est incontestablement le colloque national sur la prévention de la délinquance des jeunes qui aura été le temps fort de l’activité du secrétariat à la jeunesse. Ce colloque, animé notamment par Gilbert Bonnemaison, aura permis aux responsables, militants et sympathisants venus de près de 50 fédérations, de confronter leurs analyses et valoriser l’acquis de la politique que mènent les Socialistes depuis 1981tant sur le plan des initiatives gouvernementales que sur celui des réalisations locales.
Le secrétariat aux droits de l’Hommequi avaut transmis à nos fédérations la position du Bureau exécutif sur les manifestations «Convergence 84» et les conditions de notre participation, a finalement fait savoir dans quelles circonstances le Parti Socialiste avait été amené à ne pas ses joindre à l’arrivée de la manifestation à Paris. Rappelons notamment que certains mots d’ordre visaient directement le Parti et le gouvernement.
Le secrétariat aux droits de l’Homme poursuit égalementles travaux préparatoires au colloque sur les «droits de l’enfant» prévu pour le premier semestre 85.
Soulignosn, puisquer c’est un secteur voisin, que nos amis de «Solidarité internationale» sont aussi très actifs de leur côtéet nous tiennent régulièrement informés de leurs activités dont on trouvera un compte rendu précis dans le dossier remis aux délégués.
Remarquons enfin l’initiative du secteur presse, qui se propose avec l’accord du secrétariat national de tenir dès janvier 1985, des rencontres très régulières avec la presse régionale en présence des secrétaires nationaux.
Nous n’avons naturellement pas oublié la grande activité dépolyée par le secteur études pendant la dernière période puisqu’il fut la cheville ouvrière de cette convention. Saluons et remercions au passage les camarades permanents de la rue de Solferino qui sont venus apporter leur aide au dépouillement des très nombreux questionnaires retournés par les sections.
A la suite du rapport d’activité du Comité directeur, il y a un mois, un peu plus d’un mois, nous avions procédé à une analyse de la situation politique.
Disons que dans leurs grandes lignes les caracteristiques de l’ete 1984 et de la rentrée demeurent aujourd’hui pour l’essentiel valables.

Sur le plan international, les indices se sont confirmés: une tendance à la reprise de la négociation globale entre les deux super-puissances, sur les questions du désarmêment et de son contrôle.
Mais tout indique aussi les préoccupations de la France, de son gouvernement, du Président de la République, que le processus sera lent, et des deux côtés très précautionneux.
Dans le même temps, nous pouvons considerer comme très encourageante l'évolution démocratique qui s'est confirmée.
Dans tout le continent et le sous-continent sud americain.
Avec les élections en Uruguay. Elles n'ont pas donné, en l'état, la majorité aux forces de gauche, mais leur déroulement même et les conditions dans lesquelles elles se sont tenues marquent la rupture en ce pays avec l'orientation autoritaire des deux dernieres années.
D'autre part, la forte probabilité, désormais la quasi-certitude de l'élection du candidat de la gauche au Brésil, a été confirmée.
En quelques années, le paysage politique dans ces regions du monde a donc sensiblement changé, et la dictature de Pinochet apparait désormais isolée. Bien sur les nouvelles démocraties demeurent fragiles, elles doivent faire face à des difficultés économiques souvent considerables.
Sur le plan européen, le sommet de Dublin est apparu comme une réussite, même si les dispositions qui ont été arrétées en France ont eu quelques difficultés d'application.
La plupart des conditions de l'élargissement de l'Europe à l'Espagne et au Portugal apparaissent maintenant réunies. De nouvelles réunions des chefs d'Etat ou de gouvernements de la communauté européenne ont été l'occasion pour les participants de constater l'efficacité de la présidence française durant le premier semestre de cette année. Elle a été généralement reconnue publiquement. Disons qu'au total la France a fait progresser l'Europe...
(Applaudissements)
La diplomatie française, et personnellement le Président de la République, ont continué à être particulierement actifs durant les dernières semaines. Les déplacements du Président François Mitterrand ont été l'occasion de campagnes de dénigrement de la part de la Droite, comme le sont d'ailleurs toutes les initiatives du Président, quelles qu'elles soient, et de la Gauche en general.
Or, que constatons-nous ?
Apres le voyage du Président François Mitterrand en Syrie, la venue de Shimon Peres à Paris, devant un climat dont on peut dire qu'il a été de grande confiance - chaleureux - a permis de vérifier que la France dispose d'un fort crédit au Moyen-Orient et cela, au moment ou l'évolution en cours en Israël, en Jordanie, au sein du Conseil national palestinien, cela permet de penser que des approches de solutions négociées ne sont plus maintenant impossibles.
La politique africaine de la France a ces dernières semaines tenu une grande place, la France a dû constater que, pour le moment, et après la rencontre Mitterrand/Kadhafi, l'accord du 19 Septembre n'était pas intégralement respecté par la Libye. Des efforts patients sont encore nécessaires mais ceux qui refusent

Fondation Jean-Jaurès

cette voie de la patience et de la fermeté, se sentent-ils frustrés de guerre coloniale ?
(Applaudissements)
A entendre certains, on pourrait le penser. La France a fait en sorte que soit assurée la souveraineté du gouvernement du Tchad et elle continuera d'agir contre les ingérences dans les affaires intérieures des divers états africains. Pourrait-elle se désintéresser de ce qui se passe en Afrique, compte tenu des liens qu'elle a su maintenir, parfois renforcer, après la fin de l'époque coloniale, compte tenu des enjeux politiques, économiques, stratégiques, on comprend que le Président de la République, personnellement, ait participé activement aux conversations récentes et, notamment, au dernier sommet africain.
Les mêmes qui insinuent qu'il s'occupe trop de l'Afrique, crieraient à l'abandon des intérêts français s'il s'en occupait moins.
Notons - quatrième observation sur la situation internationale, mais je crois qu'elle mérite l'attention de notre Parti Socialiste, qui n'a jamais conçu le progrès technique, le progrès humain autrement que dans un équilibre constant avec l'environnement naturel, notons combien l'opinion mondiale a été secouée par l'ampleur des catastrophes survenues récemment au Mexique et en Inde.
Ainsi, nous est-il rappelé que le précieux équilibre écologique serait gravement menacé si l'humanité ne maîtrisait pas ses propres progrès scientifiques et techniques. Or, il apparaît bien que, dans l'un et l'autre cas, et sous réserve d'inventaires plus complets, les négligences ou ce qu'on appelle les négligences ne sont pas le fait du hasard.
Les méthodes d'exploitation des multinationales sont en cause dans ces catastrophes.
Enfin, concernant la conjoncture économique mondiale, convenons sans développer plus longuement - sans doute y reviendrons-nous au cours de ces deux jours - qu'elle demeure pour le moins incertaine. La chute brutale de l'indice de croissance de l'économie américaine au troisième trimestre doit retenir noutre attention et ces dernières semaines, divers ont pu accréditer la probabilité d'un essoufflement de cette reprise. Cela ne peut que nous inspirer quelques réflexions.
Tel est le cadre général international. Et chez nous, quel peut être, chez nous, le constat d'ensemble ?
Très rapidement, avant d'en venir à ce qui sera l'objet même de nos travaux, tout d'abord, avec 0,3% de hausse des prix en novembre, il est quasiment acquis que le pari de 7% sur l'année sera tenu...
(Applaudissements)
En clair, les signes de la réussite de l'assainissement économique préalable à une nouvelle croissance, ne sont plus aujourd'hui contestables.
D'au-delà des frontières et par les observateurs les moins complaisants, je pense tout récemment à un membre du gouvernement chrétien-démocrate de Bonn ce constat est dressé. Naturellement, les résultats actuels n'autorisant pas le triomphalisme. Ils doivent stimuler notre effort et non nous inciter à le relâcher, mais enfin, mes chers camarades, ils sont une réponse éclatante à tous ceux qui

nous murmurent l'air de la morisité. Les Socialistes doivent d'abord se défaire eux-mêmes de ce qu'ils croient parfois être la malédiction de leur échec politique. La vérité, il faut le dire haut et fort, est que nous sommes en train de réussir la ou les dirigeants de droite ont échoué.
(Applaudissements)
Mieux, nous réparons les dégâts qu'ils ont fait et il devient véritablement comique d'entendre le savant économiste Barre, continuer à nous faire la leçon du haut de sa suffisance et de 15% d'inflation.
(Applaudissements)
En même temps, il faut être clair sur les raisions de la réussite qui s'affirme. Les résultats que nous obtenons, nous les devons à l'efficacité, à la persévérance politique des gouvernements de Pierre Mauroy, puis de Laurent Fabius, au savoir-faire des ministres de l'Economie et des finances Jacques Delors et Pierre Bérégovoy, au soutien actif et sans faille que le Parti Socialiste a apporté à cette politique, le Parti Socialiste qui, lui, ne déserte pas quand le combat est difficile.
Mais nous les devons beaucoup - et peut-être surtout - ces résultats, aux efforts du monde du travail, des salariés qui ont accepté une stabilisation et pour certaines catégories, un tassement de leur pouvoir d'achat. Et cela, alors que les forces économiques encore dominantes et leur principale structure, le CNPF, se dérobaient ou trainaient les pieds.
Pour la phase suivante, celle que nous abordons maintenant et à laquelle naturellement, en prise directe, va se consacrer cette Convention, la question de la juste répartition de l'effort est posée en pleine clarté.
Nous sommes en train de créer les conditions d'un nouveau développement économique, d'un réamorçage de la croissance et cela est au cœur même des travaux de notre Convention.
C'est pourquoi, à ce moment, justement, organisations sociales de travailleurs et organisations patronales discutent d'une nouvelle organisation du travail, du temps de travail.
Or, que constate-t-on ?
Les représentants du CNPF essaient de se servir de l'occasion pour mettre en cause des acquis sociaux souvent essentiels et souvent antérieurs même à 1981 y compris les droits des délégués syndicaux.
Il ne peut y avoir à ce sujet aucun doute et Lionel Jospin l'a rappelé sans ambiguïté jeudi matin, le Parti Socialiste, attaché à la politique contractuelle, considère que ces discussions sont l'affaire des organisations syndicales de travailleurs et des organisations patronales. Mais il est et il sera solidaire des organisations syndicales pour empêcher que soit porté atteinte aux droits du monde du travail.
(Applaudissements)
La modernisation, condition du développement de l'emploi, ne se fera pas sur le dos des salariés.
Les Socialistes, quant à eux, agissent sur le terrain pour faire passer dans la vie les mesures arrêtées par le gouvernement en vue de faire reculer le chômage dont le chiffre de novembre confirme sans doute qu'il doit rester notre

Fondation Jean Jaurès

préoccupation principale mais qu'il reste en prolongation des mois précédents sur une ligne tendant à la stabilisation. De nombreuses municipalités - et Jacques Guyard y faisait allusion tout à l'heure pour cette raison notamment - de nombreuses municipalités, des associations, ont décidé entre autres de créer des postes de TUC et ces derniers jours, il est vrai que le mouvement s'amplifie partout. Le gouvernement n'a, à aucun moment, ni nous-même Parti Socialiste, laissé penser que les TUC régleraient l'immense problème structurel du chômage.

Nous estimons simplement que c'est l'un des instruments d'un dispositif qui permettra d'amorcer l'inversion de la courbe et, de toute façon, dès maintenat c'est un moyenb d'introduire dans le cycle de l'acvtivité économique des dizaines de milliers de jeunes, des les arracher à la désepérance, d'engager leur préparation concrète à une activité professionnelle.

Il est sans doute significatif, mais il est navrantde constater que Georges Marchais se retrouve avec Stoléru et d'autres politiciens de droite, pour rejetter par le sarcasme cette initiative, pour se complaire dans le négativisme.

En vérité, dans ce domaine aussi, celui de la lutte pour l'emploi, qui implique la revitalisation de notre appareil de production, nous réparons, là encore, les dégats que nous a laissés la Droite.

Nous essayons de rattraper l'énorme retard accumulé dans des secteurs vitaux de l'économie française. Nous assumons, dans les moins mauvaises conditions possibles, l'héritage que nous ont laissés les maîtres de la sidérurgie lorraine, les Empain-Schneider, du Creusot, l'hériatgae que nous a abandonné le laisser-faire, le laisser-aller du pompidolisme, du giscardisme, dans les conditions difficiles, persistantes de la grande crise mondiale, nous reconstruirons pierre à pierre.

Observez que les chefs de la Droite ne sont pas ignorants des résultats que, peu à peu, nous marquons contre vents et marées, contre eux.

C'est pourquoi, et vous l'aurez sans doute observé, ils mènent de moins en moins leur guérilla sur le terrain économique.

Seul ou presque, Barre, le politicien des arrières cuisines lyonnaises, essaye toujours de démontrer qu'il a raison contre les faits. Mais en même temps, les chefs de la Droite sentent qu'il leur est difficile de proclamer d'avantage leurs objectifs anti-sociaux, d'étaler leur volonté réelle, profonde, de mettre encause les acquis sociaux, les droits syndicaux, les lois Auroux, voire rayer d'un trait de plume les nationalisations. Certaine franchise imprudente de Chirac notamment au cours du mois d'octobre, avait pu inquiéter, mais les prudences hypocrites toutes récentes des "ci-devant" ne doivent pas nous rassurer.

C'est pourquoi la partie de l'opinion, dont la confiance est actuellement en réserve à notre égard - et c'est vrai, non seulement les sondages mais les élections partielles nous le confirment pour le moment - et dans sa majorité, cette partie de l'opinion en réserve à notre égard, elle ne se tourne pas vers la politique du passé, même quand celle-ci est représentée par de faux benjamins de la politique. Pour eux, pour tous ces, quelles que soient leurs interrogations, leurs demandes, - parfois leurs critiques à notre égard - une politique de droite rajeunie est toujours une politique de droite.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Mais s'ils sont plus mesurés sur le chapitre économique et social, les chefs de la Droite font, pour le reste, flèche de tout bois : tout ce que fait ou ne fait pas le gouvernement leur est prétexte, le Tchad, la Syrie, les faits divers baptisés «insécurité», la Nouvelle Calédonie, où ils accourent pour attiser le feu, alors qu'il faut agir comme le fait le gouvernement et son représentant par une recherche patiente méticuleuse du dialogue pour ouvrir les voies de l'autodétermination, c'est-à-dire pour échapper au drame.
(Applaudissements)
Et pendant ce temps, le RPR, entre autres, pour preuve de sa décrispation, troque Pons contre Toubon, celui qui déclarait voilà peu : «Le Socialisme n'est pas une idée française». Cela fleure bon les idées toutes neuves ! Le progrès et la démocratie ! Comme cette vieille jeune droite rebâche bien la Droite de toujours !
Nous, en face de cela, chers camarades de la Convention Socialiste, soyons nous-mêmes dans les conditions d'aujourd'hui, la Gauche pour l'an 2000, mais la Gauche, soyons-le, nous, le Parti Socialiste, principal Parti de la majorité, comme nous l'avons été dès 1971/72, quand nous avons rassemblé la Gauche. Soyons combatifs pour les épreuves qui viennent et que nous devons gagner. Les cantonales, d'abord, qui seront une bataille politique, et je vous dis, moi, c'est tant mieux, une bonne occasion de dire ce que nous avons à dire, ce que nous avons déjà fait, ce que nous voulons faire ensuite, ce que nous promettent les autres si, par malheur, ils revenaient. S'il peut s'en trouver, ici et là, qui espèrent se faufiler en douce à l'écart du débat politique, c'est ceux là qui se perdront. On n'est pas sûr de gagner quand on se bat, mais on est sur de perdre quand on ne se bat pas.
(Vifs applaudissements)
Je termine. Croyez-moi, nous avons, et vous le savez, de solides atouts, même dans cette tourmente. La France n'a pas envie de voire revenir les ci-devants, mais nous disons mieux au générations nouvelles ce que nous sommes et ce que, en ce moment, nous faisons.
La France qu'ils espèrent, ceux des générations nouvelles, ce n'est pas la France revancharde, frileuse, répressive, égoïste, la France de Dupont-la-Joie encadrée par Le Pen et chloroformée par Hersant ! La France de l'an 2000, c'est nous qui avons charge d'y travailler !
(Très vifs applaudissements)

Le président – Chers camarades, je vais demander aux délégués titulaires de voter sur le quitus de l'activité, rapportée par Jean Poperen.
Ce sont les délégués avec les cartons rouges qui votent.
Qui vote ce rapport d'activité ?
…..
Merci.
Qui s'abstient ?
…..

Fondation Jean Jaurès

Pas d'abstention.
Qui vote contre ?
…..
Personne.
Le rapport est adopté à l'unanimité.
(Applaudissements)
Pour introduire le débat de la Convention, la parole est à Lionel Jospin, premier secrétaire.
(Applaudissements)

Lionel Jospin

monsieur le président, chers camarades, je voudrais, avant d'intervenir, dire quatre choses.
La première, m'adressant à la presse, et notamment aux journaux et radios «Les Echos», «France Culture», «Libération», «La Croix», qui ont été frappés par la mort de quatre jeunes journalistes, leur dire l'émotion qui est la notre et la part que nous prenons à leur peine.
Je voudrais ensuite saluer les partis frères de l'Europe, ou même plus loin que l'Europe, du Japon, qui, intéressés par nos débats parce que parfois ils les conduisent dans leur propre sein, ont demandé à assister à notre Convention. Ils sont là, une dizaine, je les salue.
(Applaudissements)
Je voudrais saluer le député-maire d'Evry, Jacques Guyard, le premier secrétaire de la fédération de l'Essonne, Jean-Luc Mélenchon… (applaudissements)… et le secrétaire de la section d'Evry, Jean-Pierre Lepage… (applaudissements)… ainsi que tous les militants de cette section et de la fédération pour le travail qu'ils ont accompli, afin que cette Convention puisse se tenir, non seulement de façon méthodique, mais en plus dans un cadre agréable.
(Applaudissements)
Enfin , je voudrais, dans le cadre de cette convention, rmercier tout particulièrement le secrtariat aux études, Dominique Strauss-Kahn, Gérard Fuchs, et Gérad Delfau, tous ceux qui ont travaillé avec eux, notamment au traitement informatique des questionnaires, pour le travail qu'ils ont accompli dans la préparation de cette Convention.
Ces remarques préliminaires faites, je voudrais d'abord répondre à un certain nombre de questions.
La première est la suivante :
Chers camarades, pourquoi cette convention sur la modernisation et le progrès social ?
Parce que dans son Congès, et à plusieurs reprises depuis, le Parti a exprimé la demande, le besoin que soient organisés en son sein, des débats thématiques auxquels pourraient participer tous les militants du Parti.
Bien sûr nous aurions pu choisir d'autres thèmes, parler de la vie en ville ou de l'immigration, ou de la durée du travail. Et, d'ailleurs rien ne nous interdira de le faire, même s'il faudra sans doute l'organiser de façon plus légère car, nous

Fondation Jean Jaurès

l'avons vu, il est plus facile de souhaiter l'organisation collective d'une discussion que de la conduire dans l'ordre ; cela impose des delais et des formes que de débattre à des dizaines de milliers d'hommes et de femmes.
Si j'ai proposé à la direction du Parti, qui l'a accepté, que nous parlions d'abord des problèmes de la modernisation, c'est, d'une part, parce que cette question domine notre vie économique et sociale, c'est, d'autre part, parce que le gouvernement ayant choisi d'en faire un axe essentiel de sa politique, il était bon que le Parti en discute, et c'est ce que nous avons fait.
Deuxième question que je voudrais poser : quel est l'enjeu et l'objet de notre Conventin que nous tenons ce week-end ?
Il n'est pas, je voudrais vous le dire tout de suite, comme certains commentaires pourraient le laisser croire, de spéculer sur les amendements présentés ou sur les amendements qui seraient éventuellement susceptibles de l'être. D'abord, parce que les amendements qui ont été présentés et battus par le vote des militants, logiquement et démocratiquement, doivent désormais être écartés.
(Applaudissements)
Ensuite, parce que pour ces amendements ou pour tous autres qui, parait-il, devraient surgir, la discussion est libre dans le Parti et nous verrons bien. Simplement, je propose que cette discussion, nous ne la concluions pas, notamment à l'extérieur, avant qu'elle, n'ait été conduite et close à l'intérieur dans le cadre même de cette Convention.
(Applaudissements)
Je suggère que nous ne cherchions pas à percer par avance pour les approuver ou pout les réprouver, les positions supposées de tel ou tel alors qu'elles sont encore non dites. Tout ceci, honnêtement, si cela devait constituer le cœur, l'essentiel de cette Convention, ne serait pas à la hauteur des enjeux.
L'objet de cette Convention n'est pas non plus de céder à l'excès à la tentation du positionnement, car sur ce point, je voudrais vous dire clairement que mon opinion, étayée par les fédérations, est qu'en matière d'action politique depuis 1981, les preuves et les disciplines du pouvoir sont passées sur nous tous, et ce qui me frappe, lorsque je regarde ces trois années et demie qui se sont écoulées, c'est bien qu'elles nous ont davantage soumis les uns et les autres à la loi commune qu'elles n'ont accusé l'originalité de chacun, que ce soit au singulier ou au pluriel.
Je sais, compte tenu de nos quant-à-soi, qu'il est difficile de l'admettre et c'est pourtant pour les Socialistes la réalité dominante.
L'objet de cette Convention n'est pas non plus de faire le Congrès de 1985 ou de lancer les élections législatives de 1986, même si j'admets qu'il est difficile à chacun de nous de s'abstraire du contexte politique dans lequel nous vivons et d'oublier le racourcissement des délais.
A chacun donc, dans son intervention, d'éviter de mélanger les temps et les genres et de se rappeler que nous ne pourrons gagner qu'ensemble en 1986.
L'objet de cette Convention, c'était d'interroger les militant, faire remonter leur expérience, de la modernisation, d'écouter leur position et leurs propositions, et je crois que sur ce terrain le Parti Socialiste, une fois de plus, a donné l'exemple

d'une formation politique moderne composée de citoyens actifs, pensant par eux-mêmes, car il n'y a chez eux ni avant-garde infaillible, ni sauveurs suprêmes, ou chefs charismatiques pour décider à leur place. Le travail préparatoire à ces deux jours de discussion l'a montré une fois de plus.
(Applaudissements)
L'enjeu de cette Convention, c'est d'aider l'opinion de notre pays à clarifier les problèmes de la modernisation, dans la mesure où celle-ci est un processus complexe dans ses données techniques, internationales, dans sa dimension, abrupte dans une partie de ses conséquences économiques ; souvent perçue comme menaçante, sur le plan social la modernisation, il faut le dire, a beaucoup perdu de son aura positive, et c'est en choisissant le thème : modernisation et progrès social, comme une façon de donner une première réponse à ces interrogations et à ces inquiétudes que nous avons choisi de faire cette Convention.
L'objet de ces assises est aussi de parler au gouvernement.
Bien sûr, nous avons d'autres occasions de nous adresser à lui, et lui-même n'est pas dans l'ignorance de ce que nous pensons, mais au moment où tant de voix discordantes s'élèvent du patronat, de la Droite, du PC, il est bon que le Parti Socialiste soit clairement rassemblé aux côtés du gouvernement, mais qu'en même temps il lui fasse connaître de façon un peu plus solennelle et un peu plus publique qu'à l'habitude, ce qu'on pense et ce qu'on dit dans le Parti, notamment sur la modernisation.
C'est de cette réalité que je vais partir, et c'est pourquoi j'ai choisi d'ouvrir cette partie de la Convention, consacrée à la modernisatin et au progrès social.
Le Premier Ministre, qui m'a demandé de l'excuser ce matin, aujourd'hui sans doute, en raison du travail qui est le sien, et plusieurs ministres sont, ou seront avec nous pendant ces deux journées.
Il sontr ici chez eux et je voudrais, en votre nom, les saluer châleureusement.
(Applaudissements)
Plus tard, dans le déroulement de nos travaux, ils nous parlemront et nous les écouterons. Maintenant, et e, partie par ma voix, ils écoutent le Parti.
Que pensent en effet les militants du Parti Socialiste à la suite de la vaste interrogation que nous avons conduite avec eux ?
Pour l'exprimer de façon aussi rapide que possible je partirai de la synthèse de leurs réponses au questionnaire ouvert qui vous a été par ailleurs distribué dans vos chemises.
De ces réponses, de leur mise en forme, on voit surgir un certain nombre de sentiments dominants et qu'il faut traduire.
La modernisation est acceptée par nos camarades, elle est même conçue comme devant s'étendre à l'ensemble de la société, mais la crainte chez nous est forte qu'elle soit subie et non pas maitrisée.
La modernisation, pour les Socialistes, ne doit pas s'inspirer des modèles étrangers conduits par les gouvernements conservateurs, mais se faire au contraire autour de nos valeurs qui doivent être affirmées.
Pessimistes à l'égard des conséquences à court terme de la modernisation sur

l'emploi, nos camarades pensent pourtant que celle-ci doit être poursuivie, et ils sont plus optimistes pour le moyen ou le long terme.
Devant les mutations productives et sociales qu'entraîne le processus de la modernisation, ils craignent l'accentuation, l'accelération d'un dualisme social et d'une coupure du salariat qui fait naître chez eux des interrogations sur nos bases sociales.
Le secteur public, ils le voient comme le fer de lance de la modernisation et du progrès économique, mais ils rappellent leurs déceptions trop nombreuses devant les pratiques qui subsistent.
La modernisation de l'Etat et de l'administration est jugée nécessaire, surtout si elle prend des formes concretes pour les citoyens.
Enfin, pour nos camarades, la modernisation ne peut être acceptable que si elle est soumise aux imperatifs sociaux.
La mobilité des travailleurs, ils l'admettent si elle s'opère avec des mesures d'accompagnement sur le logement, la formation ou les qualifications. La lutte pour les inégalités est à nouveau massivement demandée, comme l'est d'ailleurs le souhait d'une nouvelle diminution de la durée du travail, y compris avec un partage du revenu au-dessus d'un certain salaire.
Voila, schématisé, ce que pensent nos camarades, et c'est maintenant sur cette pensée collective esquissée, amorcée que je veux centrer ma propre intervention.
Cette intervention, je la batirai sur la contradiction que nous ressentons tous entre notre politique, les fondements qui sont les siens, son caractère justifie, son aspiration a la modernité, et la façon plus négative dont elle est perçue, et les soutiens trop limités dont elle beneficie. Et, partant de cette contradiction, je m'efforcerai d'appliquer cette methode et cette interrogation justement aux phénomènes de la modernisation.
Car il est clair, si l'on regarde ce que nous faisons et ce que nous disons, si l'on regarde ce que font ailleurs ou ce que disent ici les autres, que le Parti Socialiste et le gouvernement incarnent, par différence avec la Droite et même par difference avec le Parti Communiste, la modernité en France.
La Droite, à l'évidence, c'est l'archaïsme. Elle a beau crier au modernisme, elle a beau rajeunir ses cadres, la Droite française, pénétrée par l'extrême droite, stimulee par l'extrême droite, est en réalité en plein retour a l'archaïsme. Elle l'est dans sa pensée économique. Non seulement elle n'a pas su ou voulu prendre, sous Giscard, sous Chirac et Barre, dans les années 70, le tournant décisif nécessaire, faisant supporter aux entreprises le choc pétrolier, négligeant l'impact des nouvelles technologies, ou de la modernisation des relations du travail dans l'entreprise, mais encore aujourd'hui elle se voue au doux libéralisme, et elle savoure et célèbre l'expérience économique americaine, au moment ou le premier n'est plus qu'une boussole déréglée, et au moment ou la seconde se fait directement sur notre dos d'européens.
(Applaudissements)
En matière de modernisation, elle n'envisage que de restructurer, que de liquider, sans menagement pour l'emploi. Elle veut mettre à bas le secteur public, décisif pourtant pour les succès économiques des dernieres décennies,

Fondation Jean Jaurès

comme le montrent encore aujourd'hui l'Airbus, le TGV, ou Ariane.
Archaïque, elle l'est dans sa conception sociale : les propositions qu'elle fait, ou, quand on craint que cela n'effraie trop, les confidences qu'elle murmure, particulièrement ses jeunes leaders, en ce qui concerne le droit de licenciement, la sécurité sociale, la protection du chômage, les droits des travailleurs, conduisent à une seule et même conclusion : la Droite française pense que notre pays peut entrer dans l'avenir en marche arrière. Elle pense qu'on peut à la fois faire du progrès économique et de la régression sociale.
Il est vrai que l'un d'entre ses dirigeants, l'extraterrestre M. Barre, à des milliers de kilomètres des préoccupations quotidiennes des gens, a quelques excuses à confondre les vitesses.
(Applaudissements)
Elle est archaïque dans sa vision des problèmes de société. Le culte qu'elle rend à la peine de mort et a l'idéologie sécuritaire, la nostalgie colonialiste qu'elle épanouit dans ses déclarations ou dans ses feuilles, à propos de la Nouvelle Calédonie, la xénophobie à peine voilée qu'elle distille en ce qui concerne l'immigration, le discours brutal, schématique, souvent bassement démagogique, qu'elle porte à la hauteur d'un art littéraire, dans la discussion politique, tout cela montre que la Droite française, à la fois emoustillée et inquiétée par l'extrême droite de Le Pen, n'entraîne pas vers les hauteurs le débat politique mais au contraire remue allègrement le fond de la bouteille.
(Applaudissements)
Attention, mes chers camarades, car ce discours ne manque pas d'une certaine efficacité ! Il a même, ce discours archaïque, dans un certain nombre de domaine, une fonction politique tout à fait précise. Car l'utilisation qu'elle fait des thèmes de l'insécurité, des thèmes de l'immigration, des thèmes de l'ordre, est faite pour mordre, par le biais de l'idéologie ou de l'émotionnel, sur une fraction de l'électorat populaire dont elle sait bien qu'elle ne peut pas la gagner par la politique économique et sociale.
Et force est de constater que ce mécanisme de captation ou de fascination, elle l'a partiellement enclanché dans la vie politique française. En même temps, il est vrai que le projet politique qui est le sien peut effrayer les couches les plus conscientes de la population (ouvriers, intellectuels, cadres, techniciens, chefs d'entreprise, pour un certain nombre d'entre eux) et qu'il dépend de nous de cristalliser, contre la fascination qu'exerce toujours, en période de crise, un discours primitif, une véritable réaction de rejet contre cette politique de régression.
Car il est sur que cet archaïsme de la Droite n'est pas de nature à armer la France face aux épreuves du monde moderne.
Le recours serait-il alors du coté du Parti Communiste ? Je ne le crois pas. Car le Parti Communiste c'est véritablement, actuellement, l'immobilisme.
Il est d'ailleurs étonnant de constater que cette difficulté d'évolution du Parti Communiste lui-même, et de sa direction, est finalement admise par prises de conscience et Congres successifs, à titre rétroactif, par la direction de ce parti !
Le paradoxe est que le retard constamment pris dans l'histoire depuis la guerre,

et admis par les dirigeants du Parti Communiste lui-même, n'est jamais vrai au présent mais toujours vrai au passé, ce qui, on en conviendra, est bien un mystère de la dialectique.
En ce qui concerne en tous cas la modernisation économique, nous avons déjà noté que la direction Communiste l'admettait comme réalité historique, mais la niait constamment dans ses applications concrètes dès que celles-ci prenaient un aspect négatif.
Je crois pourtant que, plus profondement encore, au-dela même du discours du Parti Communiste sur la modernisation, c'est l'attachement, maintenu malgré les aspirations renouvelées à l'auto-réforme, à une conception et à une pratique d'organisation politique anachronique, très centralisée, où toute décision vient d'en haut, où le droit de tendance n'est pas reconnu ; c'est l'impossibilité pour le Parti Communiste de prendre clairement, nettement, ses distances par rapport à un modèle de société bureaucratique, non démocratique, incarné par les pays de l'Est, qui interdit au Parti Communiste, malgré le dévouement de ses militants ouvriers et de ses intellectuels, malgré les aspirations souvent sincères et si souvent secrètes de nombre de ses dirigeants, d'aborder de façon adaptée les problèmes de notre société, et de lui donner, de lui force de la gauche, une image moderne. Ce qui, rappelons-le-nous, ne pesa pas pour rien dans les problèmes de la Gauche avec l'opinion, après 81.
Par opposition à la Droite, par difference avec le Parti Communiste, le Parti Socialiste c'est, je crois, le Parti de la modernité. Il l'est comme instrument politique, adapté à une société en pleine évolution. Ses formes d'organisation sont souples, ses modes de débats sont ouverts et diversifiés, les couches sociales auxquelles il s'adresse sont, en général salariés, mais également diverses, elles jouent un rôle decisif dans la production et les services.
Les intellectuels, les scientifiques, les créateurs, font de plus en plus mouvement vers lui, comme en temoignent, de façon qui a surpris, la force et l'éclat du Comité de soutien que nous avons su rassembler à l'occasion des élections européennes.
Sa capacité à intégrer à ses valeurs permanentes les nouveaux problèmes que la vie fait surgir, même si elle a été attenuée par l'inévitable rigidité qu'entraîne la responsabilité du pouvoir, a été constamment forte dans la derniere décennie. Et il est décisif de préserver cette capacité pour le péesent et pour l'avenir.
Le Parti Socialiste, c'est la modernité, parce qu'il fait le choix clairement - les réponses des militants le confirment - d'assumer, aux cotés du gouvernement, le risque nécessaire de la modernisation.
Enfin, le Parti Socialiste est moderne parce qu'il demontre dans les faits sa capacité à moderniser sa propre organisation. Quand je dis "moderniser sa propre organisation", je ne parle pas ici de ses valeurs ou de son programme. Nous aurons l'occasion d'en parler lors du prochain Congrès. Disons simplement que je m'étonne, à la lecture de certains articles, du portait que croient pouvoir tracer de moi des peintres pour qui je n'ai pas posé.
Je n'avais pas cru effectivement jusqu'ici faire preuve d'un goût particulier pour la révolution culturelle, même froide, en matière de valeur et il me semblait au

contraire avoir depuis plusieurs mois rappelé souvent que moderniser notre analyse, ce n'était pas abandonner nos valeurs.
(Applaudissements)
Je ne parle donc pas des valeurs, mais de choses concrètes touchant l'instrument du Parti que certains peuvent négliger ou mépriser qui sont pourtant fort utiles pour nos animateurs fédéraux et de sections.
Depuis un an, des efforts ont été faits pour améliorer notre efficacité politique à l'intérieur : l'échange d'arguments et d'informations entre la Direction nationale et les directions fédérales a été systématisé par téléreunions, tous les quinze jours ou même se sont tenues tous les 8 jours pendant la période des élections européennes. A la charnière de l'intérieur et de l'extérieur, nous avons mis en place un réseau de télécopieurs pour la communication immédiate d'informations, d'argumentaires ou de modèles de tract, même si seulement 40 fédérations sont pour le moment équipées en raison des problèmes de coût.
Enfin, vers l'extérieur, et tout récent projet, un projet de traitement par Minitel de PS Aujourd'hui, soumis au secrétariat du Parti par le secrétariat à la presse a été approuvé, témoignant là encore de la modernisation de nos formes de communication.
Le Parti Socialiste, disais-je, c'est la modernité.
Quant au gouvernement, il a conduit lui même depuis trois ans une politique de modernisation. Modernisation de l'Etat par la grande réforme de la décentralisation ; modernisation de la communication en rompant avec une attitude défensive fondée sur le strict contrôle de l'Etat et du pouvoir politique, en confirmant le rôle du service public et la nécessité du pluralisme par la haute autorité, nous avons inscrit un droit nouveau à l'information de tous les citoyens.
D'autre part, nous avons donné des moyens au secteur public comme au secteur privé d'explorer et de diffuser les technologies de communication de l'avenir : le Minitel, la téléconférence, les télémails, la régie française de l'espace, le réseau de télévisions câblées. Voilà ce que met en œuvre le gouvernement de la Gauche.
Nous avons commencé à moderniser l'ensemble de la société par des mesures telles que l'abrogation de la peine de mort, la suppression d'un certain nombre de législations répressives, comme l'extension des moyens du contrôle des naissance, etc. Nous avons voulu diffuser un état d'esprit et des mœurs nouveaux.
Enfin, le gouvernement a modernisé l'économie sans prendre sur les efforts considérables faits sur la politique industrielle et sur la politique de recherche, faisant naître un nouveau secteur public doté de moyens financiers propres à opérer son redressement et à jouer un rôle moteur pour l'ensemble du tissu industriel, développant la loi de démocratisation pour le secteur public et les lois Auroux pour le secteur privé, même si les mentalités, j'y reviendrai, restent à changer et si des concrétisations sont à rendre plus nombreuses.
Un effort tout particulier a été fait par notre gouvernement en faveur de la recherche et de l'investissement, la création du fonds industriel de modernisation, le rôle accru dévolu à l'ANVAR permettant la mise en place

dans les entreprises publiques ou privées grandes ou petites de technologies nouvelles.
Alors, si le Parti Socialiste est le Parti de la modernité, si le gouvernement de la Gauche, puis le gouvernement Socialiste, ont amorcé, amplifié l'effort de modernisation, si la Droite représente une force archaïque et si le Parti Communiste se complait sur le bord du chemin dans l'immobilisme, pourquoi, c'est le deuxième terme de la contradiction que je voulais poser, rencontrons-nous ces problèmes avec l'opinion, connaissons-nous ce recul dans les sondages, subissons-nous ces échecs dans les élections partielles ?
Je sais que les causes de ce reflux politique ne peuvent être trouvées dans les seules difficultés de la modernisation qu'elles sont complexes et plus globales, et nous amorçons actuellement avec les autorités de l'Etat la discussion nécessaire sur ce point.
La crise, la rigueur économique, le retombée des illusions, le martellement de la critique de la Droite, le lâchage du PC, tout cela bien-sûr joue dans ces processus négatifs.
Mais je crois que certaines de ces causes sont peut-être liées au processus de la modernisation lui même et je me demande au fond s'il n'en va pas pour la modernisation comme il en a été pour la politique économique globale après une phase de progrès et de réforme nécessaire est venue une phase de gestion et de rigueur inévitable.
Il y a eu, en effet, en matière de modernisation, une première phase où nous avons posé les fondements d'une société plus moderne, accroissement de l'investissement public, priorité à la recherche, nouvelle loi sur les droits des travailleurs, décentralisation... c'était une phase qu'on pourrait peut-être appeler une phase d'optimisme de la modernisation, et puis au fur et à mesure que nous étions confrontés aux difficultés, que la réalité se découvre, nous avons été en quelque sorte, rattrapés par le vieillissement de l'appareil productif, confrontés à ces archaïsmes et au fur et à mesure que s'aggravaient dans tel secteur ou dans telle région les problèmes de la sidérurgie, des chantiers navals ou des Charbonnages, au fur et à mesure que se produisaient plus nombreuses les crises industrielles dues aux gestions patronales inefficaces du passé ou aux évolutions non-préparées, alors est venue progressivement ce qu'on pourrait peut-être appeler la phase du pessimisme de la modernisation.
Les restructurations, les licenciements, même quand ils étaient justifiées, et cela n'a pas été toujours le cas, ont fait surtout ressortir dans le monde du travail qui en a subi directement l'impact et plus généralement répercuté par les phénomènes de médias dans l'opinion les aspects menaçants les aspects négatifs de la modernisation.
C'est dans ce nouveau contexte que l'opinion a forgé sa conscience des choses.
C'est pourquoi, chers camarades, sans dissimuler l'effort que rend nécessaire l'ajustement de l'économie de notre pays, il est également autout de nous pour le Parti et pour le gouvernement indispensable de convaincre l'opinion que le processus de modernisation en France n'est pas seulement traumatisme et menace, n'est pas seulement licenciements, il faut montrer, rappeler, comme les

faits le démontrent, que nous sommes contre la modernisation sauvage, que nous nous écartons des modèles conservateurs appliqués avec brutalité dans plusieurs pays étrangers, car aux Etats-Unis, la première puissance mondiale, j'allais dire anticipant sur un débat, une des deux super puissances, mais la première puissance mondiale, ce soleil capitaliste dont parlait Jaurès au début de ce siècle, là où les conditions objectifves ressources naturelles, puissance du capital, dynamisme de la population sont réunis de la façon la plus favorable, la modernisation fondée sur les recettes libérales n'a pu se faire pourtant que sur le dos des pauvres, qu'ils soient les pauvres a l'intérieur du territoire américain ou qu'ils soient les pauvres dispersés sur la planète dans le tiers-monde.
(Applaudissements)
De même que le regain économique, s'est fait pour partien sur le dos des concurrents qui sont aussi les alliés des Etats-Unis, de même le regain de. richesse dans ce pays, pour fragile qu'il soit, n'a pu se faire sans une veritable explosion des phénomènes de pauvreté et sans un mécanisme presque systématique d'exclusion de secteurs ou de régions entières. Car, ce qui frappe, aux Etats-Unis, toujours préoccupés par le mythe de la frontière, c'est une occupation systématique du vaste espace continental des Etats-Unis d'Amérique, qui fait qu'on laisse finalement mourir non seulement des secteurs, mais des régions entières pour développer ailleurs, de toutes pièces, les éléments d'une industrie moderne, par une utilisation de l'espace qui s'apparente finalement à une «modern politique», de la terre brûlée.
Au Japon, c'est au prix d'une très forte contrainte sociale et collective, et au prix d'une intériorisation forte, sur le plan individuel, du modèle qui est imposé d'intériorisation qui ne pourrait pas être supporté en France, que la modernisation pour certaines branches dominantes, se ferait un chemin.
Et, au contraire, en France, le gouvernement a constamment cherché à adoucir le processus de la modernisation.
Les financements, considérables, parfois plus considérables que ne l'aurait justifiée la froide raison économique, ont été consentis en faveur des secteurs les plus menacés : sidérurgie, charbonnages, chantiers navals, afin de rendre moins brutal leur modernisation.
Des plans sociaux ont été systématiquement mis en place sur la base de négociations entre l'Etat, les patrons et les syndicats. Et le gouvernement est intervenu souvent, à l'instigation parfois du Parti, pour réduire au minimum, économiquement incompressibles, leslicenciements envisagés, souvent avec largesse, par les directions d'entreprises.
Des pôles de développement ont été définis afin de prendre en compte les problèmes les plus aigus de certaines régions, et donc nous nous sommes efforcés de faire passer une modernisation plus sociale et plus douce.
Reste qu'il y a des domaines, me semble-t-il, dans lesquels il est encore possible d'agir si l'on veut rendre moins rude et plus acceptable le processus de la modernisation.
C'est de cela que je veux parler maintenant, en cherchant comment moderniser et réuissir.

Fondation Jean Jaurès

Je crois que si l'on veut que ce volet du progrès social, que nous avons tenu, au nom du Parti, à accoler au terme de la modernisation, pour le conjuger, pour le moduler, aboutisse, il faut songer à agir dans un certain nombre de domaines dont j'évoquerai certains.
Le premier c'est, je crois, que nous avons intérêt, et l gouvernement aussi, à bien poser la question du financement du processus modernisation.
Nous avons reproché à la Droite, au moment du choc pétrolier, d'avoir chargé les entreprises, il est donc juste de consacrer à la modernisation les financements considérables qui sont nécessaires, et c'est donc inévitablement par un transfert en direction de l'épargne et de l'investissement qui pèsent sur la consommation, que l'on peut opérer, ou rassembler ces financements.
Mes chers camarades, faut-il que ce transfert vers les entreprises se fasse nécessairement au prix d'une détérioration du rapport salaires/profits ?
En.tant que Socialistes, nous ne le croyons pas.
(Applaudissements)
Qu'il faille reconstituer les marges des entreprises c'est une nécesisté économique, face à la compétition. Mais faut-il que cela se passe par le blocage des salaires et à la montée des profits ? Là est toute la question.
Drainer ces fonds vers les entreprises, oui. Que ces fonds aillent seulement aux patrons ? Non.
(Applaudissements)
Il faut donc veiller. Est-ce par une certaine modulation des hausses de salaires, à ce que les salariés aient aussi leur part même si dans certains cas, elle peut être différée des progrès de la nproductivite et des plus-values réalisées grâce au processus de la modernisation.
Deuxième axe de réflexion et d'action : nous en ressentons tous et je veux le dire clairement à cette tribune, qu'il est impérieux d'accroître le dialogue social dans le secteur public.
(Applaudissements)
La sortie du rapport du Haut conseil au secteur public montre que globalement celui-ci a progressé sur le plan économique. L'amélioration des bilans, l'augmentation de l'exportation, l'accroissement de la recherche-développement, le démontrent. Mais des difficultés demeurent.
Dans d'autres grands groupes, nous constatons que le dialogue social connaît en cette année 1984 une inquiétante stagnation.
C'est pourquoi je pense que des efforts doivent être faits par le secrétariat compétent du Parti; pour avoir une gestion prévisionnelle des effectifs des entreprises. Effort pour ouvrir des négociations sur l'introduction des technologies et équipements nouveaux. Effort pour que les plans sociaux des entreprises ne soient pas abordés avec les travailleurs sans qu'aient été examinés également les plans industriels. Effort pour que soit mise en œuvre plus concrètement la loi de démocratisation.
(Applaudissements)
Je veux dire ici qu'il revient à l'Etat, au pouvoir politique - par l'intermédiaire des ministères de tutelle ou plus directement à un niveau de responsabilités plus

élevé - d'intervenir nettement, d'intervenir sur le fond de façon symbolique, dans certaines entreprises quand le dialogue social est bafoué, quand la loi est tournée, et quand les problèmes d'emplois ne sont pas sérieusement traités.
(Applaudissements)
Il ne faut pas non plus - et c'est le troisième point sur lequel je voudrais attirer votre attention, l'attention de la Convention et aussi du gouvernement, il ne faut pas se tromper de flexibilité puisque le thème à la mode aujourd'hui, en matière économique, est de déplorer les rigidités industrielles et de demander plus de flexibilité.
Alors, oui, chers camarades, si on examine les problèmes de l'industrie ou des services, il y a des flexibilités nécessaires. Par exemple, la flexibilité des produits.
Nous savons bien que si l'on prévoit les évolutions, que l'on anticipe sur les besoins, que l'on porte sur les créneaux porteurs, que si l'on prend à temps les tournants, que si l'on adapte donc nos produits à la demande, l'indispensable flexibilité des produits permettra d'avancer.
Eh bien des chutes d'entreprises, ou en tout cas bien des chutes dans la vente de leur produits, bien des palliatifs tels lque le travail intérimaire, ou les heures supplémentaires quand tout d'un coup la demande presse, et puis le chômage technique quand tout d'un coup les produits ne se vendent plus, seraient évitées si nos chefs d'entreprise développaient davantage la flexibilité des produits.
Il est quand même frappant - face aux raisonnements globaux à l'invocation de la compétition et des charges imposées par l'Etat - de constater que dans tous les secteurs en difficulté : le textile, le jouet ou la machine-outil, il subsiste pourtant des entreprises prospères et ce sont celles justement dont les produits sont le mieux adaptés à la demande.
La deuxième flexibilité essentielle, si l'on parle de modernisation de la production, c'est celle des techniques de production.
Pour des produits équivalents en effet, c'est le caractère performant de la façon de produire qui fera la différence et même s'il ne s'agit pas d'ignorer les durées d'amortissements dans des rotations trop rapides où les courbes d'apprentissage pour que les hommes puissent faire vivre et fonctionner les machines, on constate néanmoins que si les techniques de production sont changées à temps dans une anticipation rationnelle, il y a peu de pertes d'emplois aujourd'hui et il y a beaucoup de créations d'emplois demain.
Autre flexibilité nécessaire : celle de la formation et de la quaiification des personnels.
L'enrichissement de la culture technique et économique moyenne de la population. L'enrichissement des tâches dans les entreprises sont non seulement indispensables à l'enrichissement du capital physique, mais sont plus largement nécessaires pour une politique industrielle qui se fixe des objectifs de libération individuelle et collective.
Et puis, Gaston Defferre m'a fait l'amitié de revenir exprès pour assister à cette partie de la Convention. Je cède à l'affective tentation de rappeler que sur ces problèmes - et notamment sur le problème de la réalisation d'un effort de masser

à l'échelle de dizaines de milliers de formateurs et de millions d'utilisateurs potentiels, dans ce domaine, les idées qui sont les siennes de développer systématiquement l'informatique et son utilisation dans l'économie française - idée pour le moment et seulement idée - me paraît être de celle auxquelles nous devrons réfléchir pour créer, d'ici 1986, les effets d'un pacte, les effets de masse, les effets de conviction nécessaires mais j'y reviendrai tout à l'heure.
(Applaudissements)
Alors cette flexibilité des produits, cette flexibilité des techniques de production, ou de la formation, voilà à quoi doivent travailler les entrepreneurs, les organismes patronaux, les directions de personnels.
Voilà à quoi le personnel lui-même de nos entreprises serait prêt à se vouer pour peur qu'on lui demande, pour peu qu'on le consulte, pour peu qu'on cherche à l'entraîner à profiter de sa qualité, de sa formation, de sa force.
Or, que voyons-nous dans la réalité ?
C'est que trop souvent des énergies immenses, des trésors de ruses sont dépensés pour arriver, dans telle entreprise, à licencier des ouvriers, à délocaliser une production située dans un bassin d'emploi à problèmes, à vider de son contenu une législation sociale.
Le dégraissage des effectifs, ce pis-aller désespéré, hérité des erreurs de gestion du passé, - ce que j'appellerais une flexibilité résidue - voilà que certains cherchent à nous persuader qu'elle est fondamentale pour parler comme M. Juppé.
Enfin je voudrais vous dire - notamment par rapport aux discussions qui se poursuivent aujourd'hui sur les problèmes dits de flexibilité - que nous laissions les syndicats et le patronat, dans le cadre de la politique contractuelle, préserver et négocier ensemble et prendre leurs responsabilités. En qu'en tout cas, je souhaite que le gouvernement en cas d'échec de ces négociations n'accepte de légiférer ou de décréter que sur les points acceptés par les syndicats et clairement acceptés par eux.
(Applaudissements)
Au-delà de l'intérêt technique que peut avoir telle ou telle mesure, et compte tenu de l'offensive patronale conduite actuellement dans ce domaine, l'affaire a pris un tour politique et symbolique tel qu'il y va, selon moi, de la crédibilité des Socialistes.
Je crois qu'il faut aussi, chers camarades, garder dans ce processus de modernisation, sa place à la planification.
Je suis frappé, et en même temps pas surpris, qu'en période de crise, il y ait non seulement à droite mais parfois plus largement, un retour en force vers les séductions du discours du libéralisme économique... ne croyez pas que ce discours fonctionne, que cette théorie s'applique dans la réalité, bien au contraire. C'est le disfonctionnement, c'est le chaos que nous constatons.
Mais c'est que ce discours libéral remplit, en réalité, une fonction idéologique et, parce qu'il repose sur des schémas simples, rassure.
Pourtant, chers camarades, la réalité internationale et même la vie économique interne sont aussi complexes que cela nécessite justement des analyses, et des

processus de prises de décisions complexes auxquelles seul le plan peut aider.
Je sais aussi qu'on dit souvent qu'en période de crise, les prévisions ne servent à rien et sont aléatoires.
Mes chers camarades, personne n'a pu démontrer, dans cette période de crise, qu'il était meilleur de ne pas en faire, et il serait quand même surprenant qu'à chaque fois que je rencontre un chef d'entreprise, de très grande entreprise ce qui m'arrive dans ma fonction - je constate que ces grands groupes nationaux ou internationaux font de la planification, ne peuvent pas vivre sans planification et que le secteur privé devient le lieu où la planification parait indispensable ; comment donc l'Etat, la collectivité nationale peut elle penser se priver de la planification ?
(Applaudissements)
Et puis, chers camarades, même s'il y a, dans beaucoup de domaines, des évolutions rapides, il y a aussi des lenteurs obligées. Il faut vingt ans, me rappelait un camarade scientifique, pour former, pour exploiter une découverte fondamentale. Il faut dix ans pour former un bon spécialiste ; 20 ans pour former un expert.
Ces grandeurs-là de la formation des savants, des chercheurs, des ingénieurs et des techniciens de l'avenir, celle des investissements lourds indispensables pour la modernisation, celle des réalités démographiques, relèvent d'un temps long et donc de toute façon de la planification : savoir, prévoir, essayer d'organiser. Et pour un pays relativement pauvre en ressources naturelles comme le nôtre, mais riche de savoir ces grandeurs sont tout à fait indispensables.
Je crois enfin, chers camarades, qu'il faut aussi pour que la modernisation vive sur le plan social, faire face aux conséquences extrêmes de la crise et de la modernisation. Aujourd'hui, il y a un grand thème polémique qui a été lancé par nos adversaires, mais peut-être aussi derrière ce thème, un grave problème, celui de la pauvreté.
Je propose qu'on ne reste pas dans l'incertitude. S'il y a polémique ou puisqu'il y a polémique, puisqu'il y a campagne pour frapper négativement l'opinion, alors, démontons et démystifions ces polémiques et ces campagnes. Montrons que c'est, de toute façon, aux Etats-Unis et en Grande Bretagne, dans des pays modèles, que, sous les coups des politiques conservatrices, qu'explosent littéralement les phénomènes de pauvreté et d'exclusion.
(Applaudissements)
Et pour ce qui concerne en France l'extension des phénomènes de misère sociale, alors, je dis agissons fort. Les mesures prises par le gouvernement dernièrement sont positives et il a été révélateur de voir la Droite refuser les dispositions fiscales, par exemple, touchant l'impôt sur la fortune, qui étaient destinées à les financer. Mais si l'étude engagée par le gouvernement de la réalité montre que les phénomènes de pauvreté sont en croissance significative, alors, il faut agir avec plus de force encore.
Que les associations spécialisées dans ces problèmes soient utiles pour connaître sa réalité et, en partie, y répondre, c'est vrai. Que l'approche caritative, fondé sur la charité, soit tout à fait respectable, j'en conviens. Mais cette approche

Fondation Jean Jaurès

n’est pas, il faut quand même le rappeler, celle du Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Elle n’exclut pas une action directe et massive des services de l’Etat, et je reprends donc ici, à l’intention du gouvernement, cette proposition que j’ai faite lors d’un dernier Comité directeur : si les phénomènes de pauvreté sont dus, comme on devrait l’établir, pour une bonne part, à la montée du nombre des chômeurs en fin de droits, je dis alors : attaquons-nous à ce problème des chômeurs en fin de droits et réglons-le.
(Applaudissements)
Il y a bien d’autres choses, chers camarades, que j’aurais voulu examiner et, par exemple, cette question de notre base sociale et des conséquences que pourraient avoir sur elle les mutations technologiques et économiques en cours. Mais je ne le ferai pas aujourd’hui faute de temps, suggérant seulement que la direction du Parti, en contact avec l’ISER, prenne bientôt des dispositions pour que nous étudiions à fond ces problèmes qui méritent effectivement examen. En attendant de l’avoir fait sérieusement, je suggère que nous résistions aux improvisations sociologiques, qu’on nous suggère, car ces problèmes, me semble-t-il, très difficiles et réels, méritent mieux qu’un amendement rapide.
(Applaudissements)
Il me reste, chers camarades, à finir en posant un dernier problème et une dernière question ou en y répondant par une dernière affirmation. Pour poursuivre la modernisation, chers camarades, il faut gagner 1986.
Je crois que le Premier Ministre lui-même, dans une interview toute récente, a bien posé le problème en affirmant : «La question centrale est là - je le cite - le temps de la mutation économique, sociale, culturelle que nous sommes en train de conduire, est un temps long, le temps des échéances politiques est un temps court. Arriverons nous à expliquer cela ?», terminait-il.
Dit autrement par moi, mais de même manière : arriverons-nous à gagner pour poursuivre et comment ?
De ce point de vue, chers camarades, je voudrais dire que la distinction que j’entends parfois faire, plus véritablement murmurée que déclarée en face, entre les supposés pessimistes ou défaitistes, et les prétendus optimistes ou combatifs, n’a, selon moi, je vous le dis, strictement aucun sens. Il y a des hypothèses qu’on écarte avec hauteur et qui, pourtant, vous tombent sur le nez. Il y a des perspectives que l’on craint légitimêment et que, pourtant, l’on arrive à écarter. Quant à la part prise au combat, au présent comme au futur, cela bien-sûr se juge sur pièces.
Alors, mieux vaut dire ici, si vous le voulez bien, la vérité et voir le réel : si le rapport de force actuel entre la Gauche et la Droite n’est pas modifié d’ici 1986, nous perdrons les élections. Si nous modifions ce rapport de force actuel, nous pourrons gagner. Et je ne voudrais, je le dis ici aux délégués, qu’en excluant par méthode, par principe, par compréhensif esprit de combat ou de bataille, le risque de l’échec en 1986, on laisse croire ou l’on se persuade soi-même qu’il suffit, le moment venu, pour gagner, sans rien changer d’ici-là à notre action, de compter soit sur l’automatisme du rétablissement économique, soit sur le

volontarisme politique. Telle n'est pas en tout cas mon analyse.
Pour gagner, je pense qu'il faut commencer à modifier notre état d'esprit, qu'il faut se rappeler maintenant que viennent les échéances, qu'au gouvernement, légitimêment, on travaille pour l'ensemble du pays, mais qu'au jeu démocratique des élections en France, on gagne seulement avec la moitié.
(Applaudissements)
Depuis trois ans et demi, nous avons fait largement la preuve de notre volonté de gestion et de notre esprit de responsabilité. Nous avons fait ce qu'il y avait à faire dans l'intérêt du pays. Nous rétablissons les grands équilibres, nous assurons la modernisation, nous affirmons la France dans le monde. Il est temps de montrer que nous pouvons aussi gagner, car cette politique, parfois louée par les experts, n'est pas acceptée, reconnue, appuyée par une trop grande partie de ceux qui ont toujours formé nos soutiens, c'est une vérité d'évidence. Comment dissoudre ce sentiment d'injustice que beaucoup d'entre nous ressentent à voir incomprise une politique courageuse et nécessaire ? Comment résorber ce décalage entre ce que nous voulons et devons faire, et la perception qui en est ressentie ? C'est à nous de trouver les réponses, à nous de faire les premiers pas pour comprendre ceux qui s'abstiennent, pourquoi ils s'abstiennent ou parfois votent de l'autre côté, et puis répondre à leur attente, si nous voulons que ceux-ci reviennent vers nous ?
Je ne vais pas aborder aujourd'hui les problèmes des moyens de la politique économique et sociale. Faut-il opérer une relance et le peut-on ? Le salut viendrait-il de la relance sélective, miraculeuse vraiment, puisqu'elle créerait des emplois sans créer de déficit extérieur ? On n'y avait pas pensé...
(Applaudissements)
Je ne veux pas répondre à cette question aujourd'hui ; que le gouvernement, sur ces probèmes, et il s'y prépare, et le Parti, engagent l'examen approfondi nécessaire. Sachons seulement que les questions qui nous feront gagner, ou perdre, seront les vieilles mêmes questions, même si nous devrons les éclairer d'une lumière nouvelle : celle de l'emploi, d'abord, et surtout celle du pouvoir d'achat, celle du sentiment de justice, éprouvé ou non-éprouvé, celle du sentiment de notre fermeté et de notre autorité dans la direction des affaires.
Il nous faut choisir ce qui nous enracine, ce qui permet, à l'électorat qui et le notre, de s'identifier à nous et à notre gouvernement.
Voilà ce qui doit, dans la période qui vient, nous guider.
Une fois les choix faits, dégageons tous les moyens nécessaires. Ainsi pourrons nous mettre en place un dispositif de bataille.
Cela suppose, au sein du Parti, et entre le Parti et le gouvernement, un débat sans tabous car, seule la plus grande lucidité pourra donner l'enthousiasme nécessaire pour l'action.
Cela suppose aussi la cohésion du Parti, réfléchissez-y, camarades. La dispertion, plus grave encore la division, n'ont de sens que si l'on se prépare à l'hypothèse de la défaite, car si c'est la victoire qui et l'objectif, si c'est sa préparation qui et l'unique pensée, alors on sait bien que la cohésion et l'unité sont indispensables.

A la place ou je suis, c'est mon premier souci, et croyez bien que j'y sacrifie souvent bien des tentations.
En janvier, nous allons mener, en direction du pays et des gens, une grande campagne des Socialistes en direct avec les Français, montrant que, capables de discuter collectivement, dans le Parti et ici, nous n'oublions pas non plus la mobilisation de mars. En février et mars, ce sera la campagne des élections cantonales ; il faudra la mener à fond, comme, une véritable bataille nationale. (Applaudissements)
Mais, ces initiatives doivent s'inscrir dans un dispositif plus vatse et dans un mouvement de mobilisation plus profond, engageant le Parti, bien-sûr, qui préparera, en 1985, le programme pour les législatives, mais aussi le gouvernement et, s'il en décide. ainsi, le Président, vers qui toutes les attaques de la Droite aujourd'hui convergent.
Le Parti Socialiste sera prêt alors, parce que cela surgira spontanément de ses profondeurs, et que c'est là; vous le savez bien, le problème, à se mobiliser et à entraîner largement derrière lui. Il est, je crois, maintenant dan l'attente du signal.
(Bans d'applaudissements)

Le président - Merci à Lionel Jospin.
Avant d'appeler les premiers orateurs de la discussion, je voudrais donner quelques indications techniques.
(Le président donne quelques indications d'ordre technique)
J'appelle Michel Debout, pour cinq minutes. Ensuite, se prépare Nicole Bricq.

Michel Debout

Mes chers camarades, parlant après Jean Poperen et Lionel Jospin, je comprends tout-à-fait que votre attention soit un peu émoussée, et c'est de manière à, quand même, la retenir, au moins pour cinq minutes, que. je voudrais vous parler d'autre chose... En tout cas, aborder avec vous un secteur qui ne l'a pas encore été, et, pourtant, c'est un secteur qui dépense 200 milliards par an, c'est-à-dire le quart du budget global de l'Etat, c'est un secteur qui emploie près d'un million de travailleurs, c'est un secteur qui est très hautement féminisé, c'est un secteur en pleine mutation technologique - aujourd'hui, ce sont les scanners, mais, demain, ce sera la résonnance magnétique - c'est un secteur d'économie mixte, où la part du public est prépondérante, c'est un secteur, enfin, qui est placé, dans tous les sondages d'opinion comme prioritaire, et, pourtant, mes camarades, vous l'avez compris, je. parle du secteur "santé", c'est un secteur dont on ne parle presque jamais entre nous.
Permettez-moi donc d'aborder les questions qu'il pose, au travers de quatre thèmes que je crois essentiels : d'abord, économique et financier.
A ce propos, mes camarades, nous avons une bataille. frontale à mener contre la Droite, projets contre projets. C'est vrai, nous sommes aussi, comme, elle, l'a été, obligés de. maîtriser les dépenses de santé, c'est une nécessité, mais nous devons le faire d'une manière différente que la Droite le ferait si elle revenait au

Fondation Jean Jaurès

pouvoir, et de ce point de vue, n'attendons rien de Chirac, n'attendons rien de Barre, ils l'ont dit de la manière la plus claire : s'ils reviennent au pouvoir, cela en sera fini de la sécurité sociale, de la solidarité ; pour eux, ce sera la charité et l'assurance privée !
(Applaudissments)
Eh bien, mes camarades, nous devons, sur ce terrain, là aussi être offensifs.
Deuxième thème que je voudais aborder : celui de la profession médiacle, celui des médecins.
C'est vrai, c'est une profession qui est en plein désarroi. N'ayons pas, sur elle, des analyses par trop rapides. Bien entendu, nous ne comptons pas dans ses rangs les chantres de la Gauche, les chantres du progressisme, mais, quand-même, rappelons-nour que la moitié des médecins, en 1981, avaient voté pour FrançoiS Mitterrand.
Eh bien, je dis que cette profession ert en plein désarroi. Ne la laissons pas dans ce désarroi !
Sachez, mes camarades, qu'en trente ans, le nombre de médecins aura passé de 60 000 à 180 000. Il y a aujourd'hui des médecins au chômage, et, demain, des médecins qui ne sauront pas comment travailler.
Nous devons donner une reponse à ces personnes là. Si ce n'est pas nous qui la donnons, ce sera la Droite. La profession medicale est très tentée par un repli frileux, par un repli corporatiste, par l'individualisme. Sachons développer de nouvelles solidarités, proposer de nouveaux modes d'exercice ; là aussi, on retrouve le projet contre le projet ; sachons être dynamiques avec le nôtre.
Chers camarades, les centres de santé intégrés, dont on parlait beaucoup auparavant, qui sont la réponse moderne aux véritables questions qui se posent à cette profession, force est de constater qu'en trois ans et demi, nous ne les avons pas developpés. Sommes-nous toujours d'accord pour les faire ? Dites-le à cette tribune et dans cette Convention.
D'autre part, mes camarades, sur la question de l'Ordre, soyons clairs, nous avons, sur ce dosier, je crois perdu des montres en route. Est-ce que nous voulons toujours la suppression de l'Ordre ? Si nous pensons, que nous ne pouvons pas le faire, alors dites-le clairement, adressons-nous aux médecins qui attendent de nous une parole claire à ce sujet, ne les laissons pas dans la déshérence, sachons prendre nos responsabilités.
Enfin, sachons aussi nous adresser aux médecins, et il y en a qui défendent les positions de gauche, qui des défendent des positions progressistes dans des organisations syndicales qui, bien-sûr, sont loins d'être majoritaires mlais qui sont quand même des organisations syndicales qui ont soutenu et soutiennent encore le combat qui est le nôtre.
Troisième dossier que je voudais aborder : celui de l'hôpital. Mes camarades, dans notre texte de Convention, nous dirons qu'il faut démocratiser le secteur public, et notre premier secrétaire vient de le rappeler avec force, et avec conviction. Eh bien, nous avons une possibilité de démocratiser le fonctionnement à l'hôpital ; cette possibilité-là, elle a un nom, c'est une grande réforme, c'est la départementalisation.

Fondation Jean-Jaurès

Eh bien, mes camarades, oui, c'est une grande réforme, mais c'est une réforme qui est lente à venir, et là aussi, il faut être clair : les travailleurr des hôpitaux ont besoin de savoir où ce dossier en est.
Il faut que, très vite, les décisions soient prises afin que l'hôpital soit veritablement un lieu de démocratie, car la mutation qui est la sienne ne sera portée réellement que si elle se porte démocratiquement.
Enfin, dernier point que je voudrais aborder, mes camarades, mais ce n'est pas, croyez-le bien, pour céder à une mode du moment : c'est celui des mutations génétiques.
Nous sommes, je dirai, à la veille d'un grand bouleversement, et ce bouleversement n'est pas simplement la question de savoir si une femme peut louer son ventre. Mes camarades, ayons la conscience que, demain, ce sont les manipulations génétiques qui sont à notre portée, qui sont à la portée des scientifiques. Ayons la conscience que le meilleur des mondes, dont parlait Aldous Huxley, est à notre porte, et nous savons bien que ce meilleur des mondes-là n'est pas un monde Socialiste mais un monde totalitaire !
Oui, mes camarades, la liberté passe aussi toujours par nos gènes et nos chromosomes ! Ne laissons pas ce débat qui aura des répercussions peut-être fondamentales, qu'on ne perçoit pas toujours avec suffisamment de. clarté, ne laissons pas ce débat aux seuls experts, aux seuls spécialistes ! Oui, c'est bien que les experts nous éclairent de leur compréhension, de leurs travaux - ce n'est pas moi qui vais vous dire le contraire - mais nous, en tant que citoyens, en tant que Socialistes, nous avons aussi à prendre en charge ces gestions car elles vont éclairer également les problèmes de demain.
Eh bien, mes camarades, je souhaite que tous les Socialiste et pas seulement les médecins du Parti Socialiste, et pas seulement les professionnels de santé du Parti Socialiste, mais évidemment le Parti tout entier prenne en compte l'ensemble des problèmes de politique de santé qui sont des problèmes de politique de santé, qui sont des problèmes politiques, et que les Socialistes puissent aborder toutes ces questions qui ont une. importance décisive pour demain, en Socialistes, c'est-à-dire en hommes libres et solidaires ! (Applaudissements)

Le président - La parole est à Nicole Bricq, pour 5 minutes, Jean-Paul Bachy se prépare.

Nicole Bricq

Ni dissertation philosophico-littéraire, ni débats de Congrès tous azimuts, cette Convention, camarade.s, nous est bien utile. Elle donne un peu d'air frais à la vie du Parti en lui permettant de réaffirmer et de promouvoir un certain nombre de points de repaires.
La Droite, et Lionel Jospin l'a rappelé tout à l'heure dans son intervention, s'est avérée incapable de mener à bien la mutation de notre pays. L'intégration accélérée de la Fance dans la division internationale du travail, sous Giscard, la montée de forces sociales nouvelles que la Gauche a su influencer, ont brisé ce

Fondation Jean Jaurès

qu'il restait de la participation gaulliste, et du consensus giscardien.
La Gauche s'est trouvée en mesure de proposer au pays, sur ces valeurs les voies du rassemblement.
Mais l'histoire n'hésite jamais longtemps.
Là où la Droite a failli, la Gauche doit réussir, et vite... Donc, elle doit se donner les moyens de cette. Réussite.
Nous ne pouvons réussir cette mutation qu'à 2 conditions.
La première, mettre en œuvre notre politique.
La seconde, c'est que nous le ferons en accord avec la composante essentielle de notre pays, celle du monde du travail, et on peut la tourner dans tous les sens, lui donner une explication économique, lui donner une explication sociologique, lui donner une explication intellectuelle, la classe ouvrière, mes chers camarades, représente encore 35% de la population active de notre pays. Elle doit être l'auteur conscient de sa propre mutation et non le veau qu'on mène à l'abattoir des restructurations.
Trois lignes de forces doivent conduire cette mutation.
La justice sociale, la démocratie et l'indépendance.
La lutte contre les inégalités : nous avons peu ou prou tenu bon sur la justice, sociale, mais, mes camarades, jusqu'à quand pourrons-nous le faire ? Aujourd'hui, le risques d'exclusion nous guettent, et le. Parti dans le texte, qui est soumis à la discussion de la Convention, demande, à juste, titre l'instauration d'un revenu minimum garanti, mais ou trouver l'argent quand les comptes sociaux sont déjà difficiles à boucler ?
Le meilleur moyen de lutter contre les inégalités n'est-il pas de remettre la France au travail ? De faire dans les faits, de l'emploi notre priorité ?
Mes camarades, on peut se féliciter des bons indices, mais celui du chômage n'est pas un indice comme les autres, nous le savons bien.
La démocratie : il est bon que notre pays devienne majeur politiquement, et considère l'alternance comme le jeu normal de la démocratie. Mais, l'alternance ne saurait se résumer de notre part à la démonstration que nous sommes ni plus ni moins mauvais gestionnaires d'une politique aux contours tellement flous qu'elle ne serait plus perçue par les gens comme la notre et comme la leur.
La démocratie, c'est tansférer les leviers de commande non pas d'une élite à une autre, les deux étant formés aux mêmes écoles, mais à ceux qui produisent, qui enrichissent leur pays de leur matière grise, de leur savoir-faire. Le patronat refuse de négocier sur les choix d'investissement, avec des fonds prêtés par la collectivité. Ne peut-on rien exiger de lui dans ce domaine ? Il en va de même pour la formation qui, on le sait d'expérience, est la plus réussie lorsqu'elle est organisée sur les lieux de production, les travailleurs n'ont-ils pas leur mot à dite dans ces deux domaines ?
Enfin l'indépendance : qui ne voit aujourd'hui que les états-nations, et particulièrement les pays d'Europe comme la France, avec une tradition démocratique, sont le dernier obstacle, la dernière ligne de résistance à l'hégémonie des muiltinationales américaines ou japonaises, et à la normalisation culturelle qui en est le corollaire ?

Fondation Jean-Jaurès

Mes camarades, ces lignes de force qui sont le fonds commun de notre projet, no'nt de chance de se matérialiser sans une politique perceptible par le plus grand nombre. Il faut qu'elles soient assorties des moyens correspondants. Sinon, nous creuserons encore le fossé entre notre discours et notre action.
Je voudrais insister, pour conclure, sur un des moyens qui me paraissent essentiels pour mener à bien cette mutation.
A nos camarades qui disent notamment qu'une croissance ne sera possible que dans dix ans, voire jamais, je pose quatre questions, et je me les pose en même temps, et je crois que nous devons avoir l'honnêteté intellectuelle et le souci du réalisme pour y repondre.
Mes camarades, comment, sans croissance, croyez-vous qu'on puisse restructurer notre industrie vers les secteurs créateurs d'emplois, sans casser ceux qui en perdent, et ceux qui en perdent ce ne sont pas forcement les industries les plus traditionnelles, c'est aussi le téléphone, c'est aussi l'informatique - regardez ce qui se passe chez Bull - ?
Deuxième question : comment, mes camarades, sans croissance, croyez-vous qu'on puisse prôner la possibilité d'une branche à une autre, d'une région à une autre, quand quitter un emploi aujourd'hui signifie le perdre et ne pas en trouver d'autre ?
Troisième question : comment, mes camarades, sans croissance, croyez-vous qu'on puisse passer les compromis sociaux necessaires dans l'entreprise, pour se defaire des hiérarchies improductives ?
Enfin, et c'est la question la plus importante, comment, sans croissance, croyez-vous que l'on puisse rassembler des couches sociales aux intérêts forcement contradictoires, sans qu'elles s'affrontent durement - et l'histoire de notre pays le montre - sans qu'elles s'affrontent pour partager un surplus en voie de disparition ?
Alors, ces questions qui sont au cœur de notre discussion doivent trouver reponse dès 1985. Nous ne pouvons faire l'impasse et attendre des lendemains qui chantent.
Le problème ne reside pas, comme certains veulent le poser, dans une relance qui peut toujours être décidée à tout moment. Il ne s'agit pas, après avoir appuyé sur le frein, d'appuyer sur la pédale de l'accelérateur à l'approche des écheances de 1986. Mais il s'agit de se donner tous les moyens d'une maîtrise de cette relance. Et ces moyens existent, vous le savez, ils ont été versés au débat en son temps.
Le Parti ne peut plus se contenter d'un rôle de témoin qui se replierait sur des principes qui deviendraient obsolètes faute d'être mis en œuvre.
Il doit peser dans le sens de ses intérêts, dans le sens des intérêts de ceux qu'il représente. Aujourd'hui l'avenir de la Gauche s'identifie à l'avenir de la France.
(Applaudissements)

Le président - la parole est a Jean-Paul Bachy. Ensuite Guy Allouche.

Fondation Jean-Jaurès

Jean-Paul Bachy

Chers camarades, ce qu'attendent nos militants, nos electeurs, de cette Convention, est simple. Ils veulent une reponse sans ambiguïte au défi fantastique que nous lance aujourd'hui la Droite.

La Droite utilise un beau mot, qui est celui de "libéralisme", mais il dissimule la réalité objective. Le projet politique de la Droite tient en quatre points.

- Une dérégulation économique et sociale massive.

L'utilisation de la crise comme prétexte d'une regression sans précédent des droits collectifs du mouvement ouvrier.

- Au niveau des valeurs, une formidable poussée d'individualisme.

- Enfin, au niveau des structures sociales, la généralisation de la loi de la jungle comme principe d'organisation.

Or la loi de la jungle c'est la loi du plus fort, donc l'aggravation des inégalités.

Cette offensive, la Droite la développe partout en Europe. C'est le projet qu'elle met en œuvre aux Etats-Unis, en Grande Bretagne, en Belgique, aux Pays-Bas.

Le monde du travail en fait cruellement les frais.

Pourtant, la Gauche, les forces syndicales, semblent parfois avoir des difficultés à faire face.

Neuf mois de conflits dans les houillères, en Grande Bretagne, n'ont pas suffi à faire plier le gouvernement Thatcher.

La grande grève des syndicats belges, l'année dernière, pour défendre les services publics, s'est soldée par un échec.

Et c'est vrai qu'en France, même face à l'offensive ultralibérale, le discours de la Gauche, et le discours Socialiste, est souvent trop défensif.

C'est que nous sommes confrontés à une véritable difficulté. L'emploi est la preoccupation n°1 des Français, nous savons que la modernisation est le point de passage obligé pour assurer l'emploi dans l'avenir. La Droite n'a pas fait cette modernisation, et elle porte des responsabilités écrasantes dans les retards actuels de notre industrie.

Mais c'est vrai aussi que la modernisation est souvent vécue par les travailleurs, par nos electeurs, plus comme une menace que comme une chance.

Trop souvent, aujourd'hui, la modernisation signifie le licenciement et la régression de l'emploi. Pouvons-nous laisser faire ? Non. Mais il faut que notre Convention réponde clairement à trois questions qui sont au cœur du débat.

- La modernisation, c'est l'amélioration de la productivité.

Nous marquons des points chaque année sur ce terrain : 5% de mieux tous les ans. Mais comment améliorer la productivité sans détruire l'emploi ? En d'autres termes, à qui profitent les gains de productivité ? Comment les partage-t-on ?

- La modernisation entraîne une profonde évolution des structures économiques, donc une grande mobilité de l'emploi

Comment faire en sorte que cette mobilite de l'emploi se developpe tout en maintenant intactes les garanties collectives du monde du travail ?

- La crise rend de plus en plus précaire l'équilibre des systèmes de protection sociale. La réponse de la Droite est claire, et elle consiste à pulvériser le régime

Fondation Jean-Jaurès

général de sécurité sociale, au profit de l'assurance privée. Tant mieux pour les riches, tant pis pour les pauvres !
Mais, quelle est notre propre réponse ?
Reprendre l'offensive, c'est possible et c'est urgent. On peut, on doit le faire, autour de quatre idées, et ces quatre idées, notre Convention nationale doit les projeter vers l'exterieur avec beaucoup de force et de resolution.
Première idée : il y a un modèle Socialiste de la modernisation. Il consiste en un juste équilibre entre le rôle de l'Etat et le rôle du marché. La loi de la jungle et le laisser faire ne sont pas la bonne réponse à la crise ; la seule réponse efficace à la crise c'est ce que François Mitterrand a appelé, d'un terme juste : "l'economie mixte".
Deuxieme idee : lutter pour l'emploi, c'est lutter pour la competitivité de l'économie.
Le coût économique du chômage est tel, le gachis des compétences qu'il représente est tel qu'ils constituent en fait aujourd'hui le principal handicap des économies des pays industrialisés. Soyons donc cohérents avec nous-mêmes, et ne nous laissons pas aller sur ce terrain de l'emploi à certaines faiblesses.
Nous avons crée plusieurs dizaines de milliers d'emplois dans les services publics en 1984, en 1983. Ne soyons pas aujourd'hui tentés de reprendre d'une main ce que nous avons crée de l'autre il y a deux ans.
Quand, à la SNCF, on a crée 4000 emplois en 1982, c'était bien, mais pourquoi en supprimer 5000 en 1985 ?
Quand nous avons dit que la priorité devait être donnée à des industries de pointe comme le téléphone, le cable, l'ordinateur, quand des pdg, de certaines entreprises nationalisées comme celui de la CGE, qui est maintenant le leader du téléphone en France, avaient pris l'engagement, avec notre Premier Ministre, de créer plusieurs milliers d'emplois, et, au moment des accords Thomson/CGE, de garantir qu'il n'y aurait aucun licenciement, pouvons-nous accepter et laisser faire aujourd'hui 6000 suppressions d'emplois dans ce secteur?
Nous avons dit que la réduction du temps de travail était l'un des meilleurs moyens de redistribuer aux travailleurs les gains de productivité, ne soyons pas aujourd'hui tentés de mettre au fond de nos poches l'objectif des 35 heures que nous avions promis hier, et osons faire tout simplement la politique pour laquelle nous avons été élus.
(Applaudissements)
Troisième idée simple : démocratiser l'économie et la gestion des entreprises, c'est le principal moyen d'ameliorer leur competitivité.
La Droite oppose progrès social et progrès économique, nous disons, nous, et notre Convention doit le redire avec beaucoup de force, qu'il n'y a pas de progrès économique possible sur les décombres du droit social.
Les retards qui existent dans l'application des lois Auroux, les inerties dans les entreprises publiques, sont inacceptables. Il faut que cela cesse. Prenons donc ensemble, au gouvernement et avec le Parti, les moyens de faire passer sur le terrain les réformes que nous avons votées.
Quatrième et dernière idée : c'est qu'il n'y a pas de consensus possible sans

justice et sans solidarité.
Là aussi, osons donc faire la politique pour laquelle nous avons été élus.
- Par une fiscalite plus rigoureuse pour les plus riches.
- Par une lutte plus vigoureuse contre les abus qui resultent des cumuls d'emplois et des cumuls emploi/retraite.
(Applaudissements)
- Par une progression plus forte du salaire minimum, pourquoi avoir fait progresser le smic de 35% en 1982 si c'est pour se contenter aujourd'hui simplement de rattraper la hausse des prix ?
Emploi, justice sociale, démocratie économique, c'est le projet historique des Socialistes, mais c'est aussi la réponse la plus réaliste et la seule efficace pour faire face à la crise.
Nous ne gagnerons ni la bataille de la modernisation, ni la bataille électorale de 1986, en faisant la politique des autres ; nous ne gagnerons qu'en nous appuyant sur notre base sociale et en faisant la parole des nôtres.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Allouche.

Guy Allouche

Cher camarade président, et vous tous, chers camarades, les Socialistes du Nord ont accepté, en le votant très largement, le projet de modernisation que le Parti Socialiste entend mener dans notre pays.
Une contribution fédérale a été unanimêment adoptée et deposée sur le bureau de la Convention. Sachez cependant que la modernisation a, dans le Nord, des resonnances qui, pour l'instant, sont essentiellement tragiques. Nous avons pourtant décidé d'accepter la modernisation, nous nous engageons même à la favoriser. Cela nous demande un grand courage puisque la modernisation va, qu'on le veuille ou non, accentuer le flêchissement des activités fortes de notre région. Je parle, bien-sûr, de la sidérurgie, du charbon, des chantiers navals, de la métallurgie, et de bien d'autres industries qui connaissent, toutes en même temps, des restructurations dont les résultats aboutissent à des milliers de licenciements.
Cela représente beaucoup trop de dégradations pour une région qui jusqu'à présent fondait sa puissance sur ces industries qui ne sont plus concurrentielles. Faute d'investissements menés à temps par le patronat, faute de plan de développement cohérent des gouvernements de Droite précédents, notre potentiel industriel n'est plus competitif depuis au moins dix ans, comme l'atteste notre faiblesse sur les marchés étrangers.
C'est vrai que les deniers de l'Etat ne peuvent servir deux fois. Il faut donc choisir, soit combler des goufres, soit doper les secteurs de pointe.
La crise et les budgets de rigueur nous obligent à être sélectifs. De plus, nous avons la responsabilité historique de faire actuellement les grands choix économiques qui structurent le développement de demain, dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'électronique et des communications. Il serait

Fondation Jean-Jaurès

gravissime de commettre des erreurs d'évaluation ou de programmation, dans des domaines fondamentaux qui conditionnent l'avenir immédiat et les possibilités d'emploi des milliers de salariés.
Je sais que le gouvernement est bien conscient des dangers qui existent autour de ces secteurs dit "nouveaux" ou d'avenir, que la mise en orbite de ces industries de pointe, doit être l'une de ces priorités, en particulier dans les régions de traditions industrielles.
Dans cette optique, personne ne peut contester l'urgence de ce mot d'ordre qu'est la modernisation. Les Français en admettent et la nécessité et l'urgence, ils ne nous pardonneraient pas son échec, mais la modernisation est bien autre chose que de promouvoir et de financer les secteurs de pointe; puisqu'ils sont dits de pointe, ils ont naturellement des atouts certains, tant au plan de la qualification des hommes que de la qualification des machines, pour s'auto-développer.
Alors, l'Etat sait-il polariser uniquement ses efforts vers ces structures de pointe ? Non, car la modernisation c'est aussi, parallèlement, savoir régler le sort, dans certains cas, le maintien également des secteurs industriels traditionnels donc le sort des hommes qui y travaillent.
Nous refusons, nous, Socialistes du Nord, de considérer que l'extraction charbonnière, la sidérurgie, le textile, sont des industries dépassées. Ce ne sont pas ces branches de production qui le sont, mais les techniques de production qu'elles utilisent.
Améliorer ces techniques, reconsidérer les objectifs et les perspectives des grands groupes sidérurgiques ou d'industries lourdes, permettra de développer de préserver des milliers d'emplois, comme l'expérience réussie du plan textile le prouve depuis trois ans.
Tout en étant optimistes sur ces finalités, nous reconnaissons qu'aujourd'hui la modernisation est privative d'emplois, nous l'acceptons, parce que nous nous tournons résolument vers l'avenir. Mais notre accord est cependant assorti de conditions indispensables portant sur la nature même de la modertnisation.
Ne serait-elle en effet qu'une réforme qui ne concernerait que la vie des entreprises ?
Pour nous, moderniser, ce n'est pas imposer au pays plus de machines qui produisent mieux ; moderniser, c'est changer la situation dans son ensemble, c'est agir sur tous les secteurs qui participent à la vie quotidienne.
A quoi bon moderniser l'industrie si l'on n'entreprend pas dans le même temps une réforme sérieuse de la fiscalité qui se fixerait comme but d'obliger à la transparence et à la justice ficale ?
Moderniser sans exigence de justice fiscale, maintiendrait les injustices actuelles en favorisant les hauts revenus de ceux qui encadrent, ceux qui dirigent ou simplement qui s'adaptent avec bonheur à de nouvelles activités au détriment de ceux qui en sont exclus en raison de leur âge ou de leur manque de formation approprié.
Il n'est que temps d'entreprendre cette réforme voulue de longue date par les Socialistes et souhaitée par une majorité de Français.

Fondation Jean Jaurès

Je considère pour ma part que ne pas la faire vide en grande partie de son sens le thème de solidarité, valeur revendiquée par tous les Socialistes et s'il ne devait y avoir qu'une seule grande réforme en 1985, je considère pour ma part que ce devrait être celle là.
Dans la même volonté, pour plus de justice, ne doit-on pas envisager, comme vient de le dire Jean-Paul Bachy, une modification de la décision gouvernementale de 1982, concernant le cumul emploi-retraite ?
Il est inadmissible que quelques milliers de retraités ou de pré-retraités arrondissent leurs fins de mois grâce à un autre emploi pendant que des milliers de jeunes attendent leur premier emploi, donc leur premier salaire. (Applaudissements)
Ces réformes se heurtent à des résistances puissantes, à des groupes de pression. Raison de plus pour être déterminés et cohérents dans notre lutte pour l'emploi.
Si nous n'étions là que pour faire baisser le taux d'inflation et maintenir le pouvoir d'achat moyen, serions-nous vraiment la Gauche, compte tenu de l'étendue de la mission qui nous a été confiée ?
On ne peut demander des sacrifices tels que la perte de leur emploi, à des êtres humains s'ils ne sentent pas que la solidarité fonctionne autour d'eux et qu'elle est organisée par un Etat qui assure leur protection. Les remettre toujours à plus tard, ou faire l'impasse sur ces réformes, aboutiraient à faire rejeter l'idée même de modernisation par la majorité des travailleurs de notre pays. Ils se sentiraient sacrifiés sans dédommagement, ni contrepartie, et considéreraient, à juste titre, que modernisation et progrès social sont antinomiques.
En conclusion, je dirai que pour nous moderniser, c'est savoir que l'on ne remplace pas brutalement des industries par d'autres, c'est prévoir des formations appropriées pour les jeunes, c'est prévoir des échéanciers supportables par les travailleurs, et prévoir toutes les conséquences, notamment humaines et sociales, que la modernisation va engendrer à court et moyen termes.
La question centrale qui se pose à nous aujourd'hui n'est pas tant de savoir si nous sommes d'accord entre nous pour moderniser - nous le sommes tout naturellement car nous savons que nous ne pouvons arrêter la marche inéluctable du progrès, - l'essentiel est de savoir comment maîtriser les effets qu'aura la modernisation sur la vie des hommes.
Ce n'est qu'à partir de cela que modernisation sera alors synonyme de progrès social.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Louis Mexandeau pour 7 minutes.

Louis Mexandeau

Chers camarades, je commencerai par cette phrase si vraie de Jean Poperen : la vérité est que nous sommes en train de réussir là où ils ont échoué. Et, en effet, la vérité impose de dire que depuis trois ans et demi nous avons accompli une immense œuvre de réparation. Pourrai-je exprimer pourtant un regret, celui de

n’avoir pas su faire, en 1981, un inventaire très précis, approfondi, sans complaisance, mais sans injustice, de la situation réelle dont nous avons hérité. Un tel inventaire aurait permis de révéler, non seulement les insuffisances les plus évidentes, dans les secteurs des première et deuxième révolution industrielle, la faiblesse de l’investissement, le vieillissement de l’outil industriel, la frilosité commerciale, mais qui aurait aussi révélé les graves déficiences qui en 1981 étaient encore masquées mais qu’on aurait pu sonder dans dès secteurs apparemment en bonne santé, par exemple l’automobile ou certains secteurs électroniques.

L’absence d’un tel inventaire complet pèse aujourd’hui encore sur nous. Cela aurait permis d’éviter largement une imposture que la Droite a réussi à imposer à une fraction importante de l’opinion, à savoir que les choix que nous avons faits en matière de politique de modernisation, choix qui sont parfois sévères, serraient rendues plus sévères encore par nos prétendues prodigalités et non par un héritage d’imprévoyance, de cécité, de malthusianisme et de manque de courage.

(Applaudissements)

Car ce que nous avons fait dès 1981, en pleine conformité avec les engagements pris par François Mitterrand, c’est aussi dans tous les domaines, et Lionel Jospin le rappelait une œuvre considérable de réparation, dans le domaine institutionnel, dans le domaine social, dans le domaine fiscal, dans le domaine culturel. Mais la modernisation industrielle technique, nous l’avons commencée dès le mois de mai 1981 et pour rester dans le domaine où j’exerce des responsabilités depuis trois ans et demi, c’est bien au début de juillet 1981 qu’a été lancé, dans des conditions très différentes dans le sens de la démocratie de celle qui était prévue, le programme télématique, ce qui fait qu’aujourd’hui 500 000 Minitel sont installés en France dont 100 000 au service des entreprises et que si l’on compare aux autres parcs existants au monde, la Grande Bretagne vient au second rang avec 80 000 et l’Allemagne avec quelques milliers seulement, et ce n’est pas seulement pour l’annuaire électronique, puisque plus de 500 services existent et qu’il s’en développe tous les jours.

C’est bien en novembre 1982 qu’a été décidé le plan cable avec une part croissante en fibre optique, alors que huit ans auparavant à l’automne 1974, c’est le contraire qui avait été décidé, c’est-à-dire la décision de ne rien faire. Là aussi il faut le faire savoir, sinon à lire certains journaux le plan cable, ce serait bientôt le plan Chirac ! Or, où était M. Chirac en septembre 1974 sinon Premier Ministre ?

Il faut dire aussi que du point de vue technique industrielle, ce plan se réalise au rythme proche de celui qui avait été prévu et notre camarade Jacques Guyard le disait pour ce qui concerne la ville d’Evry.

La réalisation de ce projet, tout comme celle du troisième grand programme des télécommunications est nécessaire, indispensable au regard du maintien de l’emploi. Il est nécessaire car il faut que notre industrie prenne en partie le relais de l’effort d’équipement du téléphone.

La semaine dernière, a été installée la vingt-deux millionième ligne d’abonnée.

Fondation Jean Jaurès

Nous atteignons bientôt les 90% de foyers raccordés. Il faut dire que cet effort quantitatif s'est doublé d'un effort qualitatif, puisque dix millions de lignes, soit près de la moitié, sont aujourd'hui électroniques, et il faut savoir dire la vérité dans un océan de scepticisme ou de dénigrement, que les Etats-Unis, que l'Allemagne fédérale, que le Japon lui-même présentait comme des symboles de modernisme, en sont aujourd'hui à 5 ou 10% de téléphones électroniques. La France : près de 50%. Lorsqu'il y a des résultats, il faut savoir les exprimer avec fierté. Rendons hommage à tous ceux, techniciens, responsables et membres du personnel, qui ont soutenu cet effort.

Mais, quand nous avons fini ou quand nous achevons un équipement, il faut se tourner nécessairement vers d'autres secteurs. Car, en effet, nous devons tenir compte - et cela peut-être n'a pas suffisamment été exprimé - des gains de productivité.

Dans ce secteur précis du téléphone, il faut savoir que pour fabriquer le même nombre de lignes téléphoniques, là où il fallait 100 agents,en 1975, il n'en faudra plus que 16 en 1985,- dix ans après - et dès aujourd'hui, il n'en faut plus que 20.

C'est pourquoi, la solution c'est d'abord le renforcement des exportations, et nous avons doublé les exporations depuis 1981. Mais nous nous heurtons à une concurrence internationale d'une férocité sans égal.

C'est aussi la diversification des produits et la conquête ou la reconquête de certains créneaux qui avaient été abandonnés aux temps de l'économie libérale.

C'est aussi le glissement des emplois, c'est-à-dire l'emploi de la production vers ceux des services concernant le trafic.

Nous vivons une période qui, de ce point de vue, est assez cruelle. Une sorte de hiatus pour lequel nous sommes obligés parfois de consentir à la suppression d'emplois dans la production à un moment où ne sont pas encore créés les emplois de demain, notamment ceux des services. Mais, cela ne doit pas nous faire oublier que les transformations - et j'ai écouté beaucoup d'orateurs dans ce sens - du contrat social doivent aussi nous préoccuper.

Lionel Jospin a justement insisté sur l'amélioration du dialogue social. Il faut savoir que le service public le fait. Il le fait dans des conditions qui ne sont pas toujours faciles.

Dans les industries du téléphone, depuis maintenant deux ans, pour l'essentiel ou pour un grand nombre d'usines, nous en sommes à 35 heures avec maintien à peu près intégral du salaire.

C'est vrai à CIT Alcatel, lc'est vrai à CGC-CT, ce groupe qui a été repris dans une situation déplorable : l'un des plus beaux fleurons du capitalisme mondial, à savoir la firme américaine ITT.

Je vais vous citer deux chiffres.

L'autre jour, je me trouvais dans l'usine CGC-CT près de Saint-Omer dans une région du Nord-Pas-de-Calais, durement touchée par le chômage.

On me présentait la fiche des investissements. Eh bien là où ITT, dans la même usine, avait investi en 1981 2 MF - je dis bien 2 MF - en 1984, c'était 31 MF - 15 fois plus - qui avaient été investi.

Collection Jean Jaurès

Alors quand on parle aux ouvriers ou aux délégués du personnel de la nationalisation, qui a sauvé la CGC-CT de la quasi-disparition, et qui a maintenu l'emploi en permettant la modernisation, eh bien, croyez bien qu'ils savent, eux, de quoi on parle
(Applaudissements)
Ajoutons pourtant que l'organisation de ce dialogue social n'est pas toujours facile, cher Lionel Jospin. Jean-Paul Bachy y faisait allusion tout à l'heure.
Lorsque tel ou tel responsable, dirigeant, l'oeil fixé uniquement sur le compte d'exploitation a tendance avec une certaine facilité à rogner parfois sur la recherche, sur les structures commerciales, sur les nouveaux produits - c'est-à-dire à se tromper de branche et à couper les branches d'avenir parfois en conservant des branches qui, au contraire, n'ont plus d'avenir - il faut sans cesse réagir.
Il faut refuser cette fatalité qui est parfois une pseudo-facilité. C'est un effort qui doit être constant.
Il faut savoir qu'aujourd'hui, nous le poursuivons.
Dans le Trégor, touché par des menaces sur l'emploi, comme Conflans, nous le faisons pour limiter, pour faire préciser un plan industriel.
Ce qu'il faut savoir, c'est que le rôle du service public est un rôle indispensable comme outil d'intervention, comme outil de planification.
Ce sera un des objets, un des sujets du débat en 1985 et en 1986 à un moment où nous sommes confrontés à une offensive grave, à une menace grave, contre ce service public, une menace à l'échelon mondial, qu'il s'agisse de le messagerie postale privée qui, dans certains pays du monde - et d'abord dans les pays du tiers-monde - est en train de ruiner le service public, c'est-à-dire d'appauvrir les plus pauvres. ; qu'il s'agisse aussi de la menace de déréglementation.
Sait-on que si la décison est prise de laisser des satellites privés drainer le trafic mondial, c'est une agression qui ruinera un peu plus encore les pays du Sud, les pays du tiers-monde, il faut le dire.
C'est un combat qui a l'air aujourd'hui lointain. Mais c'est un combat qui est proche qui sera ressenti douloureusement par ces populations du tiers-monde.
Je terminerai en disant qu'il s'agisse du bilan, qu'il s'agisse des perspectives, et de notre projet, nous n'avons rien à craindre.
Nous sommes prêts, mais encore faut-il faire passer le message.
Voyez-vous, je suis encore un peu historien. Je sais que dans l'histoire de la France, ou d'autres pays, certaines politiques ou certains régimes ont été injustement décriés.
Le plus bel exemple - qui est proche de nous - c'est la 4ème République qui malgré ses faiblesses institutionnelles a préparé la rentrée de la France dans le concert des nations modernes.
Pendant 10 ans, 15 ans, ce régime a été, dans la totalité de ces résultats, injustemnet décrié et cela a pesé vous le savez, les camarades les plus anciens ici, sur la renaissance de la Gauche.
La pire injustice serait qu'après avoir préparé le renouveau de demain, la modernisation de l'industrie, nous soyons désavoués par les citoyens et d'abord

par les travailleurs car le travail que nous avons fait depuis trois ans et demi plus profitable est plus profitable, plus positif que celui qui a été fait pendant tout le septennat de M. Giscard d'Estaing.
(Applaudissements)
Alors, comme nous ne pouvons pas toujours faire entendre notre voix, comme nous ne pouvons pas toujours établir et faire connaître notre bilan, hier - après l'avoir fait devant le Conseil des ministres - j'ai communiqué à la Presse qu'en matière postale, nous allions pouvoir poursuivre notre œuvre de modernisation de 6000 bureaux de postes rénovés et transformés et 14 000 bureaux informatisés et télématisés et ce, en l'espace de quelques années.
Je dois dire que peut-être que la Poste n'intéresse que lorsqu'on veut photographier des sacs postaux en soufFrance dans les centres de tri... l'écho a été faible, mais ce que je veux dire, c'est que nous avons besoin du Parti pour informer, pour faire savoir.
Pour le reste, je crois qu'avec détermination, avec courage, avec lucidité, nous continuerons sur la trajectoire commencée en 1981.
C'était un beau combat)
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean Gatel, dernier orateur.

Jean Gatel

Mes chers camarades, je vais vous parler d'un des enjeux de la modernisation, qui est l'enjeu de la création.
Il est devenu banal de dire aujourd'hui que nous vivons une période de mutation : mutations dans les demandes, mutations dans les façons de produire, mutations dans toutes les méthodes de gestion et de vente. Et il est bien vrai que par rapport à ces changements brutaux, l'attitude du Pari du peuple de France est parfois une attitude de repli, de crainte ou d'attentisme.
Mais, mes camarades, nombreux sont aussi ceux qui sont prêts à relever les défis, à se battre et peut-être le sentez-vous dans vos villes et dans vos villages nombreux sont ceux qui en résistant à la crise, souhaitent y répondre par la création, l'effort et le risque.
Nombreux sont ceux qui persuadés qu'une partie de la réponse vbiendra de leur propre engagement, s'impliquent dans les politiques de développement local.
C'est à eux que les Socialistes doivent parler.
Le projet de résolution qui a été soumis aux militants a repris une grande partie de cette problématique et de ce nouveau combat de la Gauche et des Socialistes.
Je voudrais vous expliquer rapidement pourquoi après avoir été présenté par le Président de la République lui-même comme l'un des aspects les plus originaux et des plus novateurs de la politique gouvernementale, ce projet doit être une priorité du Parti.
Tout le monde sait que les grandes structures économiques qui ont assuré l'emploi depuis 30 ans sont confrontées à des problèmes d'adaptation considérables. C'est le cœur de cette Convention.

Fondation Jean Jaurès

Il est à craindre que ces grandes structures, confrontés à leurs problèmes d'adaptation, à la nécessité d'une productivité accrue ne soient pas hélas créatrices d'emplois à court terme.
Par contre, dans toutes les sociétés industrielles devrait surgir d'ici le 21ème siècle, une nouvelle génération de petites entreprises.
Elles ont pour elles la souplesse d'adaptation, la capacité de réponse aux changements. Les petites entreprises peuvent répondre plus rapidements aux besoins nouveaux. Il faut leur permettre d'être innovatrices technologiquement et un tissu de petites et moyennes entreprises innovatrices aidera à la mutation technologique et sociale des grands groupes.
Elles sont le moyen de recomposer le tissu économique qui s'effrite. Il est de la responsabilité historique des Socialistes, en même temps qu'ils accompagnent les adaptations des secteurs traditionnels, de générer un nouveau tissu économique, de nouveaux entrepreneurs, de nouvelles entreprises, de nouvelles activités.
C'est une nécessité économique absolue si l'on veut que la France soit encore une grande puissance au 21ème siècle.
C'est une nécessité sociale mais c'est également une nécessité culturelle.
Quand on sait combien de jeunes veulent à l'heure actuelle prouver par la création qu'ils peuvent eux aussi s'inscrire dans la vie de notre société. Il est de même, mes camarades, de la responsabilité de la Gauche, de ne pas décevoir ces milliers de jeunes créateurs de toute origine sociale, ne serait-ce que pour démontrer que la création d'activités et la création d'entreprises n'est pas réservée aux seuls représentants des couches dominantes.
Nous devons donner à tous la possibilité de créer y compris des activités et y compris des entreprises.
Et nous, les Socialistes, devons démontrer rapidement trois choses.
Que la possibilité de créer et d'entreprendre appartient à tous pourvu qu'ils le veuillent sans restriction.
A nous de préparer les conditiosn favorables à l'épanouissement et à la réalisation des projets.
Deuxième point : le terme d'entreprise n'est pas réducteur à la seule entreprise capitaliste avec séparation des facteurs de production.
Certes, on peut entreprendre par une entreprise classique, mais également par des formes nouvelles, telles que la coopération ou l'association.
Troisième idée : l'idée doit être réhabilitée et rémunérée autant qu'un autre facteur de production. La capacité d'investir et d'imaginer est peut-être le bien le plus précieux des sociétés développées, à condition qu'on l'exploite. Les idées du peuple de France sont peut-être sa future richesse.
J'ajouterai que la modernisation technologique, informatique, communication, favorise la décentralisation de la production, au même titre d'ailleurs que la décentralisation administrative. Nous ne devons pas oublier, en effet, que la décentralisation permet désormais à des responsables locaux de bâtir des politiques véritablement adaptées aux réalités du terrain et en partant des problèmes réels. C'est au plus près des gens que l'on peut appréhender les

Fondation Jean-Jaurès

problèmes de l'emploi, approcher des réponses, déceler des opportunités, sentir des champs nouveaux d'activités, prospecter, et l'on voit de plus en plus dans les régions, dans les départements, dans les bassins d'emploi, dans les pays, s'impliquer dans une nouvelle approche de dialogue et de concertation, d'élaboration de projets de développement cohérents, tous les principaux partenaires impliqués, les élus, les responsables administratifs, les responsables industriels, les responsables du secteur bancaire. C'est cette nouvelle approche qu'on appelle le partenariat.
On crée ainsi un réseau de solidarité nouveau, un environnement favorable à la création et à la mutation des entreprises.
La politique concrète sur le terrain, mise en place par certains de nos camarades élus, est tout à fait remarquable, tant dans la politique des Conseils régionaux que dans certains Conseils généraux, mais il faut aller plus loin, si l'on veut que la Gauche soit vraiment identifiée comme étant porteuse de création et d'espoir.
Il faut repenser le rôle de l'Etat comme incitateur et guide. Il faut repenser le rôle des réseaux qui accompagnent la création et qui sont souvent des réseaux de solidarité et je crois beaucoup, par exemple, aux réseaux des boutiques de gestion, réseaux de jeunes conseillers très proches des créateurs, en particulier dans des zones ou des quartiers difficiles. Il faut repenser les conditions de financement des jeunes créateurs qui sont souvent stupidement empêchés parce qu'ils n'ont pas de patrimoine et de capital. Il faut que cesse cette forme perverse de reproduction sociale qui consiste à ne prêter qu'aux riches. Il faut faire sauter ces verrous qui privent la France de l'apport imaginatif de ses couches les plus déterminées et les plus hardies.
Il faut enfin impliquer dans cette bataille de l'initiative locale les forces de l'économie sociale, les forces de la mutualité, de la coopération et des associations, ces forces qui partagent nos valeurs de solidarité, de démocratie, de responsabilité et de création.
Camarades, j'en ai bientôt terminé.
Recomposer les tissus économiques qui se déchirent est nécessaire. Répondre aux aspirations d'une jeunesse qui veut se battre et créer, est nécessaire aussi. Répondre à tous ceux et toutes celles qui refusent les défaites et les résignations, qui ont envie de prendre des risques, est nécessaire.
Croire à la capacité de sursaut, d'imagination, de courage, d'effort et de volonté des Français est nécessaire.
Répondre à tous ceux qui, à partir d'une approche individuelle, parce qu'ils créent, enrichissent le tissu social tout entier, est également nécessaire.
Tel est le travail que nous nous proposons d'entreprendre au gouvernement, mais nous avons besoin de vous tous, c'est à vous tous, militants, dans les quartiers, dans les villages, dans les départements, élus et responsables, qu'il convient de faire émerger les forces de la vie de la France de demain.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, la séance est levée. Reprise à 14 h 30.

Collection Jean Jaurès

Séance du samedi 15 décembre 1984.
(après-midi)
La séance est ouverte sous la présidence de Martine Buron.

La présidente (Martine Buron)

Chers camarades, nous allons reprendre nos débats. Je vous demande donc de prendre place et, à ceux qui rentrent, de le faire aussi silencieusement que possible.
Nous nous excusons de ce retard dû à un incident technique de la sonosisation. Les orateurs devront donc être d'autant plus disciplinés en ce qui concerne le temps de parole.
Le premier orateur est Jean-Louis Joseph ; ensuite, Jacques Huntzinger.

Jean-Louis Joseph

Chers camarades, j'interviendrai cet apres-midi sur la réduction et l'aménagement du temps de travail qui restent des idées neuves. La réduction négociée du temps de travail et son aménagement sont des éléments fondamentaux de notre projet de société.
Dans ce domaine, imaginer n'est pas un lux.e mais une nécessité de survie, survie en termes de qualité de vie et d'intervention nécessaire d'un nouveau mode de vie.
Les conservateurs qui se disent libéraux évoquent l'épanouissmeent individuel mais ils récusent la condition première de cet épanopuissement : la maîtrise du temps choisie par les travailleurs.
Survie en terme de lutte contre le chômage. Gardons-nous, certes, de l'illusion d'un partage arithmétique du travail qui, en lui-même, aurait des effets réducteurs du chômage. La réamité est plus complexe : il faut construire une stratégie volontaire pour l'aménagement et la réduction du temps de travail au service du meilleur emploi et de plus d'emploi.
Mais nul n'ignore que, même si nous retrouvions de taux de croissance de 6 à 7%, supérieurs aux taux dorés des années d'avant crise, les gains de productivité sont tels que le chômage ne serait pas résorbé.
Si l'on refus une société avec, d'un coté des performants, écrasés par des rythmes de travail et de vie insupportables et, de l'autre, les exclus de la vie active, il faut réussir le partage du temps de travail.
Bien-sûr, nous avons progressé : en 1981, la France était en Europe, avec la Grande Bretagne, le pays où la durée annuelle du travail était la plus longue. Lez butoir des 40 heures a été supprimé, et la 5ème semaine généralisée. Mais, disons-le tout net, ces acquis préceiux n'ont pas entraîné une dynamique vraiment nouvelle en matière de durée du travail. Les effets sur l'emploi ont été faibles, faute d'une habitude de la négociation sociale, de la part des partenaires et en raison d'une attitude purement frileuse et défensive du patronat.
Cette réduction à la marge, a entraîné le plus souvent une adaptation passive des

Fondation Jean-Jaurès

entreprises. Il n'y a pas eu de dynamique globale nouvelle et entraînante, même si les inégalités ont été réduites en faveur des ouvriers et des employés grâce à ces mesures. Ces acquis ont été combattyus pieds à pieds par la Droite. Nul doute qu'elle les remettra en cause si elle revient au pouvoir.
Récemment, le patron de choc, Emile Véron, touché ar la politique - il veut créer un parti et a recu l'appui public du club de l'horloge - avancait son programme : les 43 heures tout de suite et sans compensation de salaire. Et le club 89, proche du RPR, annonce clairement une regression identique.
Ils n'ont rien compris ni rien appris ! Les mêmes, en 1841, combattaient au nom de la liberté la loi interdisant le travail des enfants de moins de 8 ans. Les mêmes combattaient la loi des 40 heures et les congés payés du Front Populaire. Leur esprit de revanche est intact, les travailleurs doivent s'en rappeller d'ici à 1986.
Une nouvelle dynamique est a créer pour nous, s'il on a une stratégie adaptée ; Il faut veiller cependant, plus que jamais, dans un contexte de crise, à ne pas déséquilibrer les entreprises, à ne pas réduire, avec leur compétitivité, leur potentiel d'emploi. D'abord lier la réductuion de la durée du travail et l'aménagement négocié du temps de travail, travailler moins pour les hommes et les femmes, doit permettre dans l'industrie, de faire travailler plus les équipements et les machines, de gagner en compétitivité, de respecter mieux aussi la souplesse exigée par la vie de l'entreprise.
Une meilleure modulation des horaires sur le mois ou l'année doit être possible. Mais, prenons garde à refuser d'entrer dans le jeu patronal qui, apportant de fausses réponses à de vrais problèmes, confond volontairement souplesse et supression des garanties sociales. Soyons vigilants sur ce point, comme Lionel Jospin nous y a invité tout à l'heure, le partonat, sur ce point, ne doit pas compter sur nouspour se défosser de ses responsabilités et nous demander uniquemeent d'approuver ses propres rigidités.
Il faut prendre en compte, la spécificité des branches et des entreprises dans l'industrie. Il s'agit surtout de maintenir les emplois et, dans le tertiaire, d'en créer. Il s'agit aussi dans le secteur des services publics comme privés, d'améliorer les services rendus aux usagers, par exemple, en améliorant l'ouverture au public, les horaires et l'accueil.
Idée forte, idée neuve et féconde : l'aménagement du temps de travail, et non pas la seule idée de réduction du temps de travail, doit nous inspirer des propositions, par une dynamique nouvelle. La richesse de la refelxion collective organisée pour cette Convention dans le Parti nous y aidera.
Sur ce thème comme sur les autres défis de la modernisation, c'est une chance pour la France d'avoir une organisation politique comme la notre, sans doute la seule capable d'un tel travail. 2000 réponses collectives, des apports individuels, des experts, des syndicalistes, des élus, des intellectuels fournissent leur apport des journées d'études fédérales. Tout ceci rassemblé avec rigueur et respect de la diversité du Parti, par Dominique Strauss-Kahn et le secrétariat aux études.
La modernisatioin doit permettre un nouveau mode de vie et l'autogestion des temps ; sinon, a quoi servirait-elle ? Et je lis dans l'un des questionnaires

Fondation Jean Jaurès

remplis par nos sections :
«Le temps choisi, valeur du Socialisme mais aussi moyen de l'efficacité économique, aide à la modernisation», note une autre section.
Oui, nous trouvons réunies les conditions économiques technologiques et politiques pour cette dynamique nouvelle, face au catalogue des regressions que la Droite propose aux Français. Dans ce domaine essentiel pour la vie quotidienne, chers camarades, travaillons, réfléchissons, proposons.
(Applaudissements)

La présidente – Merci Jean-Louis.
Je donne la,parole à Bertrand Delanoë pour une motion d'ordre.

Bertrand Delanoë

Chers camarades, je trouve complètement inadmissibles, les conditions dasn lesquelles Jean-Louis Joseph vient de parler, et dans lesquelles se sont déroulées les dernières interventions de ce matin.
Compte tenu du sujet que nous avons choisi pour cette Convention, le moins que l'on puisse dire est que l'on devrait écouter les interventions avec sérieux. Je crois qu'elles sont faites avec sérieux et qu'on ne peut pas continuer toute l'après-midi à considérer cette salle comme un boulevard !
Je souhaite donc que ce soit vraiment une salle de travail ou l'on entende les intervenants !
(Applaudissments)

La présidente - La parole est à Jacques Huntzinger piur dix minutes. L'orateur suivant sera Luc Soubré.

Jacques Huntzinger

Chers camarades, cette Convention sur la modernisation et le progrès social vient à son heure. Peut-être qu'elle vient à son heure pour certains chez qui la tentation du positionnement pour reprendre l'expression employée ce matin par le premier secrétaire, peut faire considérer cette Convention comme un enjeu tactique.
Si la Convention voulue par le Parti permet d'avoir un débat riche et diversifié, tant mieux, elle vient de toute façon à son heure pour le Parti. Après dix ans de réflexion et de proposition dans l'opposition, après trois ans de gestion avant de nouvelles échéances électorales, il est important que le Parti organise en son sein un grand débat sur la politique économique et sociale. Nous en ressentons tous le besoin et la nécessité, car le Socialisme, c'est d'abord une politique de transformation des rapports économiques et sociaux, et il est bon de nous interroger : qu'avons-nous promis ? Qu'avons-nous accompli ? Que voulons-nous engager dans l'avenir ?
C'est sur les aspects internationaux de ce débat que je voudrais intervenir, pour ma part, et d'abord dire quelques mots - il le faut - sur ce que l'on appelle la

Fondation Jean-Jaurès

thèse de la superpuissance unique.
Je voudrais dire tout d'abord mon plein accord avec certains éléments de cette contribution au débat de nos amis du CERES sur certains points. Je pense que cette contribution a parfaitement raison lorsqu'elle propose plus d'Europe, lorsqu'elle propose une politique commerciale commune, une coopération industrielle, un espace européen, une extension de l'usage de l'Ecu. Voilà autant d'éléments que je prends à mon compte, chers camarades.
La contribution du CERES a également raison lorsqu'elle affirme le rôle prééminent du capitalisme américain, dans les rapports économiques internationaux, cela se trouve d'ailleurs dans la motion de Bourg-en-Bresse. Lorsqu'il s'agit du Dollar, de l'agroalimentaire, des productions mondiales, des investissements extérieurs, la domination américaine demeure essentielle.
Mais, je dois affirmer mon plein désaccord avec la thèse de la superpuissance unique. Nous retrouvons un peu le débat que nous avions eu à Bourg-en-Bresse sur la fameuse thèse de l'équidistance. Nous ne sommes pas équidistants entre l'un et l'autre, mais, plus encore, chers camarades, l'ordre présent du monde n'est plus américain ; nous ne sommes plus en 1950, le monde est multipolarisé, le monde s'est diversifié, nous assistons à un éclatement de la société internationale, à un grand désordre mondial, dans lequel les peuples, les plus jeunes nations, les dynamiques culturelles, religieuses se développent et où plus personne n'a la capacité de maîtriser les rapports de ce monde. Il y a des dépendances, mais il y a des marges de manœuvre pour chacun. L'ordre n'est plus américain, Dieu merci, le problème est de reconstruire un ordre international.
D'autre part, la thèse de l'Union soviétique, contrepoids à la superpuissance américaine, n'est pas la thèse des Socialistes. Allons-nous dire aux Afghans, aux Polonais, que l'Union soviétique est un simple contrepoids à la puissance américaine ? Allons-nous dire que ce contrepoids serait utile à la puissance américaine ? Nous savons bien, nous qui sommes en Europe, que les deux super-puissances jouent leur jeu, ont leur force, et que nous sommes amenés, nous, à nous créer un espace entre l'une et l'autre, mais je ne voudrais pas aller plus loin sur ce point.
Je voudrais, d'autre part, replacer cette Convention dans son contexte Socialiste européen.
Cette Convention, chers camarades, intéresse l'ensemble des Socialistes européens et même extra-européens. La présence de nos camarades japonais est là pour en témoigner.
Le débat que nous avons aujourd'hui, il est engagé dans tout le mouvement Socialiste depuis quelques années, et nous en prenons notre part.
Je voudrais rappeler les conférences tenues par le Parti Socialiste danois il y a deux ans, sur ce sujet, les colloques du Parti Socialistes belge, les débats présents du Labour Party britannique et du SPD, sur la politique économique, les débats qui ont présidé à l'élaboration du manifeste européen des Partis Socialistes. La Convention du Parti Socialiste s'inscrit dans ce grand débat que mènent les Socialistes à l'heure actuelle, de Stockolm à Madrid, j'étais présent

au Congrès du Parti suedois, il y a quelques semaines ; je reviens de Madrid où j'étais encore hier soir. Je puis vous dire que ce sont les mêmes questions, les mêmes problèmes, au-delà de la diversité des partis, des politiques, que tous les Socialistes se posent.
Les Socialistes sont-ils les mieux armés pour faire traverser à nos pays la crise économique et sociale ?
Les Socialistes n'ont-ils le choix qu'entre la répartition de la croissance, lorsqu'elle est là, et la politique de rigueur ?
Les Socialistes vont-ils pouvoir convaincre les opinions publiques et les électorats qu'ils sont les mieux à même de concilier l'initiative individuelle et la solidarité sociale, la liberté d'entreprise et la concertation économique, et la justice sociale ?
Alors, c'est poser la question du projet d'avenir pour les économies et les sociétés de nos vieux pays développés, et nous sommes tous dans le même bateau, encore une fois, du Nord au Sud de l'Europe.
C'est vrai, la séduction du libéralisme, voire de l'ultralibéralisme, existe, Lionel Jospin le reconnaissait ce matin.
Que dire de l'ultralibéralisme ? Il y a le mot, il y a la chose, il y a la dérégulation des rapports économiques et sociaux, le retour à la jungle, les libéraux veulent la liberté pour quelques-uns, nous voulons la libert » pour tous...
(Applaudissements)
La philosophie de la liberté, chers camarades, c'est nous qui l'apportons, il n'y a pas de liberté sans contrat social.
Mais il est vrai que le Socialisme a perdu quelques couleurs, et ce dans toute l'Europe. Pourquoi ? Parce que nous assistons aux limites de la gestion sociale-démocrate, c'est vrai que l'arrêt de la croissance, que la limite des prélèvements publics, que la crise du syndicalisme en Europe, font que le Socialisme de répartition, le Socialisme de consommation, n'a plus grand chose à distribuer.
Le risque serait de passer d'un Socialisme de la répartition à une théorisation du Socialisme de la rigueur. Voila le risque qui peut nous guetter ; nous ne voulons pas théoriser un Socialisme de la rigueur.
Alors, entre les limites du Socialisme de répartition, de la sociale-démocratie classique, et les risques du Socialisme de la rigueur, nous devons trouver la place pour affirmer un Socialisme producteur, un Socialisme formateur, un Socialisme liberateur.
Production, formation, libération, voila, je crois, des maîtres-mots, voila des concepts qui doivent être notres.
Je conclurai la-dessus. Les Socialistes européens, ceux qui sont là, avec nous, nous nous posons les mêmes questions, nous avons les mêmes problèmes. Donnons ensemble les mêmes réponses, et l'avenir appartiendra de nouveau au Socialisme dans toute l'Europe.
(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Luc Soubré. Ensuite, Christian Bataille.

Fondation Jean-Jaurès

Luc Soubré

Chers camarades, à l'heure ou nous parlons, je mesure les difficultés qu'il y a à faire une espèce de cours ex-cathédra en début d'après-midi. Mais les remarques de Bertrand Delanoë tout à l'heure, sur les difficultes de le faire en fin de matinée, prouvaient qu'il y a toujours, à un moment donné, des difficultés peut-être, par rapport a l'attention du public, a faire passer un message. Cependant je pense que ceux qui sont ici sont évidemment les meilleurs, et que ce sont ceux qui sont le plus capables d'écouter un discours, et un discours, vous l'avez compris, ayant pour thème l'école, car toute cette introduction était évidemment pour parler de l'école.

(Applaudissements)

Parler de l'école, chers camarades, et parler du texte qui vous est soumis, est-ce une double audace ? Moi j'aurai l'audace de vous dire que le texte qui vous est soumis, et notamment tout ce qui concerne l'école, la formation des hommes, et l'emploi, est un bon texte, que ce texte comporte des mérites, et je vais essayer de le demontrer. Ce texte, comportant des mérites, il a été voté à l'unanimité par le Bureau exécutif, et si nous nous appuyons sur lui dans les mois qui viennent nous pourrons peut-être avancer.

Le premier mérite de ce texte c'est, chers camarades, de lier l'école à l'évolution des connaissances et a la maîtrise des connaissances. Et ce texte est très clair, et il dit une chose toute simple : c'est que l'école a d'abord pour mission l'assimilation par l'enfant de connaissances de fond, de connaissances de base, et que l'évolution et la maîtrise de l'évolution des connaissances dépendent de la réussite de l'école élémentaire.

Le deuxième mérite de ce texte c'est de dire que, parce que la société évolue, il y a évidemment un autre rôle de l'école qui est d'apprendre à apprendre. Parce que nous savons que dans les dix et vingt prochaines années des métiers, qui n'existent pas encore, verront le jour, alors, les gens, nos enfants, devront faire face aux changements de profession.

Donc, l'école et le rôle de l'école sont à mon avis bien situés, il y a l'acquisition des connaissances de base, il y a l'éducation, pour apprendre à apprendre.

Et le mérite annexe de ce texte n'est-il pas de régler un débat qui, dans les dernières semaines, a pris à mon avis beaucoup trop d'importance, et dans lequel il ne serait pas bon que le Parti s'engage.

Car le Parti doit s'engager, sur l'école, à lutter contre les thèmes de la Droite, le Parti doit s'engager, sur l'école, à rassembler ceux qui soutiennent le service public de l'Education nationale, pour convaincre la majorité des Français que seule l'Education nationale est capable de concilier les deux choses : l'accueil des jeunes en nombre de plus en plus grand, et la qualité de l'enseignement, avec la qualification de tous les jeunes.

Troisième mérite du texte qui vous est soumis : c'est de mettre l'accent sur l'inéluctable évolution des connaissances face aux mutations scientifiques et techniques. Et cette évolution doit se transcrire dans des contenus nouveaux. il ne saurait y avoir de modernisation sans nouveau contenu, et je vais donner deux exemples à partir de la vie concrète.

Fondation Jean Jaurès

On parle beaucoup de l'éducation civique ou de l'instruction civique, et il serait bon que nous reflechissions au contenu de cette instruction civique, notamment dans le domaine qui touche à l'informatique, et qui pose le problème de conciliation de l'informatique avec les libertés.
Que voit-on et que dit-on à nos jeunes ?
On montre, par des feuilletons télévisés, par des films, que pirater un système informatique est un sport. et l'instruction civique, alors, peut-elle ignorer ce phénomène et se dispenser d'expliquer qu'en traitait un service informatique sans en avoir le droit, ce peut être une effraction, et que cela peut être encore plus grave quand on peut pénétrer sans scrupule dans les registres informatisés des cabinets d'hôpitaux ou des cabinets médicaux. N'est-il pas temps de commencer à expliquer à nos jeunes que le viol du système informatique peut correspondre à une atteinte très grave de la dignité humaine ?
C'est un contenu de la nouvelle instruction civique que nous voudrions donner. Par cet exemple nous touchons à un domaine qui a été ce matin évoqué par notre collègue Debout, c'est ainsi que tout le domaine de l'éthique doit aussi entrer dans l'éducation et l'instruction civique. Ce ne sont que deux exemples sur ce qu'on appelle "une petite discipline", "une petite matière", et qui n'est ni petite ni faible, mais je crois que nous devons reflechir sur les contenues de toutes matières.
Suatrieme mérite de ce texte, c'est la volonté reconnue de faire sa place à la culture technique au sein de la culture générale. Et, dans cet esprit, notre parti approuve bien évidemment les mesures du gouvernement concernant l'enseignement technologique.
Cependant, ne faut-il pas développer des le plus jeunes age l'esprit de recherche chez les élèves, le goût de l'expérimentation concrète qui entraîne l'intérêt vers la technologie, et la technique. Cet effort, chers camarades, doit être entrepris si l'on veut que notre culture scolaire ne soit pas l'apanage des seules études littéraires ou mathématiques.
Alors, il y a un domaine qui est aussi relevé dans ce texte : c'est l'inévitable, la nécessaire collaboration entre l'entreprise et les systèmes d'éducation, et les enseignements.
Les textes du gouvernement sont clairs et précisent avec juste raison que le jumelage d'une entreprise et d'une école, ce n'est ni tutelle ni parrainage, mais cela suppose qu'établissement et entreprise apportent chacun une contribution aux besoins estimés du partenaire. Il doit y avoir réciprocité, et on ne pourrait concevoir le jumelage d'une entreprise avec un établissement scolaire s'il y avait l'idée que l'entreprise doit se substituer à la tâche de l'établissement scolaire. Il ne peut pas y avoir de jumelage dans une ambiance qui ne serait pas bonne pour l'Education nationale. Et c'est pour cela que, par rapport à la contribution de quelques membres du courant 2, quand ils disent, d'une formule un peu vague, qu'il faut brancher l'école sur l'économie, je suis de ceux qui pensent que c'est une formule trop globale et qu'il ne suffit pas d'être branché pour faire quelque chose de bien.
Chers camarades, notre Parti et les Socialistes doivent veiller particulierement à

la façon dont se font ces jumelages. D'autant plus qu'ils se passent dans une ambiance de décentralisation, et que la décentralisation c'est, pour le meilleur, l'approche des réalités économiques et sociales, cela peut être, quand des collectivités de droite s'emparent de la décentralisation, une ambiance de privatisation et de dénigrement de l'Education nationale. Et c'est pour cela qu'il faut veiller à la façon dont se font les jumelages.
Le texte, et c'est le dernier mérite de ce texte, prône l'élévation générale du niveau des qualifications. Cela dépendra de l'école que nous ferons pour assortir démocratie sociale et qualité. Les Socialistes ne sauraient sacrifier aucun terme, ni la démocratisation, ni la qualité.
Pour faire face à l'afflux des étudiants et des élèves de plus en plus nombreux, il n'est pas question d'abaisser la qualité. Mais pour dégager ce qui doit être en quelque sorte les meilleurs de nos élèves, pour faire face à la concurrence internationale, il n'est pas non plus question de renoncer à la démocratisation de l'enseignement.
Il faut lutter, donc, et le texte le dit, contre les inégalités pour que le plus grand nombre d'entre eux parviennent à la qualifi cation. C'est une condition indispensable pour lier progrès social et modernisation.
Alors, chers camarades, en quelques minutes j'ai essayé de tracer ce qui pouvait être les bienfaits de ce texte qui nous montre le chemin a emprunter. Dans les mois qui viennent nous devons concretiser ces choix. Le colloque "la societe française et son école", devra nous y aider. mais nous le ferons d'autant mieux et nous concrétiserons ces choix d'autant mieux que nous seront unis, que nous serons décidés à travailler avec force, autour de la direction du Parti Socialiste, et que par rapport aux conclusions proposées par notre premier secrétaire, Lionel Jospin, nous pouvons montrer que nous les adoptons, et que nous les adoptons pour réussir.
(Applaudissements)

La présidente - la parole est à Christian Bataille pour six minutes. L'orateur suivant sera Jean-Pierre Chevènement.

Christian Bataille

Chers camarades, c'est bien parce que la campagne de 1986 est commencée que tout ce que nous disons à partir d'aujourd'hui et jusqu'au soir du deuxième tour doit avoir pour objectif unique à travers les combats après que nous aurons à mener, de définir les moyens qui nous permettront de gagner.
Bien du chemin reste à franchir aujourd'hui, notamment si nous voulons obtenir une adhésion franche des militants et de notre base sociale et politique. Il importe à travers la Convention d'aujourd'hui de souligner quelques unes de ces conditions, c'est ce que je ferai dans la limite de mon propos.
Dans la limite de mon propos, je voudrais dire mon accord avec beaucoup de points justes qui sont soulignés dans le texte qui vous est soumis et notamment que la modernisation s'impose à tous, que nous le voulions ou non, et que nous pouvons en définir mieux les conditions ; il n'en reste pas moins que dans

Fondation Jean-Jaurès

l'opinion et dans la façon dont est perçu ce terme modernisation dont il a sans doute été fait un usage abusif, modernisation équivaut souvent à restructuration et équivaut malheureusement souvent à licenciement.
Je voudrais parler des conditions dans lesquelles sous nos yeux et dans la réalité du tissu industriel et du tissu économique, cette modernisation s'opère dans les régions de tradition industrielle et sans vouloir tenir un propos localiste, je tirerai un exemple d'une région que je connais bien, la mienne, le Nord Pas de Calais.
La situation est douloureuse dans la tempête que traverse l'Europe, ce grand vaisseau industriel du Nord Pas de Calais est aujourd'hui bien menacé.
J'ai entendu avec intérêt les propos de Lionel Jospin qui soulignait tout à l'heure qu'à la différence de l'Amérique reaganienne, la France Socialiste se gardait bien d'organiser des déserts industriels, et je me suis dit qu'il y avait là une réelle nuance entre ce que disait le Parti et la façon dont sa politique est appliquée, car les habitants de ma région voudraient bien que les fonctionnaires, que les dirigeants des nationalisées, que les banques locales fassent leur le propos courageux que Lionel Jospin a tenu tout à l'heure et nous sommes obligés de constater qu'il n'en est rien.
Le problème qui nous est posé vient de celui des grandes régions industrielles, avec leurs activités traditionnelles, qu'on ne peut pas toutes restructurer en même temps, ce n'est pas possible.
Regardons le tissu économique d'une région industrielle : le charbon, la sidérurgie, le textile, et j'en passe... et l'on peut ajouter dans une région comme la mienne les activités dites nouvelles comme l'automobile et le ferroviaire, on ne peut pas vouloir restructurer tout cela en même temps, faute d'aller à des catastrophes et à des drames sociaux, dont les mémoires retiendront longtemps le souvenir.
Je l'ai dit par ailleurs, ce tissu économique se déchire, il craque, il geint, les habitants des régions de vieille industrie crient là où çà leur fait mal, et ils ont mal à l'emploi, ils ont mal à leur sécurité du travail et ils ont mal à leur pouvoir d'achat.
Tout craque et la solidarité nationale doit s'exercer.
On doit, certes, moderniser, certes restructurer, mais il faut le faire dans les conditions acceptables socialement.
Quelques dossiers, je vous en épargnerai le détail sont là pour prouver qu'actuellement ces restructurations, ces modernisations se font dans les conditions tout à fait inacceptables Sur beaucoup de dossiers, en effet, et sur l'ensemble du tissu économique de toute une partie de la France, on peut constater qu'un point limite est atteint et qu'il n'est pas possible d'aller au-delà.
Je prendrai aussi comme exemple la nécessité de la justice sociale, à travers la façon malhonnête certes, mais nous nous trouvons dans un pays de droit français avec ses lois, dont certains patrons tournent les lois à travers cette fable qu'est le chômage total ou partiel et qui permet dans une région comme la notre de faire en sorte que 1400 travailleurs de Massey-Fergusson seront jetés à la rue en ayant épuisé tous les droits dans les conditions qui nous auraient amenés tous à protester avec violence il y a quelques années.

Fondation Jean Jaurès

Cela fait, je l'ai dit, que nous atteignons maintenant un point limite et que les brasiers de la colère et de la détresse ouvrières sont en train de se rallumer. Comme l'atteste la mise à sac de la permanence de Bastis, député Socialiste, comme l'atteste le fait que le Conseil régional a du se réunir toutes grilles fermées, alors que plusieurs centaines de manifestants représentant des entreprises en crise étaient dehors avec des banderôles.
Comme disait Rouget de L'Isle, en 1830, nous pouvions hier penser : ça va mal, ils chantent la Marseillaise.
Oui, mes camarades, il faut moderniser, mais il faut faire attention, aux conditions dans lesquelles nous le faisons, il ne faut pas le faire comme des sadiques, il ne faut pas le faire comme des fanatiques de la reconstruction à tout crin, il faut le faire avec intelligence politique, il faut moduler, il faut nuancer. Il ne faut pas considérer l'équilibre financier des entreprises comme le seul critère ; la Gauche au pouvoir ne doit pas se comporter comme une marâtre envers les régions ouvrières qui ont le plus ardemment contribué à sa victoire. La modernisation et la bataille pour l'emploi entre autres doivent se fonder sur un minimum de croissance, sur la justice sociale, se fonder sur une solidarité nationale réelle plus perceptible vis à vis des régions en crise.
A ces conditions, oui, une histoire aujourd'hui par trop balbutiante retrouvera tout son sens et le peuple d'une région qui a souvent été le cœur et l'ame du combat de la Gauche peut retrouver la confiance et prendre toute sa part pour la victoire de 1986.
(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Jean-Pierre Chevènement. L'orateur suivant sera Dominique Strauss-Kahn.

Jean-Pierre Chevènement

Nous sommes dans une situation intéressante ; à quinze mois des élections législatives nos adversaires, bien-sûr, mais aussi nos amis, quand ils n'ont pas d'imagination, cela arrive, ont intériorisé le retour de la Droite au pouvoir. Tirer de cette croyance répandue l'énergie propre à la combattre, tel est le défi qu'il nous faut relever.
Est-ce que c'est impossible ? Non, ce n'est pas impossible. Entre nous, qui donnait cher du Parti Socialiste avant Epinay ? Qui croyait à la victoire en 1980 ? Alors, comme dit le proverbe, jamais deux sans trois.
Il nous faut concevoir un retournement. Comment ? Une autre politique économique ? Figurez-vous que j'y ai pensé... (rires) ...et je vois d'ailleurs avec intérêt que certains y pensent à leur tour. Mais 1985 ce n'est pas 1981, ni même 1983. Il y a un moment où les meilleures idées sans cesser d'être bonnes, ne peuvent plus porter tous les fruits qu'au départ on pouvait en attendre.
Bref, les marges de manœuvre se sont raccourcies ; néanmoins, ce ne serait pas une petite chose que de renverser d'ici 1986 la courbe du chômage, et c'est encore à notre portée, et c'est nécessaire. Je vous laisse à penser quelle crédibilité nous y gagnerions. Nous mettrions ainsi avec nous le meilleur

Fondation Jean-Jaurès

argument pour retrouver la confiance populaire, mais je ne vous parlerai pas de politique économique aujourd'hui.
De plus en plus, en effet, c'est en termes politiques c'est sur le terrain politique que se jouera la défaite ou la victoire. Il ne s'agit pas de jouer à plus moderne que moi tu meurs, il s'agit de dire ce que nous croyons juste et vrai.
A une guerre économique, il faut apporter une riposte politique, il faut changer de terrain, à une guerre économique, la modernisation n'est pas la bonne réponse à la crise, parce qu'il n'y a pas de bonne réponse à une mauvaise question.
La crise est un mot passe partout qui traduit surtout la paresse de l'esprit. Ce que nous vivons, ce n'est pas une crise, c'est une guerre, une guerre mondiale, la troisième, mais plutot que militaire, économique, monétaire, culturelle. C'est pourquoi je ne vais pas développer, l'équilibre thermonucléaire est une bonne réponse, mais pour la troisième fois, c'est l'Europe qui fait les frais de cette guerre mondiale. Nos ruines ne s'appellent plus Coventry, Caen, Brest, elles s'appellent AEG, Telefunken, Creusot-Loire.
Pour la troisième fois, au 20ème siècle, l'Europe est en train de descendre une nouvelle marche dans l'escalier de son déclin et il n'est pas possible de parler de la modernisation sans avoir réfléchi sur le déclin de l'Europe.
Regardons-là : sa démographie épuisée, son industrie et sa technologie distancées, sa croissance ralentie, son marché envahi, sa défense abandonnée à d'autres, sa culture éradiquée, lui préparent une servitude dont seule la forme fait encore aujourd'hui problème.
Les mouvements erratiques du taux de change et du taux d'intérêt ne font que traduire notre totale subordination par rapport à des décisions de politique économique qui se prennent à Washington, en fonction de considérations purement ameri caines.
Nous vivons au rythme de leurs élections présidentielles. La course aux armêments qui sous-tend la politique de M. Reagan aussi bien vis à vis de l'URSS que par rapport au complexe militaro industriel dont parlait Eisenhower en d'autres temps, nourrit le déficit budgétaire et extérieur des Etats-Unis.
Et puisque l'épargne mondiale fait s'envoler le Dollar et les taux d'intérêts, asphyxie le tiers-monde, elle crée aussi les conditions d'une hégémonie américaine retrouvée au prix, il est vrai, de tensions sans cesse accrues.
La guerre des étoiles met en cause l'autonomie de notre défense.
Sur le plan industriel et technologique, nos entreprises attirées par le vaste marché américain, acceptent trop d'accords inégaux.
Quant à la culture, chers camarades, tournez le bouton de trop de radio qui se disent libres, mais qui fonction nent comme de simples relais de l'américanisation culturelle, il suffit de voir la place qu'elle réservent à la chanson française !
Evoquerai-je maintenant la politique étrangère ?
Quand elle ne fait pas l'affaire des Etats-Unis, quand la France se mèle d'exister par elle-même, de défendre ses intérets, la conception qu'elle se fait de l'équilibre du monde, ce n'est partout que concert de lamentations. Rappelez-vous les propos qui ont suivi le voyage du Président de la République en Crète,

Fondation Jean Jaurès

en Syrie, les conditions dans lesquelles on voudrait nous imposer de travailler au Tchad pour d'autres que nous, voyez le voyage à Bujumbura, ou au début de cette année, à Moscou... décidément, quand Washington éternue, il y a trop de gens en France qui s'enrhument.
Et je le dis avec beaucoup de tristesse dans ce domaine comme dans d'autres, qu'il s'agisse, par exemple de la défense de la langue française... rarement autant de français n'auront déserté la France. Il est vrai qu'aussi loin qu'on remonte dans notre histoire, à l'époque où la France était occupée par les espagnols, ou i1 y a peu encore dans les guerres franco-allemandes, ce phénomène était déjà bien connu.
Regardons aujourd'hui qui sont les victimes de cette troisième guerre mondiale ?
Eh bien, en Europe, ce sont 15 millions de chômeurs parmi lesquels beaucoup de jeunes, beaucoup de jeunes... hier l'Europe, laissait faucher son blé en herbe à Verdun ou à Stalingrad. Aujourd'hui, elle le laisse pourrir sur pied et ça n'est pas un mince paradoxe que de fuir alors que les travailleurs qui ont une certaine ancienneté sont assez bien protégés par toute une série de mécanismes : pré-retraite, et autres sur lesquels je ne métends pas.
Tout le poids de la crise porte sur les jeunes car ils sont mal préparés à la résistance.
Comme toujours, ce sont les peuples faibles qui seront écrasés.
Notre pays comprend la gravité de la situation même s'il ne discerne ni (illisible), ni l'issue. Il attend au fond de lui-même qu'on lui campe le paysage, qu'on lui désigne les adversaire, qu'on lui montre le chemin du salut et surtout qu'on en draine les moyens.
Or, bien-sûr, comme pendant la drôle de guerre, il y a l'illusion que le temps clément susprendra son vol et que demain ressemblera encore à hier.
On connaît ce discours. L'angoisse se traduit de deux manières : comportement de fuite d'un côté, repli sur soi, recherche de bouc-émissaires, racisme et violence de l'autre.
C'est cela, la chance du Parti Socialiste et c'est comme cela que nous pourrons retourner la situation.
Il y a l'attente d'un langage neuf, d'un langage exigeant, d'un langage de rigueur intellectuelle et morale.
C'est notre chance car la jeunesse comprend le langage de l'effort; parce qu'elle veut réussir.
La jeunesse, sent, d'instinct que seuls les vaincus connaissent la crise. Elle veut gagner parce qu'elle veut vivre. Elle veut être du côté des vainqueurs et peut-être pour la première fois depuis assez longtemps, elle est prête à payer le prix et c'est une grande chance si nous savons la saisir.
Elle, voit bien, la jeunesse, que le visage amnésique de la Droite n'est que le visage de l'autosatisfaction et que derrière le béton de son confort intellectuel, il n'y a que l'illusion narcissique que son retour au pouvoir sonnerait comme par enchantement : la fin de la crise est, pour elle, le retour des jours heureux.
C'est cela notre force car dans un combat, la faiblesse de l'un fait la force de

l'autre à condition naturellement de savoir le saisir.
La Droite n'est pas forte.
Le pays n'est pas à droite, certes il n'est pas à gauche mais il attend encore que quelque chose se fasse et, par conséquent, tout dépend de notre vertu au sens romain du terme.
Sommes-nous encore capables de surprendre notre pays ?
Voilà la question.
Sommes-nous capables de poser les vrais enjeux ?
La France et l'Europe pourront-elles enrayer le déclin qui les menacent face à la montée du condominium technologique nippo-américain. Au moment où les deux super-grandes puissances s'apprêtent à entrer dans une phase nouvelle de la relation stratégique, la France sera-t-elle à l'échéance de l'an 2000 capable d'organiser sa sécurité ?
L'économie mondiale meure d'asphyxie. La famine dans le tiers-monde n'est que l'ultime et scandaleuse conséquence de cet état de choses.
C'est l'aboutissement de l'accumulation de mots qui frappent l'économie mondiale et dont la litanie est bien connue. L'endettement, l'étranglement par le Dollar, la dégradation des termes de l'échange.
Serons-nous capables de susciter une relance économique mondiale et de nous battre pour une réforme du système monétaire international.
Voilà les questions qu'il faut que notre gouvernement soit capable de poser haut et clair dans la période qui vient.
En trois ans et demi, nous avons acquis une expérience très précieuse. Nous avons pris la mesure de l'apreté de la guerre économique mondiale, de la valeur et des moyens d'influence dont disposent nos adversaires, de l'importance cruciale de l'enjeu européen.
Après 23 ans d'opposition, les milliers d'hommes et de femmes jeunes qui avaient rejoint le Parti Socialiste ont acquis, je le crois, compétence et responsabilité. Nos réalisations parlent et parleront surtout pour nous. Les mentalités, les attitudes et le comportement dans toute la société française ont été profondement modifiées.
Nous n'avons rien à regretter. Si Giscard avait été réélu, cela aurait été une figure de la mort.
Qu'il s'agisse de l'entreprise, des droits nouveaux des travailleurs, des comportements économiques, ont changé. Pour ne prendre que trois secteurs que je connais bien : la recherche, l'entreprise nationalisée et l'école ; ce qui s'est fait et ce qui est en train de se faire apparaîtra, j'en suis sûr, avec le recul du temps, comme un complet renversement de la tendance antérieure à 1981.
Pensez que la dépense de recherches aujourd'hui en France, est supérieure de près de 50% à ce qu'elle était en 1980. Qui ne voit que beaucoup d'entreprises nationalisées sont sur la voie du redressement et qui ne voit aussi dans le domaine de l'école, l'effort fait par exemple pour la formation des maîtres ?
Depuis quand un pouvoir avait-il entrepris sérieusement de réformer et de moderniser la carte des formations techniques ?
Nous savons combien cela est nécessaire parce qu'on forme encore des jeunes à

Fondation Jean-Jaurès

des métiers qui n'existent plus.
Eh bien, cette expérience acquise nous donne le droit de dire très simplement aux Français : si nos objectifs n'ont pas changé, il ne s'agit pas cependant de fonder le Socialisme, ni l'état du monde.
Le Socialisme n'est pas à l'ordre du jour mais il s'agit de créer les conditions de l'indépendance et de la démocratie qui rendront possible la marche en avant.
Ce qui est actuel, c'est la construction d'une République moderne.
Avons-nous changé ?
Nos valeurs n'ont pas changé. Ce sont les valeurs du projet Socialiste. Dois-je les rappeler ?
Chacun de ces rappels illustre bien un chapitre de notre projet : les valeurs de la connaissance et le sens de la rigueur. Les valeurs de la démocratie et de la responsabilité ; les valeurs du travail et de la création, ainsi que les valeurs de la mémoire.
Il nous appartient plus que jamais de redonner un sens à l'histoire de la France.
Qui est-ce qui est plus actuel que ces valeurs ?
Pensons-nous que nous en avons abusé comme on le dit trop souvent ?
Ne croyez- vous pas, chers camarades, que c'est au contraire de ne pas nous en être assez inspiré que nous avons souffert ?
Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire. Simplement nos objectifs doivent être mieux hiérarchisés.
Ils doivent s'inscrire davantage dans le temps. Nous devons parler à nos concitoyens le langage de la vérité et de l'effort.sans nous renier en rien. Leur dire que rien ne sera facile car, chers camarades, nous ne partons pas de rien.
Nous ne sommes pas nés de la dernière pluie et nous pouvons aller loin.
Nous sommes les héritiers d'une grande histoire. Notre avenir, il s'appelle aussi "fidélité". Notre rôle, c'est de faire un Parti Socialiste qui soit un Parti de gouvernement avec le sens de l'Etat qui doit être l'affaire de tous.
Notre rôle, c'est de faire en sorte que les pays aient le choix entre la Droite revancharde et une gauche sérieuse, une gauche qui soit le Parti de la France.
C'est une vieille affaire.
Je me souviens d'ailleurs qu'en d'autres temps nous discutions des thèmes qui devaient enrichir et non se substituer.
Il faut savoir revenir à ce qui est l'arbre de notre combat depuis toujours en allant à l'essentiel et en négligeant l'accessoire.
Poser le problème de la modernisation, chers camarades, implique qu'à la guerre économique - puisque c'est de cela qu'il s'agit - nous apportions une réponse non pas économique mais une réponse politique.
Face à la crise qui nous vient d'Amérique, nous tâtonnons trop souvent. Nous nous berçons quelquefois de l'illusion qu'à la guerre économique, il y aurait surtout une réponse économique.
D'une certaine manière, il est vrai qu'il fallait donner des dotations aux entreprises publiques, réaliser les CODEFI, restructurer le secteur public.
Tout cela est positif. Mais cela ne suffirait pas, même avec un correctif social parce que les débats sur l'économie, sur la croissance, ces enjeux ne sont pas

Fondation Jean Jaurès

simplement économiques. Ils sont politiques.
L'indépendance et la démocratie risquent d'être les deux victimes de la crise.
Une société qui se décompose perd sa capacité de défense : l'incivisme, la violence, la peur, le racisme. Ce sont les produits de la décomposition sociale.
Et c'est pourquoi le débat sur la croissance est un débat politique.
Sur la longue durée, bien au-delà de 1986, indépendance, démocratie, croissance sont en partie liées.
Défions-nous donc de l'équivoque qui peut entourer le terme de la modernisation. Celle-ci, en effet, peut être une figure du consentement, à la fatalité.
La fameuse contrainte extérieure, vous le savez bien, n'est pas tant une contrainte économique que politique. Le choix de la politique économique n'est qu'une conséquence d'un rapport de forces accepté ou subi. Mais si la modernisation peut être une figure du consentement, elle peut être aussi une figure de la mobilisation collective et de la résistence au processus de normalisation. Et c'est bien ainsi, que, Socialistes, nous l'entendons.
C'est pourquoi notre riposte ne peut pas être seulement une riposte économique. Elle doit être avant tout une riposte politique.
D'abord ce qu'il faut refuser, ce sont les explications trop faciles de la crise qui n'expliquent rien et qui ne peuvent convaincre personne.
La crise a une explication géo-politique. Il faut avoir le courage de la donner.
C'est en 1971, avec la suspension de la convertibilité au-dessus du taux Dollar que tout a commencé.
Qui croit que le choc pétrolier est venu par hasard et n'a pas été préparé, accepté, voulu, organisé comme une entreprise politique ?
Il nous faut dénoncer le vent libéral comme l'idéologie qui désarme la France. Il nous faut absolument débarasser les esprits de l'esprit du dogmatisme libéral.
Cette ruse de la raison capitaliste qui fait l'éloge de l'individu est une raison hypocrite pour mieux démanteler les nations et détruire les Etats, pour mieux casser l'Etat pour réduire la société en miettes.
Notre résolution dit à juste titre : "affirmer l'Etat, et rénover l'administration".
L'hypocrisie libéral vient en effet de la confusion entre l'Etat comme administration et bien souvent comme bureaucratie inerte ; le vécu des administrés et l'Etat comme volonté politique, comme identité choisie de la société.
Cette hypocrisie libérale s'appuie sur le rejet de la bureaucratie qui est juste pour s'attaquer à la démocratie à l'idée d'une identité politique de la société.
C'est vrai qu'il faut modifier l'administration. Il faut l'épurer des ankyloses bureaucratiques qui pervertissent l'idée de service public.
Il faut affirmer l'Etat républicain comme moyen de disposer librement pour le peuple de lui-même.
Nous ne pouvons pas non plus accepter la colonisation mentale qui fait

Fondation Jean Jaurès

applaudir à la démission, ni le terrorisme intellectuel si fréquent qui prend pour cible tous ceux qui la refusent. La France doit faire la part de l'intelligence ; c'est le sens du projet ; l'intelligence est notre grande richesse.
Permettez que je vous dise quelques mots de l'école, parce que revaloriser l'école publique est une grande et lourde tâche. L'école publique est si souvent et si injustement attaquée, vilipendée, minée quelquefois de l'intérieur parce qu'elle est le fondement de la démocratie et du progrès, oui il faut remettre l'accent sur les valeurs de la connaissance Il faut nous rappeler le mot de Jean Massé qui définissait la laïcité comme le combat contre l'ignorance et contre l'obscurantisme, contre toute les formes d'obscurantisme, y compris celui, inconscient, de ceux qui oublient que si l'école ne remplit pas sa fonction qui est de permettre aux enfants d'acquérir des connaissances, les premières victimes seront les enfants des peuples qui ne trouvent pas dans leur famille et dans leur milieu d'origine les moyens, justement, de combattre â armes égales.
(Applaudissements)
Il faut que tous les jeunes Français aient une bonne formation de base. Il faut faire de l'Education nationale le fer de lance de la modernisation, et il faut assurer la promotion d'élites nouvelles, fondée sur le seul talent car dans vingt ans il faut à la France non plus 950 000 étudiants, mais 2 millions Songez aujourd'hui qu'il y a toujours aux Etats-Unis plus de 8 millions d'étudiants !
La France n'a pas seulmêment à faire le parti de l'intelligence parce qu'elle est notre chance collective, et les Français peuvent le comprendre. Nous devons faire de l'intelligence le ressort de la démocratie.
Y-a-t-il autre définition de la République ? Croyez-vous que les valeurs de la République ne soient pas d'abord les valeurs de la raison ? Rappelons-nous que la Républiquez, dans ce pays, s'est écroulée un soir de juin 1940, et que, peut-être, nous ne nous en sommes pas relevés, et qu'on sous-estime trop souvent l'influence de Vichy, avec ses corporations, avec l'esprit qu'il a créé dans notre pays.
Rétblir la République, c'est non seulement lutter contre les privilèges, c'est aussi rétablir le sens de l'intérêt général, le sens du dévouement à un intérêt plus grand que soi. C'est rappeller à tous que l'Etat républicain n'est pas un Etat oppresseur, qu'il est le protecteur des libertés. C'est rappeller que, depuis deux siècles, la République dans notre pays, se confond avec la nation, et à ceux qui l'oublient ou qui feignent de l'oublier, que le, partiotisme républicain est le meilleur rempart contre le chauvinisme et la xénophobie.
Il me semble que c'est Jaurès qui, il y a bien longtemps, a fait la synthèse du Socialisme marxiste, de la république et de la révolution française.
Chers camrades, seule la Gauche, et je le crois profondément, peut offrir un projet d'indépendance, de démocratie.
Seule la Gauche peut casser le déclin de la France et de l'Europe, et seule

elle peut porter ce projet, parce que les travailleurs eux, à la différence des capitaux, ne peuvent pas déménager, ne peuvent pas partir à l'étranger !
(Vifs applaudissements)
Le dogmatisme libéral désarme la France. Vous vous souvenez qu'autrefois, M. Chirac parlait du «Parti de l'étranger», mais comme il a rejoint le camp des ultralibéraux, on peut se demander s'il n'a pas rejoint lui-même ce qu'il appellait «le Parti de l'étranger», ou alors il faut qu'il nous explique où ce parti, aujourd'hui, se dissimulerait…
Si la Gauche peut porter ce projet, c'est parce qu'en effet sa base naturelle, c'est le monde du travail dans toute sa richesse, avec une conception de la classe ouvrière qui ne peut plus être celle qu'elle a été dans le passé. La classe ouvrière, ce sont tous les producteurs, tous les créateurs de richesse et notre base, c'est l'alliance étroite du monde du travail, de la jeunesse qui attend qu'on lui parle le langage de l'exigence, de l'ambition, de la réussite, et enfin, la fractioin éclairée, comme disait Mendès-France, des classes dirigeantes. C'est l'alliance du travail, de la jeunesse et de ce que l'on appellait autrefois les lumières.
De ce rassemblement qu'il nous appartient de constituer, qui est l'un des mots d'ordre du gouvenrement, eh bien, naturellement, puisque nous vivons le monde du travail, le Parti Communiste doit retrouver sa place, et cela dépend de nous, de notre fermeté, de notre volonté de l'y faire revenir, et aussi un certain nombre de gens qui se situaient traditionnellement à droite doivent y venir car au fond le but de la Gauche, c'est d'aborder la Droite, car c'est avec des gens de droite qu'on fait des gens de gauche…
(Mouvements divers, murmures)
Enfin, je pense que vous croyez à la perfectibilité humaine ?
(Quelques rires)
Vous le savez bien , le retour de la Droite serait une régression, ce serait le retour de tous nos vieux démons.
Alors, en conclusion, je dirais que dans les 15 mois qui viennent, nos actes, ceux du gouvernement, seront nos meilleurs arguments. Pour faire de la modernisation une ligne de masse, il faudra faire reculer le chômage. Mais le Parti Socialiste, aussi, doit retrouver un rôle moteur, parce qu'il survivra a tout gouvernement, parce qu'il est porteur d'un dessein qui va bien au-delà de 1986.
Le PartiSocialiste doit offrir un projey qui aille à l'essentiel. Le programme de la modernisatiuin doit être, pour les Socialistes, celui de la recomposition démocratique et indépendante de la France qui fera d'elle le point d'appui, dans les 20 ans qui viennent, d'une Europe forte et indépendante.
La modernité, chers camarades, parce qu'elle fait peur, parce qu'elle est sans visage, doit s'appuyer sur la tradition. Nous y aident les valeurs qui ont été forgées dans les combats d'une longue histoire, les valeurs de la République, les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, que la crise met à mal. La République moderne n'existera que quand ces valeurs birlleront de nouveau à son fronton.

Fondation Jean Jaurès

Voyez aujourd'hui, avec Le Pen, fleurir les thèses de l'anti-liberté, de l'anti-égalité, de l'anti-fraternité. C'est la part obscure que la crise libère dans notre pays et voyez que cette idéologie est en train de gagner toute la Droite.
Alors en face, soyons nous-mêmes, soyons surs de nous-mêmes. Quoi qu'il arrive après 1986, la vérité restera la vérité, la justice restera la justice, et si nous sommes les meilleurs, si nous sommes capables d'offrir à notre pays un destin, si nous incarnons le salut public, au sens de la Convention, eh bien, j'en suis sur, nous entrînerons et nous vainquerons.
(Vifs applaudissements prolongés)

La présidente - La parole est à Dominque Strauss-Kahn, pour vingt minutes. L'orateur suivant sera Marie-Noëlle Lienemann.

Dominque Strauss-Kahn

Cher camardes, cette Convention est, je crois, une étape imortante.
Elle a d'abors montré la capacité collective de réfléchir que nous avions, et vous savez que plus de 2000 questionnaires sont revenus sur ceux qui avaient été envoyés, généralement longuement remplis par les sections.
Elle a aussi décrit une floraison d'expériences évoquées et débattues dans les sections et elle a apporté un grand nombre de propositions dont le texte de la Convention, d'ailleurs, n'a pas épuisé la richesse.
Alors, cette Convention, c'est à la fois un exemple de lucidité du Parti devant les enjeux et une occasion d'actualiser nos analyses pour revivifier nos valeurs.
Quels sont les avenirs qui sont devant nous ?
Les sections du Parti, dans l'ensemble de leurs réponses, ont bien dégagé les différentes hypothèses.
La première, ce serait de choisir de ne rien faire, ce serait de revenir à la situation des années 70. Pendant cette période là, la Droite n'a pas fait la modernisation et les usines qui ferment aujourd'hui, ferment en partie parce que, pendant les années 70, nous n'avons pas modernisé.
On a longtemps dit, par exemple, que le textile était condamné, mais le textile dans notre pays n'est pas condamné. Ce qui est condamné, c'est de produire le textile comme on le produisait il y a encore dix ou vingt ans. Ce qui est condamné, c'est d'essayer de combattre le textile importé des pays en développement en renchérissant sur leurs méthodes, en voulant payer des salaires encore moins chers, ou encore moins de charges sociales. Mais ce qui n'est pas condamné, c'est de vendre du textile produit selon des techniques modernes.
La Droite ne l'a pas fait, nous le savons, le texte de la Convention a raison de rappeller que le chômage aujourd'hui, c'est largement l'absence de modernisation hier.
Mais alors, si on n'admet pas cette voie qui consiste à ne rien faire, est-ce qu'on peut admettre la voie qui consiste à copier ce que certaines droites ont fait à l'étranger, qui, elles, ont effectivement modernisé ? Et bien-sûr, on

Fondation Jean-Jaurès

pense, au premier chef, aux Etats-Unis.
Mais, est-ce que nous voulons des conséquences de cette modernisation-là ? Elles se mesurent en inégalités.
En inégalités internes d'abord, et on connaît l'éclatement de la société américaine qui a accompagné cette modernisation ; on a longuement évoqué les 35 millions de pauvres que comptent aujourd'hui les Etats-Unis.
Et puis, elles se mesurent en inégalités externes aussi. Qui ne sait que la hausse du Dollar, la hausse des taux d'intérêts, enfoncent tout le tiers-monde dans la crise ?
Alors, ce qui est clair, c'est que les Soicalistes ne veulent pas qu'en France, pour avoir plus de riches, il faille que nous ayons plus de pauvres. Les Socialistes ne vaulent pas non plus que la richesse de la France se fonde sur l'étranglement de la planète.
Si l'on refuse de ne rien faire, et si l'on refuse de copier ce que les droites ont fait à l'étranger, est-ce qu'on peut se tourner vers ce que propose la Droite aujourd'hui dans notre pays ? Mais qui peut croire à l'analyse de la crise dont la Droite nous gratifie aujourd'hui ? Qui peut croire alors_que nous vivons des bouleversements majeurs dans les technologies, dans les rapports géo-strategiques, dans les relations Nord-Sud, qui peut croire, comme on nous le dit, que la crise viendrait simplement de trop d'Etat, d'un trop grand nombre d'instituteurs, de postiers ou d'infirmiers, ou il suffirait de diminuer le rôle de l'Etat pour que la France sorte de la crise ?
Personne.
En fait, nous sommes au moment d'une prise de responsabilité décisive.
Le Parti Socialiste tient aujourd'hui, je crois, un discours clair et il refuse les solutions faciles et qui, parce qu'elles sont faciles, sont évidemment fausses. Simplement, il ne doit pas être le seul à être responsable devant l'opinion et il faut que l'opposition soit responsable aussi.
C'est pourquoi nous devons imposer, dans le discours de la Droite, qu'elle dise clairement comment elle entend assurer l'avenir et la modernisation du pays en remettant en cause la protection sociale de ceux qui ne pourront pas payer l'assurance, en remettant en cause la protection des travailleurs s'assure le droit du travail, ou en remettant en cause la démocratisation que permettent les lois Auroux !
Il faut aussi que la Droite s'explique sur son programme, comment prétendre qu'il suffira de quelques mesures, d'un peu de poudre de perlin-pinpin, pour résoudre les problèmes ?
Le Parti a chiffré le programme du RPR, et quand on chiffre le programme du RPR, mes chers camarades, on s'aperçoit que de dégrèvements fiscaux d'un côté, vers les ménages, en dégrèvements fiscaux vers les entreprises, de politique familiale en politique militaire, c'est quelque 140 milliards que comprend, sans le dire, le programme «Libres et responsables» que vient de publier le RPR ! Alors, 140 milliards de dépenses, c'est une augmentation de 70% de l'impôt sur le revenu, ou c'est le doublement du déficit budgétaire.
Le programme du RPR est sans doute libre, je suis absolument certain qu'il

Fondation Jean Jaurès

n’est pas du tout responsable !
(Applaudissements)
Et puis, il faudra aussi que les droites s’expliquent sur leur alliance et leur complaisance a l’egard de Le Pen.
(Applaudissements)
On n’a pas le droit de flirter avec le racisme et la xénophobie, on n’a pas le droit de légitimer et de banaliser l’existence de l’extrême droite et, ensuite, de dire benoîtement, lorsqu’un ouvrier maghrebin ou turc succombe à la violence : "nous n’avons pas voulu tout cela" !
(Applaudissements)
Si bien que je crois que, pour nous tous, notre conviction est faite : aucune des trois voies des droites françaises ou des droites étrangeres, ou des droites passées, n’est possible. La modernisation doit être l’occasion de nouvelles avancées sociales, elle ne doit pas se faire, elle ne peut pas se faire sur la régression, voire sur la répression sociale.
Alors, quelle est la voie pour la France ? Quelle est la voie que nous avons devant nous ?
Je serai peut-être un peu plus optimiste que Jean-Pierre Chevènement tout à l’heure sur notre capacité à éviter la fatalité du declin.
Le Parti, lui, a répondu et il a répondu de façon massive et très homogène. pratiquement toutes les réponses au questionnaire fermé qui a été envoyé aux sections voient se dégager des majorités superieures a 70%.
On le sait, la totalité du Parti répond oui à la modernisation, elle répond oui parce que c’est l’emploi de nos enfants, c’est le pouvoir d’achat de nos enfants, et si l’on veut que la France soit encore une grande puissance industrielle dans les vingt ans qui viennent, nous n’avons qu’une seule voie.
Mais ce qui est intéressant dans ces réponses, c’est qu’au-delà de la modernisation de l’appareil de production le Parti veut étendre - et le dit nettement - la modernisation à l’ensemble de la société, au premier chef à la formation, et aussi aux relations sociales dans l’entreprise.
Alors, bien-sûr, en face de cette modernisation, il y a des risques et des risques à court terme. Le risque à court terme, c’est bien-sûr l’emploi. Et puis, il y a des risques à moyen et long terme ; ce n’est pas l’emploi car le Parti sait que la modernisation, c’est l’emploi de demain, mais le risque à moyen et long terme, c’est le dualisme, ce sont les inégalités.
La crainte, c’est donc qu’aujourd’hui modernisation égale licenciements, qui est la voie et l’espoir qui transparaissaient. Pour demain, modernisation égale solidarité.
C’est sur ces deux thèmes qu’il nous fait maintenant avancer.
D’abord, à court terme, devant les risques de l’emploi, des mesures - je le dis aujourd’hui, puisque le premier secrétaire nous a invités à ce que le Parti parle au gouvernement - doivent être prises, vite, pour que la modernisation à court terme ne se traduise pas, pour un grand nombre de travailleurs, par des conditions de vie précaires. Certaines mesures ont déjà été prises, et les TUC, de ce point de vue là, sont une bonne politique car c’est une politique

Collection Jean-Jaurès

d'insertion et non pas une politique d'assistance, mais c'est une politique qui est bonne, il nous en faut une encore meilleure.
Que veut-on faire ? On peut - certains l'ont rappelé avant moi, je ne m'y étendrai pas - favoriser le temps partiel. Il faudrait qu'enfin une bonne fois pour toutes les blocages en termes de seuil de charges sociales qui empêchent le développement du temps partiel soit levée. On peut, Jean-Paul Bachy l'a rappelé ce matin, en venir enfin à ce que nous avions dit en matière de cumul : nous ne lutterons pas contre le chômage en laissant se cumuler pensions et retraites, et ces emplois qui nous sont tellement nécessaires...
(Applaudissements)
Mais on doit aussi, à court terme, en termes de solidarité, faire que la modernisation ne se traduise pas par des conditions précaires pour ceux qui sont en fin de conditions d'indemnisation du chômage. Le Parti l'a rappelé et réclamé plusieurs fois au cours de plusieurs Comités directeurs, je le réaffirme aujourd'hui, il faut que des modalités soient mises en œuvre pour mettre fin à la situation des chômeurs en fin de droits.
(Applaudissements)
Cependant, la modernisation, ce n'est pas que le court terme, même si le court terme est très important. Il faut, dès maintenant, mettre en place les conditions du moyen terme.
Je voudrais illustrer quatre domaines.
Le premier est celui de la protection sociale.
Les nouvelles conditions de production vont faire, nous le savons tous que, dans les années qui viennent, les hommes ne feront plus un seul métier dans leur vie, comme c'était dans le passé, ils changeront de métier et d'emploi, et le problème de la mobilité est crucial.
Mais quand nous disons qu'il faut plus de mobilité, cela ne signifie pas qu'il faut plus de précarité. Ce n'est pas en diminuant la protection sociale, en France, que l'on fera que les salariés prennent des risques. D'où vient cette idée que la Droite développe selon laquelle les hommes seraient d'autant plus enclins à prendre des risques, à accepter la mobilité, qu'il seraient moins protégés ? C'est le contraire. Si nous voulons que, dans les dix ans qui viennent, les salariés français prennent plus de risques, et sans doute est-ce nécessaire, parce qu'une mobilité dans le travail comporte des risques, il faut qu'en échange, nous mettions en place les conditions d'une nouvelle protection sociale. Ce n'est pas moins de protection sociale dont nous avons besoin, c'est de plus de protection sociale.
(Applaudissements)
Ce n'est pas le filet du trapéziste qui le protège contre tous les risques, mais c'est cependant le filet qui permet au trapéziste d'essayer de nouvelles figures, et ce n'est pas la crainte de s'écraser par terre dans la sciure.
Il faut que nous mutualisions les risques, que nous mettions en place de nouveaux filets.
Mais mutualiser les risques, c'est aussi réduire la disymétrie entre les efforts,

Fondation Jean Jaurès

certains et massifs, qui sont requis de certains, et les paiements parfois plus aléatoires ou plus faibles qui sont demandés aux autres.
Mutualiser les risques, c'est donc élargir le financement de cette protection sociale.
Une avancée importante avait été faite sur une suggestion du Parti d'ailleurs, qui avait consisté à étendre l'assiette sur laquelle est prélevé le financement social à l'ensemble des revenus. C'était le fameux 1%. Alors, il était provisoire et comme il était provisoire, le gouvernement l'a justement supprimé. Je pense qu'il faut s'interroger à nouveau sur quelle somme, moins provisoire, qui aurait les mêmes caractéristiques, qui ferait que l'on sorte de ce système où, en France, la protection sociale est financée de façon régressive pour avoir un financement proportionnel, voire un financement progressif.
(Applaudissements)
Après la protection sociale, la formation est sûrement la seconde clé de la mobilité, mais elle est aussi une condition de l'efficacité de la production. Vous le savez, nous avons en France une structure de qualification qui est une structure de pays sous-développé c'est-à-dire que nous avons beaucoup d'OS peu formés et une hiérarchie trop lourde. Nous ne pouvons pas survivre avec une structure de salaires de pays sous développés et des niveaux de salaires européens. La modernisation, c'est aussi la réforme de l'organisation du travail, organisé dorénavant sur des travailleurs mieux formés. C'est donc le contenu même de la formation qui est en cause - Luc Soubré le rappelait tout à l'heure. Il faut nous convaincre que la formation sera la grande affaire et peut-être la seule grande affaire de la deuxième moitié du septennat.
Troisième thème. Après la protection sociale et la formation, la réduction de la durée du travail.
Jean-Louis Joseph l'a abordée, je voudrais y revenir d'un mot. Vous savez que le questionnaire posait deux questions sur la réduction de la durée du travail ; je veux vous en livrer maintenant les résultats. La première question était :
"Les fruits de la modernisation, les gains de productivité qu'elle engendre peuvent être distribués totalement en pouvoir d'achat, totalement en réduction de la durée du travail, ou partie dans l'un, partie dans l'autre. "
Eh bien ! Chers camarades, la fraction du Parti qui répond que les fruits de la modernisation doivent être distribués totalement en pouvoir d'achat, se limite à 4% du Parti. 96% du Parti répondent : une partie de ces gains de productivité plus ou moins grande intégralement pour un pourcentage non négligeable, doivent être distribués en réduction de la durée du travail.
Et quand la question est plus précise encore : "En ce qui vous concerne, accepteriez-vous une réduction de la durée du travail avec une réduction proportionnelle du revenu", 25% des sections du Partie répondent oui. Et avec une réduction du revenu un peu moins que proportionnelle, 48% des sections du Parti répondent oui.

Fondation Jean Jaurès

Autrement dit, dans notre Parti, mes chers camarades, les trois quarts des sections répondent que, parce que c'est un moyen de lutter contre le chômage, il faut aller en direction de la durée du travail même en n'ayant pas une compensation intégrale.
(Applaudissements)
Peut-être que la voie que nous avons choisie dans le passé de la réduction légale n'était pas la meilleure. On peut en discuter. Le texte de la Convention nous invite à des négociations décentralisées, entreprise par entreprise. Avançons délibérément dans la réduction de la durée du travail. C'est ainsi que nous atteindrons l'objectif qui doit aujourd'hui être notre objectif fondamental, stabiliser, voire réduire le chômage d'ici 1986.
Protection sociale, formation, réduction de la durée du travail. Le dernier point est celui du financement. Lionel Jospin l'a abordé ce matin. La modernisation entraîne une gigantesque accumulation de capital. La question est posée de savoir si nous accepterons que cette accumulation du capital se fasse au profit des seuls détenteurs traditionnels du capital. Si oui, alors, continuons à infléchir le partage de la valeur ajoutée en faveur des profits, au détriment des salaires. Si non, il faut que nous inventions de nouvelles modalités et les fonds salariaux en font partie, pour faire en sorte que les fruits de la modernisation reviennent dans la plus grande partie possible à ceux qui auront consenti les efforts qui auront permis de la financer.
Je conclus d'un mot. La modernisation est portée par la Gauche. L'ensemble des débats qui se sont déroulés dans nos sections, l'ensemble des questionnaires que nous avons reçus, le montrent. Elle peut d'ailleurs nous permettre d'attirer à nous des couches modernistes de la société qui ne sont pas naturellement des amis du Parti Socialiste, mais pour cela, il y a une condition. Il faut que nous sachions faire le partage entre l'immuable et le changeant.
L'immuable, ce sont nos valeurs, les réalisations concrètes qui en découlent, les acquis, mais le changeant, mes chers camarades, cela peut être tout le reste; l'immuable et le changeant, voilà ce qui doit être au centre de notre débat pendant cette Convention. C'est de ce débat sur l'immuable et le changeant que naîtra notre sursaut, et c'est de ce sursaut que viendra la victoire.
(Applaudissements)

La présidente - Dans quelques instants, Marie-Noëlle Lienemann, mais auparavant, Lionel Jospin.

Lionel Jospin
Mes chers camarades, j'ai reçu de notre camarade Pierre Mauroy, ancien Premier Ministre, responsable Socialiste, le message suivant qu'il a souhaité que je transmette à la Convention nationale du Parti réunie aujourd'hui. Je vous le lis donc.
"Mon cher Lionel, alors même que vous êtes réunis pour débattre de l'indispensable modernisation de notre pays, je tiens à vous adresser mes plus amicales pensées et à vous souhaiter une excellente Convention.

Fondation Jean Jaurès

Cette modernisation de la France, nous l'avons engagée ensemble dès le mois de mai 1981 et nous l'avons engagée sur tous les fronts. A cet égard, je constate que ce sont les groupes que nous avons nationalisés qui réalisent l'effort d'investissement le plus important.
Cette modernisation industrielle doit être poursuivie en prenant soin de respecter l'ensemble des travailleurs de notre pays qui, trop souvent, sont les victimes d'une évolution inéluctable.
Il est de la responsabilité et aussi de l'honneur de la Gauche de conduire la nouvelle mutation technologique en limitant les conséquences sociales et humaines qui, lors des précédentes révolutions industrielles, entraînèrent des soufFrances intolérables et provoquèrent la révolte dont nous sommes aujourd'hui encore les héritiers.
Si je ne puis être aujourd'hui parmi vous, c'est, comme vous le savez sans doute, parce que je viens d'être élu président de la Fédération mondiale des villes jumelées, organisation internationale non gouvernementale, qui œuvre pour le dialogue entre les peuples, la coopération et la défense de la paix.
Or, il se trouve qu'une des villes adhérentes à la FMVJ, Mexico, a été frappée par une catastrophe meurtrière. Je me suis rendu dans cette ville non seulement pour témoigner de la solidarité de la FMVJ, mais aussi pour examiner concrètement avec les autorités mexicaines comment le réseau des cités unies peut apporter son aide à la population de Mexico.
A l'occasion de ce déplacement, je me suis également rendu à Managua, d'où je vous adresse ce message. Le peuple du Nicaragua est en lutte par des voies dont il est maître, pour faire respecter son droit à déterminer librement son destin, pour faire respecter son indépendance. Dans ce combat, il a toujours trouvé depuis 1981 la France à ses côtés.
Je te prie de transmettre, mon cher Lionel, à tous nos camarades, mes vœux de bon courage pour vos travaux.
A bientôt. Amitiés.
Pierre Mauroy."
(Vifs applaudissements)

La présidente - Marie-Noëlle Lienemann.

Marie-Noëlle Lienemann

Chers camarades, difficile statut pour cette Convention qui ne saurait être un congrès du Parti et qui n'est certainement pas un simple débat sur un texte sans contenu idéologique et politique.
Rappelons-nous que c'est lors d'une Convention nationale que le Parti a voté le projet Socialiste dont nul ici ne sous-estimera le poids considérable qu'a eu ce choix, quel que soit d'ailleurs le jugement que nous pouvons porter sur le bien fondé de ses orientations.
Cette Convention devrait avoir donc une importance considérable pour définir le Socialisme des années 90 et 2000.
J'insiste d'abord sur le fait que si nous avons déposé un certain nombre

d'amendements, si nous les avons soumis au vote et au choix des militants, c'est parce que nous considérons que le Parti, mouvement collectif, n'est pas une coquille vide, n'est pas simplement voué au silence ou à l'unanimisme, puisqu'il doit être rassemblé puisque nous sommes au pouvoir. Nous pensons que les partis organisent la vie politique dans ce pays et que le Parti Socialiste s'honore en son sein du pluralisme et de placer chacun des militants devant des choix véritables. Nous plaidons pour la modernisation du Parti, nous ne souhaitons pas sa disparition.

De fait, le texte, qui a recu une très large adhésion du Parti, le texte «Convention modernisation et progès social» romp avec un certain nombre d'affirmations du projet Socialiste : croissance forte, volontarisme étatique ;car les difficultés que nous rencontrons aujourd'hui ne sont pas simplement des difficultés de communication ; elles ne sont pas conjoncturelles. Il serait superflu de croire qu'en expliquant mieux ce que nous disions avant, nous convaincrions d'avantage.

En effet, le choix du thème «Modernisation et progès social» est, de ce point de vue, judicieuxcar il cherche à concilier notre objectif de changement et la mesure que nous prenons de la crise.

Il est devenu anodin de dire que la crise n'est pas simplement une crise de la production mais bien unhe profonde mutation économique, sociale et culturelle. Aussi, est-il indispensable que le terme «modernisation», nous engagions bien l'ensemble de la dimension modernisation de l'appareil productif, modernisation de la société.

J'ai parlé de révolution culturelle parce que les pensées politiques doivent, elles aussi, prendre en compte ces réalités. Il ne s'agit pas de mettre à bas les valeurs émancipatrices du Socialisme, mais mesurons que les modèles qui ont structuré la Gauche européenne sont devenus inopérants : social-démocratie ou Communisme. Les conceptions strictement redistributives du Socialisme se heurtent à la crise de l'Etat-providence et au ralentissment durable de la croissance.

Nous ne pouvons pas faire l'économie d'une réflexion approfondie sur le rôle de l'Etat, je n'y insisterai pas, car Alain Richard le fera à ma place.

Pour ma part je voudrais insister surtout sur les évolutions qui s'accélèrent dans le tissu social et qui justifie la révision de certains dogmes sur ce qui serait la base naturelle de la Gauche, sur le noyau dur du Socialisme et le front de classe.

Je note, d'ailleurs, que cette notion de front de classe est particulièrement élastique, selon que l'on se rapproche du Congrès du Parti ou des échéances électorales.

En effet, dans notre société de profonds fossés se creusent, fossés au sein même des salariés entre, par exemple, les salariés des PME et ceux de la fonction publique ; fossées entre les salariés eux-mêmes et les exclus de la société : jeunes, chômeurs, nouveaux pauvres, etc. Fossés aussi entre ceux qui décident et ceux qui subissent.

Ainsi, notre société est menacée d'éclatement et d'émiettement.

Et, la simple référence au front de classe ne tient pas compte de ces fossés. Il

Fondation Jean Jaurès

croit qu'une simple référence à un intérêt général de classe permettrait de rendre de nouveaux ciments à des gens qui, aujourd'hui, sont, au contraire, souvent menacés d'intérêts contradictoires. Donc il nous faut retrouver de nouveaux ciments pour la société française, de nouveaux ciments pour la base de la Gauche.
C'est pourquoi, je crois que se cacher derrière ce mot du front de classe nous retarde dans une évolution nécessaire dans notre réflexion sur la base de la Gauche.
Alors, Lionel, ce matin tu faisais allusion à l'amendement n°2 en disant : ce n'est pas une simple improvisation sociologique qui saurait régler le problème de la base idéologique de la Gauche. J'en conviens. Je note toutefois que les réflexions sociologiques sur la base de la Gauche ont été engagées dès les années 60, il n'y a pas très longtemps encore que de nombreux intellectuels ou autres ont publié des textes fort intéressants qui auraient pu nous inspirer d'avantage.
J'ai pris acte de ton souci de cette réflexion collective, en l'occurrence, par le biais d'un colloque de l'ISER. Mais, si j'ai souhaité déposer cet amendement, ce n'est pas simplement par souci d'intérêt, je dirais sociologique, de bonne connaissance de la société française, c'est qu'en même temps, ce matin, Lionel, tu nous a dit : il faut rassembler notre base. Il faut rassembler la base de la Gauche. Faut-il que l'on soit bien au net de ce que l'on appelle rassembler la base de la Gauche.
Je me méfie terriblement des discours sur : le Parti doit être dur, représenter la classe ouvrière, doit rassembler le noyau dur, qui serait désespéré. A qui confierons-nous le rôle d'organiser d'autres franges de la société ? A qui confierons-nous le rôle de prendre en compte tous les exclus du champ politique ? A qui confierons-nous le rôle d'organiser, par exemple, les franges dites nouvelles de la classe ouvrière ?
Je redoute qu'a l'émiettement social que nous connaissons, coïncide un émiettement politique qui serait pour le Parti Socialiste et pour la Gauche, dramatique. Il risquerait de nous amener aux pires coalitions, aux pires compromis, ou à des pratiques qui s'assimilent d'avantage à la 4ème République qu'aux espoirs que nous pouvons mener dans une République Socialiste.
(Quelques protestations)
Je crois donc, sur ce problème de la base sociale de la Gauche, que cette Convention ne peut purement et simplement balayer la réflexion et les reporter à des échéances tellement proches des échéances de 1986 qu'elle nous permettrait encore d'influencer le cours des événements dans ce monde.
Je voudrais aussi dire que dans les ciments que nous pouvons proposer à la société française…

La présidente – Tu conclus, s'il te plait…

Marie-Noëlle Lienemann - … il ya probablement le refus de la société duale, le refus de cet émiettement social, et je terminerai par l'exemple du partage du

travail, car il est très révélateur.
En effet, Lionel, tu nous dis que les quatre amendements ont été battus, c'est vrai, mais j'ai en mémoire aussi, qu'à Bourg-en-Bresse, nousavons été battus lorsque nous disions : le partage du travail doit s'accompagner d'un partage des revenus. Nous avons été battus lorsqu'au Comité directeur, nous avons déposé des amendements sur le temps choisi et le temps partiel. Nous avons été battus lorsqu'au Comité directeur, nous avons déposé des amendements sur la baisse des prélèvements obligatoires. Je constate qu'aujourd'hui, une très large majorité du Parti, dans les questionnaires, répond favorablement à ces propositions. Alors j'espère une chose, Lionel, c'est que battus sur ces amendements, nous continerons à progresser sur les idées que nous défendons, et je pesne que pour le Parti tout entier, ce sera un pas en avant !
(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Adré Laignel pour 10 minutes, puis Georges Sarre.

André Laignel

Mes chers camarades, je voudrais me livrer à quelques réflexions devant vous, et je voudrais, pour me livrer à ces réflexions, partir d'une constatation de Lionel Jospin ce matin, que je partage pleinement : «si le rapport des forces n'est pas modifié, nous perdrons les élections».
A ce moment de la réflexion, je crois qu'il nous convient de répondre à deux questions.
Quelles sont les raisons de notre situation à nous, la Gauche ?
Quels sont les moyens pour redresser cette situation ?
Les raisons de cette situation, je crois qu'on peut en trouver de multiples, et je ne voudrais pas me livrer à un inventaire. Il y a, bien entendu, le décalage entre le rêve et la réalité, mais c'est une explication un peu courte.
Certains auraient pour explication que nous aurions été trop Socialistes dans la première période de notre action. Permettez-moi de ne pas le penser.
Je crois, en définitive, que si nous sommes dans cette situation, c'est-à-dire que si nous sommes la Gauche au gouvernement, qui n'est pas reconnue par ceux qui l'ont portée au pouvoir, suffisament et puissament, c'est parce que nous n'avons pas tout à fait mené la politique pour laquelle nous étions préparés !
(Applaudissements)
Je crois, en effet, qu'un certain nombre de réponses doivent être apportées, à la fois sur le plan économique, et, mon cher Jean-Pierre Chevènement, il n'y a pas de réponse politique si nous n'avons pas aussi une réponse économique à la situation, c'est d'ailleurs ce qu'avant de rentrer au gouvernement il m'avait semblé que tu disais… et, en ce qui me concerne, je reste sur la même voie et je crois qu'il nous faut à la fois une réponse économique et une réponse idéologique, c'est-à-dire politique.
La question que je me pose est la suivante : pouvons-nous redresser la situation de la Gauche, gagner en 1986, préparer l'avenir du pays, si l'angoissant

Fondation Jean-Jaurès

problème de l'emploi n'a pas recu de réponse ? Et pouvons-nous ré-engager la lutte pour l'emploi sans une reprise économique ? Beaucoup ont fait allusion à la lutte pour l'emploi ; peut-on apporter les conditions de cette lutte pour l'emploi et contre le chômage ?
Je crois qu'une politique a été choisie à un moment déterminé ; peut-être, sans doute même, était-elle indispensable. Elle était, en tout cas, le fait de choix clairs : rétablir les grands équilibres et, en ce domaine, la démonstration a été faite que la Gauche au gouvernement était capable de faire mieux que la Droite.
C'est vrai que l'inflation, à plus de 14% sous M. Barre, est maintenant à 7%.
C'est vrai qu'un déficit extérieur de 60 milliards, en Francs constants, en 1980, sera réduit de moitié cette année. C'est vrai que la monnaie a trouvé un point d'équilibre à l'heure qu'il est, mais c'est vrai aussi qu'à travers cette poitique de rétablissement des grands équilibres, nous avons, pendant une période déterminée, choisi de faire une impasse sur la création d'emplois, même si nous avons, parallèlement, cherché à traiter socialement la réponse à l'emploi.
Alors, cette politique était un choix dû aux difficultés du commerce extérieur et aux contraintes extérieures. Le choix était clair face aux difficultés d'équilibre extérieur : il faut rétablir les équilibres par la déflation et l'équation était moins de consommation donc moins d'importations.
C'est vrai, cela s'est révélé exact, mais croyez-vous que cela puisse constituer durablement la politique de la Gauche ?
Je crois que c'est là un débat que nous devons avoir entre nous. Est-ce que cette politique, comme je l'avais dit à l'époque ou elle a été lancée, constitue, une réponse, un moment, mais ne peut constituer le fond de la politique de la Gauche, ou est-ce qu'à l'inverse, ce serait devenu notre ligne de conduite ?
Ma réponse est, en ce sens, sans ambiguïté : cela ne peut être qu'un moment, une parenthèse comme l'avait dit Lionel Jospin. Je suis de ceux qui pensent qu'il est temps, parce que nous avons engrangé de bons résultats économiques, de refermer la parenthèse et de préparer la relance.
Alors, j'ai bien entendu Lionel Jospin ce matin. Il disait : il y aurait une relance sélective qui peut créer des emplois, sans engendrer un déséquilibre extérieur et nous n'y aurions pas pensé ?
Mais si Lionel, nous y avons pensé. Rappellons-nous, tous ensemble, nos textes d'avant 1981, où jamais nous n'avions parlé de relance globale ; nous avions toujours évoqué la relance sélective, et s'il y a eu sans doute une erreure qui a été commise en 1981, cela a été de faire une relance globale, une relance souvent aveugle, et non pas d'avoir fait cette sélectivité indispensable qui nous aurait permis plus d'efficacité.
Alors, tous ensemble, n'ayons pas la mémoire courte ; la relance sélective n'est pas une idée nouvelle, mais une idée est-elle usée avant d'avoir été essayée ?
Je crois qu'il est possible de faire cette relance sélective et il y a à la fois la possibilité politique de branche – je pesne au logement social en particulier, qui nécessite de très lourds inveestissements et qui est très peu gourmand en importations. Je pense aussi à l'idée qu'a avancé Michel Rocard, qui me paraît complémentaire de cette première idée sur les économies d'énergie, qui, là aussi,

Collection Jean Jaurès

permet une politique de branche ; cette politique de branche nous a déjà réussi dans le passé, mais elle n'a pas été suffisamment menée.
Je vous rappellerai la politique menée dans le textile. Il y a eu là, une politique sélective, importante, qui a permis de suaver des dizaines de milliers d'emplois dans notre pays en ce domaine. Je crois qu'il faut reprendre ces méthodes, les appliquer aux secteurs peu gourmands en importations et créateurs d'emplois.
Mais je crois aussi qu'il est possible de sortir de la crise par le haut. Tout à l'heure, j'expliquais qu'on avait recherché l'équilibre par le bas : moins d'importations parce que moins d'activité. Je dis que dès l'instant où nous voulons relancer l'activité, il faut pêtre capable de relancer nos exportations et donc, de préparer une sortie par le haut. Je dis que cela est possible, en particulier, pas exslusivement, par une politique fiscale.
Savez-vous, mes chers camarades, que l'ensemble de la politique sociale de notre pays pèse sur nos exportations ?
Cela a un double effet nocif.
Premier effet nocif, c'est que cela renchéri les produits français à l'exportation, bien-sûr.
Deuxième effet nocif : c'est que, comme nous savons que cela renchéri à l'exportation, nous pouvons être freinés dans notre politique sociale.
Alors, je dis qu'il faut aller vers une fiscalisation progressive des charges sociales, ainsi d'ailleurs que nous le prévoyions avant 198l, que cela permettrait de donner des gains à l'exportation qui viendraient compenser les importations supplémentaires dues à une relance sélective, et qu'alors nous aurions le double avantage d'être maîtres de notre politique sociale intérieure et d'avoir des gains en économie internationale.
Cela n'est absolument pas inédit, c'est un système pratiqué par un pays comme le Danemark, dont je ne sache pas que la politique sociale ait à rougir par rapport à la nôtre.
Alors, oui, il est possible d'avoir une autre politique économique, oui, il est possible, parce que nous avons obtenu de bons résultats, de s'appuyer sur ces résultats pour la relance, et je crois que c'est la seule réponse que nous puissions apporter de manière durable, essentielle, à la volonté de créer des emplois dans notre pays.
Mais s'il y a ce débat essentiel de la reprise économique, s'il y a ce débat essentiel de la relance sélective, il y a aussi tout le débat idéologique que nous devons reprendre dans notre pays, l'ensemble du débat politique.
Je me suis réjoui d'entendre Lionel Jospin parler, comme il l'a fait ce matin, de la place du plan dans notre pays. Nous avons été nombreux à penser que le plan devait jouer un rôle essentiel et que plus les circonstances étaient difficiles, plus, à l'inverse des esprits libéraux, pour nous le plan doit avoir une place importante.
Cette politique du plan, elle se réduit actuellement à une surprogrammation régionale. Je crois qu'il serait nécessaire de lui redonner toute sa signification.
C'est vrai aussi des nationalisations, fer de lance de notre économie. Oui, c'est vrai que nous avons déjà obtenu un certain nombre de resultats, c'est vrai que

Fondation Jean-Jaurès

l’essentiel des investissements dans le secteur concurrentiel provient des entreprises nationales de ce secteur. Et c’est vrai que si les entreprises nationales ont relancé l’investissement de 12 à 15%, les entreprises privées, dans le même secteur concurrentiel, tournent pour leur part à l ou 2%. Ce qui démontre une fois de plus que le fait de reconstituer les marges des entreprises ne les conduit jamais à investir supplémentairement mais bien au contraire qu’elles s’en servent pour consolider leurs bilans.
(Applaudissements)
C’était une politique qui, par d’autres moyens, avait été essayée par la Droite, qui s’était révélée un échec. Si nous voulions poursuivre dans cette voie je crains que nous ayons, par d’autres moyens, néanmoins les mêmes résultats.Ce qui entraîne un industriel à investir, c’est la croyance qu’il aura en des marchés nouveaux, en une reprise de l’économie, et c’est cette reprise de l’économie qu’il nous faut générer.
Mais c’est vrai aussi que les nationalisations, et notamment dans le domaine du crédit, méritent d’avoir un autre sort, un autre traitement que celui que nous connaissons, et j’ai coutume souvent, dans les auditoires auquels je m’adresse, qu’ils soient militants ou extérieurs, de poser une simple questions aux travailleurs ou à l’industriel : "dites-moi, quand vous allez au guichet de la banque, avez-vous vu un changement de comportement ? ". Et en général j’obtiens le même silence qu’ici !
Alors, je crois qu’il y a la aussi beaucoup de choses à faire.
Et puis il y a le partage du travail, qui a été évoqué juste avant moi par Dominique Strauss-Kahn, et je partage beaucoup de choses qu’il a dites. Oui, mes camarades, je crois qu’il n’est pas admissible que nous terminions notre mandat législatif sans que le problème des emplois cumulés avec des retraites soit résolu par la Gauche.
(Applaudissements)
Je crois que dans d’autres domaines, et je ne ferai que l’énoncer, compte tenu du temps qui me reste, il n’est pas possible de passer aux pertes et profit l’idée de laïcité dans notre pays...
(Exclamations et applaudissements)
Je pense que si nous avons mené un combat difficile, que nous n’avons pas obtenu tout ce que nous pouvions espérer, le point d’équilibre aujourd’hui est acceptable, mais que surtout il doit nous conduire à nous remettre en cause nous-mêmes, à redéfinir la notion de laïcité, à lui donner la totalité de son contenu, totalement lié aux libertés, car la laïcité c’est la liberté réalisée, et c’est ainsi que nous devons être capables de la présenter.
(Vifs applaudissements)
Alors, mes camarades, pour conclure, à l’appel du président de séance, je voudrais souhaiter que nous refusions tous ensemble, ne serait-ce que de manière intériorisée, les effets de mode. Ce n’est pas acceptable que l’on recule sur l’idée de justice, pour tous ceux qui sont sur notre sol. Il n’est pas normal que l’on ne soit pas plus dynamique dans la défense de la politique de justice menée par le ministre de la Justice, Robert Badinter...

(Applaudissements prolongés)
Mes camarades, ce que j'ai dit n'a pas le sceau de l'originalité, il est, je le sais, le combat de la plupart de ceux qui sont ici, et, j'espère, de tous. Peut-être faut-il que nous fassions entendre beaucoup mieux, à l'extérieur, que nous soyons capables d'être nous-mêmes, de tenir bon, et surtout, mes camarades, de réconcilier le discours et l'action.
(Applaudissements prolongés et bans d'applaudissements)

La présidente - La parole est à Georges Sarre.

Georges Sarre

Chers camarades, nous entrons dans une période de tourments sans équivalent, depuis 198l. La préparation des échéances électorales y contribue: les prochaines élections cantonales, bien-sûr, mais surtout les législatives de 1986, qui déjà, et quoi qu'on en dise, occupent tous les esprits.
Disons-le franchement, nous abordons cette zone de tempête dans une position difficile. Ne dissimulons pas que la situation politique est détraquée. Les suites logiques des choix antérieurs ne peuvent être écartées, et elles ne peuvent surprendre personne. La seule question qui vaille, chers camarades, est de savoir si nous sommes encore en mesure, d'ici 1986, de nous délivrer de cette tunique de Nessus et d'offrir aux Français des raisons de comprendre et des motifs d'espérer.
Il s'agit de savoir si les fortes inflexions nécessaires, et d'ailleurs déjà engagées, peuvent acquerir la force d'un souffle nouveau pour la Gauche. Car c'est à ce prix seul que nous pouvons gagner.
Sommes-nous encore en mesure de ressaisir les espoirs et les volontés de ceux qui nous soutiennent ? Même s'il est tard, pourquoi serait-il trop tard pour réunir les conditions de ce sursaut. Cela, chers camarades, nous invite à beaucoup de lucidité, cela nous appelle aussi à beaucoup de solidarité. Lucide et solidaire, telle est notre démarche.
La solidarité, dans la période actuelle, ne se marchande ps un instant, c'est un devoir impérieux, personne ne peut s'y soustraire, et les mois à venir le conformeront avec force.
Devant tant d'obstacles et de forces coalisées contre nous, notre unité reste notre arme. C'est ainsi que nous devons aller au-devant de la grande explication de 1986, face à nos adversaires.
Nous affrontons une droite encore divisée, mais acharnée. Regardez par exemple le comportement du RPR. Une crise grave agite la Nouvelle Calédonie, et M. Pons, mandaté, va sur le terrain pour jeter de l'huile sur le feu, pour accomplir sa sale besogne...
(Applaudissements)
Tout est bon, chers camarades, la grève des médecins, puis des transporteurs, n'a pas réussi à renverser le gouvernement ; eh bien, à la moindre occasion on essaiera de le balayer. Et cela est, aujourd'hui et depuis le début, la politique de la Droite.

Fondation Jean-Jaurès

Certes, tout a été dit sur les programmes qu'elle affiche : régression sociale, retour à une forme de capitalisme sauvage, remise en cause des services publics, des nationalisations... bof !... Ce serait un retour en arrière inouï, contraire aux intérêts de l'immense majorité des Français, contraire aussi à la vocation historique de ce pays.
Mais, mesurons à quel point cependant la Droite est parvenue à créer un climat délétère, ou une sorte de rejet irrationnel de tout ce qui est ou se dit Socialiste est devenu la règle du savoir-vivre.
C'est un climat, chers camarades, véritablement inquiétant, où l'irrationnel prend le dessus, les passions et les pulsions font la loi, au-delà de l'opposition, au-delà de la lutte politique, jusque dans une partie de l'opinion, perce, le mesurez-vous bien, une haine trouble, faisant du gouvernement de gauche l'exutoire unique des désarrois et des angoisses.
Pas un fait divers, de l'assassinat d'une vieille dame, au stockage de fûts toxiques, qui ne soit imputé directement, non pas aux pouvoirs publics ou à l'Etat, mais au gouvernement, dans la conception politique du terme.
(Quelques applaudissements)
Il y a une véritable dimension d'action psychologique dans les campagnes de la Droite, et je vous interroge : nos adversaires ne sont-ils pas parvenus à faire intérioriser à la Gauche sa défaite ? N'ont-ils pas distillé ce curare paralysant dans nos veines pour nous placer en sursis avant que de nous tenir pour illégitimes ?
Voilà pourquoi, Chers camarades, la moindre faiblesse de notre part, la moindre concession au défaitisme, nous précipiteraient. Mesurons bien la situation créée par l'action psychologique dela Droite, et ne désespérons pas du ressort de notre peuple.
Devant tant d'arrogance, devant tant de calomnies injustes, devant ces projets de nouvelle restauration, se lèvera d'abord le bon sens, et bientôt la volonté de résister et de combattre pied à pied. A condition toutefois que ceux qui ont la charge de conduire ces batailles donnent l'exemple du sang-froid et de la détermination.
Se laisser aller au défaitisme et au découragement aujourd'hui serait payer plus tard une condamnation sans appel des forces qui feront vivre la Gauche de demain.
Il faut, chers camarades, mener bataille pour gagner 1986. Mais dire cela, c'est en même temps fixer les conditions politique dela victoire. Nous l'avons vu lors du débat engagé dans le Parti sur la modernisation, il existe un décalage entre les réalités vécues et notre projet, à l'œuvre dans notre action. Parce que, pour des milliers de travailleurs, la modernisation c'est souvent le chômage. Nous parvenons mal à faire passer notre projet. Parce que les lois Auroux se traduisent peu dans la vie quotidienne de l'entreprise, nous avons du mal à mobiliser pour la démocratie économique.
La première condition politique c'est de réduire ces distances qui posent la question de notre crédibilité auprès de notre base sociale.
Nous ne le ferons pas, chers camarades, au prix d'un affadissement de notre

Fondation Jean Jaurès

discours ; pour saisir le sens d'un mouvement, il faut qu'un cap soit fixé. Qu'il soit clairement repéré et identifié par tous, faute de quoi les tendances à l'émiettement, au corporatisme prennent le pas. On ne peut se contenter de mobiliser contre la Droite ou attendre notre salut de ses divisions. Les élections générales, ça se gagne autant sur une perspective que sur un bilan.
Le moment, chers camarades, est venu de préparer les grandes lignes de ce que nous proposerons aux Français en 1986. Il s'agit moins de discussions programmatiques que de dire, autour de valeurs clés, le sens des actions à conduire et pour cela les enseignements de ce que nous avons vécu depuis le 10 mai 1981 doivent nous servir.
Autour de la volonté d'indépendance pour l'Europe et pour la France, nous pouvons faire prendre conscience des vrais périls que génère la polarisation accrue du système occidental, mais surtout nous pouvons donner un sens unifiant à l'exigence de modernisation, à une politique industrielle et de recherche active. Nous pouvons convaincre de la nécessité de nous donner tous les moyens de retour le plus rapide possible à la croissance. Nous pouvons mieux expliquer les contraintes du commerce extérieur, du dérèglement monétaire et les moyens de les surmonter.
L'urgence de l'indépendance pour la France et dans le même temps pour chacun des états d'Europe est autant une affaire politique, économique, qu'une affaire de relations extérieures. Autour de l'exigence de démocratie accrue nous pouvons répondre aux querelles absurdes sur le "plus d'Etat" ou "moins d'Etat", les Socialistes ne sont ni étatistes, ni anti étatistes, leur première volonté est de transformer l'Etat pour le démocratiser. Il faut un Etat puissant pour sauvegarder l'indépendance, pour lutter contre une division internationale du travail stérilisante, pour garder les chances et les atouts de la France. Mais il faut allier à cette impulsion nationale une démocratie vivante, vécue, réelle, à tous les niveaux de la société : dans l'entreprise, dans les services publics, dans les collectivités locales, dans les quartiers. L'un et l'autre de ces pôles se justifient mutuellement et ne se contrarient pas.
D'en haut et d'en bas, lutter pour la démocratie, lui ouvrir de nouveaux champs, de nouveaux domaines, voilà un puissant moyen de faire comprendre comment nous voulons poursuivre le changement de la société française.
Chers camarades, le débat politique a besoin de repères ; la crise développe l'angoisse, les incertitudes, elle explique pour une part cet appel confus et irraisonné qu'on constate. Nous devons parler haut et clair, nous devons offrir un pôle solide aux interrogations, aux inquiétudes à tant d'esprits désarçonnés, agités comme des boussoles sur une carte aimantée ; il faut offrir un cap, une perspective : on ne rassemble qu'en dynamique. C'est d'ailleurs de cette manière que nous devons concevoir nos relations avec les Communistes.
Du fait de sa crise interne, le PCF, s'est comme retiré du combat politique, ses forces sont soustraites à la lutte de la Gauche. Il nous faut souhaiter, bien-sûr, que de ce débat surgisse au plus tôt un renouveau réel. Pour l'heure, la facilité l'emporte, c'est sur le dos des Socialistes que le PCF voudrait retrouver une unité ou une identité, mais on n'existe jamais durablement par rapport aux

autres. On ne doit pas, chers camarardes, malgré cela, pratiquer le harcèlement à l'égard du Parti Communiste français, mais souhaiter plutôt au plus vite qu'il rejoigne le combat politique intense qui va mobiliser la France.
On ne peut pas accepter non plus que la crise du Parti Communiste aboutisse à ajouter ses coups à ceux de la Droite. Voilà pourquoi nous n'en sortirons pas autrement qu'en proposant devant le pays les perspectives unifiantes, ramassant notre projet et notre volonté en quelques axes forts mobilisateurs faisant appel à ce qui depuis toujours a fondé des alliances fécondes de la Gauche et du pays. Soyez-en surs, si cette démarche rencontre l'écho de notre peuple, si elle réveille ses capacités et ses énergies, il faudra bien alors que le Parti Communiste rejoigne notre entreprise.
Bref, c'est devant le pays que nous devons nous expliquer, lutter, proposer, il suivra:la meilleure façon d'être suivi, chers camades, c'est toujours d'aller plus vite que les autres.
La bataille pour 1986 commence aujourd'hui. Nous disions en 1981 : d'abord l'emploi puis progressivement cette priorité a été délaissée. Le chômage monte et monte. Il n'y aura pas de salut, camarades, si notre action et d'abord celle du gouvernement contre le chômage et pour l'emploi n'est pas la priorité des priorités.
Notre mot d'ordre doit être aujourd'hui : tout pour l'emploi avec toutes les conséquences que cette priorité implique.
Je conclus, chers camarades, l'heure n'est pas à l'orthodoxie, la décision doit revenir aux audacieux. Tant pis pour les élèves de M. Barre. Le temps n'est plus aux hésitations. Camarades, montrons ce que nous pouvons faire et, sachez-le, des Socialistes aujourd'hui, on attend moins de discours que des actes.
Soyons nous-mêmes et agissons.
(Applaudissements)

La présidente - la parole est à Michel Rocard.

Michel Rocard

Chers camarades, la France a aujourd'hui le besoin le plus urgent de mieux sentir l'avenir qui se prepare pour elle. Et c'est pourquoi le thème de la modernisation peut être un excellent thème. J'ai cependant ressenti, à decouvrir son libelle exact : "modernisation et progrès social",une surprise et deux craintes.
La surprise : modernisation et progrès social. Comme s'il ne s'agissait pas de la même chose. Comme si la modernisation d'une société pouvait avoir d'autres fins ultimes que la qualité de la vie et des conditions de travail, la sécurité de l'emploi des hommes et des femmes qui y gagnent leur pain quotidiennement. Il n'y a de modernisation qu'à travers celle des attitudes devant le changement, la modernisation des équipements et des machines n'étant qu'une conséquence ou qu'un complement. Ne laissons pas le titre choisi pour cette convention ouvrir la-dessus la moindre ambiguïte.
Mais à l'écoute de nos débats, je crois que le risque est surmonté, chacun aura

compris.
Deux craintes. La première de ces deux craintes découle directement de ce qui a fondé ma surprise. Si jamais nous laissons le debat se centrer prioritairement sur la modernisation industrielle et ses conséquences en matière d'emploi, nous risquons d'en revenir au conflit entre les hommes et les machines, de reprendre une nouvelle fois le débat ouvert par les canuts, et de passer à côté du fait que la modernisation industrielle, avec la part de progrès social qu'elle exige impérativement, requiert d'abord un changement dans la régulation économique et financiere du pays, donc un changement des outils intellectuels avec lesquels on la conduit, et requiert ensuite un immense effort pour mieux permettre aux hommes et aux femmes de notre temps de s'adapter à des conditions rapidement changeantes, à des metiers toujours nouveaux, et de rechercher davantage leur sécurité de revenu dans leur compétence et leur aptitude à assumer les mutations plutot que dans la défense rigide, et en fait impossible, de la sécurite d'emploi dans le même métier et dans la même ville pour toute la durée d'une vie active. J'essaierai pour ma part d'intervenir dans ce sens.
Mais, ma seconde crainte est plus grave. En choisissant ce thème et en le traitant de manière trop limitative, nous courions le risque de laisser croire que nous n'avons pas compris que la raison du discredit dans lequel l'opinion tient aujourd'hui le gouvernement et l'essentiel de ce qui s'attache au Socialisme est proprement poli tique.
Chacun sait ici que je ne suis pas de ceux qui négligent l'importance de l'économique. Et ce n'est surement pas le moment de sombrer dans ce travers. Mais aujourd'hui, là-dessus, soyons nets : quelque chose s'est cassé, et gravement, entre le gouvernement et le pays, et cela, principalement pour des raisons politiques.
Dans l'ordre strictement économique les faits sont très lisibles : la balance des paiements se redresse vite. L'inflation est la moitié de ce qu'elle était sous monsieur Barre, même si c'est encore trop, le Franc est stable car il n'est pas attaqué par les opérateurs internationaux, ce qui est le plus significatif des votes, et cela d'autant plus que ce comportement ne découle en rien d'une bienveillance de principe à notre égard. Toujours sur le plan strictement économique, le seul problème qui inquiète massivement et légitimêment les Français, et qui les conduit à se defier du gouvernement, c'est le chômage. Or, sur ce point, l'essentiel est politique. Il y a deux parts inégales dans le chômage. La plus grosse et de loin découle de la gigantesque mutation mondiale qu'on appelle à tort crise, que nous subissons sans y pouvoir grand chose parce qu'elle depasse et de loin nos frontières nationales et nos moyens d'action. J'ai la conviction qu'on nous en veut bien davantage à cet égard d'avoir laissé rêver, par des promesses intenables et par consequent non tenues, que de la réalité des faits. Nous payons plus nos insuffisances d'analyse et notre traitement politique du chômage que son existence même. Nous ne commencerons à regagner la confiance de l'opinion que quand nous aurons le courage de convenir que c'est justice. Et l'autre partie du chômage, plus faible sans doute mais, elle, heureusement limitable, elle est le fruit de nos propres erreurs. Là encore nous

sommes en politique.
Il faut convenir de ces erreurs non pas tant par masochisme, tout le monde se moque de nos états d'âme, mais pour convaincre que, expérience faite, nous changeons d'instruments d'analyse et de modes d'intervention, ce qui est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour pouvoir recommencer à être crus demain. La condition suffisante, ce sera l'efficacité, c'est à dire le résultat. La modernisation de notre economie passe par celle de notre pensée collective.
La chose est encore plus nette quand on aborde le plan proprement politique. Les perspectives électorales ont de quoi faire peur. Et pourtant souvenons-nous : la Gauche n'est rayonnante, efficace et victorieuse que quand son message est à vocation universelle, qu'elle se présente en proposant pour tous et non pas en s'opposant. Souvenons-nous : la République fut un combat de gauche, le suffrage universel fut un combat de gauche, l'enseignement gratuit et obligatoire fut un combat de gauche, les droits de l'Homme sont toujours un combat de gauche, la justice sociale est toujours un combat de gauche. Certains de ces combats sont definitivement gagnés, d'autres en voie de l'être. Tous ont été longs, douloureux; tous ont comporté des revers temporaires, mais la clé est toujours la même : la Gauche gagne quand son projet vaut pour tous, elle perd quand elle se définit en s'opposant.
Le meilleur exemple est peut-être l'idéal laïque, nous devons à la puissance de l'enthousiasme qu'il portait que l'école publique française ait été pendant des décennies la meilleure du monde. Nous n'en sommes plus là. Malmenée par l'évolution technique et sociale et par l'indifference de deux Républiques successives, notre école publique est atteinte dans sa qualité et dans son rayonnement. Comment n'avons-nous pas compris à temps que le vrai défi laïque etait là, au lieu de nous en prendre à la concurrence alors qu'aujourd'hui l'enseignement privé joue l'indispensable rôle de soupape de sécurité... d'un enseignement public affaibli.
Les enjeux de la fin du siècle sont tout aussi essentiels. Mettre l'économie au service des hommes en lui assurant un fonctionnement efficace qui nous débarasse de la pauvreté, aider à vivre ensemble, avec nous, des communautés ethniquement diverses mais dont la convergence s'organise autour des mêmes valeurs nationales.
Assurer à tous les habitants de l'hexagone une sécurité suffisante de compétence, d'emploi, de revenu, et de conditions. De logement pour que la délinquance ne soit plus une tentation massive de nos jeunes générations, voilà les grands défis qui se présentent à la société française, voila les points sur lesquels elle a besoin d'une réponse moderne.
C'est cela ma deuxième crainte : ne laissons pas croire que la modernisation est seulement une affaire d'entreprises. C'est toute la société qui a besoin d'être modernisée et peut-être d'abord dans ses mécanismes de décision et de commandement politique, comme dans ses mécanismes de débat collectif.
L'héritage dont nous sommes collectivement porteurs est assez grand pour nous faire à tous un devoir moral de prendre le problème par son plus haut niveau.
Je dis ces mots avec quelque force car deux catégories de camarades

Fondation Jean Jaurès

m’inquietent quelque peu. Au moment ou devant les immenses difficultés de la gestion, notre unité profonde commence à se refaire sur l’évidence des contraintes et sur certains éléments de solution, et, ou par conséquent l’un de nos plus grands handicaps est en train d’être surmonté, il en est parmi nous pour qui tout est déjà perdu et qui baissent les bras.
Camarades, toute bataille est toujours incertaine, jusqu’au dernier moment. La seule annonce préalable, l’anticipation de la defaite, c’est le défaitisme : commençons par régler son compte à cet adversaire là. Personellement, je m’y emploierai.
(Applaudissements)
Et puis il y a les quelques-uns, rares heureusement, qui n’ayant eux, rien appris, rêvent d’aggraver dans l’avenir les travers qui nous ont conduit là où nous sommes. Mais ce débat là, j’ai trop de respect pour le Parti, quelque dure qu’y soit parfois la vie, pour le traiter en polémique ou en condamnations. Notre unité nécessaire demain exige qu’on le traite en discutant le fond des problèmes.
C’est ce que je vais faire maintenant en abordant successivement la sphère économique et la sphère de la société dans son ensemble.
Donc, moderniser l’économie française; cette formulation ne veut pas dire, bien entendu, que l’économie serait isolable du reste. Elle est seulement une des variables, mais majeure, de l’équilibre socio-politique du pays. N’oublions pas d’autre part, que la modernisation est un processus constant discret, d’adaptation de l’appareil de production aux changements des techniques, des échanges et des modes de consommation. Dire qu’il faut moderniser c’est déjà constater un retard, donc un echec. C’est dire du même coup qu’il faut faire vite et frapper fort pour rattraper le retard.
Une économie, cela comporte d’une part une multitude d’unités de production, de travailleurs et de consommateurs, et d’autre part une régulation entre tout cela, ou l’Etat joue un rôle sans en avoir le monopole exclusif.
Je commencerai par la régulation, quand les choses sont très compliquées, il faut les simplifier brutalement. Les grandes inquiétudes de la société française sont l’immigration, la sécurité et le chômage. Chacun de ces trois problèmes appelle des réponses spécifiques, mais le fond du problème est unique. La France est une terre d’immigration depuis des décennies, et jamais nos compatriotes ne s’étaient vraiment inquietés de voir arriver chez eux des communautés aux langues et aux coutumes différentes, jusqu’à ce qu’apparaisse le problème de la délinquance. Il faut maintenant bloquer si possible toute immigration nouvelle, assimiler le mieux possible celle qui existe, peut-être imaginer de limiter le droit à vivre et travailler en France à ceux qui y dépensent l’essentiel de leurs revenus, faisant par la travailler l’économie - ce serait un pacte plus conforme aux droits de l’Homme que de freiner les regroupements familiaux - il faut plutot traiter deux problèmes : les nuisances de voisinage, le bruit notamment - une architecture adaptée, c’est long mais pas impossible - et la délinquance.
Or la délinquance n’est pas du tout un problème spécifique de l’immigration. C’est un problème spécifique des couches marginalisées de la population, essentiellement les jeunes et les chômeurs, qui sont trop souvent les mêmes. La

grande délinquance est en train de se stabiliser relativement, elle est parmi les plus basses d'Europe. L'irritation légitime des Français c'est à la petite délinquance qu'elle est due. Et la, on constate une proportionnalité hallucinante entre la croissance de la petite délinquance, fFrançais et immigrés confondus presque proportionnellement à leurs effectifs, et celle du chômage. Il faut une politique équilibrée de prévention et de répression ; la fermeté n'est efficace que si la prevention joue aussi son rôle. Il faut restaurer la confiance des Français dans leur police, et traiter celle-ci comme elle le mérite : c'est le plus difficile mais le plus nécessaire des services de l'Etat et cela doit être reconnu. Il faut assumer la défense des droits des victimes, et le gouvernement s'en occupe activement.

Mais il faut traiter le problème au fond, et le fond c'est le chômage. Voyez ou conduit l'économie pratique. Le chômage est l'unique problème capable non-seulement de mettre un terme aux espérances dont nous sommes toujours porteurs, mais même, de déstabiliser la société française. Une de nos chances est peut être que les soi-disant remèdes annoncés par l'opposition me paraissent d'une totale inconséquence et plutôt de nature à aggraver le mal.

M. Barre, lui, se garde bien d'aborder ce sujet sur lequel, lorsqu'il était Premier Ministre, il n'avait rien à dire.

Mais nous ne convaincrons la-dessus que si nous sommes entre temps devenus plus efficaces, et il en est temps encore.

Le chômage est le résultat de facteurs multiples, et il faut donc l'attaquer de bien des manières à la fois. Beaucoup dépend de l'appareil de formation initiale et continue. Nous avons près de 30% de chomeurs chez les moins de 25 ans, les allemands 12% et naturellement il y a moins de petite délinquance chez eux. Pourquoi ? Il y a beaucoup à faire et on sait quoi faire.

Beaucoup est à faire aussi pour faciliter la création de petites entreprises. Il y a la, au-moins une ou deux centaines de milliers d'emplois en jeu. Les procédures sont inutilement compliquées, donc dissuasives. Mais je ne comprends surtout pas pourquoi nous n'osons pas consentir une large déduction fiscale pour faciliter la naissance d'entreprises et asseoir leur développement pendant cinq ans. Et qu'on ne me parle pas de perte de recettes : en les empêchant de se créer on empêche la naissance même de la matière fiscale ! Là comme ailleurs notre puissante Direction générale des impots a pour métier de tuer les poules aux oeufs d'or. Bonne chance Bérégovoy pour nous éviter ce massacre.

On peut esperer aussi dégager bien des emplois d'une meilleure modulation de la durée du travail. Mais là-dessus les raisonnements sont souvent trop simplistes et je crains pour notre confort intellectuel que M. Sauvy n'ait largement raison. Il n'existe rien qui ressemble à une quantité nationale de travail qu'il suffirait de partager équitablement entre tous les demandeurs. La vérité reste que c'est le travail des uns, par la demande que constitue leur revenu qui crée le travail des autres, et cela nous ramène à la régulation centrale. Mais auparavant, toujours sur la durée, je voudrais faire observer deux choses.

D'abord il est d'innombrables cas ou le fait de réduire la durée du travail sans compensation integrale immédiate de salaire, permet de passer d'un poste à

deux, voire trois, c'est-à-dire de produire plus, de fournir plus d'emplois, et d'économiser sur les coûts, donc sur les prix, donc de réduire l'inflation en utilisant mieux machines et équipements. Le champ est vaste, les emplois créables très nombreux mais cela ne peut resulter ni de la loi ni du règlement, cela ne peut que se négocier par entreprise car l'application est très complexe. Ensuite au contraire, il est aussi des cas nombreux, dans certains services publics notamment, mais aussi dans l'industrie ou les services, ou une durée trop limitée du travail est une entrave à l'activité collective. Mieux-vaut le reconnaitre, et payer pour cette servitude particulière, que de maintenir l'étranglement. En cette matière décisive, il y a des centaines de milliers d'emplois, la modernisation, c'est le traitement ponctuel et l'assouplissement. La condition majeure en est sans doute l'action d'un syndicalisme responsable et intelligent : on peut sûrement tout espérer des travailleurs de France.

Une autre entrave lourde au développement de l'emploi est la modalité de financement de notre sécurité sociale. Sans mettre en cause, ce qu'il faudrait pourtant faire mais c'est un autre débat, le principe d'un système de recettes par cotisations assises sur les salaires, il faut constater que vu les taux, ce mécanisme est un frein puissant au développement de l'emploi. Faute de pouvoir changer vite un système, ce qui est très difficile, pourquoi ne pas, répartir la charge de chaque entreprise étant connue, cette charge non pas sur la totalité de l'effectif mais sur 90% de l'effectif moyen des 3 dernières années. De la sorte le patron qui licencie ne fera pas d'économies sur les charges sociales au moins pour 10% de l'effectif, il y sera moins incité. Et celui qui embauche, embauche en franchise de charges sociales. Les nouveaux embauchés ne commenceront à entraîner des cotisations qu'au bout d'un an et demi environ, quand ils peseront dans la moyenne des effectifs, mais aussi quand ils seront devenus vraiment productifs parce que bien habitués à l'entreprise.

Faire cette réforme voudrait dire que pour toutes les entreprises qui ont un marché à peu près stable, et c'est la grande majorité, il sera possible d'embaucher en franchise de cotisations sociales pendant plus d'un an. Je serais étonné qu'il n'y ait pas vingt ou trente mille emplois résultant de cette seule mesure.

Tout cela, bien mené, représente peut-être trois cent à cinq cent mille emplois créables en deux ans. Et pourtant ce n'est pas l'essentiel.

L'essentiel c'est que la vraie solution au problème de l'emploi, c'est la croissance. Et nous voila dans le fameux debat. Nous n'avons plus le droit de nous tromper, ni de nous perdre dans des arguties, mais je ne parlerai pas de relance sélective, je parlerai de traitements strictement adaptés.

Quiconque n'a pas encore compris, devant le drame du déficit extérieur et la menace qu'il comporte pour l'indépendance nationale, qu'on n'a pas le droit de parler de croissance sans considérer ce que cela entraîne pour la balance des paiements et pour l'inflation, paralyse objectivement nos efforts.

En effet dans l'état actuel de notre balance des paiements et tant que nous ne modifions pas sa structure, la France ne peut pas se permettre une croissance plus rapide, ni même aussi rapide, que celle de ses grands partenaires

Collection Jean Jaurès

commerciaux, a fortiori si elle a plus d'inflation qu'eux.
Le mécanisme de ce blocage dramatique est simple : nous achetons à l'extérieur en moyenne depuis une décennie le quart de ce que nous consommons. Et nous ne pouvons payer que dans la seule mesure ou nous vendons autant. Sinon nous empruntons ce qui compromet gravement l'avenir. Dès lors, si la croissance chez nous dépasse celle des autres, nos achats augmentent plus vite que nos ventes et nous entrons dans le cycle infernal de l'endettement et de la déflation brutale alors rendue nécessaire. De ce fait, la politique d'assainissement progressif du commerce extérieure que suit le gouvernement est la seule possible dans le principe et pour longtemps.
Reste à savoir si elle nous laisse plus de marges que nous n'en utilisons. Ma réponse est oui pour deux raisons : la première est que toutes les mesures que je viens d'évoquer sont moins des incitations à une forte croissance, qu'un aménagement résolu de l'état des choses actuel, en faveur de l'emploi. La seconde raison est bien plus forte, vous allez le voir.
Il résulte de ce que je viens de dire qu'on ne peut pas créer massivemsnt des emplois nouveaux si la croissance qu'ils induisent nous met en déficit extérieur. Cela est vrai naturellement sauf le cas où les emplois en question par la nature même de l'activité, auraient précisément pour objet d'améliorer l'équilibre extérieur en permettant soit d'exporter plus, soit d'importer moins.
Et c'est là qu'il y a de nombreuses choses à faire.
Je n'en citerai très vite que trois.
La première découle de la constatation que dans la masse de la dépense publique, la part probablement la mieux utilisée, et toute petite, est celle des aides au financement des services commerciaux des entreprises à l'étranger. En général, les contrats rapportés, sur la base de ces incitations, au bout de deux à trois ans, représentent deux ou trois fois la mise initiale, c'est le meilleur placement de dépenses publiques qu'on peut imaginer. Il faut le multiplier.
La seconde va dans le même sens. Un Dollar à plus de neuf Francs est la plus fabuleuse des incitations à l'export, encore faut-il pouvoir investir pour fournir. Pourquoi ne pas réduire largement dans l'impot sur les sociétés la part qui résulte de l'export (au prorata du chiffre d'affaires) pour augmenter l'auto-financement.
La troisième touche, la maîtrise de l'énergie. Les resultats que nous avons obtenus à Conflans sont étonnants, extrapolés au niveau national, avec les lenteurs et les pertes d'efficacité que cela suppose, ils impliquent néanmoins qu'une mise de fonds initiale d'une vingtaine de milliards de Francs permettrait, en environ deux ans, la création de cent mille emplois à peu près dans le batiment et les travaux publics et l'économie en devises de plus de dix milliards de Francs par an par réduction de la facture pétrolière, nous donnant par là un droit à la croissance supplementaire chaque année d'un quart de % du produit national. J'ajoute que les materiels nécessaires sont à 85% français et que l'augmentation massive de leurs commandes en fera baisser les prix ce qui est bon pour l'inflation, et j'ajoute enfin que depuis que j'ai risqué cette idée à la télévision, plusieurs bureaux d'études ont fait travailler leurs ordinateurs et ont

Confédération Jean-Jaurès

authentifié à peu près mes propres résultats. C'est la spirale ascendante de la croissance permise par le déblocage extérieur. C'est tout ce que nous pouvons nous permettre, mais c'est beaucoup.
Mes camarades, votre question, votre attention sonnent fort.
Pourquoi est-ce ou'on ne fait pas tout cela ?
L'inflation. Nous sommes, vous le voyez, toujours dans la régulation économique générale, qui me parait à moi être le champ le plus décisif de la modernisation du pays.
Non seulement l'inflation ronge le pouvoir d'achat ce qui est déjà une raison suffisante de la condamner, mais aussi elle rencherit nos prix et donc limite nos exportations ce qui aggrave la contrainte précédente et du coup le chômage; elle peut conduire à des dévaluations, ce qui renchérit beaucoup la dette et aggrave encore le blocage. Il n'y a d'issue que si nous nous débarrassons de l'inflation.
Nous n'avons pas gagné la bataille pour une conception audacieuse et moderne de la lutte contre l'inflation parce que nous ne l'avons même pas engagée. Souvenez-vous il y a quelques années cela faisait technocratique et réactionnaire que de seulement poser ce genre de questions.
Aujourd'hui, nous nous sommes tous compris. Tout le Parti a compris qu'il s'agit là du point le plus chaudement politique de toute notre action.
Pourquoi nous bloquons-nous nous-mêmes par peur de l'inflation ? Pourquoi ?
Pour deux raisons.
La première est de principe et la seconde d'application.
Pour le principe, faute d'avoir nous-mêmes une pensée collective, il nous a bien fallu emprunter celle des autres. Or, la pensée collective sur le sujet n'est faite que de tabous, non vérifiée scientifiquement. Ainsi, expliquer l'inflation exclusivement par un excès de monnaie, c'est aujourd'hui le dogme répandu chez presque tous les opérateurs.
Quand on a cela dans la tête, la seule chose que l'on sache faire, c'est, comme les mécecins de Molière, de saigner le malade. On étrangle l'économie par manque de monnaie. Et d'ailleurs, mes camarades, cela marche !
Cela marche pour deux raisons : mécaniquement, tout se ralentit, il n'y a plus de demande, les prix ne peuvent pas monter. Et psychologiquement, tous les opérateurs, coincés dans leurs tabous, observent qu'on les respecte. Ils ont confiance. Résultat ? Le Franc n'est pas attaqué, donc cela marche. Mais à quel prix ? Social : chômage…
Je crois, moi, que tout cela est assez largement faux, que l'inflation est un phénomène plus physique que monétaire et, par exemple, que si le logement est cher, c'est parce qu'on en manque, et pas parce qu'il y a trop de monnaie. Dans la lutte contre l'inflation, on demande beaucoup trop à la politique monétaire et pas assez aux réalités de l'économie, à cet égard, ce que la Droite a dans la tête, si jamais elle gagne, nous annonce un avenir encore bien plus terrible que ce que nous vivons actuellement sur le plan du chômage.
Ce n'est pas le lieu et je n'ai plus le temps d'entrer dans le fond de ce débat décisif. Je me bornerai donc à deux remarques qui découlent toutes les deux d'une constatation évidente : pour faire baisser les prix, il faut soulager les

Fondation Jean Jaurès

comptes d'exploitation des producteurs et des vendeurs.
De ce fait, première remarque, notre niveau de prix supporte trop les conséquences de l'endettement excessif des entreprises. On l'a beaucoup dit : la France est un capitalisme sans capital, ce qui, au passage d'ailleurs, constituait l'une des raisons décisives de la nationalisation - pas la seule - et cela sans ouvrir le débat sur les modalités, c'est même le vrai frein durable à la dénationalisation, quelles que soient les bêtises qu'on peut lire partout sur le sujet.
Nous avons pris en considération cette insuffisance des fonds propres et cet excès d'endettement pour nationaliser. Pourquoi ne le fait-on pas aussi pour consolider largement la dette de toutes les entreprises excessivement endettées, voire pour en transformer une large part en fonds propres ?
N'entrons pas dans les techniques, mes camarades, il suffit que vous sachiez qu'elles existent. Elles sont monétairement subversives ? Peu importe, nous n'avons plus le choix.
Deuxième remarque : si l'on faisait ce que je viens de dire, on soulagerait d'autant le problème aigu du pouvoir d'achat. Il continuerait à se poser, mais en termes moins graves. Et ce problème est simple. Nous étions arrivés à la situation où - Jacques Delors l'a dit un jour - quand la France produisait 100, elle consommait 103.
Comme on ne peut plus acheter les 3, il faut bien ajuster, et ajuster par le haut, par la croissance, dans le respect de la balance des paiements, exige du temps. Or, nous n'en avons plus, du temps ! Il était donc inévitable de commencer l'ajustement par la baisse légère du pouvoir d'achat.
Pourquoi ne pas le dire ? Comment voulez-vous que les Français comprennent si l'on n'explique pas ? Pourquoi ne pas le dire, y compris et d'abord aux fonctionnaires ? Peut-être aurions-nous dû choisir une "purge" plus brutale, mais de ce fait plus brève, au lieu de la "purge" progressive et lente, donc durablement désagréable, qui a été choisie. C'est un débat. Mais de toute façon, nous ne serons compris que si nous expliquons loyalement ce que nous faisons, y compris dans les conséquences douloureuses, mais avec l'avenir que cela ouvre et au nom de la préparation de cet avenir.
Mes camarades, la modernisation du dialogue social passe d'abord par la loyauté totale.
Et puis, je veux ajouter un point décisif : le ralentissement d'inflation directement obtenu par là rend moins nécessaire l'étrangelemnt par le manque de monnaie et permet donc, par ailleurs, de mieux soutenir l'activité.
La deuxième raison de notre auto-étrangelemnt par peur de l'inflation est, je l'ai dit, d'application.
Tabous pour tabous et règles pour règles, autant les appliquer avec souplesse.
Mais non. Les opérateurs sur le marché, les cambistes, les banquiers, et surtout nos administrations financières et monétaires, ont du respect tatillon de ces règles une conception que j'ai appelée notariale, ayant du mal à faire

Fondation Jean-Jaurès

comprendre qu'il s'agissait d'un jugement sociologique et largement collectif, sinon institutionnel.
Pourquoi ne met-on pas 20 ou 30 milliards de Francs sur la table pour les économies d'énergie ? Parce que, pendant le court intervalle de temps séparant la sortie d'argent de la création des activités correspondantes, il y aurait création monétaire nette. J'ai peur que ce ne soit pas sérieux, et j'avais posé cette question au gouvernement dès juin 1981 !
Pourquoi ne finance-t-on pas les services commerciaux des entreprises à l'étranger ? Parce que c'est une dépense budgétaire nette. Peu importe qu'elle rapporte largement sa mise au bout de deux ou trois ans ! Ce n'est pas sérieux.
Pourquoi ne détaxe-t-on pas partiellement les entreprises sur leurs bénéfices à l'export, ou les entreprises nouvellement créées ? Parce que c'est une perte de recettes potentielle sur une richesse qu'il vaut sans doute mieux, dans ces conditions, ne pas laisser se créer ! Ce n'est pas sérieux.
D'une manière plus globale, il faut poser le problème des prélèvements obligatoires. Sachez que l'austérité budgétaire a atteint un point tel que l'Etat est en situation de quasi-paralysie générale. Nous ne pouvons plus - mais je crois que nous ne devons plus - rien économiser, ni sur l'école, ni sur la recherche, ni sur la justice, ni sur la police, ni sur la défense, ni sur l'agriculture, ni sur le logement, ni sur les dotations au secteur public... Je ne suis pas exhaustif. Et sans doute devrions-nous augmenter. Pourquoi, il est hors de doute que l'impôt a atteint la limite de l'intolérable. C'est aussi sur l'impôt que la Droite nous attend, et elle sera comprise.
Il nous faut donc - mais je pense que nous le pouvons - trouver des souplesses. Elles existent.
Dans les variables qui guident la politique quotidienne, il en est de deux sortes.
Celles qui visent les objectifs, balance des paiements, hausse des prix, niveau d'emploi.
Et celles qui ne visent que les moyens, masse monétaire et solde budgétaire.
Respectons la priorité absolue des premières, traitons-les de manière directe et non pas par le seul biais monétaire, et nous soulagerons le poids des secondes.
Je vous ai, mes camarades, et je m'en excuse, infligé des réflexions un peu denses. J'ai le sentiment que vous ne m'en voulez pas trop : l'avenir du pays et celui de nos espérances se jouent là.
Je voudrais cependant évoquer encore, mais beaucoup plus rapidement, rassurezvous, quelques autres aspects de la modernisations dans la société, en dehors de la régulation économique globale.
La première restera dans la sphère économique et touche l'acceptabilité de la modernisation. Qui dit modernisation des équipements dit nécessairement suppressions d'emplois. Il y a deux conditions pour que ce soit acceptable.
Que les créations d'emplois compensateurs possibles arrivent vite.
Et que tout cela soit négocié.

Fondation Jean Jaurès

Les créations possibles d'emplois relèvent de la politique générale. J'en ai traité, sauf à ajouter qu'il faut faire rendre son maximum à la décentralisation, ne plus faire remonter la décision à Paris, gagner du temps, déconcentrer pour les décisions d'Etat, décentraliser davantage la décision économique, assouplir les seuils réglementaires, donner plus d'autonomie aux acteurs, tout cela peut comporter quelques risques mais ne peut être, au total, que positif.
La bataille pour l'emploi est une bataille de gauche, mais la victoire dépend beaucoup des chefs d'entreprise. Traitons correctement leurs problèmes, n'oubliez pas que Jaurès avait titré un de ses éditos dans "l'Humanité" : "patrons français, soyez fiers de l'être !"
L'acceptation de la modernisation dépend davantage encore du dialogue social. Or, il est aujourd'hui au point mort et c'est dramatique, qu'il s'agisse de la durée du travail, de la formation des hommes pour les métiers nouveaux, de l'évolution de notre système de garantie sociale, des perspectives industrielles des entreprises, et même du pouvoir d'achat, surtout quand il souffre, il n'est pas possible d'en rester au degré zéro du dialogue social. Une relance est impépative, et vite.
L'autre point d'ordre économique touche la dimension internationale. Quel dommage de n'avoir pas plus de temps pour l'évoquer...
Une bonne part de notre capacité à dominer la crise dépend du degré de souplesse que peuvent laisser les dimensions sur lesquelles la partie se joue. L'Europe va fort mal, mais l'on n'a jamais eu autant besoin d'elle et le combat pour son redémarrage doit s'intensifier.
Ensuite, mais cela nous ramènera au même problème, une partie significative de la responsabilité de la crise dans ce monde tient, en effet - cela a été dit - à la politique monétaire et financière des Etats-Unis. Or, la relation stratégique nécessaire avec eux face au monde du goulag - je souhaiterais que, sur ce point, la Convention ne se contredise pas elle-même - entraîne ce résultat qu'il n'y a, à l'Ouest, aucun contrepoids à la puissance financière et monétaire des Etats-Unis. Or, ce n'est pas inévitable et je veux redire ici que, dès le jour où l'Ecu sera devenu une monnaie de transaction et de réserve, de ce seul fait le jeu sera immédiatement moins inégal et nos pressions pour un ordre économique mondial moins chaotique deviendront plus efficaces.
C'est, mes camarades, une bataille décisive des prochains mois ou des prochaines années. Il faut l'engager, et puis la gagner.
Abordons maintenant - mais là, par des phrases brutales et non pas en analyse - quelques éléments de la société française dans son ensemble.
J'ai parlé un jour des grands appareils verticaux et je visais les grands systèmes qui régissent notre vie quotidienne et façonnent nos mentalités : école, sécurité sociale, justice, police, notamment.
Nos partis politiques en France, tous, sont des petits appareils verticaux ; je ne sais pas s'il faut le regretter, mais c'est un autre sujet de conversation. Parlons de ce qui façonne notre société.

Fondation Jean Jaurès

De la justice et de la police, je dirai seulement que, pour que les Francais se sentent un sécurité, il faut qu'ils les sachent rapides, bien gérées et efficaces. Traitons mécaniquement - c'est urgent - tous les petits contentieux, stationnement et chèques sans provision... Des dizaines de millions d'opérations par an qui font perdre un temps fou et entravent l'efficacité. Mettons toute la charge sur les vrais délits.
Accueillons mieux le public dans les services de police, notamment. Jugeons vite et traitons correctement les victimes et la partie, au moins, sera mieux comprise, mieux engagée devant l'opinion.
La modernisation de la France, ensuite, passe par celle de nos modes de pensées et on ne le dira jamais assez; il est bon qu'il ait déjà été beaucoup parlé de l'école. Je me limiterai donc au sujet de notre appareil de formation à une remarque essentielle. Il est bon, il est nécessaire de réhabiliter le savoir et de rappeler que l'école est là pour le français. Mais il serait bon, sans doute aussi, que le Parti entreprenne de réfléchir à la question suivante.
En effet, un message n'existe pas s'il n'est pas reçu. Pourquoi s'ennuie-t-on souvent à l'école, au collège, et au lycée ?
Les jeunes d'aujourd'hui vivent dans le bruit et dans l'image. L'école ne leur propose toujours que le langage de l'écrit. Les jeunes d'aujourd'hui veulent un emploi pour un univers peut-être nécessaire, qui serait technique.
L'école continue à privilégier un enseignement dit général.
Dans ce décalage, il y a une bonne partie de la prise. Mes camarades, c'est aussi à l'école d'aller vers les élèves au moins autant que l'inverse.
L'autorité est nécessaire, c'est vrai, elle ne saurait y suffire.
La gestion quotidienne empêche souvent de se poser des problèmes à ce niveau. Sur ce problème, comme sur beaucoup d'autres, quelle grande tâche pour le Parti que d'être s'il en est capable mais je pense qu'il peut l'être, l'éclaireur de la route, l'annonciateur des solutions, le précurseur des grandes inflexions.
Et puis, pour fournir, il faut nous interroger sur des choses peut-être encore plus fondamentales. Nous, Socialistes, nous sommes les fils du monde salarial. Notre combat a commencé contre les patrons et nous constatons aujourd'hui que la réalisation de nos propres espérances sociales dépend aussi en partie de la vitalité de l'esprit d'entreprise.
L'avons-nous intégré dans notre rapport collectif ?
Avons-nous assez travaillé pour asseoir la reconnaissance complète politique, juridique, fiscale de l'unité de production indépendemment des fortunes personneles ?
Notre espérance se veut généreuse, désintéresée. Et c'est bien.
Sommes-nous capables d'admettre cependant que l'écrasante majorité des hommes travaille pour de l'argent ? Qui serait tenté d'éliminer cette motivation, ne pourrait le faire qu'au prix d'un immense appareil bureaucratique et policier et nous sommes unanimes à n'en pas vouloir.
Est-il dans notre logique collective, mes camarades, d'interdire la réussite financière par le travail ?

Fondation Jean Jaurès

Je ne le crois pas. Ayons le courange de le dire. Nous nous sommes battus, nous nous battons toujours pour l'égalité et en tout cas pour l'égalité des chances.
Sur un bon demi-siècle, nous avons laissé dégénérer cette bataille en bataille pour la sécurité. La sécurité est de toute évidence une exigeance absolument vitale, c'est vrai, mais enfin, mes camarades, si l'horizon de la vie s'arrête à la sécurité, quelle société faisons-nous ?
Quel ennui !
Sommes-nous prêts à reconnaître d'abord que les Français tiennent assez à leurs petites inégalités respectives Voyez les batailles indiciaires dans la fonction publique.
Ensuite, et surtout que la sécurité généralisée, c'est la rigidité définitive, la sclérose de la société. Cela vise la paralysie petit à petit de tous nos mécanismes d'ajustement. Je me demande, je voulais poser la question au Parti, si la vraie bataille contre l'inégalité d'aujourd'hui, ne vise pas maintenant plutôt le partage du pouvoir, l'accès au savoir, et surtout la capacité d'audace, d'initiative, de risque, de création.

La présidente - Michel, si tu veux conclure ?

Michel Rocard - J'y arrive...
Au-delà de la sécurité, les Français ont besoin d'épanouissement, de plénitude de vie, on s'apénouit parce que l'on crée, disons-le, camarades.
Il me faut conclure. Ce sera simple : une volonté politique de l'ampleur de celle que je viens d'évoquer exige d'abord, nous l'avons tous compris, notre propre modernisation, celle du Parti, celle de notre pensée, celle de notre manière de communiquer.
Mes camarades, renonçons à toute langue de bois et nous serons entendus. Ecoutons le peuple de France avant même de lui parler et nous aurons chance d'être compris.
Centrons nos débats sur les problèmes de demain et non plus jamais sur ceux d'hier et nous serons respectés.
Adaptons notre pensée et notre action aux contraintes de l'action et nous serons efficaces.
Respectons la dure réalité en l'intégrant dans ce que notre idéal de justice a d'universel, et nous pouvons encore être vainqueurs.
(Bans d'applaudissements)

La présidente - Gérard Dupeyrat, puis Christian Pierret.
En vous demandant, mes camarades, d'être attentif et d'écouter l'orateur.

Gérard Dupeyrat
Mes camarades, délégué de la fédération de l'Essonne...

La présidente - Attends, s'il te plaît... un instant, pour permettre à ceux qui

Fondation Jean Jaurès

veulent sortir de le faire rapidement et en silence.

Gérard Dupeyrat - délégué de la fédération de l'Essonne, je voudrais vous apporter le salut du premier secrétaire de cette fédération, Jean-Luc Mélenchon, qui aurait souhaité le faire ce matin...(applaudissements)... quand il était à la tribune, l'horaire de cette Convention ne l'a, semble t il pas permis.
Je voudrais aussi réparer un oubli parmi les nombreux camarades de cette fédération qui ont organisé cette Convention, l'architecte principal a été oublié, il s'agit de François Bousquet, notre délégué fédéral chargé de cette Convention.
(Applaudissements)
Dans l'Essonne, nous n'avons pas l'habitude de mâcher nos mots, je ne dérogerai pas à la règle.
Les Socialistes qui vous accueillent militent dans un département neuf ou se concentrent 40% de la recherche française et 60% des grandes écoles.
Département rural pour l'essentiel il y a à peine vingt ans, l'Essonne est un peu pour la France ce qu'est Silicone Valley pour les Etats-Unis. L'avenir, comme l'a dit Laurent Fabius, éclate sous les yeux du présent. La modernisation ici, on connaît, parce qu'on la fait, nous savons qu'il s'agit d'une nécessité vitale pour la France, nous savons aussi qu'elle n'a pas suffi pour réaliser le Socialisme en Essonne. Cela nous donne de l'expérience.
Ainsi, cette Convention est la bienvenue, parce qu'il était temps de mettre les pendules à l'heure des réalités, que vivent l'immense majorité de nos concitoyens.
S'interroger sur la modernisation et le progrès social, c'est déjà faire une mise au point. On a trop entendu pendant longtemps la conjugaison du verbe comme si moderniser était une fin en soi. Pour nous, les Socialistes, on a beaucoup confondu la fin et les moyens. Ce n'était pas toujours innoncent, j'en ai la conviction.
Je crois, comme une concession à cet état d'esprit, que l'on parle ici de progrès social en termes plutôt pris dans le vocabulaire syndical là où il me semblerait plutôt opportun de parler de Socialisme. Les esprits avertis savent que ce n'est pas la même chose.
Oui, nous aurions préféré que l'on appelat cette Convention modernisation et Socialisme...

La présidente - Camarades, une nouvelle fois, je demande à celles et à ceux qui sont dans la salle d'écouter attentivement notre camarade de la fédération de l'Essonne.

Gérard Dupeyrat - ... et cela justement parce que la modernisation est un impératif aussi vieux que le capitalisme lui-même, l'introduction des innovations technologiques dans la production matérielle est, en effet, une donnée permanente de cette économie. C'est même un des éléments

Contribution Jean Jaurès

caractéristiques qui le distingue des modes de production antérieurs. Il est à l'origine du cancer qui le ronge et que l'on appelle la baisse tendantielle du taux de profit.
De ce point de vue, dans ce système, la modernisation est d'abord placée sous le sceau des mécanismes de compensation qu'elle appelle. La remise en cause des droits acquis des travailleurs, les négociations en cours sur la flexibilité du travail, sont là pour nous le rappeler, à l'occasion de la modernisation, le patronat n'a jamais dit autre chose. Tout ce qui est à moi est à moi, et tout ce qui est à vous, travailleurs, est négociable. Il ne dira jamais rien d'autre que contraint. La nouveauté dans ce contexte est que nous sommes au point ou la modernisation est aussi réalisable par la Droite que le progrès social. C'est sur cette analyse que reposait l'affirmation clé de la motion du Congrès de Metz qui disait, je cite :
"Notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme ou de le tempérer, mais de le remplacer par le Socialisme".
(Applaudissements)
Les modes les plus ébouriffants qui font cette appréciation sont restés très convaincants pour les seize millions de foyers dont le personnage de référence est un ouvrier selon la nomenclature de l'INSEE qui n'est pas un organisme d'études associé au Parti Socialiste, parler vrai, c'est tenir ce langage. C'est en finissant nos discours avec ces balivernes qui concernent les salariés dont nous sommes le Parti, d'après lesquelles l'esprit d'entreprise serait le remède au mal du temps et peut-être même la conquête majeure du nouveau réalisme Socialiste, l'entreprise est un lieu de production et d'exploitation, pas un lieu de convivialité...

La présidente - Gérard, attends un instant.
Mes camarades, que ceux qui ne veulent pas écouter, et ce serait fâcheux, le camarade qui s'exprime veuillent bien sortir. Que les autres s'asseyent.
(Applaudissements)
Attends... On attendra le temps qu'il faudra pour que tout rentre dans l'ordre...
Merci de bien vouloir faire l'effort de suivre mes conseils.

Gérard Dupeyrat - Il y a chaque année 360 000 licenciements économiques, mais il y a aussi 380 000 1icenceiments pour faits de discipline. L'esprit d'entrerpsie, c'est d'abord cela pour un bien grand nombre de travailleurs. Bref, la modernisation qui reste essentielle, qui reste à faire, c'est d'abord aller vers le Socialisme. 50% des salariés gagnant moins de 5000 F par mois savent bien sans qu'on ait besoin de le leur expliquer qu'entre la modernisation qui est une nécessité collective, et le progrès social sans lequel il n'y a pas de liberté individuelle, il y a la lutte des classes et le rapport de force. Le rôle de base du Parti Socialiste, c'est d'être l'outil politique de ce rapport de force, sur le front économique et sur le front culturel, et ceci parce que la classe ouvrière, comme l'a rappelé dans ces

Contre-formation Jean-Jaurès

mêmes termes le président Mitterrand, reste le levier des sociétés avancées, pour la modernisation comme pour le rêve, impossible de rassembler sans que cela commence par la clarté des idées et des objectifs que nous proposons. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Il y a entre nous, du fait même de la difficulté de la tâche que nous conduisons, un devoir de franchise. LeBureau exécutif a eu tort de se dire unanime sur un texte lorsque quatre amendements nationaux, dont deux de substutition sont présentés par l'un de ses membres qui, par ailleurs, se prononcent dans la nouvelle revue Socialiste pour un libéralisme de gauche. A qui peut bien s'adresser cet étrange projet politique... (applaudissements)... et enfin, quels travailleurs peuvent accepter l'idée de voir une mesure conjoncturelle comme le raisonnement en masse plutôt qu'en niveau dans la négocation salariale élevée au rang de principe du socialisme ?
(Vifs applaudissements)
Autre idée inacceptable : voire le projet de majorité positive de rassemblement des Français substitué à l'union des forces populaires. Le Bureau a eu tort de cacher que la logique de ces amendements s'oppose à celle du texte qui nous a été proposé.
Parler clair entre nous, ce serait déjà un bon début pour parler clair au pays, peut-être même bien c'en est la condition première.
N'est-ce pas le premier acte pour être d'abord soi même et si nous avions commencé par là, n'aurions-nous pas abordé autrement la question de l'école, de triste mémoire ?
Il n'est pas bon de donner le sentiment de jouer à cache-cache avec le Parti. Rappellez-vous le malencontreux ahasars qui a fait que le projet Savary a été rendu public dans la semaine qui a séparé les derniers Congrès fédéraux et le Congrès national de Bourg-en-Bresse, ce qui interdisait à toutes nos fédérations de donner un avis sur ce projet.
Est-ce que vous croyez que cela a conduit à une bonne solution pour le Parti ?
La question de l'école, j'en parlais. Il s'est passé quelque chose, il n'y a pas très longtemps, à l'Assemblée Nationale, qui n'a pas été très relevé : les applaudissements du RPR et de l'UDF concernant la loi sur l'enseignement agricole. Cela nous montre que de l'ambiguïté à l'abandon, il n'y a parfois qu'un pas.
(Protestations et applaudissements)
Pas question qu'à propos de modernisation demeurent ces ambiguïtés, que nous retrouverions demain, dans la rue. L'inversion des valeurs dans le champ de la lutte politique avec la Droite, trouve sa source dans la confusion des valeurs parmi nous.
Il est ainsi, aussi, à propos de la modernisation, celle qui est à faire, comme celle qui est déjà acquise, du fait même de notre travail au gouvernement.
L'œuvre gouvernementale de liberté est considérable. De nouveaux espaces ont été ouverts à l'activité, libre des citoyens. Je demande qui les occupe, ces espaces de liberté ? Nous condamnons-nous à n'être que les

Fondation Jean Jaurès

organisateurs du bal ? N’avons-nous aucun avis sur les musiques qu’on y joue ? Toutes ne se valent pas, mes camarades. Celles que distillent les radios locales privées, rendues possibles grâce au pouvoir de gauche, viennent rappeler cruellement que ce sont les lois du marché, là où s’affaissent l’autorité de la collectivité et la volonté d’un Socialisme de combat.
Il faut avoir le courage de soutenir la Haute autorité contre les leaders de la course à la puissance en kilowatts, parce que la course à la puissance, c’est la course au fric, et la course au fric finit dans les bras de ceux qui en ont beaucoup !
(Applaudissements)
Ce sont toujours les mêmes !
La libération des ondes n’avait-elle d’autre objectif que de renforcer Hersant, Europe n°1 et quelques managers branchés ? Quelle est cette étrange hésitation à soutenir le droit contre la force ? Hésitation à choisir entre la modernisation capitaliste des radios locales privées et le progrès du pluralisme radiophonique local ?
A ce point, je voudrais vous lire quand même ces 5 lignes d’une motion sur ce sujet, proposée par 5 premiers secrétaires fédéraux et un membre du Comité directeur :
"La Convention nationale du Parti Socialiste, réunie les 15 et 16 décembre 1984 à Evry, rappelle qu’il revient à la Gauche l’honneur d’avoir libéré la bande F.M.
Elle, exige que la loi soit respectée et que l’espace de liberté ainsi ouvert ne soit pas confisqué par ceux qui ont les plus gros moyens financiers.
Elle appelle tous le. Socialistes à soutenir le gouvernement pour faire respecter la loi en la matière, c’est-à-dire à rétablir l’égalité des droits et des devoirs des radios titulaires d’une dérogation."
Cet exemple des radios, mes camarades, au cœur d’une des expressions de la modernité la plus actuelle, est pris sans aucune innocence pour marteler ce message : «Certes, il ne suffit pas de vouloir pour pouvoir, mais il est sur que lorsque l’on arrive pas à vouloir, il est bien extraordinaire que l’on puisse quand même !»
Impossible, ici, de coller sur le dos du bouc-émissaire gouvernemental tous nos malheurs. La carence, elle est aussi la nôtre. Que ceci nous soit une leçon. Ou la lutte ou la disparition. Assez de commentaires, davantge de consignes d’action. Combien d’abstentionniste supplémentaires faudra-t-il pour que nous l’entendions ?
Si nous voulons de bons arbitrages gouvernementaux, nous devons créer de bons rapports de force. Il n’y auraz ni modernisation ni progrès social si les forces populairesne s’y mettent pas, et elles ne s’y mettront pas si nous ne savons pas, nous aussi, trouver le ton avec lequelle s’adresse à elles le Président Mitterrand.
Nos mots d’ordres doivent être d’une clarté telle qu’ils soient incontournables par les médias. Désignons nos adversaires, appellons au

Fondation Jean-Jaurès

combat ! Exaltons la fierté d'être au cœur du seul combat qui vaille, au cœur d'un système qui fonctionne comme une machine à broyer l'humanité ! Il n'y a pas d'attitude plus vaine que celle qui consiste à spéculer sur nos chances de succès. Nous vivons une situation économique, poitique et sociale, qui justifie le combat que nous menons. C'est cela qui compte.
Les sondages nous donnent 35% à 15 mois des élections. Ils n'en donnaient pas davantage à François Mitterrand à 6 mois des présidentielles ! Si nous n'avions mené que les combats donnés gagnants par les sondages, nous n'en aurions mené aucun depuis 20 ans et nous n'aurions jamais remporté de victoires ! Que les héros fatigués dégagent la piste ! Les Socialistes veulent se battre, l'âge d'or est devant nous et non derrière, parce que la plus réaliste des modernisations du vieux monde reste à faire : c'est le Socialisme !
(Vifs applaudissements)

La présidente – La parole est à Christian Pierret pour dix minutes. Ensuite Gérard Fuchs.

Christian Pierret

Chers camarades, depuis le début de cette Convention, nous disons que nous sommes engagés dans une mutation économique et sociale mondiale. Nous disons, ce qui est parfois nouveau pour nous, que cette mutation va durer et que cette durée est désormais une certitude.
Je voudrais, ici, montrer que dans ce boulversement de société que nous vivons, le progrès social en France est tributaire des rapports de force mondiaux.
Nous sommes dans une Convention dont le titre est bien : «Modernisation et progrès social», ce qui veut dire que la transformation des rapports sociaux en France dispose, c'est vrai, d'un certain nombre de degrés de liberté, qu'il nous appartient de mettre en œuvre, mais se trouve, c'est vrai aussi, surdéterminé par l'évolution internationale - rapports entre pays riches et pays sous-développés, rapports entre la classe dominante et la classe exploitée, suraccumulation de patrimoine chez certains et grande pauvreté chez d'autres etc., etc.
Dans cette problématique la modernisation est aussi et peut-être même d'abord un problème international. Pour continuer et intensifier le progrès social chez nous, par exemple pour continuer à partager le travail, et aller, par étapes, vers les 35 heures, il faut encourager ce progrès celui-là même, chez nos voisins européens et au-delà. Il faut desserrer les contraintes que nous rencontrons parce que nous sommes une nation occidentale européenne et développée.
Au cœur de la modernisation, il y a l'indépendance nationale, car au cœur de la modernisationil y a le défi que nous nous adressons à nous mêmes d'enrayer le renoncement, la dérive, la décadence où nous ont conduit 23 ans de pouvoir de droite.
Il noius faut, et je crois que nous avons, une politique internationale digne de nos convictions Socialistes. Il nous faut, et je crois que nous avons, depuis juin 82 et avril 83, la politique économique de notre politique internationale.

Fondation Jean-Jaurès

Dans ce contexte, l'audace, aujourd'hui, est de connaître les contraintes du changement social que nous mettons en œuvre. La véritable audace de la Gauche, c'est l'indépendance face aux impérialismes. Mais, pour satisfaire cet objectif, outre qu'il nous faut d'abord penser en termes européens, il faut appuyer notre démarche, car c'est une démarche de parti, de gouvernement, sur une véritable modestie par rapport aux faits, les faits sont nos maîtres, sur l'audace du réalisme nécessaire à une gauche qui doit assumer jusqu'au bout et sans état d'âme le fait qu'elle se trouve au pouvoir et qu'elle entend assumer ce pouvoir.

Quelles sont les contraintes que nous rencontrons, cher André Laignel et cher Michel Rocard ?

Il y a, tout d'abord, la contrainte de l'environnement international, d'une économie française imbriquée dans l'économie mondiale puisqu'elle imoporte 23% de son PIB, d'une économie dont la monnaie est liée au marché international des capitaux, d'une économie qui patit depuis des années et des années d'un diférenteil d'inflation en sa défaveur, et qui a pati d'une politique qui a consisté à établir un différentiel de consoomation en notre défaveur, il y a quelques années. La France, par ailleurs, n'a pas de rente industrielle, elle n'a pas de rente en matières premières comme certains de nos voisins européens même.

Il y a une contrainte monétaire et financière, et on ne peut jamais oublier cette contrainte lorsqu'on parle d'économie, lorsqu'on parle de relance d'une autre politique.

L'encours de la dette publique, a été multiplié. par deux depuis 1979. La dette de l'Etat représente aujourd'hui 19% du produit intérieur brut contre 15% en 1979. En 1985, c'est inscrit à notre budget l'an prochain, les charges de cette dette s'élèveront à 83 milliards.

Il y a une contrainte extérieure, monétaire, et financière dont nous devons tenir compte, lorsque nous parlons d'un renouveau de notre politique économique.

Il y a, au-delà – et la modernisation, c'est aussi réfléchir à cela – le fait que l'industrie française est, particulièrement dans certains secteurs, vétuste.

Dans les industries de biens d'équipement, par exemple, le parc de machines-outils date de 16 ans et demi en moyenne ; le taux de pénétration étrangère est de 32% dans l'automobile. De 56% dans le matériel électrique. Il y a 2000 robots en France contre 18 000 au Japon. Dans l'automobile, il faudra investir 10 milliards chez PSA et 21 chez Renault pour sauver l'automobile française et la remettre en selle dans la compétition internationale.

Dans la sidérurgie, la baisse de la production mondiale a eu des conséquences sur la situation française.

Dans le commerce extérieur français, la France reste déficitaire pour des biens qu'le pourrait produire elle-même : viande, fruits et légumes, papier, carton etc., etc.

La France n'est pas dans une position favorable au regard de ses échanges étrangers. 35% de nos importations contre 15% seulement de nos exportations sont libellées en Dollars.

Fondation Jean Jaurès

Nous sommes, pourquoi ne pas en tenir compte, mes chers camarades, nous sommes fragiles, malgré ce que ous avons fait depuis 3 ans. Et s'il nous faut être volontaires, ce n'est pas le volontarisme politique qui peut constituer une réponse adaptée aux réalités qui auraient raison de nous, si nous nous contentions de les exorciser par de simples discours. Il nous faut, dans ces conditions, trouver le langage et l'action qui dominent les contraintes que je viens de résumer.

Tout d'abord, il nous faut poursuivre l'effort engagé car la notion d'effort n'est pas antinomique du fonds commun de la Gauche. Car la notion d'effort est essentielle pour mobiliser la nation. Il nous faut montrer vers quoi tendent ces efforts, vers quels premiers succès la politique nous a menés depuis 3 ans. Par exemple, je ne reviens par sur la lutte contre l'inflation que nous avons baissé de plus de moitié en 3 ans. Par exemple, le commerce extérieur qui connaîtra un nouveau mieux cette année et probablement l'équilibre, voire au-delà l'an prochain. Par exemple, le rétablissement des grands équilibres, tels que celui de la sécurité sociale qui sera excédentaire, en 1984, de 18 milliards de Francs. Par exemple, le fait de contenir la dépense budgétaire dans les limites compatibles avec la situation financière interne et externe de la France à 3% du PIB.

Et ce n'est pas au moment ou cette politique commence à réussir qu'il faut changer de cap ! Ce n'est pas le moment de changer de cheval de bataille quand il se fraie un chemin, difficile c'est vrai, mais un chemin vers les premiers succès !

Je crois qu'il faut persévérer et que la modernisation signifie la persévérance dans la voie qui a été tracée.

Pourrions-nous d'ailleurs faire différemment si nous regardons le chiffre de la dette publique interne que je citais tout-à-l'heure : 83 milliards en ce qui concerne la dette de l'Etat ? Pourrions-nous faire différemment si nous basions notre raisonnement sur les contraintes réelles qui pèsent sur nous et qui font qu'on ne peut pas rajouter5, 10, 15, 20 ou 30 millards comme cela, d'un trait de plume, d'une volonté politique, et que nous devons être cohérents avec la situation réelle de notre pays et être cohérents avec sa situation d'endettement ? C'est vrai, Jean-Pierre Chevènement le disait tout-à-l'heure, il faut parler vrai, et il faut parler vrai pour plusieurs années, car les contraintes que j'évoque sont bien là. C'est vrai qu'une relance par la consommation de certains secteurs se heureterait, même si elle était sélective, à l'incapacité de notre économie et de notre industrie à profiter principalement de l'expansion du marché intérieur.

Il en est de même, hélas, de la relance par l'investissement qui, elle aussi, entraînerait un excédent d'importations. Il faut savoir cette vérité très simple.que la relance chez nous, dans les conditions actuelles, et si nous n'y prenons garde, relance d'abord l'emploi chez nos partenaires, et non pas chez nous. Nous n'avons plus le droit, disait Michel Rocard il y a un instant, de nous tromper.

Il faut tenir compte de cette réalité, tout d'abord, et je ne veux pas pêcher ici par excès de pessimisme, je veux au contraire développer, montrer les capacités que nous avons de rebondir et d'utiliser la situation actuelle.

Collection Jean Jaurès

Et je conclus…

La présidente - Je voudrais dire aux camarades qui sont dans la salle de faire un peu moins de bruit, qu'ils s'asseyent ou sortent, mais il n'est pas possible que Christian Pierret, et d'autres camarades, s'époumonnent à la tribune pour essayer d'être entendus.
(Applaudissements)

Christian Pierret - … L'optimisme, c'est par exemple d'avoir une juste conception des rapports entre l'action de l'Etat et l'action résultant des initiatives individuelles.
L'entreprise et l'Etat ne sont pas des entités contradictoires qu'il faut opposer l'une à l'autre ; elles visent ou devraient viser toutes les deux à l'efficacité pour le progrès. Il faut viser à un "mieux Etat" plutôt qu'à un "moins Etat". Et s'il faut dans certains domaines de notre économie, de notre société, déréglementer - le mot est à la mode -, il vaut mieux réglementer sur l'essentiel pour que par exemple le plan de la France retrouve son grand rôle d'incitation et de cohérence. Il faut, dans le même temps,que cessent les médiocrités tatillonnes, dans certains quotidiens administratifs. Il faut resituer cela dans le véritable contexte.
Nous avons foi en l'intiative, en la créativité, nous avons foi, on l'a dit tout à l'heure, en l'intelligence de la France ; c'est cela notre seule matière première, notre seul ressort, et nous savons que nous pouvons nous appuyer sur cette ressources car, dans le monde moderne, dans le monde de mutations technologiques, dans le monde de révolution industrielle que nous connaissons, il n'y a que l'intelligence qui peut nous faire passer les caps difficiles et les périodes dangereuses.
Il nous faut aussi, et il faut le dire, je crois, principalement parmi nous, développer le dialogue social, en faisant confiance aux partenaires sociaux, et ne pas chercher à substituer systématiquement - il le faut parfois - l'action de l'Etat ou la décision de l'Etat à l'accord qui doit être obtenu par la négociation sociale entre les différents partenaires.
Il nous faut décentraliser la décision, il nous faut affirmer - et, mes camarades, je crois que c'est particulièrement important - sans défaillance la cohérence de l'action de la Gauche dans le temps, sans déstabiliser les décideurs qui pourraient l'être par des va-et-vient décisionnels qui, en introduisant, et nous l'avons parfois, hélas, connu, ce travers, l'incertitude découragent l'entreprise et découragent l'initiative.
Il nous faut en un mot avoir le sens de l'Etat, avoir le sens de la décision, faire respecter les décisions et faire maintenir les décisions une fois qu'elles sont prises.
Il nous faut, dans le cadre de cette cohérence, c'est vrai, et bien-sûr c'est essentiel, rester nous-mêmes.
Rester nous-mêmes, c'est pouvoir développer notre progrès social, selon les nécessités de notre société, sans laisser dériver le corps social vers une société

Fondation Jean Jaurès

duale.
Rester nous-mêmes, c'est, comme Lionel Jospin l'a affirmé ce matin, donner la priorité des priorités à la lutte pour l'emploi sans jamais oublier les contraintes qui pèsent sur nous, c'est-à-dire sans jamais promettre quoi que ce soit que nous ne puissions tenir.
Donc, rester nous-mêmes c'est être modestes devant les faits, notamment par rapport à cette première des priorités qui est l'emploi.
Je conclus, Georges, à ton invitation.
Rester nous-mêmes c'est, dans ce contexte international, continuer à appuyer la modernisation de la France et son progrès social, sur une politique étrangère qui consiste à défendre à l'extérieur la paix, à renforcer l'Europe, qui est probablement un des moyens trop souvent négligés de parvenir à ce progrès social et d'étayer notre progrès économique, car seuls, nous ne pouvons rien.
Rester nous-mêmes, c'est développer ou maintenir les liens avec les pays en voie de développement. C'est enfin moderniser, oui, c'est aussi développer les droits de l'Homme et la démocratie.
Ce double message est la vocation historique de la Gauche. S'il devait, faute de moyens ou faute de volonté, ou faute de moyens adaptés à une volonté, être abandonné, c'est l'existence même de notre gauche qui serait remise en cause.
Et pour qu'il ne soit pas abandonné, je termine, il s'agit de rassembler autour du Parti Socialiste, et de ne pas chercher dans je ne sais quelle alliance organique avec telle ou telle organisation du centre ou du centre gauche, ou de ne je ne sais où, les voies d'un avenir qui ne peut se trouver que dans le renforcement du Parti Socialiste, dans le rassemblement autour du Parti Socialiste, et sur les thèses du Parti Socialiste.
Voila la voie de la modernisation, qui suppose aussi, bien entendu, que notre parti lui-même se modernise. Voilà la voie de l'avenir, il n'y en a pas deux, et notre marge de manœuvre est étroite, et la seule voie qui se présente à nous c'est la voie du Parti, c'est la voie du Parti Socialiste, c'est la voie du rassemblement du peuple français autour des thèses, des idées et de l'action du Parti Socialiste.
Moderniser, c'est réconcilier la Gauche avec elle-même, c'est donc réconcilier la Gauche avec l'exercice du pouvoir, c'est donc réconcilier la Gauche avec la durée, c'est à ce prix que nous gagnerons en 1986.
(Applaudissements)

La présidente - Chers camarades, je voudrais encore inviter les délégués et représentants des fédérations à faire moins de bruit.
La parole va être donnée à Gérard Fuchs, et ensuite à Edith Cresson.
Mais Gérard Fuchs ne prendra vraiment la parole que lorsque les camarades qui sont au fond, qui parlent - vu d'ici c'est un tableau surréaliste - se seront tus.
Donc, Gérard, si tu permets, nous allons attendre un peu que les derniers veuillent bien, ou sortir, ou s'asseoir, éventuellement rentrer, oui.
Tu as la parole, pour dix minutes.

Fondation Jean Jaurès

Gérard Fuchs

Chers camarades, je parlerai successivement de modernisation, de progrès social et de lutte de classe.

Je voudrais d'abord, pour ceux qui sont encore réticents dans le pays, argumenter avec force pour rappeler pourquoi la modernisation de notre industrie me parait une nécessité vitale pour la France. Je vois à cela trois raisons.

La première est que si nous voulons sauvegarder demain notre emploi et notre niveau de vie, il nous est impossible de rester à l'écart de la formidable mutation technologique qui secoue le monde, nous devons être capables de résister à la concurrence des Etats-Unis, du Japon, des nouveaux pays industrialisés, capables de résister chez nous, bien-sûr, mais aussi à l'extérieur, car il nous faut exporter pour payer l'énergie et les matières premières dont nous avons un besoin essentiel, et l'attitude de repli proposée ou suggérée par certains, à gauche, si elle pourrait permettre, c'est vrai, d'éviter progressivement la concurrence chez nous, conduirait au désastre à l'extérieur, et donc à la faillite du pays.

Deuxième raison : nous avons un besoin vital, cela a été dit déjà par plusieurs, de retrouver au plus vite une marge de croissance qui rende plus efficace notre combat pour l'emploi.

Le dérapage de notre balance commerciale en 1982 a bien montré, la fausse solution du protectionnisme étant écartée, qu'une croissance plus forte exigeait un appareil industriel plus fort.

Chers camarades, le recul des efforts d'investissement, de recherche, d'éducation de 1974 a 198l, la prise de conscience insuffisante qui a été la notre en 1981, nous coutent cher aujourd'hui. mais sachons tirer leçon de cette expérience, et n'ecoutons pas les sirènes - et j'en ai entendu quelques-unes cet après-midi encore - qui prétendent, soit que la contrainte exterieure serait politique et non économique, soit qui parlent de refermer la parenthèse de la rigueur, alors que la modernisation de notre industrie est tout juste engagée.

Troisième raison : accepter un retard technologique aujourd'hui serait accepter une domination culturelle demain, et se résigner par là même à la perte simultanée de notre identité et de notre liberté de choix social et politique.

Qui en France oserait assumer une telle voie, sauf à prétendre n'être que les gouverneurs d'une province américaine ou soviétique ?

C'est notre indépendance qui est effectivement en jeu aujourd'hui, étant bien entendu - c'est trop évident pour que je m'y attarde - qu'une issue purement française à ce problème est devenue du domainede l'illusion, et que c'est l'indépendance d'une véritable Union Européenne pour laquelle il nous faut aujourd'hui combattre.

Cela dit, chers camarades, une action politique peut être une nécessité et être pourtant rejetée par une majorité.

Là est sans doute aujourd'hui le principal défi qui est lancé à la Gauche. Là est peut-être aussi, paradoxalement, la principale chance qui nous est donnée. je m'explique.

Fondation Jean Jaurès

L’acceptation d’une perspective aussi insécurisante que peut l’être celle de la modernisation, suppose à mes yeux qu’une réponse claire soit apportée à deux questions.
- Au bénéfice de qui la modernisation va-t-elle s’opérer ? Par qui va-t-elle, ici et là, être décidée ?
Sur le premier point, le risque existe - et les réponses au questionnaire que nous avons lancé indique bien à quel point il est perçu comme redoutable - : c’est le risque que des groupes sociaux importants, dans ce pays, c’est le risque qu’une part significative du monde du travail, en particulier, ne deviennent les laissés pour compte d’une modernisation qui aggraverait, au lieu de les réduire, les inégalités sociales et culturelles. C’est le risque d’une véritable fracture sociale et de cette société duale dont beaucoup de sections ont parlé.
Mais alors, chers camarades, nous devons dire : qui, si ce n’est la Gauche, dans ce pays, peut avoir pour souci central d’éviter ces risques ? comment, dans la période que nous traversons, ne pas lui faire confiance,à elle qui a permis déjà tant de progrès social dans le passé et dans le présent ?
Mais ce qui est évidence pour nous aujourd’hui ici, pour redevenir évidence pour une majorité de français suppose qu’aucun fait ne vienne en démenti, suppose que nos réalisations en matière de justice sociale, de solidarité, n’aient pas de faille.
Or, qu’il s’agisse des chômeurs en fin de droits, qu’il s’agisse des femmes divorcées ou seules, qu’il s’agisse des jeunes à la recherche d’un premier emploi, chers camarades, je ne crois pas aux potions magiques, mais je crois qu’à la notion de "revenu minimum garanti" nous devons maintenant réfléchir vite et bien.
- Au bénéfice de qui se fera la modernisation, mais aussi, par qui sera-t-elle décidée ?
Là est sans aucun doute la deuxième question-clé. Ce que refusent aujourd’hui beaucoup de Français, beaucoup de travailleurs, ce n’est pas la modernisation, c’est la contrainte, c’est le subi, c’est ce qui n’est pas choisi.
A travers la décentralisation, à travers les lois Auroux, à travers la démocratisation du secteur public, nous apporterons à cette préoccupation la seule réponse qui vaille: celle de la démocratie économique et sociale, cette extension des libertés contre laquelle la Droite se bat farouchement depuis des décennies et que nous entendons, nous, au contraire, promouvoir.
Alors que la modenisation est inéluctable, nous devons donc dire, là aussi, aux Français : comment pouvez-vous hésiter dans le choix politique de ceux à qui il revient la responsabilité de conduire une modernisation qui doit e^tre collectivement assumée ?
Enfin, chers camarades, à une reflexion sur la modernisation et le progrès social, je voudrais associer une refléxion sur la stratégie à utitliser pour atteindre ces objectifs, et je voudrais, en conclusion, dire quelques mots sur la lutte des classes.
Je suis de ceux, avec un camarade qui m’a précédé il y a peu de temps, qui reconnaissent la lutte des classes pour une réalité. Il suffit d’avoir vécu pendant

Fondation Jean Jaurès

un temps dans une entreprise pour être convaincu qu'elle l'est bien ; je suis de cux qui reconnaissent que la lutte des classes est un des moteurs de l'histoire ; il suffit d'avoir, une fois dans sa vie, participé à une grande manifestation populaire pour être convaincu qu'elle l'est aussi.
Comme dans l'entreprise, comme dans le pays, il existe, c'est vrai, des intérêts collectifs antagonistes dont la lutte des classes est l'expression, mais j voudrais aujourd'hui, chers camarades, vous poser la question qui me paraît incontournable pour un parti de gouvernement. N'existe-t-il pas aussi certains intérêts communs ? Je m'explique.
Si le conflit pour le partage de la valeur ajoutée et de la décision est inévitable, la survie et le développement d'une entreprise ne sont-ils pas de l'intérêt de beaucoup au-delà de nous ?
Si le conflit pour le partage du revenu national et de l'exercice du pouvoir est naturel, la modernisation et le développement de la France et de l'europe ne sont-ils pas de l'intérêt de beaucoup au-delà de nous ?
Chers camarades, les deux premières parties de mon intervention visaient à apporter des éléments de réponse à la question : comment aujourd'hui remobiliser la Gauche ? La dernière partie vise à suggérer un chemin permettant de rassembler autour d'elle, dans cette période dangereuse de mutation que traverse l'ensemble de la planète.
Je suis persuadé que si nous savons, sur les trois points que nous avons évoqués, être précis, clairs et convaincants, alors nous saurons recréer, malgré les difficultés de l'heure, la possibilité de concilier pour longtemps ce qui est aujourd'hui pour nous l'essentiel : être Parti Socialiste et être parti de gouvernement.

La présidente - Merci.
La parole est à Françoise Seligmann pour quelques secondes, qui va vous donner la liste des membres de la Commission des résolutions.

Françoise Seligmann

Voilà la liste des membres de la Commission :
(lecture des membres titulaires et des membres suppléants proposés pour faire partie de la Commission des résolutions.)
La Commission des résolutions se réunira immédiatement après la fin du débat général qui va encore durer assez longtemps dans une salle qui vous sera indiquée.

La présidente - La parole est à Edith Cresson.

Edith Cresson

Mes chers camarades, je ne parlerai pas de tout, et notamment je ne parlerai pas de ce que fait le gouvernement en matière de justice, d'école ou d'immigration. Le gouvernement a agi beaucoup. Le Parti doit s'addoser à cette action et le

Fondation Jean-Jaurès

gouvernement et le Parti doivent, dans la perspective des élections législatives, avancer ensemble.
Les Socialistes et le gouvernement se trouvent confrontés à un double défi : la persistance de la crise, d'une part, là mutation technologique de l'autre.
La crise, vous vous souvenez, était considérée par la Droite comme momentanée. Elle continue à frapper la plupart des économies industrialisées avec de faibles taux de croissance et de forts taux de chômage.
La crise actuelle ne doit pas être assimilée, comme on le fait quelquefois à celle de 1929. Celle ci était principalement due à l'insuffisance de la consommation, celle là est le résultat d'un affaiblissement de la rentabilité du capital.
Cette différence fait de l'industrie le cœur de la crise actuelle. Elle a aussi pour conséquence de réduire très sensiblement l'efficacité de certains instruments de politique économique. La relance par la demande est devenue largement inefficace et cela d'autant plus que les achats de biens de consommation durables qui avaient été la locomotive pendant une longue période de temps, sont maintenant, dans une certaine mesure, saturés et ce sont d'autres besoins auxquels notre économie n'a pas été en mesure de faire face qui se font jour.
La mutation technologique qui se déroule sous nos yeux présente des caractères originaux, qui exigent une approche industrielle. Pour la première fois dans l'histoire de l'Europe, les nouvelles technologies viennent d'ailleurs, du Japon, des Etats-Unis et leur différence n'est pas de degré, elle est de nature autre que les anciennes. La satisfaction de nouveaux besoins est liée à la communication, à la culture, à l'information à de nouvelles conceptions des relations dans le travail. La mutation constitue aussi une rupture par rapport au passé. Il s'agit d'une substitution des machines au cerveau et non plus d'une substitution des machines aux bras, et cela l'Europe ne l'a pas compris à temps.
Enfin, la mutation se diffuse largement à l'ensemble de l'économie mondiale y compris dans les pays qui ont été et qui sont encore largement sous-industrialisés et en voie de développement.
Le ratage du tournant technologique, s'il se sur-ajoute aux difficultés d'une crise longue, peut éjecter l'économie française hors de la course et c'est bien ce qui commençait à se dessiner avec le redéploiement giscardien.
Les réponses apportées durant les années 1970 n'ont pas été satisfaisantes. La stratégie dite des créneaux a débouché sur la désindustrialisation et non sur la reprise de l'investissement. La rationalisation de la production se confondait avec un double abandon, soit on condamnait purement et simplement des grands secteurs de l'économie comme la sidérurgie, soit on ne s'attaquait même pas aux nouveaux secteurs industriels comme l'électronique ou l'informatique.
Mais il faut y regarder de plus près : l'insuffisance de l'investissement n'a pas supprimé l'existence des gaspillages et je voudrais citer un seul exemple : la France a dépensé trois fois plus d'argent que l'Allemagne pour sa sidérurgie, la quasi totalité des sidérurgies européennes sont aujourd'hui compétitives et la notre ne l'est pas encore.
Les rigidités, les traditions, les modèles culturels, les pesanteurs, un encadrement pléthorique, toutes sortes d'habitudes qui font la société française

dans les entreprises et dans les administrations, c'est cela contre lequel nous devons lutter et c'est ça l'une des difficultés, peut-être la principale plus importante encore que le manque de ressources financières devant lequel nous nous trouvons confrontés.
Au niveau intérieur en France, le jeu nécessaire de la mondialisation allait faire de l'industrie française une industrie sous traitante pour les autres pays industriels, avec des ouvriers immigrés, souvent illettrés et sur des machines obsolètes.
Voilà où nous en étions en 1981.
La priorité accordée à la reconquête du marché intérieur avec l'arrivée de la Gauche au pouvoir a donné un coup d'arrêt au processus de dégradation de l'appareil industriel. Elle a freiné aussi et longtemps la progression du chômage. Mais elle a sous-estimé les contraintes nées de la forte intégration de l'économie française dans l'économie mondiale. La simple compétitivité de notre industrie a eu des effets que chacun a pu voir et qui ont été longuement décrits.
Quelle orientation pour la politique industrielle ?
La coopération industrielle européenne d'abord est nécessaire pour renforcer l'indépendance économique. Aujourd'hui deux grandes puissances, les Etats-Unis avec leur richesse et avec leur poids politique, le Japon avec 30 milliards de Dollars annuels d'excédent de la balance commerciale, pèsent sur le monde.
Nous ne pouvons et cela a été dit, c'est vrai, sortir de cette situation que par une meilleure coopération européenne au niveau industriel. Cela demande un poids de la France dans l'Europe qui soit renforcé et je suis heureuse d'ailleurs que la présidence de la Commission européenne soit aujourd'hui donnée à notre camarade Jacques Delors qui va, de cette façon, pouvoir orienter l'Europe dans le sens de ses propres intérêts, qui ne sont pas que ceux de notre pays.
(Applaudissements)
Qu'a fait la Droite en France, sur le plan européen ?
Elle a refusé l'accord en matière informatique entre Siemens, Phillips et Bull pour créer un pool européen en préférant jouer la partie avec Bull et les américains. Elle n'a jamais fait une pression suffisante sur ces partenaires pour pouvoir obtenir une politique industrielle européenne. Cela nous devons le faire et nous l'avons déjà fait avec le programme ESCRI (?) avec la réalisation d'un rapprochement avec la RFA sur le domaine de l'informatique. Ensuite, nous devons investir dans la matière grise.
Tout à l'heure, j'ai entendu qu'il y avait davantage de jeunes chômeurs en France qu'en Allemagne ; un récent rapport de l'OCDE explique pourquoi et dit que la crise n'est pas la seule responsable de cette situation, mais effectivement un système de formation où la Droite a eu une action particulièrement néfaste et qui a fait que nous n'avons pas formé les gens pour faire face à la crise.
Je pense, pour ma part, que la formation générale est indispensable pour pouvoir ensuite aborder les formations techniques qui seront différentes tout au long de la vie des individus.
(Applaudissements)
Ensuite, la rénovation des relations de travail.

Fondation Jaurès

La productivité n'emprunte plus les mêmes voies qu'il y a cinquante ans. L'augmentation des responsabilités de la participation des travailleurs doit accompagner le démantèlement des chaînes au profit des ateliers flexibles. La reconstitution du tissu industriel passe par la relance des initiatives et de la créativité. Ce dynamisme est incompatible avec un pouvoir hiérarchisé et centralisé.
Mais pour mobiliser cet énorme potentiel, il faut une approche nouvelle ; il faut aussi que le secteur nationalisé soit bien le lieu du dialogue ; l'action du gouvernement est là essentielle cela doit être dans certains cas mieux compris.
Il est nécessaire de mettre en place les structures correspondantes à une nouvelle approche de la compétitivité internationale. La clé du succès sur les marchés étrangers, sur les pays industrialisés, c'est le résultat de la convergence de plusieurs vecteurs et je ne suis pas sure qu'il s'agisse uniquement d'un problème financier. L'exportation ne peut pas être considérée prise isolément. Le couple qualité-prix pour un produit est naturellement une condition nécessaire, mais ce n'est pas une condition suffisante.
De plus en plus, les exportations doivent s'accompagner d'une implantation sur place d'une assistance technique, d'un montage financier et d'actions de formation des hommes.
La combinaison de ces différentes modalités exige une coopération entre de multiples opérateurs.
Tout à l'heure, j'ai entendu dire que nous n'avions pas fait le bilan de l'industrie en 1981. C'est vrai. Mais on peut quand même rappeler quelques grandes vérités... Je crois qu'il est bon de les rappeler devant la Convention.
De 1974 à 1981, la France a perdu 680 000 emplois industriels. Dans le même temps, le taux de pénétration de notre marché intérieur, par les importations, passait de 24 à 31% alors que les exportations progressent de la même manière. La formation brute de capital fixe de l'industrie est passé de l'indice 115 en 1973 à l'indice 98 en 1981 et surtout la baisse des investissements a été constamment pendant 10 années, négative chaque année, d'une année sur l'autre sauf deux fois en 1976 et en 1981.
Or, aujourd'hui, où en sommes-nous ?
L'environnement économique de l'industrie a été assaini par la lutte contre l'inflation et par la reconquête d'un certain nombre de points de marchés intérieurs.
Le commerce extérieur, toujours déficitaire depuis la fin de la guerre sauf pendant quelques rares années, s'est amélioré malgré le poids du Dollar, sur les achats d'énergie.
Il faut dire que nous avons consideralbmenet renforcé l'aide aux entreprises, en ce qui concerne le commerce extérieur.
Aujourd'hui, le taux de couverture, c'est-à-dire la couverture de nos achats par nos ventes est de 98%. C'est le meilleur taux depuis 10 ans.
(Applaudissements)
Surtout l'excédent commercial des produits industriels s'est considérablement amélioré passant de 5 à près de 10 milliards mensuels dans la dernière année

malgré la chute des grands contrats.
L'investissement s'est considérablement amélioré. Il va augmenter cette année d'environ 10%. Naturellement dans le secteur nationalisé mais également dans les entreprises privées.
Nous avons reconquis des parts significatives du marché intérieur dans des secteurs considérés comme perdus. Je pense au textile, à l'ameublement, à la machine-outil où nous avons démarré une production de manière à occuper le créneau intérieur et je pense en particulier aux composants électroniques.
Le combat que nous menons, c'est celui de l'emploi, mes camarades.
Nous nous sommes donnés certains moyens législatifs réglementaires ou financiers.
L'institution par exemple pour les salariés du congé de création d'entreprise. La réforme de l'aide à la création d'entreprises par les chômeurs. Le développement de l'initiative économique, la simplification des procédures... c'est encore trop compliqué mais beaucoup de simplifications ont été faites, l'aide à l'amortissement, les aides à l'innovation, le fonds industriel de modernisation et toues les aides diverses auxquelles nos entreprises - enparticulier les PME - savent bien recourir et qui, effectivement, les a aidées enfin à se moderniser et à engager la lutte pour le commerce extérieur.
Nous ne pouvons plus en effet raisonner en terme uniquement macro-économiques.
La création d'emplois résultera de projets souvent apparemment modestes, mais placés sur un secteur original souvent à mi-chemin entre l'industrie et les services dont les limites vont de plus en plus se pénétrer.
Cette démarche consiste à offrir la possibilité à chacun de trouver dans l'adaptation de son temps de travail, la possibilité de se former, de se cultiver et de vivre car il ne suffit pas de parler de flexibilité - et je ne suis pas opposée à ce terme - il faut des aménagements... Il ne faut pas vivre le partage du travail comme quelque chose d'uniquement passif. Il faut que ce partage du travail puisse servir à la formation, au recyclage, et je dirai à l'épanouissement de l'individu, de façon à tirer parti de toutes les compétences et de toutes les possibilités.
Le combat pour la modernisation et donc pour l'indépendance de la France dans le monde a été engagé par les Socialistes, avec courage, après les hésitations, après les louvoiements et l'absence de stratégie de la Droite.
Ceci est reconnu par toute la presse internationale. Ces gens soi-disants compétents sur le plan économique ont laissé tomber l'économie française et si les experts reconnaissent notre relatif succès, nos électeurs et vous-même, mes camarades, vous vous posez souvent des questions.
Mais si vous-même, vous doutez, comment voulez-vous que les français ne doutent pas ?
Alors bien-sûr, je le sais, il y a les patrons, les banques, l'encadrement dans les nationalisées, et dans les autres, il y a la presse et nous n'avons pas que des amis... mais nous le savions avant... c'était d'ailleurs déjà le cas. Pourquoi voudriez-vous que la Droite nous fasse des cadeaux alors que nous sommes en

train de réussir à rendre à la France sa place dans la guerre économique ?
(Applaudissements)
On ne nous faisait pas de cadeaux quand nous étions dans l'opposition... eh bien, cela continue, nous en avons l'habitude. Ne soyons donc pas surpris !
(Applaudissements)
Une meilleure coordination est nécessaire entre le Parti et le gouvernement pour informer, déjouer les manœuvres, pour lutter contre le défaitisme, entrenu par la Droite à tous les niveaux.
Défaitisme pour la France dont elle espère une victoire pour elle-même.
(Applaudissements)
Pour cela, je mettrais en place un système d'information destiné à vous fournir les réponses, les argumentaires que vous êtes en droit d'attendre.
Il faut savoir qu'il y a dans cette période de mutation trop de places pour ceux qui exploitent le désarroi des plus faibles, de ceux à qui la Droite n'a pas donné les moyens de faire face à ces changements.
Au Parti de remplir sa fonction irremplaçable, d'avant-garde d'une modernisation technologique et sociale qui doit pour faire réussir la France, tenir compte des données sociales par delà le corporatisme avec lucidité et courage.
Personne ne peut le faire en dehors de nous.
Préparons 1986 car nous préparons non seulement la victoire du Parti mais la victoire de notre pays. La restauration dont rêve la Droite après que nous aurions assaini l'économie et desserré la contrainte extérieure, cette restauration serait la revanche de la Droite contre les travailleurs, sans stratégie industrielle et dans le désordre des aspirations contradictoires des corporatismes.
Je dirai deux choses pour terminer : la modernisation nécessaire ne se fera pas sans le progrès social ou alors la paralysie résultant des intérêts contradictoires la fera échouer. Et puis, la modernisation ne peut pas se faire sans le progrès social. La modernisation ne peut se faire qu'avec les Socialistes.
L'action psychologique de la Droite contre nous, venant de nos résultats économiques, nécessitent un engagment ferme cohérent et résolu du Parti et du gouvernement.
Cette Convention montre que chacun y est prêt.
(Bans d'applaudissements)

La présidente - Chers camarades, la parole est maintenant à Didier Motchane et après Didier Motchane, ce sera le tour de Geneviève Domenach-Chich.

Didier Motchane

Chers camarades, je n'ai pas la prétention à cette heure-ci de retenir beaucoup l'attention de beaucoup d'entre vous.
Mais, je pense que certains peuvent trouver quelque intérêt à des réflexions que je vais regrouper de la manière suivante.
La première, c'est pour vous dire comment j'ai constaté d'intéressantes convergences dans les interventions de cette Convention.... ce n'était pas peut-être une surprise bouleversante dans la mesure où la discussion s'est fait sur la

Fondation Jean-Jaurès

base d'un texte qui a reçu le soutien et la signature du Bureau exécutif unanime.
Mais, je pense qu'il y a quelques commentaires à faire sur ces Convergences. Je pense qu'une explication est utile car des positions communes, des analyses communes sur tant de points conduisent, doivent conduire à un débat fondamental, à un débat sur la logique et la vérité de ce que nous sommes, sentiment qui est la cause du commentaire que vous avez pu lire et qui accompagnait le texte du Bureau exécutif.
Je voudrais mettre en valeur mes arguments, par deux exemples : l'un concernant la politique étrangère concernant ce qu'il est de mode aujourd'hui d'appeler le dialogue social et l'autre qui est le caractère central de la lutte des idées dans la lutte politique et sociale.
Cette convergence, mes camarades, dans les propos - je cite les interventions au hasard bien-sûr d'André Laignel, de Michel Rocard... sur de nombreux points pas sur tous.... vont avec l'opinion que j'ai eue l'occasion d'exprimer depuis trois ou quatre ans.... ce ne sera pas une raison pour moi de vous tenir le discours de la béatitude.... D'autres sont nettement mieux doués pour cela...
(Applaudissements)
Encore que je dois dire qu'on peut nous réjouir ou féliciter - comme on dit improprement - en tout cas le féliciter, lui, de la qualité du travail accompli encore que, il est peut-être dommage que pour une raison qui ne peut être, à mon sens, qu'une distraction regrettable au nombre de questions posées aux militants, figure la question de savoir si une réduction de la durée du travail peut avoir rapport avec la lutte contre le chômage ou la question de savoir si le développement de l'activité, la croissance peut avoir rapport avec la lutte contre le chômage.... étrange distraction mais passons... !
Convergences dans de nombreux propos. Nous venons de les entendre. Je me contenterai de dire à André Laignel combien je l'encourage à être à ce point en avance sur moi. Encore un effort, et il m'aura rejoint...
(Applaudissements)
Je dirai à propos de l'intéressante intervention de Rocard que oui, sur la croissance, oui sur un usage actif et offensif de la dépense publique. Il y a des choses très importantes, des conséquences très importantes et très urgentes à tirer de ce que j'ai l'impression que nous sommes tous sur le point de dire ensemble.
Je ne suis pas certain, en revanche, que l'idée est juste selon laquelle le risque social, trop de protection contre le risque social est un danger économique. Et si je peux me permettre cette réflexion : étant fonctionnaire comme lui, est-ce que ce n'est pas là finalement une pensée ou une expérience de fonctionnaires ?
En tout cas, les vérités de la première heure et les vérités de la 11ème heures sont les mêmes.
Bravo donc pour les vérités de la 11ème heure, dans la mesure où nous sommes conscients qu'il est plus difficile de faire en sorte qu'elles portent à conséquence et qu'il ne reste donc, pour le faire, plus une minute à perdre.
Comment se fait-il, mes camarades, que malgré ces convergences, dont certaines sont indiscutablement nouvelles, il y ait un élément fondamental du débat encore

Fondation Jean Jaurès

irrésolu ?
Je résumerai la réponse de la manière suivante, et vous la trouverez dans notre contribution : est-ce que nous, Socialistes, nous pensons qu'il y a une nécessité qui est celle de la modernisation, qui s'impose à tous et qui s'impose à toute politique, quels que soient ceux qui en ont la responsabilité, et qui, par conséquent, ouvre le choix de savoir si cette modernisation, on la choisit de droite ou de gauche ?
Cela, c'est une démarche qui existe à gauche, qui existe dans notre parti, et que nous récusons, car nous disons que cette démarche, ce n'est justement pas une réponse politique à une guerre économique.
Nous disons que notre démarche, c'est de dire ce que nous sommes, de dire ce que c'est que la Gauche, de répondre par exemple à la question de savoir si la Gauche peut exister en dehors, ou loin, de ce qu'on a coutume d'appeler le mouvement ouvrier, de dire que la Gauche n'est rien si ce n'est pas un sens, une politique, et que si nous sommes la Gauche, il y a donc une politique de gauche qui doit s'imposer à toute modernisation. à nous de dire comment.
Dire, comme Chevènement et Rocard l'ont dit, que la crise n'est pas économique - n'est pas seulement économique - et que c'est une réponse politique qu'elle appelle, doit porter à conséquence, et la conséquence, c'est la réponse que je viens de résumer.
Les images et les idées, la lutte d'idées, nous constatons à quel point il peut être dangereux d'en sous-estimer l'importance, à quel point nous mettent en difficulté certaines hésitations ou certaines timidités que nous eûmes à assumer ces valeurs et ces finalités qui sont celles de la Gauche, qui sont les nôtres, qui sont la raison même de notre combat, ce qui nous rend compréhensibles, ce qui fait notre raison d'être.
Je voudrais donner deux exemples de cela.
J'ai été frappé - comme vous tous, je pense - du concert de glapissements dont ont retenti et retentissent encore les médias, une bonne partie de la presse, au sujet de la politique africaine du gouvernement et du Président de la République, alors même que les circonstances et les nécessités font qu'apparaît clairement la décision du gouvernement de la France de mettre au premier rang de ses préoccupations les intérêts généraux de notre pays.
J'ai été frappé par le contraste entre ce déchaînement et cette désinformation, et les concerts d'applaudissements que cette même démarche de notre politique étrangère a pu recueillir en d'autres temps, dans ces moments où il nous paraissait - nous l'avons dit - que le souci louable et compréhensible de ménager les rapports de forces et d'établir un écran protecteur pour le changement social que nous nous sommes engagés à conduire ne laissait pas d'entraîner un peu loin vers un atlantisme duquel il m'est arrivé d'écrire qu'on y voyait parfois la diplomatie française s'y baigner sans maillot !
Contraste, donc, entre les louanges d'hier et les imprécations d'aujourd'hui, et j'ai pu lire - un certain nombre d'entre vous, mes camarades, s'en souviendront - à "la une" d'un journal qui est plutôt à gauche, un journal du matin, cette phrase : "le Président de la République doit répondre : comment peut-il considérer

comme fréquentable quelqu'un - il s'agissait de Khadafi - que le Président des Etats-Unis considère comme infréquentable ?"
Oui, mes camarades, vous voyez jusqu'à quel point nous acceptons de chercher notre mesure, notre morale, notre conduite, ailleurs, et chez les autres.
A cet égard, je suis un peu surpris que quelques-uns d'entre vous - il m'a même semblé que c'était le cas de Lionel ce matin - aient pu manifester, je dirai, la moindre hésitation à cette information toute simple selon laquelle, dans le champ de l'économie et dans le champ de la culture, il y a une super-puissance, et il n'y en a pas deux, et ce sont les Etats-Unis.
Mais, mes camarades, tout ce que nous avons dit aujourd'hui, le texte même du Bureau exécutif, que dit-il d'autre ? Relisez le texte du Bureau exécutif sur la modernisation et le changement social ! On y parle, et pas mal, des Etats-Unis, on y parle du japon, on y parle de ce qu'on appelle "les nouveaux pays industriels", à aucun moment n'y figure le nom de l'Union soviétique, car les centres de décision, les polarisations, ce qui structure le marché mondial et l'investissement, où cela se trouve ?
Dernier exemple, la négociation actuellement en cours entre les syndicats et le patronat sur ce qu'on appelle la flexibilité.
Je ne sais pas, mes camarades, si nous nous sommes vraiment aperçu que cette négociation est la première, dans notre histoire, qui a pour enjeu ouvert, avoué, un recul des droits des travailleurs ! Si des aménagements, plus de souplesse, sont certes des choses utiles et qui peuvent favoriser un meilleur emploi, dans quel degré de déliquescence, de délinquance intellectuelle ne serions-nous pas tombés si nous pouvions soutenir une seconde que ce genre de chose peut être un substitut à la lutte pour la croissance, contre le chômage, pour une véritable modernisation ?
Il s'agit d'un événement politique, mes camarades, dont je crois que nous aurions tort de sous-estimer l'importance.
Après mai 1981, le gouvernement disait clairement qu'entre le patronat et le salariat, il n'était pas neutre.
Ensuite et aujourd'hui, il dit qu'entre les uns et les autres, il reste neutre.
Mais la réalité, mes camarades, telle en tout cas qu'elle est perçue par les travailleurs, n'est-elle pas trop souvent que le gouvernement est passé dans l'autre camp ?
L'enjeu politique, ce qui nous fera perdre ou gagner, c'est aussi cette perception-là.
Cette perception-là, à nous de savoir à quelle réalité elle peut correspondre, à nous de prendre les moyens d'y mettre un terme.
J'en fais de même pour cette intervention, pour l'instant.
(Applaudissements)

La présidente - La parole est maintenant à Geneviève Domenach-Chich. Claude Allègre se prépare.

Geneviève Domenach-Chich

Chers camarades, nous voici réunis tous, parti de gouvernement, pour nous adresser au gouvernement et lui présenter une mise en perspective d'une des deux idées-clés exposées par Laurent Fabius dans son disocurs d'investiture à l'Assemblée Nationale : modernisation et rassemblement.

Pour ce faire, nous avons choisi d'aborder le problème à travers le couple : "modernisation et progrès social".

Moderne... Modernité... Modernisation... La difficulté de définir le mot "moderne" vient de ce que le temps qui passe en change continuellement le sens. Est moderne ce qui s'adapte à l'époque, ce qui est contemporain. Moderne s'oppose à traditionnel. Didier Motchane avait raison, lors d'un récent CD, de remonter à Rimbaud et à son "Il faut être absolument moderne", mais c'était une volonté provocante d'aimer son époque. Or, dans notre approche d'aujourd'hui, la modernité semble soupçonnée, puisqu'on s'empresse de lui opposer le progrès social qui, lui, serait libérateur et fidèle à notre identité, et qui, moi, me semble appartenir à une conception quelque peu paternaliste de la société et à un monde idéologique du catholicisme social qui n'est pas le mien.

En réalité, le problème est-il tant de la relation modernisation et progrès social, ou n'est-il pas plutôt : prise en compte de la réalité , changement des structures économiques et changement social ? Car c'est là le problème, et c'est là notre identité dont il est beaucoup question depuis ce matin et cet après-midi.

Entre le volontarisme abstrait qui plie le réel à la volonté de la science, du dogme, et la tradition cynique, libérale, du "laisser jouer les affrontements des volontés", notre projet est bien le Socialisme démocratique, qui doit ajouter au volontarisme marxiste la reconnaissance de la réalité, mais qui suppose - et c'est ce qu'on oublie trop - la mobilisation populaire, la mobilisation sociale.

C'est cette mobilisation sociale qui fera changer l'appareil d'Etat. C'est ce rôle-moteur de la mobilisation sociale qui fera de la modernisation de gauche autre chose que la modernisation de droite parce que, parmi les idées fortes qui nous différencient de la Droite, il y a tout simplement que nous considérons qu'on peut transformer la société où nous vivons.

Or, dans notre gestion du pouvoir d'Etat, même depuis le début de la prise en compte forcée des réalités, nous n'avons pas su assez animer le changement social, car le changement social suppose élaboration - comme le disait Jacques Huntzinger ce matin - d'un compromis social, objet d'un nouveau contrat social, il suppose un travail de la société sur elle-même redonnant un sens concret à l'idée de solidarité, à l'idée de vivre ensemble. En effet, nulle adaptation, nulle modernisation, puisque tel est le thème, ne se fera sans que soit posée cette question du lien social, du "vivre ensemble", bref des rapports sociaux.

C'est dans cette phase de construction de la société par elle-même que le tissu associatif a à remplir sa fonction d'avancement démocratique.

Ce n'est pas à l'Etat de faire naître entre les citoyens une raison collective d'être ensemble. c'est aux segments de la société - associations entre autres - de trouver, malgré et à cause des mutations en cours, des réponses autonomes.

Soyons concrets, faisons des propositions, comme nous y a invités Lionel Jospin

ce matin. Prenons l'exemple qu'il a abordé du "mal vivre en ville".
Nulle loi, nulle admnistration ne saurait remplacer la démarche de gens qui décident de se réunir en association locale, par exemple, et qui essayent de tisser des réseaux de solidarité entre les habitants d'un quartier. La ville est devenue trop souvent un lieu de solitude, un lieu de violence, un lieu d'exclusion, un lieu de malheur, comme le disait Rocard tout à l'heure. La démarche des associations locales vise à créer des lieux de rencontre dans les lieux de vie des citoyens, les cafés, les places, les marchés, les métros, et à faire de ces lieux de vie des lieux de culture.
Toutes ces initiatives que nulle loi, nulle administration verticale, comme on disait tout à l'heure, ne saurait ordonner, ces initiatives sont restées réponses d'une société en mouvement, et c'est cela le Socialisme du quotidien cher à Pierre Mauroy. C'est donc pour moi à travers cette grille prise en tenant compte du réel et notamment économique et les éclosions d'un élan populaire, que cette Convention est un moment important dans la vie du Parti. Elle n'est qu'un début comme le disait Dominique Strauss-Kahn ce matin. Continuons dans cette voie de la mobilité et de l'amélioration sociale.
(Applaudissements)

La présidente - La parole est maintenant à Claude Allègre, qui sera suivi par Alain Richard.

Claude Allègre
Chers camarades, je parle ici en tant que délégué national recherche du Parti Socialiste, c'est-à-dire à la fois en tant que chercheur et en tant que militant Socialiste content et fier de ce qui a été fait dans le domaine de la recherche par rapport au désastre de la politique passée.
Je voudrais que chacun soit conscient d'un certain nombre de faits, au milieu d'une morosité que je trouve personnellement excessive. Le monde vit dans un tourbillon infernal, il ne reverra plus jamais un système d'équilibre tel qu'on l'avait connu. Les gens qui racontent qu'on sortira de la crise, racontent quelque chose qui n'est pas vrai, car le changement technologique s'est accéléré à une vitesse telle qu'il faut constamment s'adapter.
Ce monde changeant, féroce, les chercheurs le connaissent depuis longtemps car c'est le monde de la recherche. Le monde de la recherche n'est pas un monde nouveau, n'est pas un monde isolé, c'est un monde international où la compétition est vive, où la sanction est absolument cruelle.
Il faut que vous sachiez tout de même que, dans ce monde de la recherche, si difficile, l'Europe, je ne dis pas seulement la France, a non pas rattrapé les Etats-Unis, mais réduit considérablement l'intervalle qu'elle avait il y a trente ans. Il suffit d'entendre les rapports faits au Congrès des Etats-Unis par les responsables américains de recherche dont le thème unique - je dis bien le thème unique encore cette année - est : faisons attention, l'Europe est en train de nous rattraper en recherche fondamentale. Or, c'est vrai. Ces efforts ne se sont pas traduits dans la recherche appliquée. Pourquoi ? Eh bien, parce que la recherche

Fondation Jean Jaurès

fondamentale est une affaire d'Etat et la recherche appliquée est une affaire du capitalisme il faut le dire, et c'est pour cela que cela n'a pas été traduit dans les faits.
Que faut-il faire dans ce monde changeant, dans ce monde difficile ? Les deux seules possibilités que nous avons - et la science nous donne des indications dans ce domaine - c'est d'avoir des structures solides et d'être capable de créer. Si c'est nous qui créons le mouvement, nous n'en serons pas seulement les jouets.

La présidente - S'il te plaît... Je voudrais demander instamment aux délégués de bien vouloir faire silence. Ce que dit notre camarade est intéressant et je m'étonne que les bavardages non seulement continuent, mais redoublent.
Claude Allègre, tu continues, s'il te plaît.
(Applaudissements)

Claude Allègre - Merci.
Je crois qu'on a parlé tout à l'heure de bilan. Faire de la recherche, développer une politique de recherche, c'est quelque chose qui ne rend ses fruits qu'à long terme. Je vais vous donner quelques indications et quelques chiffres.
Savez-vous aujourd'hui pourquoi notre politique sur le génie biologique ne peut pas se développer ? Par manque d'argent ? Non. Parce que nous n'avons pas assez de chefs d'équipes, parce qu'il y a vingt ans que nous n'avons pas fait les choix nécessaires. Savez-vous qu'en 1981, il n'y avait que quelques centaines de chercheurs en informatique ? Savez-vous que l'âge moyen dans les laboratoires en 1981 était supérieure à quarante ans ? Savez-vous qu'à cette époque-là, nous étions le pays d'Europe qui avait dépensé le plus d'argent en informatique, mais que nos calculateurs étaient fabriqués en Arizona ? Il faut le savoir.
La politique qui a été menée depuis quinze ans conduisait tous les ans à détruire d'un pour cent le budget de la recherche fondamentale, d'une manière constante. Les chiffres sont là.
La Gauche ne pouvait que rompre avec cette politique parce que c'était sa tradition, parce que c'était sa lucidité, parce que c'était sa volonté. Elle l'a fait, et les chiffres là encore parlent plus qu'autre chose.
Elle l'a fait d'abord dans la méthode. Cette méthode qu'a adoptée Jean-Pierre Chevènement quand il était ministre de la recherche, je dirai honnêtement que je regrette que d'autres ne l'aient pas adoptée. Cela a été les assises de la recherche qui ont associé non seulement tous les acteurs de la recherche, mais les divers partenaires, industriels, universitaires, etc. Que n'avons-nous pas fait des assises comparables sur l'école !
Nous avons donc rompu avec la méthode qui était celle de la Droite des décisions imposées. Ensuite, il fallait suivre. Nous avons fait une loi programme, et nous l'avons tenue c'est-à-dire que le budget de la recherche a augmenté de près de 50%, on l'a dit. Le budget de la recherche fondamentale a augmenté de 7% par an, dans les conditions d'arbitrage difficiles que vous connaissez.

Fondation Jean-Jaurès

Il me faut dire ici que le Parti a joué un rôle important dans le maintien de ce cap et, en particulier, le premier secrétaire.
Savez-vous que, sur 1200 postes d'Etat créés l'année dernière, 600 ont été créés pour la recherche ou pour l'enseignement supérieur ?
Autrement dit, les engagements qui avaient été pris ont été tenus sur la recherche.
La biologie et la recherche médicale ont vu leur budget non pas augmenté de 50% mais doublé en trois ans. Par conséquent, ces engagements, ils ont été tenus.
Savez-vous que, dans ce pays, sur 1000 étudiants, seuls, deux avaient une chance de faire une thèse, deux sur mille, contre plus de 1% aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne. Eh bien, petit à petit, grâce à la réforme de la thèse et des allocations, ce chiffre va passer à 1%.
Mais il n'est pas de politique de recherche qui ne soit européenne et, là encore, nous avons fait beaucoup de choses, non seulement avec des choses spectaculaires comme le programme Esprit ou le programme de biologie, mais en proposant ce programme de mobilité des chercheurs qui fera que, dans quelques années, nos chercheurs ne seront ni Français, ni Anglais, ni Allemands, mais Européens. Ils auront une conscience européenne. C'est quelque chose qui est porteur d'avenir plus que n'importe quel programme financier.
(Applaudissements)
La Droite n'avait rien fait quand elle était au pouvoir, mais on peut penser que comme les Socialistes ont une vocation à la pédagogie, la Droite aurait compris maintenant et se préparerait à proposer des programmes dans la recherche.
Alors, moi, je suis un chercheur et j'ai l'habitude de travailler sur des faits. J'ai donc lu les programmes de la Droite. La Droite, qu'est-ce qu'elle propose ? Je vais vous le dire.
La première proposition d'un des partis de droite, c'est la suppression du CNRS. Les huit mille chercheurs, rayés. La base même de notre appareil de recherche, supprimée.
Le deuxième parti le plus important de l'opposition, la recherche, il lui consacre une demi-ligne, en disant il faut adopter les méthodes qui ont fait leurs preuves actuellement dans les pays qui adoptent le libéralisme. Alors, je me suis référé au programme de monsieur Reagan et le programme de monsieur Reagan est très simple, il suffit d'être au contact avec la communauté scientifique américai ne…

La présidente - Il faudrait avancer vers la conclusion.

Claude Allègre - Je voudrais donner des chiffres : moins 30% dans les budgets de recherche industrielle et fondamentale. Moins 30% dans les quatre années de monsieur Reagan, il est vrai compensées par les 67% d'augmentation du budget de recherche militaire.
Alors, c'est ça, l'exemple qu'on nous donne à droite ?
Quant à madame Thatcher, l'un des deux organismes de recherche est en faillite.

Fondation Jean Jaurès

Eh bien, elle a répondu qu'il fallait le supprimer.
Par conséquent, s'il y a un échec de la Gauche, c'est dans sa pédagogie. La Droite n'a rien compris. Elle ne faisait pas d'effort pour la recherche, pour la connaissance, quand elle était au pouvoir, elle n'en fait même pas lorsqu'elle est dans l'opposi tion.
(Applaudissements)
Nous savons que nous n'avons rien à attendre de la Droite, mais il faut que tout le pays le sache.
On a parlé de rassemblement. Eh bien, le rassemblement, ce n'est pas la convalescence de quelques états-majors politiques Le rassemblement, il est autour des valeurs qui sont les nôtres et la valeur de croire à la science, de moderniser, de continuer dans l'effort que nous avons entrepris, mais de continuer, je dirai, d'approfondir l'effort que nous avons entrepris, car il est vrai qu'il faut se servir davantage de cet instrument Socialiste qu'est la planification. En matière de recherche, il est indispensable, car il faut que la transparence de nos choix soit plus grande, car il est vrai qu'on ne peut pas opposer qualité et quantité comme si on voulait opposer le fait d'avoir une grande quantité de joueurs de tennis et une équipe de Coupe Davis. C'est la même chose en recherche. La qualité et la quantité vont de pair. Nous n'avons pas assez d'hommes formés aux formations supérieures. Nous n'avons pas assez d'équipes de qualité. Nous devons augmenter l'un et l'autre.
Nous devons aussi faire rentrer dans le problème des formations l'idée qu'il n'y a pas de lutte entre des corporatismes sous prétexte qu'on appartient à une corporation ou à une autre. Les grandes écoles et l'université sont deux structures complémentaires. Elles ne sont pas antagonistes. Dans l'université, aucun corps n'a le monopole du talent, du dévouement ou de la compétence. Il faut le dire haut et clair.
(Applaudissements)
Il faut rendre maintenant non pas la compétition et la concurrence entre les acteurs, mais la tolérance et la variété. C'est vrai, chers camarades, nous avons une lourde tâche, car nous avons le monopole de l'espoir. L'espoir n'existe ni du côté de ceux qui ont organisé la recherche d'une manière bureaucratique - on sait où - ni ceux qui ont été incapables pendant tant d'années de l'organiser, de comprendre quel était l'enjeu de l'avenir. Il est du côté des Socialistes. Je pense que nous en avons été dignes et je pense que nous continuerons à l'être. Croyons à nos valeurs. Croyons en nos réalisations, et comme cela, nous gagnerons.
(Applaudissements)

La présidente - La parole est maintenant à Alain Richard, qui sera suivi par Alain Brunel.

Alain Richard

Voilà une Convention qui marquera notre réflexion et notre action. En la provoquant, le Parti s'est fixé un objectif ambitieux. Il a intensifié son effort de recherche sur les transformations sociales que nous traversons, et sur les

Fondation Jean Jaurès

nouvelles finalités collectives que nous allons devoir proposer. Ce n'est ni facile, ni inoffensif, surtout quand on s'impose de le faire démocratiquement. Je crois que c'était important de lancer cet effort et je veux donc limiter mon propos à quelques points qui marquent le débat ouvert devant la Convention.
Un tel ordre du jour permet, bien-sûr, d'effleurer tous les sujets et même de saisir l'occasion de notre Convention pour anticiper quelque peu sur d'autres échéances. Ce sont des tentations bien compréhensibles de notre société de communication, mais dans le partage des rôles d'ailleurs tout à fait légitime qui s'établit entre les divers orateurs, je préfère me tenir à ma place et donc poursuivre de façon aussi loyale et constructive que possible, avec peut-être un petit peu moins de spectacle, le débat qui s'est noué devant les militants.
Cette Convention, pour assumer pleinement sa fonction, ddoit en effet approfondir certaines des interrogations que nous avons porté collectivement devant les sections, et puisqu'elle a soutenu à la fois le texte du Bureau exécutif et les amendements, que nous avons présentés, au nom d'Agir, pour les soumettre au vote, je crois qu'il y a assez à débattre avec cela, c'est toujours très intéressant de soulecer des questions nouvelles le jour de la Convention, mais il me semble tout de même plus responsablede les avoir risqué auparavant devant la base.
D'abors, sur l'évolution économique que nous traversons. Il n'est pas négligeable que nous ayons entendu aujourd'hui la grande majorité des orateurs, quelles qu'aient été leurs réflexions passées, constater les résuktats objectifs de la politique menée dans les deux dernières années, alors que nous en avions largement discuté pour employer un euphémisme quant à son bien-fondé.
Il nous faut, je crois, en déduire que le temps accomplit les étapes décisives.
Réduire l'inflation et le déficit extérieur aussi substantiellement en dix-huit mois, cela a été possible. Alors, pour rester sur ce terrain économique, est-ce qu'on pense qu'en quinze autres mois, il n'est pas possible d'obtenir d'autres progrès et d'autres redressements ? Je crois que c'est tout aussi possible.
Mesurons donc sérieusmeent les riques et les ombres qui restent, mais évitons de sonner le tocsin, ce qui ne donnerait pas beaucoup de crédibilité aux bilans que nous avons déjà accumulés.
Tirons les bénéfices de ce qui a été gagné pour miser sur les gains de performance à la production. N'oublions pas que dans les défis qui marquent notre avenir, le premier est celui de l'indépendance économique.
Si nous croyons possible de changer encore de politique économique, de trouver un raccourci qui nous dispense de l'effort d'investissement et de compétitivité en cours, prenons garde de nous égarer dans un chemin de traverse.
Ce qu'en revanche nous pouvons apporter en plus, comme originalité Socialiste dans la vie économique, c'est une double prise en compte de sa dimension collective.
D'abord, le combat économique de la modernisation ne se concoit pas, pour nous, sans un effort permanent de réinsertion des plus faibles et de lutte contre toutes les marginalisations. Ce que nous avons déjà engagé et ce que nous devons maintenant appofondir, c'est la logique qui a été celle des congès de

conversion, de l'accord sur la formation alternée, des travaux d'utilité collective, c'est-à-dire une logique qui refuse les exclusions sur le marché du travail, les marginalisation set le refus de redonner une chance aux plus faibles de la vie économique.
Cela, seuls les Socialistes peuvent l'apporter dans la vie politique telle qu'elle est faite !
Certes, nous avons tâtonnés là-dessus mais nous avons déjà réalisé et ces pistes ne doivent pas être traitées ni par l'abstention, parce que l'on considèrerait que c'est un travail de technicien, ni, à fortiori, par l'ironie. Je pense que c'est un sujet de réflexion collective décisif pour les Socialistes dans l'année qui vient.
La seconde prise en compte de la dimension collective, c'est justement le passage à la dimension collective de l'esprit d'entreprise. J'ai peu à ajouter la-dessus à ce qu'a dit Jean Gatel ce matin. Un de nos objectifs, à terme, doit être de faire sauter la notion même de hiérarchie dans l'entreprise, et de faire constater à tous les citoyens que dans leur vie quotidiennne, dans leur activité de producteurs, ils ne peuvent plus être les soldats d'une armée. Ils sont véritablement co-auteurs, ils sont des participants dicrects à l'effort de redressement et de modernisation et, sans leurs respnsabilités, sans leurs initiatives, aucune entreprise ne peut plus, aujourd'hui, être performante.
Aussi bien les lois Auroux, que le développement de l'économie sociale sont donc, je crois, de traits absolument fondamentaux de l'effort de modernisation que nous avons entrepris, et, là encore, seuls les Socialistes peuvent apporter cette identité à l'effort de modernisation ; personne d'autre que nous ne pourrait le faire.
Quand on voit ce qu'apporte la Droite sur le terrain de la réflexion économique, c'est une croyance aveugle dans la sélection sociale et dans la débrouillardise individuelle, sans règles du jeu. C'est une vision autoritaire et totalement dogmatique de la vie dans l'entreprise, en complète contradiction d'ailleurs avec le vernis libéral qu'on essaie de mettre sur d'autres terrains de la société, puisque, à en croire les nouveaux idéologues du libéralisme, aucune règle commune, communément admise, n'est plus maintenant légitime, sauf, justement, la règle de l'autorité de droit divin dès qu'on est entré dans l'entreprise.
Mais, cette recherche autour de l'initiative collective et du resserrement des solidarités, nous ne pouvons pas la contonner à l'entreprise et à la vie productive. Nous avons aussi tout un effort de modernisation et de transformation à introduire dans notre vie politique et dans le fonctionnement de l'Etat.
Si nous sentons que ce terrain est difficile, ce n'est pas seulement parce que la Droite s'y agite, elle s'agite aussi, et nous combat sur bien des points, et nous ne nous entons pas en difficultés pour autant.
Sur le rôle et le fonctionnement de l'Etat, je crois que notre problème est plus complexe parce que, précisemment, nous sentons qu'à la fois l'autorité publique est plus indispensable encore aujourd'hui que jamais, comme moyen de promouvoir l'intérêt général, pour réaliser une synthèse des aspirations

collectives, et qu'à la fois l'autorité unilatérale pose problème dans un pays qui aspire de plus en plus à la diversité et à la responsabilité personnelle. Pourtant, dans les faits, nous progressons, et donc notre réflexion doit s'appuyer sur ces faits.
D'abord la décentralisation. C'est déjà un bilan. Le rapprochement entre l'exercice de la responsabilité collective et les citoyens, là, il a sérieusement progressé. Il y a meilleure acceptation des choix collectifs, meilleure acceptation des disciplines de l'arbitrage collectif, lorsqu'on est sur un terrain décentralisé, lorsqu'il y a participation directe des citoyens.
Il y a aussi un gain d'efficacité lorsque les synthèses sont faites sur le terrain local et qu'on est amené à adapter au terrain les objectifs et les méthodes qu'on emploie pour atteindre les finalités du service public.
Et puis, il y a gain de démocratie. Alors que nous sommes en compétition sur le terrain des libertés, il me semble que décentralisation doit être un levier essentiel de notre lutte. A condition bien-sûr, que les modalités respectent cet objectif de démocratie.
Nous avons, par exemple, par des réformes comme l'enquête publique, ou des réformes comme la proportionnelle dans les Conseils municipaux, introduit des germes essentiels de pluralisme, de démocratie, de confrontation loyale dans notre vie politique locale.
Il reste, je crois, beaucoup à faire et notamment à agir sur les mentalités des élus et sur la capacité réelle de concertation que nous devons démontrer tous les jours et qui doit être la marque de fabrique des Socialistes sur le terrain.
La contractualisation aussi progresse et elle permet de dépasser un certain nombre de litiges et malentendus sur le rôle de l'Etat. Les négociations sur l 'évolution des règles et les garanties du travail, sur les modalités de la protection sociale, elles, sont permanentes ; elles couvrent de très nombreux aspects. Nous avons d'ailleurs à nous y intéresser en temps que militants.

La présidente – Je te demande de conclure.

Alain Richard – C'est la transition vers ma conclusion.
Le rôle de l'Etat n'est pas du tout d'être absent de cette négociation, de laisser les partenaires sociaux tâtonner à leur guise. C'est au contraire de maintenir une règle du jeu et de savoir exactement ou doit s'arrêter la libre appréciation des arbitrages collectifs et le maintien d'une règle qui privilégie toujours les plus faibles.
Je pesne que, par exemple, dans l'accord sur l'UNEDIC ou l'Etat a accepté de se charger seul de l'ensemble des tâches de solidarité et de couvrir les difficultés de tous les acteurs les plus faibles du marché du travail, nous avons probablement manqué un peu d'étatisme, et nous avons laissé aux partenaires sociaux, me semble-t-il, la facilité de régler les éléments les plus maniables du marché du travail, sans se coltiner véritablement les difficultés de la réinsertion sociale.
Nous devons poursuivre les réformes de l'Etat, et, à ce sujet, je voudrais que nous poursuivions aussi la réflexion sur les prélèvements obligatoires.

Fondation Jean Jaurès

Je ne crois pas, moi, que l'on ne doive plus faire d'économies et que l'on ne doive plus faire d'efforts de productivité dans les services de l'Etat. Ce mouvement a été engagé par le budget 1985, et il est un facteur de dynamisme, il est un facteur de recherche d'initiatives, d'innovation dans l'ensemble de nos services publics.
Cette volonté de limiter le prélèvement sur la collectivité est un aiguillon indispensble pour lancer une concertation, une recherche d'initiatives pas seulement individuelle, et pas seulement de la hiérarchie, mais collective des agents publics, pour définir les nouvelles façons de faire marcher le service public, de l'adapter à la demande réelle des usagers, des citoyens, et ne pas se contenter de la routine et de la réglementation.
C'est, je crois, un combat avec la Droite, cette affaire des prélèvements obligatoires, car là, nous faisons un effort d'initiative, un effort positif pour reposer la question du rôle de l'Etat et des modalités de son intervention, en étant sur le concret, au lieu de faire de l'idéologie, au lieu de faire des slogans absolument sans contenu et qui, en effet, comme plusieurs camarades l'ont dit, se traduisent par des contradictions flagrantes entre une volonté purement idéologique de limiter les prélèvements obligatoires, et la perte d'une collection de dépenses publiques.
Il y a, dans notre démarche, une volonté de faire de l'Etat ce qu'il doit redevenir à 100%, c'est-à-dire l'instrument de la promotion collective.
Sur tous ces sujets, la réflexion avance, camarades. Continuons à nous écouter et à nous respecter comme, je crois, cela s'est fait de façon unanime pendant la préparation de cette Convention. Jouons le jeu de l'élaboration collective, en ne l'arrêtant pas demain midi. Il y a toute une tâche pour l'ensemble du Parti pour se mettre en ordre de bataille, c'est-à-dire en ordre de convaincre de nos chances d'avenir pour dans un an. Ne travaillons pas comme si nous avions 15 jours, alors que nos avons 15 mois ! Travaillons d'abord à rassembler et à construire, plutôt qu'à inquiéter ou à faire diversion. Ne nous adressons pas au pays comme s'il était retourné en enfance, en lui proposant simplement une vision avec des croques-mitaines et des sucreries…

La présidente – Il faut conclure…

Alain Richard – Oui. La logique du combat Socialiste en 1985, ce sera de montrer notre capacité à réformer le pays comme il le souhaite, en profondeur. Ce n'est pas la voie de la facilité, mais notre choix commiun, et depuis toujours, c'est justement le refus absolu de la facilité !
(Applaudissements)

La présidente – Chers camarades, une information qui vous intéresse tous : il est 19h35. 19 camarades sont encore inscrits, ce qui représente environ deux heures de discussion.
(Lecture des 19 orateurs inscrits)

Fondation Jean Jaurès

Si toutefois, des camrades souhaitent se faire rayer de la liste, je les accueillerai bien volontiers, et la parole est maintenant à Alain Brunel.

Alain Brunel

Mes chers camarades, nos travaux, nos débats bien avancés à cette heure-ci, les textes que nous allons approuver demain ont, à mes yeux, deux immenses mérites : ils disent clairement pourquoi il faut moderniser notre pays et, aussi, dans quelles directions il faut le faire pour être pleinement Socialiste.
Il reste cependant, et c'est de cela que je voudrais parler, à savoir comment nous allons y arriver, c'est-à-dire comment lever les verrous, les contraintes qui s'opposent à notre démarche.
Ni nous, ni le gouvernement ne décrêtons seuls, hélas, la croissance. Eh bien, de même, je crains que ni nous, ni le gouvernement, ne décrêtions demain, seuls, non plus, la modernisation du pays et encore moins la modernisation dans le progrès socail que nous souhaitons.
Mes camarades, nous avons appris, plus particulièrement depuis trois ans, qu'il est des réalités incontournables : celles du pouvoir réel, les investisseurs industriels et financiers qui sont, pour une très grande majorité d'entre eux, patrons, cadres, dirigeants, banquiers, hostiles à notre projet ; celle du pouvoir autonome, souvent de la haute administration qui, à travers les solidarités de corps, bien-sûr, mais aussi une longue pratique de la direction du pays dans les affaires administratives, a pris l'habitude, souvent, de figer les évolutions et de contrecarrer les initiatives de changement.
Intervenant à mon tour dans ce débat, je voudrais dire avec force que la question centrale qui se pose aujourd'hui au Parti est, à mon avis, la suivante : quelles sont les conditions politiques de la mise en œuvre de la modernisation telle que nous la concevons ? Pourquoi avons-nous dû nous résoudre à suivre depuis trois ans le rythme trop lent, de l'avis de chacun d'entre nous, des investissements imposés par les décideurs économiques ? Pourquoi n'avons-nous jamais obtenu du patronat les contreparties des facilités que nous lui avons faites ?
La liste est longue : allègement des charges sociales, redressement spéctaculaire des profits, développement sans précédent des moyens de financement bon marché, concessions sur l'avoir fiscal, libération progressive du contrôle des changes, des contraintes administratives, et désindexation des salaires.
Mes camarades, autant de moyens pour moderniser que nous leur avons donnés. Et je ferai une parenthèse en disant que c'est un peu notre fierté, à nous Socialistes, que d'avoir accepté, parce qu'il faut moderniser le pays, de faire des concessions à ceux qui se déclarent aussi ouvertement nos adversaires. Mais, mes camarades, qu'avons-nous obtenu en échange ? Rien, ou presque !
Nous appelons le pays à la modernisation, nous donnons les moyens de la modernisation, et que voyons-nous ? Des patrons, des dirigeants, qui attendent que ça passe, qui viennent, qui vivent sur leur situation acquise, qui prennent tous les prétextes pour ne rien faire, pour ne rien lâcher.
Oui, mes camarades, c'est bien ce constat-là qu'il faut faire, comme a dû le faire le Président de la République lui-même lors de son voyage récent en Alsace.

Fondation Jean-Jaurès

C’est bien ce constat-là qu’il faut dresser lorsque l’on observe comment toutes velléités de négociation sur le temps de travail, sur la flexibilité du travail, s’échouent sur l’intransigeance de ceux qui veulent tout et qui ne le cachent pas. Depuis trois ans nous sommes en face de ce verrou-là, nous le rencontrons dans la bataille de l’emploi. Soyons certains que nous le rencontreront aussi dans la bataille de la modernisation.
Une des causes principales de notre encore insuffisant succès économique et politique depuis trois ans est là. Il faut en prendre la mesure, il faut trouver une raison pour le faire sauter, ce verrou, sinon je crains fort que toutes nos propositions à venir soient reçues par ceux qui veulent encore nous faire confiance avec le plus grand des scepticismes.
Mes camarades, je voudrais dire ici aujourd’hui, avec force : cette question qui est : comment imposer à nos adversaires de jouer le jeu ? Comment leur imposer des concessions? Comment faire en sorte que les décideurs économiques jouent leur rôle dans le cadre d’une politique moderne, de progrès, et de progrès social ? Cette question-là doit être traitée en profondeur et trouver des réponses lors de notre prochain Congrès qui préparera les échéances décisives de 1986.
Et je voudrais profiter de cette tribune, malgré le faible temps qui m’est imparti, pour avancer quelques idées qui peuvent peut-être alimenter ce débat.
Première idée : il me semble impossible d’obtenir, d’imposer ce compromis par la contrainte, encore moins par la seule voie législative, réglementaire ou administrative. Si certains d’entre nous ont pu y croire un instant, ont pu penser que nous pourrions obliger tel ou tel à investir, alors, qu’ils quittent ce rêve. Personne, et surtout pas nous, n’obligera jamais qui que ce soit à se battre dans la compétition économique, à innover, à gagner des parts de marché, personne, rien par la contrainte.
Mais alors, comment faire ? L’incitation ? Bien sûr, chacun se rend compte de ses insuffisances, on le voit bien, cela ne marche pas. Il faut donc, mes camarades - et je crois que c’est une idée à approfondir - une pression importante, continue, des faits et des idées. Il faut la volonté, il faut la bataille des idées pour faire en sorte que s’impose l’action de progrès aux décideurs. Et c’est là, au niveau de pression de la société, que la lutte des idées et la lutte des valeurs est aussi essentielle.
Quand les idées dominantes, jusqu’au plus haut niveau administratif de ce pays, claironnent qu’il faut desserrer les carcans autour des décideurs, qu’il faut tenir compte principalement de leur volonté personnelle de chefs, qu’il faut laisser prendre toutes ces décisions, quand on va, répétant partout, comme je l’ai entendu à cette tribune, que c’est la mort de l’Etat providence, quand on laisse aux techno-structures des grands groupes privés ou publics la bride sur le cou, sans faire peser sur eux l’exigence réelle et impérieuse des objectifs de progrès qui sont les nôtres, comment peut-on espérer qu’ils vont agir, qu’ils vont s’engager ? Pourquoi prendraient-ils des risques, si rien ne les y oblige?
Si nous ne trouvons pas là le moyen de faire en sorte que la modernisation du tissu économique soit ressentie par les décideurs comme un impératif personnel, si les travailleurs n’en font pas une exigence de masse, une pression pour se

forger leur avenir, si le Parti lui-même n'arrive pas à en faire le nouveau contrat avec un peuple mobilisé pour sa survie, eh bien, nous aurons sans doute beaucoup de mal à conduire cette modernisation.
Qu'on ne s'y trompe pas, mes camarades, sans cette pression idéologique et politique une modernisation se fera quand même, et je crois que là j'ai une petite différence avec ce que disait tout à l'heure Michel Rocard, simplement parce que je ne pense pas que modernisation soit synonyme de progrès social, hélas. Il en existait dans le passé, des modernisations, qui se sont faites au détriment du progrès social, simplement. Et c'est cela qui est grave en France, parce que beaucoup de nos dirigeants économiques ne sont pas toujours de très bons professionnels, elle se fera encore plus avec un coût social élevé.
Mes camarades, je voudrais conclure en disant que la mission d'un Parti Socialiste au pouvoir est double, à mon sens.
D'abord, il lui faut gérer l'Etat, et sans doute nous l'avions peut-être sous-estimé, peut-être même oublié, depuis toujours ou presque que nous étions écartés des responsabilités.
Et cette première mission a ses contraintes qu'il faut, en période de crise, constater, et elles sont dures, lourdes, surtout lorsqu'on a à côté de soi un mouvement syndical écartelé et affaibli.
Mais, et c'est cela qui fait sa grandeur, le Parti Socialiste au pouvoir a aussi la mission de faire évoluer les structures du pays. Cette évolution, mes camarades, elle se fait, beaucoup a déjà été engagée, et j'écoutais avec grand intérêt ce que disait tout à l'heure Edith Cresson sur ce bilan très positif déjà. Les structures évoluent. bien-sûr, elles évoluent lentement. Mais si cette évolution est lente, elle est réversible à court terme. je crois qu'il faut que nous sachions tous qu'elle est d'autant plus lente que le peuple qui nous soutient est démobilisé, que cette pression nécessaire pour aller dans notre sens est aussi démobilisée.
Pour remobiliser, mes camarades, parlons-lui.au peuple, le langage du possible, mais introduisons dans ce possible tout l'espace d'évolution de structures, et d'abord dans le domaine du quantitatif, qui fait la base de la vie des gens : évolution fiscale, partage du travail, tout ce qui a été dit excellemment tout à l'heure en début de nos travaux par Lionel Jospin et Dominique Strauss-Kahn.
C'est à ce prix que nous obtiendrons la confiance, c'est donc à ce prix que nous aurons la force pour mener la modernisation du progrès social que nous souhaitons.
(Applaudissements)

La présidente - Camarades, je voudrais rappeler que nos travaux continuent et qu'il conviendrait que vous restiez pour les orateurs qui sont inscrits encore maintenant, et d'autre part, que les conversations cessent de façon à ce que le travail puisse se développer dans de bonnes conditions.
Je donne la parole à Michel Leniaud (?) pour cinq minutes. Ensuite, Martine Buron.

Fondation Jean Jaurès

Michel Leniaud

Mes Chers camarades, j'interviens au nom de la Commission nationale agricole du Parti Socialiste.

Moderniser pour quoi ? Moderniser avec qui ? Ce sont les questions auxquelles nous essayons d'apporter des réponses au cours de cette Convention.

La modernisation choisie par les Socialistes doit permettre la maîtrise et l'utilisation du progrès et des mutations technologiques au service de nos valeurs.

S'il est un secteur qui a connu plus que tout autre des mutations importantes au cours de ces vingt dernières années, c'est bien l'agriculture.

Considérée par la Droite, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, comme étant un réservoir potentiel de main-d'œuvre nécessaire à l'industrie en pleine croissance, l'agriculture a vécu une restructuration aux conséquences dramatiques, aussi bien du point de vue humain qu'économique.

Les gains de productivité ont été considérables. Sans vouloir vous accabler de chiffres, sachez qu'un actif agricole nourrit, en 1984, 30 personnes au lieu de 7 en 1960, que notre taux de couverture du commerce extérieur agro-alimentaire est passé de 42% en 1959 à 125% en 1981.

Mais sachez aussi qu'un emploi actif agricole sur deux actifs a disparu en vingt ans, que les disparités entre agriculteurs, loin de se réduire, se sont accentuées, que la grande majorité des exploitations agricoles françaises se sont fragilisées, par un endettement souvent insupportable et une intensification parfois difficilement maîtrisée.

Sachez que notre capacité exportatrice s'est développée mais aussi au prix d'importations de produits de substitution et d'énergies coûteuses. Ce qui nous a fait entrer dans un processus de divisions internationales du travail.

Mais sachez aussi qu'une agriculture à deux vitesses est apparue progressivement. Avec d'un côté des agriculteurs dits "compétitifs" ayant accès au développement, à la formation, et tournés vers l'exportation. Et de l'autre, une agriculture en difficulté, qui tente de maintenir un minimum de vie en milieu rural. Et pourtant, contrairement aux idées reçues, c'est la première qui coûte le plus cher aux citoyens français !

Voici, en quelques phrases, la situation que nous a léguée la Droite politique et le corporatisme professionnel.

Que deviennent dans tout cela les travailleurs de l'agriculture, acteurs économiques, mais aussi parties prenantes du front de classe ?

Le projet Socialiste pour l'agriculture propose un autre type de développement. Les états généraux ont démontré que cette idée était partagée par une grande majorité de travailleurs de l'agriculture. Faire évoluer les façons de produite et les rapports de productions est une nécessité, sous peine de renier nos valeurs. Cela passe obligatoirement par une accès à la formation des exclus de vingt ans de sélection, exclus qui représentent 80% de l'ensemble des agriculteurs. Cela passe aussi obligatoirement par une meilleure répartition des revenus et la maîtrise des productions.

Le libéralisme cher à la Droite a prouvé ses limites, et la casse est grande. On ne

Fondation Jean Jaurès

peut garantir un prix et laisser faire, c'est-à-dire laisser disparaître la petite et moyenne agriculture ; il faut que cela soit clair. Aucune garantie de prix ne peut avoir lieu sans maîtrise de la production.
Alors, la planification prend tout son sens pour que vive le monde rural.
La modernisation ne doit pas être synonyme de concentration ou de disparité grandissante et exode rural.
Seul le Parti Socialiste est porteur de progrès social en agriculture, à travers une redistribution des revenus, une répartition du travail, et un développement plus économe.
Ce progrès social doit être généré beaucoup plus par une augmentation de la valeur ajoutée et son partage équitable que par une croissance productiviste telle que nous l'avons connue.
Après les avancées réalisées depuis 1981 : reconnaissance du pluralisme syndical, augmentation des aides à l'agriculture, réforme des élections aux chambres d'agriculture, créations d'offices par produits, engagement de la réforme du foncier et de la réforme fiscale, il est urgent que d'autres faits concrets confirment cette volonté.
La loi définissant le statut de l'agriculteur et de l'agricultrice ainsi que les conditions de la retraite à 60 ans doit être étudiée à l'Assemblée à la session de printemps.
Pour la modernisation, ce sera tout ou rien.
Camarades, soyons vigilants. Le tracteur a poussé certains à l'individualisme ; l'informatique peut faire pire. Sachons à travers la formation et l'enseignement répondre à ces nouvelles exigences de société, mais moderniser, c'est aussi reconquérir le marché intérieur des produits nécessaires à l'agriculture. Des perspectives de création d'emploi existent.
N'oublions pas l'industrie agro-alimentaire qui représente actuellement 800 000 emplois.
Les travailleurs de l'agriculture et les salariés de l'agriculture doivent être entièrement partie prenante de l'effort de modernisation, mais le progrès social ne doit pas être oublié.
A la Droite qui exacerbe les corporatismes opposons le front de classe ; sachons, Parti et gouvernement, faire évoluer les rapports de forces. Au gouvernement après de savoir s'appuyer dessus.
(Applaudissements)

La présidente - Je donne la parole à Martine Buron pour 7 minutes, suivie de Carassus, puis Jean Poperen.

Martine Buron

Chers camarades, après l'agriculture, les femmes, mais rassurez vous je ne vais pas vous brosser un vaste tableau de la place des femmes dans la modernisation, des difficultés qu'elles rencontrent, je voudrais juste soulever quelques points qui me semblent particulièrement importants.
A travers les réponses au questionnaire, les débats en sections, en fédérations

Fondation Jean Jaurès

auxquels j'ai pu assister, j'ai été frappé par le fait que si les Socialistes acceptent l'incontournable nécessité de la modernisation, ils manifestent la volonté de faire en sorte qu'elle soit positive cette modernisation, qu'elle serve au progrès social et qu'elle dépasse le cadre de l'économie pour se traduire par une organisation plus juste et plus démocratique de toute la société, et ils ont tout de même conscience des risques que peut entraîner cette modernisation. Risques pour l'emploi, mais au-delà, risques de dualisme accru, d'amplification des phénomènes d'exclusion dans la société.
Eh bien, cette angoisse là, je peux vous dire qu'elle est ressentie tout particulièrement par les femmes.
Comment l'évolution des techniques avec les suppressions d'emplois qu'elles entraînent va t-elle influer sur leur place dans le monde de la production, alors même que l'évolution des mœurs, l'évolution des structures familiales, rendent de plus en plus nécessaire pour les femmes l'autonomie économique donc le droit à l'emploi ? Est-ce que ce droit à l'emploi ne risque pas d'être remis en cause ?
Les femmes, c'est aujourd'hui 40% de la population active, le nombre de celles qui occupent ou recherchent un emploi ne cesse de croitre. Malgré les progrès accomplis, malgré les efforts importants du gouvernement depuis trois ans et demi, leur situation dans le monde de la production reste marquée de nombreuses inégalités. Le salaire féminin est de 25% inférieur à celui des hommes, les types d'emploi qu'occupent les femmes restent restreints en nombre, l'accès à la promotion est difficile pour elles. Les femmes sont de plus en plus nombreuses et cela, c'est une évolution inquiétante, dans les emplois non qualifiés ou déqualifiés. Elles sont très fortement frappées par le chômage, plus particulièrement les jeunes filles et c'est inquiétant pour l'avenir.
Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'elles abordent avec inquiétude le processus de modernisation, inquiétude d'abord de voir leur situation aggravée par l'introduction des technologies nouvelles qui affectent, vous le savez, de nombreux secteurs où les femmes constituent une part importante de la main d'œuvre : électromécanique, métiers du tertiaire, services. Donc, risque de perdre son emploi, d'abord, mais risque aussi de se voir cantonnées dans les utilisations les plus répétitives, les moins qualifiées des nouvelles techniques mises en place. Nous rencontrons tous les jours des exemples de ces phénomènes.
Et pourtant, l'introduction de ces techniques nouvelles pourrait être une chance pour les femmes. Les nouveaux métiers ne sont pas marqués par les vieilles images traditionnelles de métiers masculins-métiers féminins, il y a là une occasion à saisir. Notre texte dit : "la mutation technologique fait éclater le cadre de l'organisation du travail". Eh bien, qu'elle fasse éclater aussi les discrimination entre les sexes dans ce monde du travail. Laisser les femmes à l'écart du processus de modernisation, ce serait une injustice. Mais, ce serait aussi un grave handicap pour la réussite de cette modernisation. Ce souci, il doit se manifester d'abord à l'école. Il doit se poursuivre dans la formation. Dans la modernisation, telle que nous Socialistes la voulons. Ecole et formation ne sont

pas seulement des outils de préparation aux métiers d'avenir ; elles ont un rôle essentiel à jouer dans la réduction de toutes les inégalités, et, parmi celles-ci, les inégalités entre les sexes.
L'école doit assurer aux filles l'accès à tous les métiers nouveaux, à tous les niveaux de qualification. Sur ce point, le gouvernement a lancé le mouvement par des campagnes auprès de l'opinion publique, des actions dans les écoles, dans les stages de formation professionnelle, mais cet objectif n'entrera dans les mentalités que si nous, militants, en faisons une priorité, en tant qu'enseignants dans les associations de parents d'élèves, en tant qu'élus locaux dont les pouvoirs dans ces domaines, et en particulier la formation, ont été largement accrus par la décentralisation. Même rôle moteur à jouer pour nous, militants, dans les entreprises pour que l'égalité entre les femmes et les hommes devienne une réalité.
Notre texte insiste sur la nécessité d'une modernisation faite avec et pour les travailleurs, en particulier à travers les moyens nouveaux offerts par les lois Auroux. Je voudrais être sûre que nos camarades n'oublient pas qu'il y a aussi une Loi Roudy sur l'égalité professionnelle, qui permet de lutter contre les discriminations à l'embauche, contre les inégalités de salaires, qui peut permettre aux femmes, à travers des programmes spécifiques, de remonter leur handicap en matière de formation, d'éviter qu'elles ne soient les laissées pour compte de la modernisation d'une entreprise.
Je tiens à remercier Jacques Guyard, même si son intervention remonte loin dans le temps, en début de matinée, de s'être ennorgueilli ce matin de ce qu'un des premiers plans pour l'identité professionnelle des femmes dans la banque ait été signé à Evry.
Deuxième point situé au cœur de notre débat : le partage du travail. Certes, ce partage, nous le ressentons tous comme une nécessité par solidarité, souci d'efficacité économique par souci d'une vie meilleure, mais ce partage du travail ne doit pas aboutir à des précarités nouvelles, à la multiplication d'emplois de seconde zone.
C'est vrai que les femmes supportent la plus grande part des tâches domestiques et éducatives et que pour cela elles sont nombreuses à souhaiter un emploi à temps partiel, à condition de pouvoir s'en contenter financièrement. Mais nous savons aussi ce qu'a signifié le travail à temps partiel prolongé, systématisé, jusqu'à présent : moindre revenu, mais aussi moins d'accès à la formation, à la promotion, de moindres chances de bien prendre le virage des technologies nouvelles.
Alors, il est urgent de répondre au problème du chômage, aux exigences économiques ; cela ne doit pas nous faire oublier - et notre texte d'ailleurs le rappelle - que la vieille revendication ouvrière de la réduction du temps de travail a aussi pour but de changer la vie, de permettre une autre organisation de la vie familiale, l'épanouissement de chaque individu, homme ou femme, et s'il est vrai qu'il ait des assouplissements souhaitables à des moments donnés dans une vie, du temps de travail, je demande à tous nos camarades, dans le cadre de la réflexion que va poursuivre le Parti, dans le cadre de leur action militante

dans les entreprises, de ne pas oublier que les travailleuses sont des travailleurs à part entière et que notre objectif reste la diminution du temps de travail pour tout le monde.
Dernier point enfin, j'en ai pour une minute : Jacques Guyard, encore lui, a eu un grand souci, celui d'évoquer les problèmes des femmes et a rappelé à quel point les femmes seules formaient une part importante de ces ménages en grande difficulté économique qui nous préoccupent tant aujourd'hui, d'où l'intérêt porté par beaucoup de militantes à la proposition faite dans le texte de la Convention d'un revenu minimum garanti à tous, une proposition nouvelle, une proposition à affiner quant à ses modalités, car il nous faut à la fois assurer la solidarité la dignité pour chacun, mais éviter de tomber dans un assistanat que nous avons toujours dénoncé.
Je souhaite donc que le Parti donne très rapidement un contenu précis à cette proposition et cela implique en fait la reprise, l'approfondissement de notre réflexion d'ensemble sur la protection sociale, sur le système de prestations familiales dans une période marquée à la fois par les difficultés économiques et par des mutations profondes des structures de la société, et en particulier de la structure familiale.
Je n'irai pas plus loin dans ce domaine, mais cela me semble particulièrement important.
Chers camarades, l'évolution du vote des femmes a joué un rôle important dans la victoire de la Gauche en 1981 ; parce qu'elles sont dans une situation de faiblesse face à la mutation en cours, parce qu'elles sont plus durement frappées par la crise, moins formées politiquement aussi et plus sensibles aux arguments de la Droite, beaucoup d'entre elles sont déçues et semblent nous abandonner. Nous devons leur montrer, à travers nos propositions, à travers notre action militante, que pour les Socialistes la modernisation ne se fera pas sans les femmes, ni au détriment des femmes; qu'au contraire, la modernisation sera une occasion de lutte contre les les inégalités entre les sexes et que les femmes en seront des actrices à part entière.
(Applaudissements)

La Présidente - Je donne la parole à Pierre Carassus, pour dix minutes. Ensuite Jean Poperen. Je vous demande une fois de plus de vous asseoir et d'écouter les orateurs.

Pierre Carassus

Chers camarades, si l'on en juge par certains commentaires externes, ou internes, il est permis de se demander si la première modernisation à entreprendre n'est pas celle du Parti Socialiste.
On nous prête de toutes parts, y compris dans nos rangs, de parler vrai, comme si cela n'était pas une constante dans l'expression du Parti Socialiste, à moins que pour parler vrai, certains attendent de nous, Socialistes, que nous mêlions nos voix à celles de ceux qui crient le plus fort, qui accaparent les métiers.
Pour parler vrai, camarades, il faut d'abord savoir pour qui et avec qui nous nous

Fondation Jean Jaurès

battons.
Dans la crise, la modernisation est un moyen pour le capitalisme multinational d'accroître son emprise, mais parler vrai c'est dire qu'il existe une super-puissance planétaire, les Etats-Unis qui écrase l'ensemble des pays, notamment l'Europe et le tiers-monde, dont le Dollar n'est que l'une des expressions de cet impérialisme.
Dans un rapport d'un ministre américain, on pouvait lire : beaucoup de marchés de haute technologie sont nippons-américains, sans présence réelle de l'Europe. Il est vital pour les Etats-Unis que cet équilibre continue.
On ne peut être plus clair. Non seulement les dirigeants américains affirment haut et fort leur supprématie, mais ils entendent nous condamner à l'accepter.
Dans cette guerre économique dure et à l'issue incertaine, nous voyons se développer toute une culture idéologique de la crise, véhiculée par le libéralisme sauvage qui tend à imposer ce modèle importé des Etats-Unis, qui a pour nom la Société duale.
Dans ce pays, qui constitue pour la Droite une référence de modernisation, on compte 35 millions de pauvres. Le fossé se creuse davantage, y compris en Europe, entre, ceux qui vivent, pour certains, très bien, et la foule d'exclus, parmi lesquels : la jeunesse.
Chacun sent bien que si cette logique devait se développer les nouveaux produits engendrés par l'innovation technologique ne seraient accessibles qu'à une minorité de consommateurs.
C'est la raison pour laquelle il nous faut déterminer et renforcer les services publics pour qu'ils soient en mesure d'offrir à chaque citoyen, quelle que soit sa catégorie sociale, la possibilité d'avoir accès à tous les produits et les services.
Face à cette exigeance, la croisade anti-Etat des forces réactionnaires se comprend mieux.
De fait, la Droite entend réserver le progrès technique à une minorité de privilégiés quitte à favoriser la prise du capitalisme multinational sur notre économie.
La déréglementation que messieurs Chirac et d'autres nous proposent dans les télécommunications, notamment conduirait l'Europe et la France à devenir une véritable passoire dans laquelle s'engouffreraient les ITT, IBM et autres multinationales à dominantes américaine.
Cette main mise du capitalisme multinational sur les nouvelles technologies aggrave les conditions de travail, comme le constate d'ailleurs la Confédération des syndicats européens. Le travail répétitif et monotone se développe. La division entre conception et exécution s'accroît. Les sources de tension nerveuse augmentent ainsi que les ressources des travailleurs au statut précaire.
Nous ne pouvons accepter cette orientation qui conduirait au déclin de l'Europe et de la France.
Pour relever ce défi, il convient de ne pas se tromper de thérapeutiques. Rendre les entreprises plus compétitives, plus performantes, est un objectif louable.
Pour rechercher cette plus grande compétitivité, il faut changer le discours dominant, trouver une autre pratique chirurgicale ; celle qui abaisse les coûts

sociaux et qui accroît le chômage.
Au contraire, notre volonté de moderniser notre pays doit viser à initier un autre modèle de développement articulé autour de nos propres valeurs.
La réduction des inégalités ; l'emploi ; la croissance ; la démocratie et le développement de la responsabilité du citoyen en particulier dans l'entreprise.
D'aucuns nous disent que cette politique est celle que la Gauche a impulsé le premier mois de son exercice du pouvoir et qu'elle a eu des effets fort négatifs au niveau du commerce extérieur et de l'inflation.
D'ailleurs, certains camarades au nom du "parler-vrai" affirment, relayés par les médias et par la Droite, que ce que nous avons fait dans la première période constitue un dérapage.
Est-ce un dérapage que d'avoir donner aux retraités, aux smicards, aux plus défavorisés, un peu plus pour vivre ?
Est-ce un dérapage que d'avoir voté les lois sociales qui sont aujourd'hui l'honneur de la Gauche ?
Certes, il fallait s'y prendre autrement.
Le projet Socialiste - je pourrai même vous indiquer la page qui est la page 222 - avançait des propositions fort judicieuses.
Il faut se doter de moyens pour que ces bonnes mesures profitent d'abord à la France et ne viennent pas déséquilibrer notre balance extérieure.
Laissons là ce débat... Il appartient à notre histoire commune, d'autant que le paysage est aujourd'hui modifié.
Il reste, qu'après une phase de progression, nous sommes passés à une phase, pour reprendre l'expression que nous avions utilisé au Congrès de Bourg-en-Bresse, de consolidation.
Ce fut la fameuse parenthèse que nous n'avons jamais refermé et qui nous a conduit au dérapage, celui là réel de notre audience politique.
Nul ne peut contester que nous avons payé chèrement sur le plan politique, le virage pris au printemps 1982.
Il est vrai que nous avions accompagné ces choix économiques d'une argumentation douteuse pour la Gauche.
Nos choix sont les seuls possibles, certes ile ne sont pas compris momentanément... mais ils sont courageux... notre courage paiera... nous réussirons... la confiance reviendra... etc.
Voilà un langage qui exprime une conception dépassée et conservatrice des relations sociales.
Il fait abstraction d'une donnée essentielle. Notre politique économique, pour réussir, ne peut se passer de la mobilisation et du soutien populaire. Disons-le clairement !
Une telle conception de l'action politique est inacceptable et tourne le dos à l'essence même de la pensée Socialiste.
Chers camarades, j'ai entendu des propositions intéressantes nous disant que dans les deux ou trois ans, nous pouvions créer de 300 à 400 000 emplois. J'ai entendu accompagnées ces propositions de quelques leviers économiques mais un m'a paru absent : c'est les travailleurs.

Contribution Jean-Jaurès

Or, il me paraît décisif en effet, il me semble qu'il y a une leçon à tirer de la bataille passée.
C'est justement parce que nous n'avons pas placé les travailleurs au cœur de notre action politique, que nous avons dû renoncer à nos objectifs et que nous les avons laissés le champ libre aux assauts démagogiques de nos adversaires.
Camarades, si nous savons nous doter d'une stratégie offensive et d'objectifs clairs avec une priorité affirmée pour la lutte pour l'emploi, nous serons capables de mobiliser la Gauche au-delà de la majorité de notre peuple.
La seule cohabitation qu'ils veulent n'est-ce pas d'abord et avant tout celle du gouvernement avec sa base sociale et dont le Parti Socialiste est une expression ?
Pour mobiliser notre peuple, il faut dire au pays ce que nous voulons, pourquoi et comment nous le voulons.
Ce qu'attendent les Français qui se sont donné un gouvernement de gauche, ce ne sont pas des déclarations sans lendemain, des promesses irréalistes.
Ce sont des actes même limités qui caractérisent notre volonté qui est de marquer des points, notamment dans la lutte pour l'emploi.
Je considère, pour ma part, que des décisions, des actions immédiates sont possibles pour que les travailleurs trouvent les services et l'accueil qu'ils sont en droit d'attendre.
Cette faiblesse du service public ne peut, en effet, laisser indifférent le personnel concerné. Elle nécessite des choix politiques nouveaux. Ces maisons de l'emploi devraient être dotées de moyens suffisants en personnel, locaux, informatiques, pour associer tous les chômeurs.
Ils devraient y trouver tous les services leur permettant de se prendre en charge et de faciliter les démarches de recherches d'emplois, voire leur permettent de se concerter pour créer des emplois.
Bref, cette maison doit être un service public regroupé, performant, efficace, ouvert et dans lequel les travailleurs recherchant un emploi seraient associés pleinement.
Troisième proposition : favoriser la négociation au plan des investissements de l'innovation technologique dans les entreprises.
Les marges de profits des entreprises ont été restaurées au niveau de 1972 et bien souvent, ces nouveaux profits n'ont servi qu'au profit.
Les investissements n'ont que faiblement repris et on connaît la situation des salaires.
Il faut permettre aux travailleurs à travers leurs organisations syndicales et les organismes représentatifs de discuter de la répartition des gains de productivité.
Quelle part réserver à l'investissement, à la recherche, à la formation et à la réorganisation et à l'aménagement du travail, à la rémunération certes du capital, lui aussi, des travailleurs concernés.
Ces négociations devraient déboucher au début de l'année 1985 sur l'élaboration de plans d'innovations technologiques et d'investissements dans les entreprises du secteur public, ce qui devrait être le fer de lance de cette démarche.
Quatrième proposition : développer la démocratie dans les entreprises du secteur

Fondation Jean Jaurès

public. Nul, ne peut contester sérieusement que les entreprises publiques ont sur le plan financier industriel et de l'emploi, obtenu globalement même, des résultats encourageants et inespérés compte tenu de la situation en 1981... mais la vitrine sociale n'est pas des plus attrayantes.
Depuis les récentes déclarations de Gattaz, au nom du CNPF en faveur du programme RPR, un problème est de nouveau posé : c'est celui de la cotisation de ces entreprises au CNPF.
Ce problème de politique au départ devient un problème moral. Est-il normal, camarades, que l'argent public serve à financer ; même indirectement la campagne électorale d'un Parti.
Il est vrai que le RPR, quant il peut se le permettre, semble se considérer comme propriétaires des entreprises nationalisées.
C'est ainsi qu'à la SNIAS La Courneuve, un tract du RPR a été distribué avec la liste de 15 responsables de cette organisation dans cette entreprise avec leur numéro de téléphone au travail.
Je vous laisse imaginer, chers camarades, le tohu-bohu auquel nous aurions assisté si des sections et des groupes d'entreprises s'étaient permis de confisquer le réseau téléphonique de l'entreprise pour leurs propres besoins.
Certes, toutes les entreprises nationalisées ne sont pas colonisées par le RPR mais dans grand nombre de ces entreprises, les lois sociales ne sont pas pleinement appliquées.
Il n'est pas acceptable que les conseils d'ateliers, des services prévus par la loi ne soient pas mis en place dans toutes ces entreprises publiques, afin que chaque travailleur puisse y exprimer ses critiques et ses propositions sur la question de son secteur.
L'entreprise a tout à y gagner, au niveau de ses performances économiques.
Nous ne pouvons accepter sans réagir que la loi soit bafouée et, dans l'attente de prochaines échéances qui, dans l'espsrit de certains dirigeants devraient permettre de les effacer complètement.
La responsabilité des présidents directeurs généraux et des directeurs du personnel est directement engagée.
Chers camarades, pour conclure, je vous dirai que tous les sondages, toutes les élections partielles nous livrent les mêmes verdicts.
Notre influence s'est fortement amenuisée. Certes, ces mêmes baromètres nous indiquent que ça n'est pas la Droite qui progresse mais que c'est la Gauche qui régresse. Pour gagner en 1986, je crois que c'est encore pleinement possible, il ne suffira pas de souligner le danger que représenterait le gouvernement de la Droite aux affaires. Il faudra mobiliser et se mobiliser pour lavictoire en 1986.
Il faut être capable de se mobiliser dès aujourd'hui pour la réussite de notre politique économique. C'est à notre portée. C'est l'enseignement que je tire des réunions que le secteur "entreprises" a engagé, au niveau des régions.
On sent nettement une volonté des militants de se battre mais au-delà c'est parmi les travailleurs que cette volonté doit se dessiner.
Ensemble, effectivement, nous pouvons nous battre pour la réussite de notre politique économique.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Jean Poperen pour 15 minutes.

Jean Poperen

J'ai déjà parlé dans cette enceinte aujourd'hui mais c'était au nom de la direction du Parti. Là, je souhaite, après avoir entendu une partie des débats et par rapport à quelques interventions, donner mon point de vue.
Au demeurant, ce débat que nous avons aujourd'hui, et que d'une certaine façon que pour le moment nous concluerons dans les 24 h, ouvre un certain nombre de questions sur lesquelles nous aurons à revenir dans les mois qui viennent. Chacun le sent bien.
Alors, même si l'heure est avancée, - mais nous sommes là encore une bonne assemblée, même si l'heure est avancée, continuons de nous expliquer tranquillement.
Et, en ayant en tête notre perspective générale, c'est notre première grande réflexion, je crois de cette nature, depuis 1981.
Et il me semble qu'elle vient bien à son heure.
D'ores et déjà, et à ce stade de la discussion, j'ai le sentiment qu'après tout ce qui s'est passé dans les sections, dans les fédérations, d'entrée de jeu aujourd'hui, le premier secrétaire Lionel Jospin a non seulement cadré nos débats, mais donné les grandes orientations de ce que vont être nos conclusions. Mais on voit bien là parce qu'il a dit déjà et par ce qui a été repris et développé par beaucoup depuis lors, que le débat idéologique comme on l'appelle, ça n'est pas une abstraction car toute la journée, nous n'avons fait qu'aborder toute une série de questions concrètes que nous avons rencontré dans l'expérience de ces trois dernières années.
Je crois que nous sommes avancés dans le débat pour dire : "quelle crise" ?
J'ai le sentiment d'ailleurs qu'une réponse a été donnée dans une formule du Premier Ministre à Antenne 2, au mois de septembre.
J'ai entendu quelqu'un le reprendre aujourd'hui.
A l'évidence, ce n'est pas une crise cyclique du capitalisme mais quelque chose de plus ample et de considérable, dont nous sentons bien qu'elle n'atteint pas seulement les structures de production mais, c'est vrai, l'ensemble de la société avec tout ce que cela implique à ses divers niveaux.
Excusez le charabia, la terminologie traditionnelle mais de temps en temps, je n'ai pas de mot de remplacement : l'ensemble de l'infrastructure et de la super-structure.
Tout est en cause, tout est en mouvement et tout change de plus en plus vite. Nous sommes, en vérité, à l'entrée d'un nouvel âge et le problème que, peut-être jamais à ce point, l'humanité n'a rencontré, c'est que le rythme du changement, par rapport à la prise de conscience du changement, va de plus en plus vite et que l'un des grands risques devant lesquels se trouve l'humanité tout entière c'est que, précisément, cette prise de conscience, la conscience de ce qui change, soit à la traîne du changement des données objectives. C'est d'ailleurs

Fondation Jean-Jaurès

un des aspects du fameux malaise de société, peut-être aussi de ce qu'on appelle à notre époque les conflits de générations, c'est-à-dire la rapidité avec laquelle se creusent les différences entre des générations pourtant très proches.
Tout cela, vous le voyez, est très vaste. C'est en ce sens que je disais que nous n'en avons pas fini aujourd'hui.
Mais, nous avons centré cette première réflexion - nous y avons tenu, et le premier secrétaire l'a rappellé - sur l'évolution de l'appareil de production.
Là, il y a un point qui n'est pas en débat - il ne peut pas l'être, notamment pour des Socialistes - c'est la modernisation elle-même. Enfin ! Comment ? Nous, justement, qui sommes des Socialistes, c'est-à-dire qui voulons changer cette société dans le progrès, nous refuserions cette évidence que les forces productives, les structures productives changent, se modifient et qu'à partir de là tout le reste est affecté ? Donc, là, on n'a pas le choix de ce débat : la modernisation s'impose à nous, elle est une donnée objective avec laquelle nous ne pouvons ruser.
Mais, tout aussitôt, tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre - chacun à sa façon - ont dit cela dans la journée, ont ajouté : "mais, quelle modernisation ? Comment ? Et pour qui ?"
D'abord, me semble-t-il, par rapport aux problèmes que nous avons en ce moment, modernisation pour la croissance.
Je n'ai pas eu l'impression qu'il y avait encore débat entre nous là-dessus. J'ai seulement - avec quelque amusement, encore que le sujet soit grave - encore dans l'oreille ce qu'on disait de la société de consommation aux belles années de 68-69-70 : que nous étions trop centrés sur l'idée de production et que, finalement, la question était peut-être de savoir s'il ne fallait pas moins produire...
Mes chers camarades, les faits ont tranché car, entre temps, il y a eu les difficultés que nous connaissons.
Oui ! Produire, et pour l'emploi ! C'est cela, à mon avis, la réponse, au fond, au problème de l'emploi.
Nous sentons bien que, malheureusement, cette réponse n'est pas immédiate. C'est pourquoi on ne peut qu'être attentif à toutes les propositions, les recettes - et je ne mets rien de péjoratif dans ce mot - qui sont avancées - propositions partielles, limitées, voire sectorielles - pour faire reculer le chômage, et j'en ai entendues - pour n'en citer que deux, mais ce n'est pas exclusif - notamment d'André Laignel et de Michel Rocard.
Mais, même si ces diverses solutions sont efficaces - et je pense que, telle qu'elles nous ont été exposées, elles doivent l'être, s'ajoutant faut-il le rappeler tout de même, à ce que le gouvernement a déjà mis en place, aux mesures annoncées au mois de septembre par le Premier Ministre et Michel Delebarre et que nous sommes en train d'essayer de mettre en œuvre. Et celles-là, ce n'est déjà pas facile - même si nous faisons tout cela, la solution, au fond, c'est tout de même bien de retrouver un autre rythme de croissance, donc la capacité de notre appareil de production.
C'est vrai qu'il faut le faciliter peut-être par certaines mesures de caractère

Fondation Jean-Jaurès

financier. Là, c'est le grand débat.
Là-dessus, André Laignel a eu un avis assez précis déjà. Il m'excusera de lui dire que je n'en suis pas encore au point de cette conclusion. Quand, à quel moment pourrons-nous demander au gouvernement, tous, de faire les gestes qui amorceront la relance ? Mon sentiment est qu'il ne faudra pas trop tarder. Mon sentiment est qu'à l'heure qu'il est, on je parle - c'est-à-dire en décembre 1984 - ce moment n'est peut-être pas encore venu, compte tenu que des résultats sont obtenus dans l'assainissement mais qu'à mon avis ils sont encore fragiles.
Il y a là un choix. C'est un choix éminemment politique et sur lequel nous avons tous à réfléchir collectivement.
Nous faisons tout cela dans quelles conditions ?
Mes chers camarades, pour reprendre une expression qui a été remise à la mode, me semble-til, par le Président de la République - cela a fait beaucoup de tohu-bohu, je ne sais trop pourquoi, parce que, sauf le respect que je lui dois, ce n'était qu'une évidence... Mais il était fort bon qu'il la rappelât, lui - dans l'économie mixte, c'est-à-dire un vaste secteur public, mais encore un secteur privé très important et, il faut le dire, très nettement prépondérant, ce qui met donc des forces sociales diverses en mouvement.
J'ai apprécié, de ce point de vue, ce qu'a pu dire Fuchs quand il a observé - ce qui est profondément juste - que, s'il y a des intérêts divers, voire antagonistes dans une entreprise, il y a aussi des intérêts communs et, notamment, l'intérêt commun que l'entreprise tourne ! Cela, c'est l'évidence et il ne faut pas le nier. Mais il y a là, mes chers camarades, une véritable dialectique entre ces intérêts communs - c'est vrai - du patron, du patronat, et des salariés, et puis, en même temps, le fait que ces intérêts sont antagonistes ! Vous savez, la vie est comme cela... Et pas seulement, d'ailleurs, dans les entreprises.
Alors, oui, cela pose le problème - et je rejoindrai volontiers l'observation que vient de faire Carassus - des forces sociales mises en mouvement. On ne peut pas traiter de la modernisation in abstracto, d'une façon purement technique, indépendamment de ces forces vives qui la mettent en œuvre, ou ne la mettent pas en œuvre, ou la mettent en œuvre d'une certaine façon, ou d'une autre.
J'ai lu ici et là - excusez-moi de cette référence qui n'est peut-être pas modeste - "le front de classe cher à Jean Poperen"... Vous savez, il n'est pas cher à Jean Poperen ! Je constate la réalité des forces sociales en présence, donc... C'est le front de classe "cher à la réalité" !
Alors, que notre analyse doive évoluer et que les choses aient bougé, oui, seulement quand j'entends par ailleurs un personnage - je le dis ici, tout de même... - à qui l'on vient de confier des responsabilités importantes, et dont on sait le grand mérite par ailleurs, dire comme cela, au détour d'une phrase, qu'il faut en finir avec la lutte des classes... Tout de même ! Où est-on ?
Peu importe d'ailleurs le mot. Moi vous savez, je n'ai pas le fétichisme des mots, le mot "classes" ou un autre, la réalité compte.
C'est là où j'ai été un peu saisi par telle formule qu'a pu employer, dans son exposé par ailleurs fort riche, Michel Rocard. Il a dit : nous n'avons, nous la Gauche, de réussite que quand nous proposons pour tous, que quand nos idées

Fondation Jean Jaurès

deviennent valables pour la collectivité nationale... Et de faire référence au suffrage universel, à la liberté démocratique, à l'école...
Naturellement ! Mais qui peut oublier que, tout cela ce fut, au sens plein du mot, des conquêtes arrachées dans la lutte entre forces antagonistes ? Notamment, les conquêtes démocratiques du 19ème siècle sont devenues, naturellement, "pour toute la nation", mais après avoir été portées par la force qui était la force d'avant-garde de la société à l'époque, et contre les autres ! Le suffrage universel, les libertés démocratiques, l'école, sont nés d'abord de la lutte de la première révolution, puis de toutes les révolutions du 19ème siècle ! Donc, avant de devenir le bien commun de la nation, elles sont d'abord portées dans une lutte, dans un antagonisme, et cela, nous ne pouvons à aucun moment nous en écarter.
(Applaudissements)
Par conséquent, nous n'inventons pas la lutte, elle est dans la réalité, mes chers camarades.
Que vivons-nous depuis trois ans ? Que vivent les travailleurs depuis trois ans, si ce n'est que, la Gauche étant au pouvoir - et justement parce qu'elle l'est - pour faire les changements qu'elle a reçu mandat d'opérer, et que d'ailleurs elle opère - dans la plupapt des cas l'affrontement - voyez... je n'emploie pas le mot "lutte"... mais quoi ! la réalité, c'est cela ! – l'affrontement entre forces sociales s'est intensifié ? Demandez aux travailleurs dans tant d'entreprises la difficulté qu'ils ont à faire appliquer les lois Auroux, à faire appliquer même - dans un certain nombre d'entreprises du secteur public - la démocratisation du secteur public ! On a évoqué ce qui se passe dans tant d'agences bancaires, au cours de la journée : nous savons bien que c'est la résistance au changement. On évoque dans toutes nos réunions, plus ou moins, ce qui se passe dans tant d'entreprises nationalisées, etc...
Donc, la lutte est là, et le fait que nous ayons le pouvoir politique central, je le répète, ne l'a pas atténuée.
Il l'a accentuée et c'est dans la logique des choses, c'est dans la logique de la situation.
Est-ce que cela veut dire que nous ne rêvons - pour reprendre un mot, je crois, de Fabius dans la même interview - que de nous étriper ?
Evidemment pas. Simplement, il faut faire face et, une fois que nous avons fait face, alors il faut traiter avec les forces que nous avons en face de nous.
De ce point de vue, je crois que nous devons réfléchir -ce n'est pas facile... La formule a déjà été plus ou moins avancée - aux conditions dans lesquelles la politique contractuelle, à laquelle nous sommes tellement attachés dans chaque entreprise ou dans chaque branche professionnelle, peut être appliquée à l'échelle nationale. C'est un point de débat, rien n'est tranché là-dessus, mais il nous faut bien y réfléchir.
Pour maintenant et pour l'étape qu'il y a derrière, pour ce que nous allons dire aux gens de ce que nous ferons au-delà de 1986, car c'est un des éléments de réponse qu'il nous faut donner ; nous ne pouvons pas continuer à faire, me semblet-il, comme les choses se sont passées depuis trois ans.

Fondation Jean-Jaurès

Nous avons fait beaucoup pour que les entreprises tournent mieux, pour augmenter leurs marges ; finalement, personne de sérieux ne le conteste, y compris toute une série de représentants du patronat, quand ils se confessent hors des déclarations publiques. Mais j'ai le sentiment que nous n'avons pas assez négocié cela, nous n'avons pas posé le problème des contreparties à cet effort de la collectivité nationale, à cet effort des salariés. Quand, par exemple, a été décidée cette mesure, tout de même considérable, qui a été une concession que le salariat a acceptée, de la non indexation, qu'est-ce qu'il y a eu de l'autre côté ? Rien de demandé ! Et M. Gattaz continue à en redemander, et il essaye maintenant de se servir de la discussion sur la flexibilité pour aller plus loin !

Alors, il faut peut-être s'en prendre à nous-mêmes, et quand je dis à nous-mêmes, c'est aussi bien au Parti Socialiste ; je ne rejette pas cela sur les autres, qui seraient au gouvernement, en disant : "nous sommes des petits saints, nous sommes des purs..." non. Nous n'avons pas bien senti cette chose, c'est à l'expérience que nous sentons les choses, qu'il faut réfléchir sur elles, et il faut préciser les règles du jeu, sinon, ou bien, en effet, ce sera la guerre sans fin, sans les armistices successifs que connaît l'affrontement de classes, les compromis successifs - la vie n'avance qu'au travers de cela - ou bien alors nous lâcherons beaucoup, sans contrepartie, et cela, je crois que ce n'est pas possible. iL faut qu'il y ait cette clarté devant l'ensemble du monde du travail.

J'ajouterai tout de même que, lié à cela, je ne crois pas qu'il soit juste de dire, comme je l'ai entendu aussi tout à l'heure, que, des inégalités, la plus importante peut-être aujourd'hui était celle du savoir. J'entends et je lis cela depuis une bonne vingtaine d'années, c'est-à-dire que ces novations commencent à faire un peu ancien...

Mais, mes chers camarades, l'inégalité du savoir est elle-même la conséquence des inégalités fondamentales de caractère matériel ! S'il y a inégalité du savoir entre les divers groupes sociaux, c'est bien parce qu'il y a, au départ, et souvent depuis des générations, une inégalité de caractère économique et social ! Les inégalités, si j'ose dire, se tiennent, sont solidaires.

(Applaudissements)

A partir de là, il faut aussi, sur l'école, être, je le dis, un peu plus rigoureux. Je sais bien qu'il est de bon ton, à la mode - mais là aussi, c'est une mode qui dure et qui commence à faire vieillot, même si on la baptise, dans telle ou telle publication, de nouveauté - de dire : "on s'ennuie à l'école", et puis "trop de culture générale"... Mais, mes chers camarades, pour former des gens aptes aux techniques nouvelles, il faut d'abord avoir des hommes, des citoyens, qui maîtrisent les bases du savoir et, je le dis ici, moi, je sais gré au ministre de l'Education nationale d'avoir rappelé un certain nombre de vérités de base, parce qu'il est vrai que l'on ne construit tout le reste, c'est-à-dire la vie professionnelle, que si le socle est solide. Or, le socle ne peut être solide que si, d'abord, on apprend, et l'on n'apprend pas sans effort ! Cela, c'est une facilité de discours, mais la réalité est différente.

(Applaudissements)

Alors, que les moyens d'apprendre aient pu évoluer - naturellement qu'à notre

époque on ne se sert plus seulement de la craie et du tableau noir ! - cela, je le crois, seulement tout de même, moi aussi, comme celui qui a dit cela, je suis maire, je me promène dans les écoles de ma commune, et je le dis : c'est faire injure à nos enseignants, et notamment à nos instituteurs d'aujourd'hui, que de dire qu'ils seraient en retard de rénovation pédagogique ! S'il y a, en effet, retard, et s'il y a dégradation, comment en parler sans faire au moins allusion à l'effort systématique de la Droite, au pouvoir pendant des années, pour disloquer, affaiblir, rogner, abaisser le système public de l'éducation ? Alors, nous dire aujourd'hui : "il faut bien faire appel à l'autre école, puisque celle-là est affaiblie..." non, tout de même !
(Applaudissements)
Alors, voilà, je crois que sur tout cela, vous le savez bien, cela déborde un peu du débat d'aujourd'hui, encore que la modernisation sans formation des hommes et des femmes, qu'est-ce que cela pourrait vouloir dire ? Poursuivons ce débat au-delà de ce que nous allons conclure ensemble, d'ici demain, et avec le sentiment que beaucoup de choses, y compris pour l'appareil de production, sont déjà en cours, les interventions d'Edith Creson, de Louis Mexandeau, parmi d'autres, nous ont montré tout ce qui est déjà acquis, combien nous avons commencé à redresser ce qui avait été abaissé par la Droite pendant tant d'années. Nous avons cela en main, nous avons nos propositions pour le nouveau contrat, au-delà, mais en nous souvenant, et cela dépend de ce que nous disons et faisons aujourd'hui et dans les quinze mois qui viennent, que nous aurons besoin davantage pour mieux réussir la suite, mieux réussir ces quinze mois, mieux réussir au-delà de 1986, d'un soutien, d'un engagement populaire plus fort que celui que nous avons su provoquer jusqu'à maintenant.
Sans doute est-ce un des éléments de la réflexion que nous devons avoir. Nous ne pouvons pas, parce que nous sommes la Gauche, nous ne pouvons pas réaliser notre politique et faire les changements sans cet engagement populaire, sans cet engagement actif. La Droite, elle gère ce qui est, elle ne bouge pas, elle est sur place, par définition, elle est conservatrice, donc il lui suffit d'être là.
Nous, nous ne pouvons pas changer seulement avec l'utilisation du pouvoir politique central, du pouvoir exécutif et d'une majorité à l'Assemblée. Peut-être bien nous-mêmes l'avons-nous un peu oublié. J'ai le sentiment que, de plus en plus, le Parti a cette conscience que les changements, bien-sûr, c'est la majorité politique, nous avons choisi cette voie et nous entendons nous y tenir du changement progressif, graduel, par la voie du suffrage universel, mais c'est aussi le changement actif des forces vives du pays dont nous sommes un élément décisif.
(Applaudissements)

La présidente - Je donne la parole à Hervé Fouilloux (?) pour six minutes. Ensuite, Yves Lebas, pour cinq minutes, puis René Basse.

Hervé Fouilloux

Chers camarades, notre Convention peut constituer une date importante dans la

vie du Parti, dans sa réflexion et dans la perspective des élections de 1986.
En effet, la question n'est pas tellement de savoir si les Socialistes acceptent la modernisation. Ils l'ont acceptée bien avant 1981. Ils l'ont toujours acceptée dans leur histoire dès le 19ème siècle, à l'occasion de la première révolution industrielle. En effet, dans leur adhésion au Socialisme, les hommes et les femmes ont exprimé à la fois leur espoir et leur révolte, la révolte face aux souffrances, aux misères engendrées à chaque étape des révolutions industrielles qui se sont succédées, mais également et à chaque fois, l'espoir d'un progrès, l'espoir d'une société plus juste et plus fratennelle, qui ne peut sortir justement que de la modernisation.
De la même façon, je crois que la question n'est pas de savoir si la modernisation doit être accompagnée du progrès social. En effet, c'est bien une évidence pour nous, Socialistes, même si la mise en œuvre est souvent beaucoup plus difficile. La modernisation, si elle est détachée de toute volonté sociale et politique, se réduit cependant à un thème qui, pour le coup, n'a rien à voir avec la pensée Socialiste.
Soyons clairs sur ce point. La modernisation, en dehors de tout effort important, réel, de solidarité, ne peut pas être comprise par l'électorat de gauche. En effet, il convient, à l'occasion de cette Convention, de prendre la mesure de l'ampleur de la durée et des effets fantastiques de la modernisation en cours.
La modernisation, dans ses aspects industriels et techniques, ébranle notre société avec une violence dont nous n'avons peut-être qu'une petite idée, mais qu'un avant goût. La modernisation, c'est derrière la volonté, l'informatique, la modernité comme on dit, des licenciements, l'exclusion, l'exploitation, de nouvelles aliénations comparables et quelquefois plus aiguës que celles de la première et de la deuxième révolution industrielle, et il faut nous débarrasser de certaines illusions naïves ou d'une présentation à l'eau de rose de la modernisation.
La modernisation, c'est vrai, est liée à la guerre économique comme cela a été dit cet après-midi, mais elle frappe durement et sans pitié ceux qui sont d'abord les plus démunis.
Alors, cette révolution technique, elle intervient, et là, on l'a insuffisamment rappelé cet après-midi, à un moment où la production globale de notre société ne progresse que lentement. Quoi qu'en disent certains, on ne change pas cette situation d'un coup de baguette magique. Cela fait trois ans que nous discutons de cette question et personne, à ma connaissance, n'a trouvé de réponse sérieuse à la question des contraintes.
J'ai vu défiler, je le dis avec une certaine surprise, cet après-midi, quelques centaines de milliers d'emplois. Ainsi, la vraie équation n'est pas seulement de traiter le thème de la modernisation et du progrès social, c'est de traiter en fait le triptyque modernisation, progrès social et contraintes auquelles nous sommes affrontés du point de vue de la croissance.
Voilà la vraie question. D'ailleurs, n'y a-t-il pas, à travers cette triple question, la source principale de toutes les difficultés sociales et politiques que nous avons rencontré depuis trois ans.

Alors, peut-on sortir du carcan des contraintes ? Qui ne le souhaite ? Certains le pensaient déjà en 1982. Bien sûr, le plus souvent, ils le pensent encore aujourd'hui, mais il faudrait nous expliquer avec beaucoup de détails que c'est possible sans retrouver justement la situation que nous avons connue au printemps 1982 et en 1983.
Quoi qu'il en soit, et pour cette raison justement, l'emploi exige aujourd'hui des mesures spécifiques et nouvelles et la Convention a abordé ce thème en permanence, l'emploi était au cœur de toutes les interventions, car il est au cœur des problèmes des inégalités, des désordres, des désordres dans les esprits, des désordres sociaux et de l'insécurité.
Dans cette situation, il faut que l'emploi devienne notre seule priorité. Camarades, la modernisation se fera avec le progrès social, si c'est bien l'emploi qui commande toute notre politique.
Cette question comporte de nombreux aspects évoqués cet après-midi, j'en parlais il y a un instant. Quelles mesures économiques pour développer l'emploi au plan économique justement ? Quelles mesures de solidarité envers les chômeurs ? Nous ne pouvons pas rester immobiles sur de très nombreuses questions. La réduction du temps de travail, mais aussi le temps partiel. Le problème des cumuls qui a été évoqué à plusieurs reprises. Sur un plan social, le problème des chômeurs en fin de droits, le problème des femmes seules privées d'emploi, le problême - pourquoi pas - du revenu minimum garanti. C'est là qu'il faut agir dans les semaines qui viennent, mais cette priorité, me semble-t-il, pour que nous soyons lucides sur la situation au regard de l'emploi, doit être assortir de trois remarques très importantes.
Première remarque. Elle m'est commandée par les interventions de cet après-midi. N'entraînons pas des illusions excessives sur les résultats immédiatement possibles à attendre de mesures au plan strictement économique. Nous avons eu ce débat à propos du 9ème plan, n'oublions pas tous nos débats dès qu'ils sont terminés. Il faudrait revoir de près un certain nombre de propositions faites cet après midi et de beaucoup plus près.
Deuxièmêment, le traitement social du chômage reste - et on ne l'a pas assez dit cet après midi - et restera tout à fait indispensable. Les TUC en constituent un élément très positif. D'autres formes seront à inventer demain pour maîtriser la situation de l'emploi. Il faudra le faire, car les solutions à attendre des mesures au strict plan économique seront insuffisantes.
Enfin, troisièmêment, toutes ces mesures étant prises sur le plan économique, au niveau du traitement social du chômage, il faudra, quoi qu'il en soit, affirmer une priorité plus importante, une solidarité plus réelle envers ceux qui sont rejetés et ils resteront nombreux, du monde du travail et de la possibilité de travailier.
Ainsi, mes camarades, dans la tempête de la mutation en cours, des Socialistes doivent définir de nouvelles mesures pour l'emploi qui doivent faire l'objet d'une priorité absolue, si ce n'est la seule...

La présidente - Je te demande de conclure.

Hervé Fouilloux - Je termine.
Cette Convention doit dégager, en outre, une volonté nouvelle en faveur des victimes de la modernisation car elles existent et elles sont en droit d'attendre de la Gauche une solidarité accrue et à cette condition, la modernisation sera bien conjuguée avec le progrès social.
(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Yves Lebas, cinq minutes. Ensuite, René Basse, puis Bernard Roman.

Yves Lebas

Chers camarades, un des thèmes habituels de nos débats est celui de notre base sociale, mais avons-nous suffisamment approfondi les modifications qu'elle connaît du fait de la modernisation ? En effet, à quoi assistons-nous ? D'une part, à une baisse continue de la place des ouvriers professionnels de l'industrie, ceux qui ont constitué l'encadrement du mouvement ouvrier, et la base de référence de son discours. D'autre part, une montée en puissance des techniciens dont le langage, les références historiques, la vision qu'ils ont de leur place et de leur avenir dans la société, sont non seulement différents des premiers, mais quelquefois même antagonistes dans ce processus. Or, ils coexistent et ils coexisteront longtemps, d'où un langage, des références, des images dont les sens sont différents, perçus contradictoirement. A mon sens, dans l'effort que nous avons à faire pour essayer de répondre à ces deux constituants de notre base sociale est notre problème de communication, car si on n'agit pas pour ces deux groupes à la fois du salariat, si on ne tient pas un langage s'adressant aux deux à la fois, toutes les références au front de classe deviendraient incantatoires et la modernisation se ferait contre nous, car la modernisation peut aussi contribuer à créer de nouveaux blocs, un nouveau groupe social dominant. Ainsi, le débat sur la flexibilité recouvre, comme Lionel Jospin l'indiquait, un contenu politique et social décisif. Le mot s'applique, il l'a dit, à des choses trop dissemblables pour ne pas être précisées. La confusion doit être levée si l'on veut apprécier effectivement l'enjeu du pouvoir qu'il recouvre. A travers les nouvelles formes d'organisation du travail, la question se pose du sentiment d'appartenance à un même groupe social. Quand chacun tend à organiser son propre travail au sein d'une équipe restreinte, il peut avoir une impression d'autonomie ou de liberté que le travail de masse, à la chaîne, la parcerllisation maximale des tâches lui avaient ôtées, mais ce sentiment de plus grande liberté des individus peut contribuer à masquer une question centrale, la question centrale qui assure la maîtrise de l'organisation d'ensemble de ces organisations particulières.
Tel est- l'enjeu en termes de pouvoir social du processus de modernisation car celui qui contrôle un processus de fond tend à l'organiser pour consolider ou assurer son pouvoir. Poser cette question amène à être attentif à deux risques majeurs, me semble t il auquel il nous faudra faire face : penser, d'une part, que

la modernisation ne soit organisée par une catégorie particulière qui maîtrise aussi bien le savoir technique que les moyens financiers, et certaines tentations existent de favoriser l'émergence d'une techno-structure qui pointe déjà le bout de son nez et il nous faut être attentif dans notre discours et dans notre pratique à faire face à ce risque.
C'est tout l'enjeu des lois de démocratisation du service public et les lois Auroux, tous l'enjeu de leur application réelle, de leur mise en place effective.
Deuxième nécessité : il faut assurer l'indépendance de la France et de l'Europe, face l'organisation du pouvoir d'une techno-structure internationale mise sur pied par les entreprises américaines, avec l'aide de leurs états, à travers la gestion qu'ils ont du Dollar à l'échelle internationale et à l'échelle modiale.
Aussi, me semble-t-il, cette réflexion engagée par le Parti, ce combat mené par les Socialistes doit l'être à l'échelle internationale et d'abord européenne. Notre unité et notre volonté, nous l'avons dit, sont essentielles pour gagner, avec les forces sociales dans le ur diversité, que nous voulons représenter, mais cette unité et cette volonté doivent être projetées aussi à l'échelle internationale et ça me semble être l'enjeu des semaine set mois qui viennent !
(Applaudissements)

La présidente – La parole est à René Basse pour 7 minutes, puis à Bernard Roman.

René Basse

Chers camarades, à l'évidence, l'importance de cette Convention, du débat qui est le sien au sein du Parti, apparaît compte tenu du fait que nous sommes conscients de participer à un phénomène de mutation de société et que l'interrogation que nous avons nourrie, est de première importance.
Au premier degré, si vous me permettez l'expression, il y a été largement répondu, et même si cela a été fait avec des nuances, il n'en est pas moins vrai que la question était : pourquoi opérer la modernisation et comment la faire ? Ce sont des questions auxquelles il a été passablement répondu.
Vous me premettrez, devant vous, de nourrir une interrogation au deuxième degré, qui touche au fondement de notre démarche ; je veux dire l'idéologie.
J'ai en mémoire les paroles d'un ethnologue américain qui, il y a quelques mois, voulant définir notre système de société occidentale, le qualifiait – j'ai retenu le terme – de «barbaries technologiques», prenant en compte, pour cela, maints apports de notre civilisation dans tel ou tel pays du tiers-monde, dans telle ou telle micro-société, et des résultats de déstabilisation qu'il avait observé au plan humain, y compris, disait-il, au sein des pays dits développés.
Alors je pense que de telles assertions doivent nous interpeller car c'est dire combien la modernisation de l'économie qui va dans le sesn irréversible de notre phénomène de société et dont l'histoire dira qu'elle fut à l'honneur de notre démarche politique, c'est dire combien cette modernisation et le potentiel accru qui en résulte doivent être maîtrisés au plan idéologique dans nos esprits, dans ceux de l'opinion publique, et qu'il importe que cette démarche soit clairement

Convention Jean Jaurès

perçue comme une avancée vers cette société que nous appellons de nos vœux qui nous faisait dire avant 1981, mais c'est toujours d'actualité : «avec les Socialistes, changeons la vie.»
Et c'est bien à ce niveau que se situe l'enjeu fondamental si l'on juge par rapport à la contre-offensive d'une droite et d'une extrême droite qui n'ont plus aucune pudeur à proclamer tout haut leur attachement aux valeurs traditionnelles d'un conservatisme fondé sur l'inégalitarisme, l'élitisme, sur le droit à la différence conçu comme la reconnaissance d'une société à plusieurs niveaux, sans parler du racisme et de la xénophobie.
Il n'est que de se souvenir de ce que nous avons vécu lors du débat sur l'école et de la mobilisation sonnée par la Droite lorsque nous avons voulu faire avancer les choses au nom de l'idéal laïque, c'est-à-dire du respect de l'autre dans sa différence qui s'inculque nécessairement dès le temps de l'école.
Une démarche frappée sous le sceau de notre volonté de prendre en compte l'intérêt de la communauté toute entière, au nom de la fraternité et de la solidarité pour la justice et pour la liberté.
Alors, c'est bien au nom d'une certaine conception de l'homme, de son insertion au sein de sa communauté et même au sein de l'environnement qu'en lieu et place d'un système qui a trop souvent des connotations avec la jungle et la loi du plus fort, et qui est le propre du capitalisme, même si on lui accole l'épithète «libéral», c'est bien au nom d'un idéal différent que nous entendons promouvoir un changment qui passe par le changement des comportements et des mentalités.
Oui, les Socialistes entendent promouvoir une société de promotion des hommes, dans le respect mutuel, et , pour emprunter un mot à la mode, dans la convivialité, beaucoup mieux traduit, me semble-t-il, pour nous, par ce que recouvre la notion de laïcité, à condition de bien mesurer qu'au-delà de l'école, la notion de laïcité s'étend aux rapports sociaux, aux rapports avec l'environnement naturel, pour être réellement porteuse de notions de solidarité, de fraternité et d'épanouissement des individus.
A cet égard, la modernisation devient un moyen de plus qui nous permet de maîtriser un avenir en lieu et place de ce que cet ethnologue américain, mais je crois d'autres avec lui – je pesne en partiulier à Claude Levi-Strauss – partagent une telle appréciation, appellait «barbaries technologiques» qui menacent ô combien le devenir même de l'humanité.
Nous, Socialistes, avons, et tout particulièrement dans notre pays, mais aussi en direction de bien d'autres pays avec lesquels nous sommes en prise économique et culturelle directe, la redoutable charge historique de conduire le changement économique et celui de la société civile. Max Gallo nous dirait que nous sommes, en la matière, dans le droit fil de la pensée de Jaurès, qui appellait ses camarades à attacher leurs charrues aux étoiles.
Cela devrait suffir à nous convaincre, et nous le sommes j'en suis sur, des enjeux de la formidable bataille que nous menons avec notre gouvernement : bataille économique, bataille sociale, mais aussi bataill des idées et là, c'est le Parti qui est en première ligne, pour faire passer ce souffle que Léon Blum appellait déjà de ses vœux et qu'il nous appartient de développer au sens

Contribution Jean Jaurès

d'accentuer à l'endroit et à l'entour de la politique gouvernementale, afin d'entraîner l'opinion et démystifier la vaste et habile, en même temps que mensongère, entreprise de propagande idéologique de la Droite.
Il s'agit de gagner cette bataille des idées, pour assurer dans le temps le chagement qui, au-delà de la nécessaire réussite de la mutation économique, indisociable du progrès social, associera l'indispensable mutation culturelle, c'est-à-dire celle des comportements et des mentalités qui est la marque du combat Socialiste.
(Applaudissements)

La présidente – La parole est à Bernard Roman pour 9 minutes, ensuite, Rober Le Foll.

Bernard Roman

Mes chers camarades, Lionel Jospin concluait son intervention ce matin en nous disant que le Parti attend un signal. Je pense, pour ma part, que le temps est venu de lui donner ce signal. Je pense aussi que l'occasion nous en est donnée dans le cadre de cette Convention nationale, et je voudrais m'en tenir, dans le cadre de ce débat sur la modernisation, au rôle, que ce débat peut contribuer à rendre à notre Parti dans les quinze mois qui nous séparent aujourd'hui des échéances législatives de 1986.
Je voudrais le faire car je pense qu'au-delà du thème central de la modernisation, sur lequel il est essentiel que le. Parti se mette au clair aujourd'hui, il y a un autre enjeu capital dont nous n'avons cessé de parler depuis 1981, c'est celui du rôle, de la place de notre Parti.
Il est clair, mes camarades, que cette question, formulée à de nombreuses reprises depuis 1981, nous n'avons toujours pas aujourd'hui réussi à y répondre.
Il est clair aussi, à quelque 500 jours des élections législatives, qu'il est plus que temps de nous situer, de prendre notre place, toute notre place, dans le jeu politique français.
A cet égard, il faut bien constater que c'est la premièrie Convention nationale que nous tenons, sur un thème particulier depuis 1981, et nous tenons cette Convention alors que les militants, notre Parti montrent après trois ans et demi de gouvernement de gauche, les difficultés à assumer le rôle d'un parti majoritaire.
Dans le cadre de notre débat, le consensus qui s'est dégagé entre les différentes sensibilités du Parti lors de l'élaboration du texte national, montre à l'évidence, que le débat n'est pas aujourd'hui entre ceux qui seraient pour la modernisation, et ceux qui seraient contre. Tout débat qui n'aurait pour objectif que de faire assumer aux Socialistes les conséquences à court terme de cette politique de modernisation, n'aurait à mes yeux aucun intérêt.
De même, le gouvernement a choisi depuis 1981, de moderniser la France, et je pense, compte tenu de l'état des rapports sociaux en 1981, compte tenu de l'état de l'appareil productif, en 1981, qu'il ne le fait pas si mal que ça, et toute son expression, toute l'expression du Président de la République, me semble-t-il,

Fondation Jean-Jaurès

tendent à expliquer d'une manière relativement compréhensible cette politique de modernisation.
La politique du Gouvernemet est donc claire, l'explication qu'il en donne l'est tout autant,mais force nous est de contater que même si une large majorité des Français approuve cet objectif, ce dessein de modernisation de notre pays, il ne s'en trouve qu'une faible minorité, si l'on se place du point de vue électoral, pour soutenir cette politique de la Gauche, et nous pemettre en l'état actuel du rapport de forces, de poursuivre l'action au-delà de 1986. Je pense que nous devons tenir compte de cette situation pour resituer l'un des enjeux essentiels de cette Convention.
Le Parti doit, à l'occasion de ce débat, s'affirmer comme une force qui se situe à la charnière de ces 2 phénomènes, de l'action du gouvernement, d'une part, de l'état de l'opinion, d'autre part.
Cette réflexion est d'autant plus importante aujourd'hui que, nous le sentons tous, le poids des idées néo-libérales, le poids des idées réctionnaires, le poids de l'individualisme, se font de plus en plus sentir, comme chaque fois que les difficultés apparaissent, comme chaque fois que le monde est en crise.
Est-il utile de rappeler que les Socialistes, le Socialisme a toujours pris sa place dans ces périodes difficiles de l'histoire ? Est-il utile de rappeler que c'est de la 1ère révolution industrielle que sont nées les idées Socialistes ? Que c'est au cours de la 2ème révolution industrielle que s'est organisé le mouvement Socialiste, et que dans le cadre de cette 3ème révolution industrielle, la tâche qui nous incombe, à nous Socialistes, est énorme si nous voulons donner au Socialisme la dimension que nous lui souhaitons pour demain ?
C'est à nous qu'il appartient, mes camarades, de donner cette dimension au Socialisme.
Avec cette Convention, on a demandé au Parti de réfléchir, en orientant le débat, soit, sur un thème très particulier, mais on lui a redonné cette fonction fondamentale dont il n'aurait jamais dû se départir, celle du débat, celle du débat politique, et donc des propositions. Et dès que notre Parti retrouve cette place, cette force de proposition, dès qu'il se dégage du commentaire quotidien, de la gestion gouvernementale, eh bien, effectivement, nous l'avons constaté, il peut se replonger dans ses racines, il peut s'interroger sur la permanence de ses valeurs, sur ce que certains appellent la nécessité d'un agiornamento. Il peut replacer l'action de la Gauche dans ces perspectives politiques, il peut retrouver cette marge de recul et donc de critique, parfois par rapport à l'action du gouvernement. Il peut enfin proposer, au-delà de l'immédiat, un certain nombre d'avancées significatives qui aillent dans le sens de nos engagements fondamentaux.
Qui n'a entendu, dans les réunions de section, dans les réunions férérales qui se sont tenues dans le cadre de cette Convention, des propositions qui allaient bien au-delà des textes qui nous étaient proposés : sur la réforme fiscale, sur la construction politique de l'Europe, sur la lutte pour l'emploi, sur les discussions en cours sur la flexibilité du travail ! Cela est la nature et la force d'un grand parti, que nous avions peut-être oublié depuis 1984.

Fondation Jean Jaurès

Ce mouvement qui a été enclanché à l'occasion de cette Convention, je pense fermement que sa poursuite est une condition nécessaire à la victoire de 1986.
Notre Parti ne sera capable de porter la Gauche que s'il continue à débattre, à proposer, avec les risques que nous mesurons tous et que nous devons assumer par rapport à l'action gouvernementale.
Entendons-nous bien, mes camarades, il ne s'agit pas de débattre pour débattre. Il s'agit avant tout de poser les questions qui se posent à nous aujourd'hui, pour lesquelles nous devrons proposer des réponses aux Français pour 1986.
Au-delà de notre réflexion sur la modernisation, comment ne pas approfondir des thèmes comme la réforme fiscale, sur laquelle je le pense plus que jamais nous devons mener une réflexion. Car les Socialistes, c'est ma conviction profonde, ne peuvent considérer que comme une parenthèse les modalités d'application de la baisse des prélèvements choisie par le gouvernement pour 1985.
Sur l'école et la laïcité, beaucoup en ont parlé aujour d'hui, peut-on aujourd'hui concilier notre engagement pour la laïcité et le pluralisme ? Comment reformuler aujourd'hui cet objectif sur la lutte pour l'emploi ? Des propositions ont été versées au débat aujourd'hui, sur les systèmes de protection sociale, non seulement au niveau des besoins, mais aussi au niveau des moyens.
Je voudrais enfin, mes camarades, pour terminer, évoquer une autre dimension oubliée par notre parti depuis 1984, et que cette Convention nous donne l'occasion de remettre à l'ordre du jour.
Un parti qui débat est un parti qui vit. Je me souviens qu'au cours du Congrès de Nantes, en 1977, l'une des motions en présence, c'était celle du CERES, soulignait qu'une des premières conditions de l'avancée significative du Socialisme, après la victoire que nous espérions alors pour 1978, était la création, avec toute la part que nous devions y prendre, d'une dynamique populaire, d'une présence active, d'un point de vue idéologique et politique, sur l'opinion, car, c'est vrai, il nous faut débattre, mes camarades, mais il nous faut débattre pour agir, et c'est certainement dans ce domaine que nous avons le plus à faire dans les quinze mois qui nous restent à faire.
Là aussi, le débat reste une condition nécessaire à cette dynamique. Il serait suicidaire de penser, comme un certain nombre de nos camarades le pensent aujourd'hui, que le Parti Socialiste, parti majoritaire, puisse ou veuille peser sur l'action du gouvernement sans avoir à peser sur le poids de l'opinion.
Alors, mes camarades, reprenons notre place en pesant sur l'opinion, en réinvestissant dans la vie sociale, dans les associations, en reprent d'assaut les cages d'escalier que nous avons désertées après mai 198l, et que nous avons laissées à d'autres. Ne faut-il pas d'ailleurs chercher là l'une des explications de la fulgurante ascension de l'extrême-droite dans les milieux les plus populaires ?
Je conclus, oui, président... Ce débat, engagé par cette Convention, poursuivons-le au-delà du thème que nous avons à débattre aujourd'hui, poursuivons-le jusqu'à notre Congrès qui devra être celui de notre programme pour 1986, prenons-le en mains avec sérénité, responsabilité, en confrontant tous nos engagements à l'expérience de trois ans et demi de pouvoir.

Proposons, construisons, car si certains d'entre nous estiment devoir remplir ce rôle aujourd'hui dans des structures parallèles et amies, j'estime que pour ma part c'est à nous, mes camarades, et d'abord à nous, dans notre Parti, qu'il appartient de le faire.
Oui, Lionel Jospin, cette Convention, à 500 jours des élections législatives, doit être le signal de départ d'une mobilisation qui doit être intense, et dont la prochaine campagne, en direct avec vous, nous donnera l'occasion. Mais cette mobilisation ne sera possible que si notre parti poursuit ce débat engagé aujourd'hui, pour reformuler, dans le cadre de notre prochain Congrès, ses propositions au pays.
Car, s'il est une vérité que chacun d'entre nous se doit d'avoir à l'esprit aujourd'hui, c'est que la construction d'un Socialisme ne dépend pas d'abord de tel ou tel club, de tel ou tel cercle, elle ne dépend pas d'abord du gouvernement ou du Président de la République, la construction du Socialisme dépend d'abord du Parti Socialiste. Merci.
(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Robert Le Foll, pour cinq minutes, ensuite Pierre Brana, ensuite Gérard Collomb.
Je demanderai aux orateurs de s'en tenir au maximum à leur temps de parole, pour que nous puissions terminer dans les délais.

Robert Le Foll

Chers camarades, avant d'aborder le thème de la modernisation et du progrès social dans les départements et territoires d'Outre-mer, l'actualité me conduit à évoquer la situation en Nouvelle Calédonie.
Les événements que nous vivons résultent d'une situation de colonisation marquée par la marginalisation des canaques dans leur propre pays. 20% de jeunes seulement dans les classes de seconde, 9% de bacheliers pour 43% de la population. Ceux qui travaillent dans l'administration restent des exceptions, et, vous l'avez, une certaine presse, évoquant leur culture, évoque encore les "sauvages".
La politique que la Droite conduit, mène aux tensions que nous connaissons. La loi-cadre votée en 1956 donnait satisfaction à l'ensemble de la population. Or, dès 1958, le Conseil de gouvernement est dissout, puis c'est le tour de l'Assemblée territoriale en 1962, et la mise en place d'un nouveau statut.
En 1972, le gouvernement Messmer et la Droite locale renversent la majorité politique en faisant du blanc. Enfin, le maintien du système économique, basé sur l'import-export, n'offre pas aux jeunes les débouchés attendus.
C'est ainsi que prend naissance la revendication des indépendantistes et que s'affrontent, dans un environnement international agressif, les canaques et les européens, dont de nombreux caldoches.
Nous assumons aujourd'hui les responsabilités et devont trouver une solution qui passe par l'auto-détermination et le choix de l'indépendance, si la majorité de la population le demande.

Fondation Jean-Jaurès

La spécificité de la Nouvelle Calédonie rend l'issue difficile. Les questions du mode de scrutin et du système de gouvernement appellent des solutions complexes.
Rétablir l'ordre, négocier, mais refuser un conflit colonial du passé.
Ceux de l'opposition qui incitent en ce moment les européens au durcissement travaillent à leur malheur ; le passé récent, d'ailleurs, en témoigne.
Pour répondre à l'aspiration d'un peuple à la dignité, garantir aux autres ethnies le droit de vivre sur la terre où elles sont nées, et faire en sorte que la présence française dans le Pacifique continue, il faut réaffirmer notre solidarité avec celui qui, aujourd'hui, assume de lourdes responsabilités en Nouvelle Calédonie.
Evouquer ce sujet, ce n'est pas sortir des thèmes de notre Convention, bien au contraire. Je rappellerai qu'en dehors de notre métropole vivent 1 800 000 personnes pour lesquelles le problème n'est pas de moderniser. La situation politique, économique, culturelle et sociale exige que nous examinions la réalité dans les départements et territoires d'Outre-mer avec d'autres yeux, et que nous nous préoccupions plutôt du développement économique et du progrès social.
Rien n'est comparable dans le niveau de vie, par exemple, ou dans les structures sociales et économiques. Depuis mai 198l de nombreuses réformes ont été réalisées ou engagées dans le domaine économique, social et culturel. Malheureusement, dans l'esprit des Français d'Outre-mer, ces réformes sont passées au second plan et il leur semble que nous avons mobilisé notre énergie uniquement dans le domaine institutionnel.
L'action gouvernementale est ainsi mal comprise. C'est pourquoi, nous Socialistes, nous devons affirmer une politique claire et précise, fondée sur l'intégration, et non l'assimilation, intégration qui doit aboutir à une véritable décolonisation, c'est-à-dire à la transformation des structures économiques, sociales et culturelles héritées du passé.
Pour cela, des obstacles à vaincre et des objectifs à définir.

La présidente - Il te reste une minute.

Robert Le Foll - Alors, je vais terminer... une minute si vous le souhaitez, mais je trouve que c'est un peu curieux, c'est la première intervention sur les territoires d'Outre-mer depuis ce matin... enfin, je vais clore, mais je regrette que nous n'accordions pas davantage d'importance à ce qui se passe aussi là-bas.

La présidente - Je crois que nous accordons tous une très grande importance, bien évidemment. Il y a des temps de parole qui ont été définis, et je me dois de les faire respecter. Je te signale que tu as déjà dépassé ton temps de parole de deux minutes. Evidemment je te laisse conclure avec les propositions que tu comptais faire.

Robert Le Foll - Je serai donc discipliné et je conclurai rapidement en disant que nous avons à mettre là-bas en place une politique. Il est clair que ce dont nous

avons parlé aujourd'hui ne correspond pas aux réalités des départements et des territoires d'Outre-mer, et que nous aurions très certainement à envisager une politique économique, une politique de formation ; nous aurions peut-être aussi à réfléchir à l'intégration des départements et des territoires d'Outre-mer dans leur environnement économique et géographique.
Je dirai que si nous voulons avancer là-bas il faut instaurer la concertation, il nous faudra établir un programme d'actions et un calendrier pour mettre ces actions en place. Car nous avons beaucoup de projets, mais malheureusement ils ne sont pas concrétisés, et cela pose un certain nombre de problèmes.
Je terminerai en disant que pour les départements et territoires d'Outre-mer la modernisation n'est pas encore aujourd'hui d'actualité ; c'est la mise en place d'un nouveau système économique, c'est l'implantation d'entreprises, qui se basent sur l'exploitation des richesses locales, qui sont à l'ordre du jour. Je crois que c'est cela pour eux la réalité, et c'est aussi peut-être quelque chose que nous pouvons intégrer dans les travaux de notre Convention. Merci.
(Applaudissments)

La présidente - La parole est à Pierre Brana, pour sept minutes. Ensuite, À Philippe Lacheneur.

Pierre Brana

Chers camarades, le texte soumis à la Convention a le mérite de tirer en partie la leçon de la pratique du pouvoir et de rappeler les perspectives politiques et économiques.
Il s'articule autour de deux idées.
Nous sommes et nous allons rester dans une société d'économie mixte, avec - je cite - "un fort secteur privé et un fort secteur public".
Nous affrontons un dérèglement général de l'économie mondiale qui frappe d'abord les pays du tiers-monde, mais aussi les pays développés, dont le nôtre, et cela dans une période de mutations technologiques.
Sur ces deux idées, notre réflexion est neuve, tant nous avons élaboré des idées et des propositions marquées par la société industrielle du 19ème siècle et sa coupure évidente en deux classes antagonistes.
Or, la société actuelle est de plus en plus complexe, de plus en plus caractérisée par le développement du secteur tertiaire et la dillution du capital, et marquée aussi par la perspective de la croissance qui a masqué pendant des années, à la population toute entière et à nous-mêmes, l'ampleur de la crise et de la mutation.
Arrêtons-nous brièvement sur quelques points.
Le premier est celui de la flexibilité de l'emploi. Il est évoqué rapidement dans le texte, à la fin du paragraphe 111. Je cite : la flexibilité de l'emploi est sans doute une condition indispensable du progrès. Le mot est aujourd'hui à la mode, il nous faut réfléchir dessus, car on emploie flexible, cela peut être compris bien différemment par les employeurs et leurs salariés. Disons le nettement, cela ne peut pas être la possibilité de rendre variable la totalité du contrat de travail et la rémunération entrainant la suppression du déroulement de carrière ou de la

Fondation Jean-Jaurès

promotion promotionnelle interne.
Même chose pour la proposition patronale de modulation de la durée du travail ; il est impensable que les seuls et uniques impératifs patronaux soient retenus comme critères pour l'organisation du travail.
Nous devons, sur ces questions, affiner notre réflexion, étudier les propositions et en discuter sur le fond avec les partenaires sociaux.
Deuxième sujet, celui de la nécessité de rénover l'administration ; elle est perçue trop souvent par les Français comme lourde, complexe, parfois inefficace ; elle doit, dit le texte de la Convention, évoluer vers davantage d'efficacité, être une aide et non une contrainte.
Le ministère de la Justice a pris récemment des mesures pour moderniser son administration, avec 7 thèmes, parmi lesquels : raccourcir les circuits, développer la conciliation. Bien des administrations pourraient prendre ces thèmes et, utilisant des procédures plus simples, plus claires, rendre plus facile la vie quotieienne de millions de gens.
La modernisation, cela concerne l'emploi, l'administration, mais aussi les rapports des hommes entre eux, la façon de vivre ensemble, et puisque j'abordais la modernisation de la justice, je voulais dire un mot ici de ce sentiment d'insécurité qui provoque aujourd'hui dans l'opinion publique un attrait pour une certaine idéologie sécuritaire qui me paraît inquiétant.
La lutte contre l'insécurité est un travail de longue haleine, incluant certes des mesures répressives mais y associant des mesures éducatives et une politique de prévention. C'est ce qu'a fait le gouvernement et c'est qu'a fait le ministre de la Justice, que je veux saluer ici. C'est ainsi qu'ont été mis en place les programmes anti été chaud, et ceux de l'insertion sociale et professionnelle pour les jeunes en difficulté.
Aux tenants du libéralisme qui demandent à la fois moins d'Etat et plus d'Etat - est-ce le rêve de l'Etat gendarme ?- on peut répondre que la participation des citoyens à la prévention restaure un tissu social menacé de désagrégation.
La création des Conseils de prévention de la délinquance permet de faire travailler ensemble, département par département, ville par ville, quartier par quartier, les élus, les associations et les services de l'Etat à partir des réalités et des besoins locaux. La France a besoin de solidarité forte pour réduire les antagonismes que les discours simplificateurs exacerbent.
Nous, militants du Parti Socialiste, notre rôle en ce domaine des droits de l'Homme, est clair ; il faut d'abord garder notre sang froid, analyser et comprendre, dénoncer les statistiques trompeuses, l'inefficacité des discours répressifs, appeler à la solidarité et à la compréhension.
En conclusion, chers camarades, pour respecter mon temps de parole, je dirai que le grand mérite du texte de la Convention est d'avoir lancé la réflexion sur toute une série de pistes, sur de nombreux points ; il faut les approfondir, en liaison avec une meilleure écoute du corps social. La campagne de notre Parti qui s'ouvre en janvier devrait y contribuer.
(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Philippe Lacheneur pour 5 minutes. Joseph Mingat pour 7 minutes et ensuite Denise Cacheux.

Philippe Lacheneur

Je serai très rapide en centrant mon intervention autour d'une proposition, sur un thème.

Cette Convention est pour nous un moment fort où il faut définir, tout faire en tout cas pour définir une politique visant à rendre caduc un danger qui nous guette et que beaucoup ont souligné, une société économiquement et socialement duale, une société où ceux qui maîtriseraient les règles du savoir faire des métiers de demain pourraient répondre aux métiers dont on sait que 30% seront créés d'ici l'an 2000. de même que les produits que nous consommerons et, où ceux qui sont dominés parce qu'ils ne détiennent pas le savoir, seraient relégués dans un prolétariat des temps modernes, sans espoir de s'en sortir.

C'est cette société là qu'il nous faut refuser et tout faire pour qu'elle recule, mais tout faire, c'est faire quoi ?

Je ne m'attarderai que quelques instants sur ce que les plus jeunes d'entre nous pourraient faire : nous avons longuement disserté auparavant sur deux concepts capitaux la nouvelle citoyenneté, la nouvelle solidarité.

Alors, une proposition : d'un côté des jeunes sortent des grandes écoles avec des diplômes, la maîtrise des technologies de pointe et de l'autre des jeunes qui ont des formations qui ressemblent fort à des diplômes voie de garage pour des métiers appelés souvent à disparaitre.

Qu'est-ce que nous pouvons penser d'un CAP de corsetière, de couture, de fonderie, d'ajusteur, quand l'essentiel d'une production sur certains secteurs se situe à l'importation ou de l'automation dans des secteurs souvent menacés, voire condamnés.

Dans ces secteurs, la maîtrise de l'ordinateur la programmation se substituera prochainement à l'exécution.

Je pense qu'il est temps que les jeunes qui ont un savoir se mettent au service de ceux qui ne l'ont pas.

Face à un retour en force confirmé par des études d'opinion d'un nouvel individualisme, c'est aux jeunes, porteurs d'une vision d'avenir, de faire un bon usage, solidaire de leurs compétences, et de participer à une nouvelle citoyenneté.

Il faudra, ensemble, chercher les voies de cette intégration, mais notre texte doit souligner cette nécessité de nourrir les formations désuètes des compétences de demain acquises aujourd'hui.

Les jeunes sont prêts à le faire, il faut une volonté, un désir, il faut redonner des certitudes, redéfinir un rôle à chacun.

Saisissons cette chance très importante qui s'offre aux jeunes d'être non pas des spectateurs, mais des acteurs de la modernisation et du progrès social de la France ; ce sera le sens d'un amendement que je déposerai à la Commission des résolutions tout à l'heure.

Fondation Jean Jaurès

La présidente - Joseph Mingat pour 7 minutes et Guy Poirier qui sera le dernier orateur.

Joseph Mingat

Chers camarades, notre Convention et son ordre du jour, nous offrent aujourd'hui un moment bref et tardif pour faire connaître à la collectivité nos ambitions et nos objectifs qui se traduiront en actes et non en renoncements. C'est la seule voie pour réunir une majorité positive en 1986.
Plus que jamais, il importe d'agir autrement, c'est-à-dire d'être ambitieux et de ne pas nous abandonner à la résignation qui n'est pas la vocation des Socialistes.
Aussi, à partir de l'impératif de la modernisation, saisissons-nous des outils nouveaux du progrès.
Il n'est pas question, dans mon intervention, d'aborder un débat sur la modernité en développant les propositions que le courant "Agir" avait fait au Parti, à travers les 4 amendements que nous avons soumis au vote des militants, mes camarades l'ont fait.
Ceci étant, j'aborderai les problèmes de fond au niveau des échéances qui nous attendent.
L'approche des élections cantonales, la mobilisation du Parti qui en découle, nous commandent toutefois de nous interroger sur notre capacité de mener une bataille dont chacun sait qu'elle sera difficile.
Si nous avons de bonnes raisons de nous réjouir des propos tenus par notre premier secrétaire à la dernière réunion du Comité départements, il convient néanmoins d'aller plus loin et de s'attacher à réunir les conditions les plus favorables à notre réussite. Se mobiliser contre la Droite, c'est-à-dire dénoncer son archaïsme, son conservatisme, son désir de régression sociale, enfin son esprit de revanche, certes est nécessaire mais, j'ajouterai, insuffisant.
Il ne suffira pas de dire à nos électeurs ce qu'ils risquent de voir hypothéquer, supprimer, remis en cause, au niveau des acquis sociaux si, d'aventure, la Droite gagnait les élections en 1986. Il ne suffira pas, à vous, de dénoncer l'incohérence, la pauvreté et l'arrogance ; en d'autres termes, selon l'expression de Lionel Jospin, de leur faire aucun cadeau si, par ailleurs, nous ne nous efforçons pas de doter notre Parti d'un projet mobilisateur.
Il conviendra donc, au-delà de cette nécessaire dénonciation d'aller plus loin afin de mobiliser nos militants qui ont bien besoin d'être mobilisés et cette mobilisation devra se faire autour de nos idées, dans le cadre d'une bataille idéologique.
Lionel Jospin réclamait, à la dernière réunion du Comité directeur, et je suis d'accord avec lui - mais encore faut-il préciser ces idées, - nos idées contenues dans notre discours idéologique.
C'est la toute la question, c'est-à-dire l'essentiel.
Pour entraîner les Français comme en 1981, nous devons être convaincus de la justesse des idées que nous proposons, approfondir ces idées, mieux les actualiser, en discuter ensemble, remettre en ordre espoir et expérience depuis

Fondation Jean Jaurès

1981. C’est là notre tâche.
J’ajouterai que nos valeurs, inscrites dans notre déclaration de principe, qui subordonnent notre adhésion au Parti, devront nous aider dans cette recherche, à condition toutefois qu’elles répondent aux problèmes que se pose notre société, aux questions concrètes que se posent, en 1984 et dans les années qui suivent, nos concitoyens, à condition également qu’elles répondent aussi aux nécessités que nous impose une rigueur économique que nous devons prendre en compte mais savoir maîtriser et orienter positivement.
A cet égard, nous attachons personnellement une importance vitale aux actions qui suivront dans les jours qui viennent et qui portent sur le suivi des décisions que nous serons amenés à prendre au terme des travaux de notre Convention, d’où nécessité d’avoir l’audace de ne pas se contenter seulement d’être le défenseur des actions menées par le gouvernement, mais encore d’être en capacité d’accompagner ce maintien en définissant des perspectives précises au niveau des questions auxquelles sont confrontés nos électeurs.
Il s’agira en outre d’apporter à notre discours ce souffle sans lequel notre langage ne serait qu’assemblage de mots.
J’ai eu l’occasion de dire, en d’autres lieux, que la politique réduite à l’application d’une simple technique est un corps sans âme.
Cette âme est dans le souffle dont la Gauche est porteuse. A nous d’en être les principaux dépositaires.
Si d’aventure nous faillissions à cette mission, très vite nous deviendrions comme les autres et perdrions notre identité, génératrice d’humanisme.
Il ressort à l’évidence que les futures échéances électorales seront dominées par un affrontement gauche contre droite, ce qui signifie que, plus que jamais, il importe d’être clairs auprès des forces sociales qui soutiennent la Gauche, et notamment celles faisant confiance au Parti Communiste.
Dans cet ordre d’idée, s’il est vrai que le Parti Communiste a adopté l’attitude que l’on connait, s’il est vrai qu’il s’engage dans une stratégie, ou du moins une absence de stratégie qui le conduira, à terme, à une mort politique, il est non moins important pour nous de préserver l’union de la Gauche.
Avant 1981, un François Mitterrand, alors premier secrétaire, pensait à juste titre que notre avenir s’inscrivait dans un rapport de forces où le Parti Socialiste aurait la confiance de plus de 30% des Français.
Objectif difficile à atteindre, mais non impossible, à condition cependant de s’en donner les moyens, c’est-à-dire à devenir un grand Parti qui, tout en affirmant ses principes et en s’y tenant fermement, sera capable d’accueillir en son sein l’ensemble des forces sociales désireuses de changement, un grand Parti qui, à l’image de nos partis frères européens, sera le catalyseur et l’expression des aspirations des couches salariales et non-salariales concernées par le progrès et le changement.
Afin d’y parvenir, il importe d’avoir non seulement un projet mobilisateur, répondant aux attentes des Français, mais encore à développer un état d’esprit nous obligeant, nous conduisant à nous écouter mutuellement, à nous respecter et à nous entendre.

Fondation Jean-Jaurès

Moderniser le Parti est bien-sûr nécessaire au-delà de la mise en place des télé-conférences et des minitel nécessaires. Les militants doivent trouver les outils qui peuvent permettre d'être acteurs et non spectateurs des joutes dont ils sont écartés.
J'ajouterai avec un certain sourire que puisse l'information, chère à notre camarade Gaston Defferre, qui est absent, atteindre les Bouches-du-Rhône et permettre une combinaison des votes des militants.
A cet égard, je dirai que le droit de vote de chaque adhérent, c'est aussi une des formes de la modernité.
Pour conclure n'oublions pas que le grand Parti de Jaurès s'est conçu au début de notre siècle, en ayant la volonté, le courage et l'intelligence de faire collaborer les familles Socialistes qui cherchent à mener ce combat.
Puissions-nous être capables de le faire à notre tour. De notre réussite ou de notre échec dépendra l'avenir de celles et de ceux qui nous font confiance.
Merci, mes camarades.
(Applaudissements)

La présidente - Je donne la parole à Denise Cacheux pour cinq minutes ensuite à Guy Poirier. Puis, je donnerai la parole à Yannick Bodin pour les résultats du vote indicatif.

Denise Cacheux

Mes camarades, la modernisation, sa nécessité paraît une évidence, et dans le débat préparatoire à la Convention tous les militants l'ont dit et pourtant leur première réaction, c'est la crainte des restructurations.
Les camarades du Nord qui se sont exprimés l'ont dit: nous payons chez nous un lourd tribut à la modernisation.
Les restructurations entraînent un pourcentage de plus en plus élevé de chômage. Une partie des jeunes ne peut pas entrer dans la vie active et s'insérer dans la société.
Certains cherchent à manifester leur existence par la provoquation et la destruction. Une part croissante de la population est évincée du monde du travail.
Or, le travail donne non seulement des moyens de vivre durant la vie active et durant la retraite, mais il donne aussi un statut social, une place dans la société.
Il est le garant de l'indépendance, de la liberté,des individus.
Il y a donc modernisation, oui, mais des choix collectifs sont à faire pour garantir à tous en attendant la reprise de la croissance, le droit à l'emploi.
Le partage de l'emploi, le partage des revenus, le transfert de revenus pour ceux qui sont exclus de l'emploi.
La première crainte à lever donc, c'est le risque de chômage.
Deuxième crainte que la modernisation fait naître : c'est l'introduction de nouvelles technologies, la disparité entre qualifiés et non qualifiés.
Dans la production mécanique, par exemple, les savoirs traditionnels requis dans certains métiers - je pense à mon secteur : tourneur, ajusteur, fraiseur - sont

Fondation Jean-Jaurès

désormais incorporés dans la machine. Pour piloter certaines unités, il faut un enrichissement des savoir en électricité, électronique, etc.
Les modifications dans le contenu du travail rendent obsolètes les grilles de classification.
Ceux qui n'ont pas eu accès à la formation accrue, voient leur qualification actuelle dévalorisée et rejoignent le contingent des non qualifiés.
La distance s'accentue entre les uns et les autres et ce, même dans le tertiaire.
Si l'on n'y prend pas garde, l'introduction de nouvelles technologies, la modernisation, risquent de renforcer les tendances à la déqualification du travail d'exécution et de creuser l'écart de situation entre différentes catégories de salariés.
Il faut absolument que l'introduction de nouvelles technologies dans les entreprises soit l'occasion de développer un nouveau contrat social, à travers des négociâtions portant à la fois sur les salaires, sur l'emploi, sur la durée du travail, sur la formation, sur les formes de division du travail.
Si à l'heure tardive qu'il est j'ai maintenu mon temps de parole, c'est pour insister sur un point qui n'a pas été beaucoup abordé aujourd'hui. Car beaucoup de camarades ont parlé et ont mieux parlé que moi de la modernisation dans la vie économique.
Ce que je voudrais dire, c'est que la modernisation ne concerne pas que la vie économique. De plus en plus de temps se vit en dehors du monde du travail.
L'abaissement de l'âge de la scolarité, l'abaissement de l'âge de la retraite, la réduction de la durée hebdomadaire du travail, l'allongement même de la durée de la vie amène des adolescents, des jeunes retraités, des hommes et des femmes encore en pleine possesssion de leur moyen, hors de la vie professionnelle.
Est-il alors normal que la vie professionnelle plie le reste de la vie familiale notamment à ces rythmes ?
Est-il normal que toutes les vies sociales continuent à être exclusivement structurées par le temps de travail ?
Une autre organisation du travail devrait être possible et plus compatible, soit avec la vie familiale, soit avec des projets extra-professionnels.
Pour tous les hommes, comme pour toutes les femmes, il serait temps de battre en brèche l'idée que les temps partiels ne peuvent être qu'un travail d'appoint.
Des solutions doivent être trouvées pour qu'on puisse prendre des responsabilités dans un travail auquel on est attaché tout en ayant d'autres intérêts dans l'existence : vie familiale, vie associative, vie politique, sportive, ou culturelle, recyclage, passage progressif à la retraite au lieu d'avoir certains cumuls.
Quant au temps libre, proprement dit, toutes les observations montrent qu'il est, lui aussi, l'occasion d'inégalités.
Ceux qui sont privilégiés dans leur vie de travail le sont aussi par le contenu de leur temps libre. Les plus rivés à un travail d'exécution sont aussi les plus démunis dans leur vie.
Attention, mes camarades, à ce que notre réflexion politique, notre organisation collective ne se fasse uniquement autour de la production.

Lionel Jospin nous a invité à parler au gouvernement à l'occasion de cette Convention. Je pense qu'il est nécessaire de dire que nous donnons - et c'est normal - beaucoup d'importance au gouvernement comme au Parti, à tout ce qui touche à l'économie, à l'industrie, à l'agriculture mais je souhaiterais que le gouvernement, comme le Parti, réfléchisse au temps qui est réservé au temps libre et à la consommation par exemple.
Bien sûr, il est indispensable de produire des richesses mais nous devons aussi nous préoccuper de permettre à chacun d'avoir des activités qui assurent son insertion sociale et son développement personnel, que ce soit dans le travail rémunéré ou dans la vie hors du travail.
Adjoint au maire de Lille, j'ai eu l'occasion de mener avec lui en 1979 et en 1980, des opérations qui ont servi de pré-figuration aux actions menées au cours des deux dernières années auprès de certains adolescents de certaines banlieues, et qui ont fait baisser la délinquence dans des pourcentages importants.
Ces solutions nous montrent la voie d'un nouvel aménagement social car ce qui est vrai pour les jeunes l'est aussi pour d'autres.
Il est indispensable d'assurer un droit à l'emploi, mais il y aura toujours des tâches professionnelles moins valorisantes que d'autres.
Il faut donc nous préoccuper de permettre à chacun d'accéder à des activités qui favorisent la socialisation et la créativité personnelle.
Ce n'est pas parce que les jeunes retraités ou les chômeurs ne menacent pas l'ordre établi que leur situation doit passer inaperçue.
Ce n'est pas seulement la qualité de la vie de travail qu'il faut améliorer mais aussi la vie hors du travail... Je veux parler ici de l'école. Si on lui reproche parfois de ne pas toujours bien préparer à la vie professionnelle comme d'ailleurs à la vie extra-professionnelle, des matières fondamentales pour la formation des personnes, pour leur autonomie, pour la participation à la vie sociale ont été négligées.
Je pense à la formation du citoyen en particulier.
Il est évident, comme le disait Jean Poperen qu'il ne faut pas faire de l'école le bouc-émissaire de tous nos maux mais on peut souhaiter qu'en complément de sa fonction de transmission des connaissances ; elle soit un lieu d'apprentissage en particulier de l'esprit critique et de la responsabilité.
On peut évoquer aussi les formes de la diffusion des nouvelles technologies avec le risque de dualisme qu'elles introduisent entre les couches de la population qui ns pourront pas s'habituer et facilement à ces codes abstraits.
Pour que ces produits ne soient pas seulement achetés mais appropriés, si nous voulons qu'ils améliorent la communication au lieu de favoriser le repli sur le domicile, sur la vie privée, cela suppose qu'on expérimente de nouvelles formes de communication dans certains lieux collectifs.
Cela concerne donc aussi l'organisation de la cité. Et les élus locaux qui sont les mieux placés pour redonner vie aux quartiers pour aider la vie associative, pour assurer une meilleure utilisation des équipements existants, pour aider les initiatives doivent s'y employer.
Il convient donc de s'interroger sur l'impact des nouvelles technologies sur les

modes de vie.
Au-delà de la fascination exercée par la nouveauté de la performance technique, cela amène beaucoup d'interrogations. Quels seront les usages que feront les individus et les familles des équipements électroniques domestiques ?
Des bandes de données, des réseaux de télé-distribution... Quelles fonctions rempliront les masses d'information codées, cela permettra-t-il de faire circuler ? Quels sont les besoins auxquels ils répondront ?
Un travail de prospective récent recensait une liste d'application possible des nouvelles technologies, impliquant des changements de mode de vie d'importance illégale mais certains sont très importants.
Je pense en particulier au télé-travail qui signifie une restructuration complète du mode de vie des intéressés.
Pour l'instant, c'est l'incertitude sur l'impact de ces nouveaux biens et services. Sur le volume et sur la structure des emplois qu'elles introduiront, comment passerons-nous des potentialités des nouvelles techniques à leur utilisation réelle ?
Ce que je veux dire en conclusion, c'et que si les modes de vie s'organisent principalement à partir du système productif et de la vie de travail, si l'espace social et les temps d'existence sont largement structurés en fonction des besoins de main d'œuvre, s'il y a des défis à relever pour moderniser la vie économique, il y a également beaucoup à faire pour moderniser les modes de vie pour éviter la désagrégation sociale.
L'avenir des modes de vie implique des orientations politiques d'ensemble. Dans une période cruciale de mutation, nous devons dire non seulement comment moderniser l'économie mais aussi comment la moderniser pour l'inscrire dans une perspective politique globale d'amélioration des modes de vie et comment renforcer la solidarité nationale qui risquerait d'être mise à mal par l'aggravation des inégalités ?
(Applaudissements)

La présidente - Merci. La parole est à Guy Poirier pour cinq minutes. Je rappelle aux membres de la Commission des résolutions qu'ils ont à prendre leurs affaires qui seraient aux vestiaires qui seront fermés tout à l'heure.

Guy Poirier

Mes camarades, depuis des mois déjà-tous les sondages d'opinion l'indiquent - les élections partielles prouvent que la Gauche - c'est un fait - est minoritaire dans le pays. Les militants doutent et c'est dans ce climat: d'inquiétude que se sont tenues les Conventions fédérales... inquiétude quand ce n'était pas parfois l'indifférence.
Et pourtant, le débat entamé depuis plusieurs semaines était nécessaire, même s'il n'a pas toujours été suivi massivement il a été presque toujours très riche ; préparé par un texte qui expose d'une manière claire et réaliste des objectifs qui sont les nôtres.
Dans ma fédération, il a été approuvé par la totalité des militants. Ils se sont

reconnus dans ce texte. Mais ils ont estimé qu'il fallait aller plus loin.
Moderniser l'économie, certainement. Moderniser la société, certainement, mais il faut aussi moderniser notre Parti dans sa pensée, dans son rôle et dans son fonctionnement. Moderniser la pensée du Parti Socialiste... il nous faut avoir le courage de reconnaître que nombre de projets que nous avions avancés quand nous étions dans l'opposition et que nombre d'idées que nous avions émises, n'ont pas toujours résisté à l'épreuve du pouvoir.et se sont avérées inadaptées aux réalités?
Le divorce qui est ainsi résulté entre la pensée Socialiste - celle que nous véhiculons dans nos discours et dans nos textes - et l'action gouvernementale.
Ce divorce a créé quleques difficultés, et a empêché quelquefois à notre Parti de jouer son véritable rôle.
Le texte qui nous est proposé permet de corriger la trajectoire et c'est une très bonne chose. Il ne saurait y avoir, en effet, d'un coté, un gouvernement chargé de gérer, en fonction des réalités, soumis à des contraintes de toutes sortes, tant internationales que nationales, économiques sociales, politiques et culturelles et, de l'autre, un Parti chargé de rappeler les principes sacro-saints, détenteur des tables de la loi.
A quoi sert de proclamer des dogmes si dans l'action quotidienne on ne peut les respecter ?
La confusion qui en résulte souvent ne peut que troubler l'opinion et elle fait naitre le doute chez ceux qui nous ont fait confiance. Le temps n'est pas si lointain où, dans les Congrès du Parti, d'où nous sommes en partis issus, on devait lutter contre l'impérialisme, alors que ceux qui votaient les textes du Congrès menaient au gouvernement des guerres coloniales.
Je sais qu'on m'objectera que lorsqu'on commence à abandonner les principes, a oublier les dogmes, on opère des replis idéologiques, on risque de perdre alors l'objectif qu'on s'est fixé. Mais abandonner les dogmes ou certains dogmes ne signifie pas qu'on prone l'opportunisme, cela ne veut pas dire tourner le dos à certaines valeurs.
Etre Socialiste aujourd'hui, il faut le répéter, c'est reconnaître certaines valeurs et se reconnaître dans certaines valeurs.
Ces valeurs, nous les connaissons, il y a eu sur ce plan là un large accord entre nous. C'est d'abord plus de liberté, lutter pour les libertés, donc contre le libéralisme, c'est vouloir plus de justice sociale, plus de responsabilité, plus de démocratie, une plus grande solidarité internationale.
Nous sommes unanimes sur ces points.
Mais c'est surtout changer la société. Cette volonté n'est possible que si on s'en donne les moyens. Or, nous savons qu'une société comme la notre où les mentalités se sont forgées à travers une vieille histoire, une société marquée par des millénaires de tradition n'accepte des changements qu'à dose homéopathique, nous savons bien que les véritables révolutions sont lentes à s'accomplir, à conduire. C'est toute la question d'ailleurs de la rupture avec le capitalisme qui se trouve posée.
Etre Socialiste, c'est aussi avoir des exigences, et ces exigences, c'est intégrer

Contribution Jean Jaurès

toutes les difficultés que nous avons rencontrées, c'est comprendre les problèmes d'une société qui s'interroge et c'est à partir de là que nous devons définir dans les mois à venir un projet mobilisateur qui puisse être présenté au pays en 1986, sachant très bien que nous ne pourrons pas gagner uniquement sur la base du bilan de l'action gouvernementale.
Moderniser la pensée du Parti, moderniser aussi son rôle et son fonctionnement : un Parti, et tout le monde le sait, n'est pas par nature fait pour exercer le pouvoir ; cela suppose une stratégie pour le conquérir ou le garder. Or, par la rupture de l'union, par l'inexistance d'un centre qui prenne en compte les réalités sociales, le Parti Socialiste se trouve dans une situation délicate.
Dès lors se trouve posé le problème de savoir avec qui passer des alliances, à quelle coalition gouvernementale il pourra participer.pour être demain un outil indispensable à la société française, il faut un parti d'une capacité plus grande d'adaptation aux réalités d'aujourd'hui, un parti de masse qui soit représentatif de la société actuelle, qui soit inséré dans le vécu social.
Il faut aussi un Parti qui reprenne le goût, comme il le fait aujourd'hui, comme il le fait depuis plusieurs semaines, aux débats Il faut privilégier ces débats, de manière horizontale organiser ces grandes discussions sur des questions qui se posent sans lier les réponses à la question du pouvoir dans le Parti.
Un parti moderne, c'est un parti aussi qui sait intégré des méthodes modernes d'action.
Le Parti Socialiste n'a qu'insuffisamment réfléchi aux méthodes modernes de communication à utiliser ; il en reste aux distributions de tracts, à la pose d'affiches, sa présence est insuffisante au niveau des radios locales, c'est significatif, pourquoi n'avons nous pas une presse interne digne de ce nom ? Pourquoi avons-nous tant de mal à faire passer notre message ?
Nous savons bien très souvent que les médias nous sont hostiles ; on entend souvent les militants le dire, mais je dirai qu'il ne sert à rien de s'en prendre aux médias, si on ne sait pas ce qu'on doit dire sur la base du parler vrai, avec la méthode du parler clair.
(Applaudissements)

Le président - C'était le dernier orateur du débat général.
Nous allons donc procéder à la lecture des résultats du vote indicatif issu des Conventions fédérales. La parole est à Yannick Bodin.

Yannick Bodin

A l'issue du débat de ce jour, avant la réunion de la Commission des résolutions, l'heure est venue de vous communiquer les résultats des votes. Je rapporte ici au nom de la commission de vérification des mandats.
La commission a enregistré les votes exprimés par les fédérations. Elle a procédé aux vérifications nécessaires après avoir, à chaque fois, entendu les délégués fédéraux concernés, et elle proclame les resultats suivants devant la Convention nationale.
Vote sur le projet de resolution :

Collection Jean Jaurès

total des mandats exprimés : 6793.
Pour : 6175 mandats, soit 90,90%.
(Applaudissements)
Contre : 86 mandats : 1,27%.
Abstentions : 460 mandats : 6,77%.
Refus de vote : 72 mandats : 1,06%.
Le projet de résolution est donc adopté.
Vote sur les amendements :
vote sur l'amendement n°1 : total des mandats exprimés : 6516.
Pour : 1295 : 19,88%.
Contre : 3917 : 60,11%.
Abstentions : 993 : 15,24%.
Refus de vote : 311 : 4,77%, l'amendement est donc repoussé.
Vote sur l'amendement n°2 : mandats exprimés : 6527.
Pour : 1002 : 15,35%.
Contre : 4103 : 62,86%.
Abstentions : 1098 : 16,82%.
Refus de vote : 324 : 4,97%.
L'amendement est donc repoussé.
Vote sur l'amendement n°3 : mandats exprimés : 6488.
Pour : 851 : 13,24%.
Contre : 4498 : 65,31%.
Abstentions : 1052 : 16,36%.
Refus de vote : 327 : 5,09%.
L'amendement n°3 est repoussé.
Vote sur l'amendement n°4 : mandats exprimés : 6527.
Pour : 1124 : 17,22%.
Contre : 3950 : 60,52%.
Abstentions : 1036 : 17,40%.
Refus de vote : 317 : 4,86%.
L'amendement est donc repoussé.
Ce rapport de la commission de vérifications des mandats vous a été présenté au nom de la commission unanime.
Je terminerai en remerciant le président de séance d'avoir accepté de ne pas limiter mon temps de parole.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Yannick Bodin, à la fois pour la rapidité de son élucotion et la précision du compte-rendu.
Nous allons donc nous rendre, pour ceux qui en font partie, à la Commission des résolutions.
J'indique par ailleurs que la séance reprendra demain matin a 9 h. 30 très précises.
La commission des résolutions se tiendra dans la salle située en arrière de celle-ci, à laquelle vous pouvez accéder par la porte indiquée "salle de presse".

Fondation Jean-Jaurès

(La séance est suspendue)

Coll. Fondation Jean-Jaurès